
Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DU SECRÉTARIAT

SINGAPOUR

Révision

Le présent rapport, préparé pour le huitième examen de la politique commerciale de Singapour, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à Singapour des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Martha Lara (tél.: 022 739 6033) et M. Pierre Latrille (tél.: 022 739 5266).

La déclaration de politique générale présentée par Singapour est reproduite dans le document WT/TPR/G/413.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	7
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	12
1.1 Principales caractéristiques de l'économie.....	12
1.2 Évolution économique récente.....	16
1.2.1 Politique budgétaire et dette	16
1.2.2 Politique monétaire et politique de taux de change	17
1.2.3 Réponse face à la pandémie de COVID-19	18
1.2.4 Balance des paiements	21
1.3 Évolution des échanges et des investissements	23
1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services.....	23
1.3.1.1 Commerce des marchandises	23
1.3.1.2 Commerce des services.....	26
1.3.2 Tendances et structure de l'IED	27
2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT	30
2.1 Cadre général.....	30
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale	30
2.3 Accords et arrangements commerciaux	31
2.3.1 OMC	31
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels	33
2.3.3 Autres accords et arrangements	40
2.4 Régime d'investissement	40
3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE	44
3.1 Mesures visant directement les importations.....	44
3.1.1 Procédures douanières, évaluation en douane et prescriptions douanières.....	44
3.1.1.1 Procédures douanières.....	44
3.1.1.2 Facilitation des échanges.....	45
3.1.1.3 Évaluation en douane	47
3.1.2 Règles d'origine	48
3.1.3 Droits de douane.....	48
3.1.4 Autres impositions visant les importations	50
3.1.4.1 Taxe sur les marchandises et les services (GST).....	50
3.1.4.2 Autres impositions	51
3.1.4.3 Droits d'accise	52
3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation	52
3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde.....	56
3.1.7 Autres impositions visant les importations	56
3.2 Mesures visant directement les exportations	56
3.2.1 Procédures et prescriptions douanières.....	56
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements.....	57

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation	57
3.2.4 Soutien et promotion des exportations	60
3.2.4.1 Soutien à l'internationalisation	60
3.2.4.1.1 Zones franches.....	61
3.2.4.1.2 Programme pour grands exportateurs.....	61
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation	62
3.3 Mesures visant la production et le commerce	62
3.3.1 Fiscalité et mesures d'incitation	62
3.3.1.1 Fiscalité des entreprises	62
3.3.1.2 Incitation fiscales et non fiscales	62
3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques.....	64
3.3.2.1 Normes	64
3.3.2.2 Règlements techniques	65
3.3.2.3 Évaluation de la conformité	66
3.3.2.4 Accréditation.....	66
3.3.2.5 Prescriptions en matière d'étiquetage	67
3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires.....	68
3.3.3.1 Aperçu général.....	68
3.3.3.2 Produits alimentaires	70
3.3.3.3 Santé animale et préservation des végétaux	71
3.3.3.4 Étiquetage des produits alimentaires	71
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix	72
3.3.4.1 Politique de la concurrence.....	72
3.3.4.2 Contrôle des prix.....	75
3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation	75
3.3.6 Marchés publics	77
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle	80
3.3.7.1 Introduction	80
3.3.7.2 Politiques en matière de promotion et de commercialisation de l'innovation	82
3.3.7.3 Contexte international	83
3.3.7.4 Cadre réglementaire.....	84
3.3.7.5 Brevets	84
3.3.7.6 Dessins et modèles industriels	85
3.3.7.7 Marques	86
3.3.7.8 Indications géographiques.....	86
3.3.7.9 Droit d'auteur	87
3.3.7.10 Moyens de faire respecter les droits.....	87
3.3.7.11 Questions de PI liées à la COVID-19.....	89
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR.....	90
4.1 Agriculture, sylviculture et pêche.....	90

4.2 Industries extractives et énergie.....	90
4.2.1 Charbon.....	92
4.2.2 Hydrocarbures.....	92
4.2.2.1 Pétrole.....	92
4.2.2.2 Gaz.....	93
4.2.3 Énergies renouvelables.....	93
4.2.4 Électricité.....	93
4.3 Secteur manufacturier.....	96
4.4 Services.....	100
4.4.1 Services financiers.....	100
4.4.1.1 Services bancaires.....	101
4.4.1.2 Assurance.....	105
4.4.1.3 Services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, et services de gestion d'actifs.....	107
4.4.1.4 Régimes applicables aux technologies financières, aux paiements électroniques et à la cryptomonnaie.....	111
4.4.1.4.1 Technologies financières.....	111
4.4.1.4.2 Paiements électroniques.....	113
4.4.2 Services de télécommunication.....	115
4.4.3 Transport aérien.....	119
4.4.4 Transport maritime.....	123
5 APPENDICE – TABLEAUX.....	130

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Composition par produit du commerce des marchandises, par principale section du SH, 2015 et 2020.....	24
Graphique 1.2 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2015 et 2020.....	25
Graphique 1.3 Investissement étranger direct, 2000-2019.....	28
Graphique 2.1 Aperçu général des domaines couverts par les ALE de Singapour.....	35
Graphique 2.2 Part du commerce préférentiel et des principaux partenaires commerciaux, 2019.....	36
Graphique 3.1 Frais pour usage de la propriété intellectuelle, n.i.a., 2010-2019.....	81
Graphique 4.1 Principales statistiques relatives à l'énergie, 2015-2019.....	90
Graphique 4.2 Approvisionnement total en énergie par source, 2015 et 2018.....	91
Graphique 4.3 Commerce des produits pétroliers raffinés, 2015-2019.....	93
Graphique 4.4 Sources d'énergie utilisées pour la production d'électricité, 2015 et 2019.....	94
Graphique 4.5 Vols de passagers, janvier à décembre, 2019 et 2020.....	120
Graphique 4.6 Parts de Singapour dans différents secteurs maritimes au niveau mondial, 2019.....	124
Graphique 4.7 Flotte nationale: capacité de charge par type de navire ^a , 2015 et 2019.....	125

TABLEAUX

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2016-2020.....	12
Tableau 1.2 Principaux indicateurs économiques, 2016-2020	14
Tableau 1.3 Dépenses budgétaires en 2020.....	19
Tableau 1.4 Principales mesures des budgets destinées à faire face aux effets économiques de la pandémie	20
Tableau 1.5 Balance des paiements, 2016-2020	22
Tableau 1.6 Commerce des marchandises par principales catégories de la Classification CTCI Rev.3, 2015-2019.....	23
Tableau 1.7 Commerce des services, 2016-2020	26
Tableau 1.8 Flux entrants d'IED par origine et par secteur, 2015-2019.....	28
Tableau 2.1 Participation aux ACR (notifiés et non notifiés), au 16 avril 2021.....	33
Tableau 2.2 Accords bilatéraux d'investissement.....	41
Tableau 3.1 Aperçu du cadre d'évaluation TradeFIRST, août 2020	46
Tableau 3.2 Droits NPF appliqués et consolidés, 2021	49
Tableau 3.3 Analyse succincte des taux consolidés, 2021.....	49
Tableau 3.4 Programmes d'allègement de la GST, août 2020	50
Tableau 3.5 Taux des droits d'accise et modifications, 2016-2021	52
Tableau 3.6 Marchandises soumises à des prohibitions à l'importation ou à un régime de licences non automatiques.....	53
Tableau 3.7 Marchandises soumises à des prohibitions à l'exportation et à un régime de licences non automatiques.....	58
Tableau 3.8 Principales modifications de la législation SPS, 2016-août 2020	68
Tableau 3.9 Statistiques relatives à la concurrence, 2015-2019	74
Tableau 3.10 Marchés publics, exercice budgétaire 2015-2019	77
Tableau 3.11 Nombre de perquisitions menées et valeur totale des marchandises saisies, 2016-2020.....	88
Tableau 4.1 Principaux partenaires à l'importation de pétrole brut (SH 2709), 2015-2019	92
Tableau 4.2 Production, valeur ajoutée et emploi dans le secteur manufacturier par pôle industriel, 2015 et 2020	96
Tableau 4.3 Principaux indicateurs économiques des banques à capitaux singapouriens, fin 2019	102
Tableau 4.4 Les 14 principales banques étrangères, juin 2020.....	102
Tableau 4.5 Résultats des banques, 2015-2020	102
Tableau 4.6 Types de licences bancaires	103
Tableau 4.7 Taux de pénétration et densité de l'assurance, 2015-2019	105
Tableau 4.8 Compagnies d'assurance exerçant à Singapour, selon le type d'activité et la forme juridique, 2019	105
Tableau 4.9 Actifs du secteur de l'assurance, 2014-2019	105
Tableau 4.10 Principaux indicateurs économiques des 10 premières compagnies d'assurance-vie, 2019.....	106
Tableau 4.11 Principaux indicateurs économiques des 10 premières compagnies d'assurance générale/autre que sur la vie, 2018	106

Tableau 4.12 Description des services de paiement réglementés	114
Tableau 4.13 Indicateurs relatifs aux télécommunications, 2015-2019	115
Tableau 4.14 Données concernant les prix de la téléphonie mobile, 2019	116
Tableau 4.15 Données concernant les prix par ligne fixe à large bande, 2019	116
Tableau 4.16 Données statistiques sur le réseau d'aéroports, 2015-2020	120
Tableau 4.17 Aperçu des compagnies aériennes, 2019-2020	122
Tableau 4.18 Accords sur le transport aérien conclus entre 2015 et 2020	123
Tableau 4.19 Transports maritimes, 2015-2020	124
Tableau 4.20 Nombre de navires immatriculés à Singapour par type, 2015-2020	126
Tableau 4.21 Capacité de charge des navire battant pavillon singapourien, 2015-2020	126
Tableau 4.22 Capacité de charge des navires effectivement détenus et contrôlés par des armateurs singapouriens par pavillon d'immatriculation, 2015-2020	126

ENCADRÉS

Encadré 4.1 Principaux indicateurs économiques du secteur des services financiers, 2015-2019	100
Encadré 4.2 Principaux indicateurs du secteur bancaire, 2015-2019	101
Encadré 4.3 Principaux indicateurs économiques des services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, et des services de gestion d'actifs, 2015-2019	108

APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises par section et par principal chapitre/sous-position du SH, 2015-2020	130
Tableau A1. 2 Exportations de marchandises de Singapour par destination, 2015-2020	131
Tableau A1. 3 Importations de marchandises par section et par principal chapitre/sous-position du SH, 2015-2020	132
Tableau A1. 4 Importations de marchandises de Singapour par provenance, 2015-2020	133
Tableau A3. 1 Principales incitations fiscales et non fiscales, et soutien aux PME, 2020	134
Tableau A3. 2 Modifications des prescriptions SPS visant les produits alimentaires, octobre 2015-août 2020	141
Tableau A3. 3 Protection de la propriété intellectuelle, 2020	144
Tableau A3. 4 Demandes et enregistrements de marques de fabrique ou de commerce, de brevets, et de dessins et modèles industriels, 2016-2020	147

RÉSUMÉ

1. L'économie de Singapour est, depuis longtemps, caractérisée par une forte croissance, une inflation modérée, un faible taux de chômage, de vastes réserves budgétaires et monétaires, une stabilité financière et une ouverture au commerce et à l'investissement internationaux. Ces bons résultats ont été soutenus par des politiques macroéconomiques solides, qui ont permis d'accroître considérablement le niveau de vie au cours des 20 dernières années. Aujourd'hui, Singapour a l'un des PIB par habitant les plus élevés d'Asie (59 819 USD).

2. Entre 2016 et 2019, l'économie singapourienne a progressé à un taux annuel moyen de 3,1 %, sous l'effet principalement de la consommation intérieure et, certaines années, des exportations nettes, tandis que la contribution de l'investissement brut a été modeste. Du côté de l'offre, le secteur des services est le principal contributeur au PIB (70%) et à l'emploi (76%), suivi par le secteur manufacturier (21,5% et 12,4%, respectivement), les parts de l'agriculture, de la pêche et des industries extractives étant négligeables.

3. En 2020, la pandémie de COVID-19 a porté un coup dur à l'économie singapourienne car les mesures d'endiguement et les restrictions en matière de voyages mises en place pour répondre à la crise sanitaire, tant au niveau interne qu'à l'étranger, ainsi que la chute de la demande extérieure et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, ont eu de lourdes conséquences sur l'activité économique. De ce fait, le PIB s'est contracté de 5,4% en 2020. Pour atténuer les retombées économiques de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a instauré une série de mesures budgétaires et monétaires par la mise en œuvre de cinq budgets entre février et octobre 2020, pour un montant total de 100 milliards de SGD (près de 20% du PIB). Les mesures de soutien comprenaient des transferts d'espèces et un soutien des revenus, des subventions salariales, un soutien à l'amélioration des compétences, un allègement de l'impôt foncier et de l'impôt sur les sociétés, des dérogations relatives à la location, la fourniture d'un financement abordable (en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME)) et des incitations à l'adoption de nouvelles technologies.

4. Conformément à son cadre budgétaire, le gouvernement a maintenu un budget équilibré pendant la période 2016-2019. Toutefois, un déficit estimé à 13,9% du PIB a été enregistré en 2020, principalement en raison de l'augmentation des dépenses liées à la mise en œuvre des cinq budgets pour soutenir l'économie. L'Autorité monétaire de Singapour a répondu aux effets économiques de la crise sanitaire en assouplissant la politique monétaire, qui est centrée sur le taux de change, en augmentant les liquidités dans le système financier et en mettant en place des programmes destinés à faciliter l'octroi de prêts. Les autorités s'attendent à ce que l'économie se redresse progressivement en 2021, quoique de manière inégale selon les secteurs.

5. Pendant la période considérée, Singapour a enregistré un excédent important du compte courant, soit en moyenne 16% du PIB entre 2016 et 2020, en raison d'excédents importants de la balance du commerce des marchandises. Du fait de sa position extérieure solide et de son statut de plate-forme financière internationale, Singapour a accumulé d'importantes réserves de change, qui s'élevaient à 362 milliards d'USD en 2020.

6. Singapour reste une économie très ouverte, son commerce bilatéral (marchandises et services) représentant 320% du PIB. Le commerce en entrepôt en représente une grande partie, ce qui reflète le statut de plate-forme commerciale du pays: en 2020, 55% des exportations totales de marchandises étaient des réexportations. Les flux commerciaux de Singapour indiquent que la région Asie-Océanie constitue le principal marché et le premier fournisseur du pays, bien que les États-Unis, l'Union européenne (UE-27) et d'autres pays extérieurs à la région restent des partenaires commerciaux importants. Les exportations de Singapour sont dominées par les produits manufacturés (74% des exportations totales de marchandises), les machines et le matériel électrique (notamment les circuits intégrés électroniques) étant les principaux produits exportés. Les importations sont elles aussi concentrées sur les produits manufacturés, suivis du pétrole et des produits minéraux. Les principaux services exportés comprennent divers services fournis aux entreprises, ainsi que les services de transport et les services financiers. Les flux d'investissement étranger direct (IED) montrent l'importance des partenaires extrarégionaux, comme les États-Unis, l'UE-27 et le Royaume-Uni, qui sont des sources d'investissement. Le volume important des flux entrants d'IED peut indiquer que Singapour offre un environnement favorable à l'activité des entreprises et des régimes d'investissement attractifs.

7. Les difficultés auxquelles l'économie singapourienne sera confrontée dans un avenir proche incluent un éventuel ralentissement de la reprise du commerce mondial de marchandises, une baisse des exportations de services de transport et de services relatifs aux voyages en raison des restrictions prolongées à la mobilité internationale, des tensions commerciales continues entre de grandes économies et l'incertitude concernant l'évolution de la pandémie de COVID-19. En tant que plate-forme financière internationale, Singapour est exposée à l'instabilité des marchés financiers, notamment en raison des afflux de capitaux importants enregistrés au fil des ans, qui ont donné lieu à un passif extérieur considérable. À moyen terme, les difficultés structurelles comprennent le vieillissement rapide de la population, la nécessité d'améliorer encore la répartition des revenus, les inadéquations de compétences sur le marché du travail et l'adaptation à l'évolution technologique. Pour surmonter ces difficultés, Singapour s'est lancée dans un programme de transformation économique fondé sur les recommandations publiées en 2017 par le Comité de la future économie. L'objectif consiste à établir une économie créatrice de valeur qui soit ouverte et connectée au monde en renforçant les compétences et les capacités et en soutenant l'innovation et le passage au numérique. Parmi les stratégies visant à atteindre cet objectif figure la mise en œuvre de 23 Feuilles de route pour la transformation industrielle, qui couvrent environ 80 % du PIB de Singapour.

8. Les principaux objectifs de la politique commerciale de Singapour, qui sont restés globalement inchangés pendant la période considérée, consistent à élargir les possibilités à l'étranger pour les entreprises basées dans le pays, à promouvoir un environnement commercial prévisible et équitable et à réduire au minimum les obstacles à l'importation et à l'exportation, en améliorant l'environnement commercial et économique de Singapour. Les autorités notent que les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont renforcé l'importance du maintien de la connectivité et de l'ouverture de Singapour au monde. En tant que fervent défenseur du système commercial multilatéral fondé sur des règles, Singapour est co-organisatrice de l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique et elle participe aux initiatives conjointes sur la facilitation de l'investissement et sur les micro, petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale. Elle est également partie à l'Accord sur les technologies de l'information. Pendant la période à l'examen, Singapour a présenté 113 notifications à 11 comités de l'OMC.

9. Pendant la période considérée, Singapour n'a été impliquée dans aucun différend commercial à l'OMC, que ce soit en tant que partie plaignante ou partie défenderesse. Toutefois, elle a participé activement au mécanisme de règlement des différends en tant que tierce partie. Singapour est membre de l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire.

10. Singapour considère que les accords de libre-échange (ALE) complètent le système commercial multilatéral et a élargi la portée de ses ALE pour y inclure des questions telles que le commerce électronique, les droits de propriété intellectuelle (DPI), la concurrence, les marchés publics et le règlement des différends. Elle dispose d'un réseau de 27 ALE, dont 7 sont des accords conclus dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Pendant la période considérée, Singapour a signé sept nouveaux accords et en a réexaminé ou actualisé sept autres. La part des échanges avec les partenaires préférentiels dépasse 95 %, tant pour les exportations que pour les importations.

11. Le régime d'investissement de Singapour n'a connu aucun changement majeur depuis le dernier examen. La politique générale vise à attirer l'investissement étranger, et les investisseurs nationaux et étrangers sont soumis à la même législation de base. Il y a toutefois certaines limitations concernant la participation étrangère et le champ d'activité des entreprises, ainsi que certaines restrictions en matière de résidence visant des secteurs considérés comme stratégiques et/ou essentiels pour la sécurité nationale, tels que la radiodiffusion, les médias d'information nationaux, les services bancaires de détail, les services juridiques et comptables, les ports et aéroports, et la propriété résidentielle.

12. Singapour dispose de vastes réseaux d'accords bilatéraux d'investissement et de conventions fiscales bilatérales. La Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, conclue sous les auspices de l'OCDE, est entrée en vigueur pour Singapour en 2016.

13. Les procédures douanières sont restées globalement inchangées depuis le dernier examen. Elles sont entièrement numérisées et menées avec rapidité par le biais du guichet unique national TradeNet. Depuis septembre 2018, la plate-forme commerciale en réseau (NTP), un nouvel

écosystème unique pour le commerce et la logistique, relie les acteurs tout au long de la chaîne de valeur commerciale à Singapour et à l'étranger. La NTP remplacera progressivement TradeNet en tant que plate-forme unique pour les demandes de permis douaniers.

14. Singapour est depuis longtemps au premier plan des initiatives en matière de facilitation des échanges. Elle a été l'un des premiers Membres de l'OMC à ratifier l'Accord sur la facilitation des échanges et a mis en œuvre toutes les dispositions de ce dernier depuis l'entrée en vigueur de l'Accord en 2017. Singapour continue d'exploiter son Système intégré de facilitation des échanges fondé sur le risque (TradeFIRST), en vertu duquel les autorités douanières appliquent des mesures de facilitation des échanges pour les entreprises d'après une évaluation de ces dernières selon un classement en cinq catégories (du niveau de base au niveau supérieur). Singapour a également entrepris des efforts de facilitation des échanges au sein de l'ASEAN, y compris pour la mise en œuvre du guichet unique de l'ASEAN à partir de décembre 2019.

15. Dans le cadre du régime de droits NPF appliqués de Singapour, tous les produits sont assujettis à un taux nul, à l'exception de quatre lignes tarifaires correspondant à deux catégories de produits (stout ou porter; et autres bières de malt, y compris l'ale). Environ 30% de l'ensemble des lignes tarifaires ne sont pas consolidées, ce qui pourrait donner lieu à une certaine imprévisibilité pour les négociants. Une taxe à la consommation (taxe sur les marchandises et les services) de 7% est perçue sur les marchandises importées et les marchandises produites dans le pays. Des droits d'accise sont perçus sur les boissons alcooliques, le tabac et les produits du tabac, les véhicules automobiles et les carburants pour moteurs, nationaux et importés; les droits visant les produits du tabac et les carburants pour moteurs ont augmenté pendant la période à l'examen. Des prohibitions à l'importation et des prescriptions en matière de licences d'importation (en grande partie non automatiques) sont appliquées principalement pour des raisons de santé, de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement, ou pour se conformer aux dispositions des accords internationaux. Le cadre général des contrôles à l'importation est resté fondamentalement inchangé.

16. Pendant la période considérée, aucune modification n'a été apportée au cadre juridique de Singapour régissant l'application de mesures antidumping et de mesures compensatoires et aucune mesure de ce type n'est actuellement en vigueur. Singapour n'a pas de législation sur les sauvegardes.

17. Divers produits sont soumis à des contrôles à l'exportation pour des raisons de sécurité, de sûreté, de santé et de protection de l'environnement, ou pour honorer des engagements internationaux. Il n'y a pas de taxes ni d'impositions à l'exportation. Pour pallier la taille limitée de son marché intérieur, Singapour aide les entreprises basées dans le pays à se développer sur les marchés étrangers au moyen d'activités de promotion des exportations et d'aide à la commercialisation, d'un soutien financier et d'incitations fiscales. Par exemple, dans le cadre du Programme des négociants mondiaux (GTP), les entreprises bénéficient d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les revenus admissibles provenant d'activités commerciales internationales pendant trois à cinq ans.

18. De nombreuses incitations fiscales et non fiscales sont fournies pour aider les entreprises basées à Singapour. D'une manière générale, ces incitations visent à encourager les entreprises à accroître leur production et leurs investissements, à adopter de nouvelles technologies et à investir dans la recherche-développement et la formation, ou à soutenir les PME et les jeunes entreprises. Certaines incitations visent des secteurs ou des activités spécifiques, comme les services financiers, le tourisme, le transport et les services maritimes, et les activités des sièges sociaux. La plupart des régimes d'incitations dont il a été fait état au moment du dernier examen restent en place; quelques nouvelles incitations ont été introduites, comme le Programme d'incitations au développement de la propriété intellectuelle, annoncé en 2017 pour encourager l'utilisation de la propriété intellectuelle découlant de la R&D. Les autorités examinent régulièrement les programmes d'incitations. Toutefois, les renseignements sur les dépenses budgétaires ou sur les coûts économiques (recettes sacrifiées) liés aux incitations ne sont pas mis à la disposition du public. Singapour a informé l'OMC qu'elle n'accordait aucune subvention à notifier au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

19. En 2018, Entreprise Singapore est devenue l'organisme national de normalisation et d'accréditation à la place de SPRING Singapore; le régime concernant les obstacles techniques au commerce (OTC) est quant à lui resté pratiquement inchangé pendant la période considérée. Depuis 2016, Singapour a conclu 13 nouveaux accords de reconnaissance mutuelle avec ses partenaires

commerciaux. En 2019, des changements ont été apportés au cadre institutionnel régissant les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS): l'Agence des produits alimentaires de Singapour a été créée pour traiter les questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, tandis que l'administration des questions relatives à la santé des animaux et à la préservation des végétaux a été confiée à l'Office des parcs nationaux. Les lois pertinentes ont été modifiées pour tenir compte des changements institutionnels en question. À part ces changements, le cadre réglementaire SPS demeure fondamentalement inchangé. Singapour présente régulièrement des notifications aux Comités SPS et OTC. Aucune préoccupation commerciale spécifique n'a été soulevée au sein d'un quelconque comité au sujet des mesures notifiées par Singapour pendant la période à l'examen.

20. Certaines modifications ont été apportées à la législation et aux lignes directrices relatives à la concurrence, principalement pour renforcer les pouvoirs d'exécution de l'autorité chargée de la concurrence et améliorer la transparence et la clarté du régime. Par ailleurs, en 2018, cette autorité a en outre été chargée d'administrer la législation sur la protection des consommateurs et a été rebaptisée Commission de la concurrence et de la consommation de Singapour (CCCS). Pendant la période à l'examen, la CCCS a activement poursuivi ses activités d'exécution en publiant plusieurs décisions en matière d'infraction destinées à lutter contre les pratiques anticoncurrentielles impliquant des branches de production telles que la fabrication, le transport et la distribution de produits alimentaires.

21. Les entreprises publiques de Singapour (également appelées entreprises liées à l'État (GLC)) continuent de jouer un rôle majeur dans l'économie. Les GLC exercent leurs activités dans divers secteurs et sont gérées sur une base commerciale par Temasek, la société de portefeuille du gouvernement. Les autorités indiquent que le gouvernement n'accorde ni subventions ni traitement spécial à Temasek. Singapour a notifié à l'OMC qu'elle ne maintenait aucune entreprise commerciale d'État.

22. Singapour est partie à l'Accord révisé de l'OMC sur les marchés publics. Depuis le dernier examen, aucune modification n'a été apportée au cadre juridique régissant les marchés publics. Les fournisseurs nationaux n'ont pas droit à des préférences ou à des marchés réservés. Les contestations concernant les décisions en matière de marchés publics sont traitées par le Tribunal des marchés publics; aucune procédure n'a été engagée pendant la période considérée.

23. Le régime de propriété intellectuelle de Singapour est censé offrir l'une des plus fortes protections au monde dans ce domaine, ce qui témoigne de la conviction du pays que les biens incorporels tels que la propriété intellectuelle dynamiseront de plus en plus sa croissance. Pendant la période considérée, Singapour a modifié ou promulgué de nouvelles lois et réglementations concernant les brevets, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, le droit d'auteur, les moyens de faire respecter les droits à la frontière et le règlement des différends pour actualiser son régime de propriété intellectuelle, honorer des engagements internationaux, améliorer les moyens de faire respecter les DPI et faire de Singapour une juridiction de choix pour les modes alternatifs de règlement des différends. Plusieurs initiatives ont également été mises en œuvre pour promouvoir l'innovation et la commercialisation des DPI obtenus.

24. À Singapour, le poids économique du secteur agricole est minime, bien qu'il existe une importante industrie de transformation des produits alimentaires et des boissons. Singapour n'a pas d'industries d'extraction de minéraux, de pétrole ou de gaz, bien qu'elle soit une plate-forme régionale majeure en ce qui concerne le raffinage du pétrole.

25. Si Singapour a augmenté son offre totale d'énergie pendant la période considérée, ses émissions de CO₂ ont commencé à diminuer en termes absolus à partir de 2017. Singapour a révisé sa législation et ses normes en matière d'efficacité énergétique en 2017 et a introduit une taxe sur les émissions de gaz à effet de serre en 2019. Les marchés de l'électricité industrielle et grand public sont entièrement libéralisés et dégroupés; pendant la période à l'examen, le marché de détail de l'électricité a été libéralisé. L'investissement étranger est autorisé dans le secteur de l'énergie.

26. Le secteur manufacturier est un pilier majeur de l'économie. Sa part dans le PIB est passée de 18% en 2015 à 21,5% en 2020, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,6% pendant la même période. Malgré la pandémie de COVID-19, certains sous-secteurs tels que la biomédecine, l'électronique et l'ingénierie de précision ont affiché de bons résultats en 2020. Singapour envisage

de miser sur ses avantages concurrentiels en matière de sécurité juridique, de protection de la propriété intellectuelle et de cohésion et de cohérence des politiques, ainsi que sur sa main-d'œuvre hautement qualifiée et instruite, pour surmonter les difficultés qu'elle rencontre, du fait de sa taille, en ce qui concerne les terrains et la main-d'œuvre. À cet effet, le gouvernement a élaboré une stratégie globale, y compris les Feuilles de route pour la transformation industrielle destinées à plusieurs secteurs industriels, qui énoncent des objectifs quantifiés, exigent le déploiement de nouvelles technologies et de programmes de formation, établissent des cadres de coopération entre les parties prenantes concernées et prévoient des incitations ciblées.

27. Le secteur des services, qui représente 70% du PIB, constitue l'épine dorsale de l'économie singapourienne. En particulier, les services financiers contribuent pour 14,5% au PIB, soit l'une des parts les plus élevées au monde. Le secteur est bien développé, fortement internationalisé et en croissance, et bénéficie d'une Feuille de route pour la transformation industrielle. Singapour est l'un des principaux centres de services financiers pour la banque, l'assurance, les valeurs mobilières et la gestion de patrimoine en Asie. Pendant la période considérée, la balance commerciale de Singapour dans le secteur des services financiers et des services d'assurance a été excédentaire et cet excédent a augmenté. Au cours de la même période, Singapour a amélioré ses cadres prudentiel et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme pour tous les sous-secteurs, a simplifié son régime de licences bancaires et a établi un cadre juridique et un programme de développement pour les technologies financières et les systèmes de paiement électronique.

28. Le secteur des télécommunications est entièrement libéralisé et bénéficie des technologies les plus récentes (par exemple la 5G et la fibre optique jusqu'à l'abonné). Toutefois, la pandémie de COVID-19 a entraîné une baisse des revenus des opérateurs. Singapour est un pôle majeur de connexion à Internet pour les câbles sous-marins de fibre optique régionaux et internationaux. Le développement planifié du secteur est axé sur l'intelligence artificielle et l'analyse des données, la cybersécurité, les médias immersifs et l'Internet des objets.

29. Singapour est une plate-forme majeure de transport aérien. Le secteur a été affecté par la pandémie de COVID-19, le trafic aérien de passagers ayant diminué de 82,8% en 2020. Pour soutenir le secteur et assurer la survie des quatre compagnies aériennes nationales (dont une sous contrôle étranger), le gouvernement a versé 1,4 milliard de SGD. L'achèvement d'un nouveau terminal aérien a été retardé de deux ans. Les politiques libérales en matière d'établissement et d'accès bilatéral aux marchés sont restées inchangées.

30. Singapour est également un pôle régional et mondial majeur pour le transport maritime. Elle connaît l'une des plus fortes concentrations de groupes internationaux de navigation maritime et offre une gamme complète de services de transport maritime (tels que le courtage maritime, la gestion des navires, les services d'assurance et les services juridiques). Presque tous les indicateurs du trafic ont progressé entre 2015 et 2019 avant de connaître une légère baisse en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Le port de Singapour est resté ouvert aux activités tout au long de la pandémie. La flotte de navires appartenant à Singapour et la flotte de navires battant pavillon singapourien ont toutes deux augmenté au cours de la période considérée. Pendant la même période, plusieurs compagnies maritimes étrangères ont conclu des accords de coentreprise avec l'Autorité portuaire de Singapour, tandis que le régime réglementaire du secteur maritime est demeuré globalement inchangé en ce qui concerne tant l'accès aux marchés que les questions de concurrence.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. L'économie de Singapour a toujours été caractérisée par une forte croissance, une inflation modérée, de vastes réserves budgétaires et monétaires, une stabilité financière, une position extérieure solide et un degré élevé d'ouverture au commerce et à l'investissement internationaux.¹ Cette bonne performance a été soutenue par des politiques macroéconomiques solides, qui ont permis de multiplier par plus de deux le revenu par habitant et d'améliorer considérablement le niveau de vie au cours des 20 dernières années. Aujourd'hui, Singapour a l'un des PIB par habitant les plus élevés d'Asie, estimé à 59 819 USD en 2020 (tableau 1.1). Les inégalités de revenu ont reculé, quoique lentement; le coefficient de Gini s'établissant à 0,452 en 2020 (0,375 après comptabilisation des transferts officiels et des impôts).² En 2019, Singapour occupait le 11^{ème} rang (sur 189) selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).³

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2016-2020

	2016	2017	2018	2019	2020 ^a
PIB réel (milliards de SGD, aux prix chaînés de 2015)	437,5	457,3	473,3	479,7	453,8
PIB réel (milliards d'USD, aux prix chaînés de 2015)	318,3	332,6	344,3	348,9	330,1
PIB courant (milliards de SGD)	440,4	474,1	507,1	510,7	469,1
PIB courant (milliards d'USD)	318,8	343,3	376,0	374,4	340,0
PIB par habitant (USD)	56 848,4	61 184,9	66 663,7	65 640,7	59 819,5
Taux de chômage (%)	2,1	2,2	2,1	2,3	3,0
Comptes nationaux					
PIB réel (aux prix chaînés de 2015) (variation en %)	3,3	4,5	3,5	1,3	-5,4
Consommation (variation en %)	3,4	3,1	3,8	3,3	-8,1
Consommation privée	3,3	3,1	4,0	3,3	-14,1
Consommation publique	3,8	3,1	3,2	3,4	12,6
Formation brute de capital fixe (variation en %)	0,5	5,4	-4,3	1,2	-13,7
Exportations de marchandises et services (variation en %)	-0,1	7,1	7,7	0,1	-4,3
Importations de marchandises et services (variation en %)	0,1	7,8	7,5	0,2	-7,1
Exportations de marchandises et services/PIB (%) (aux prix courants du marché)	164,7	171,1	177,1	175,9	176,2
Importations de marchandises et services/PIB (%) (aux prix courants du marché)	138,6	144,7	148,3	147,6	144,3
Prix et taux d'intérêt					
Inflation (IPC, variation en %, moyenne sur la période)	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2
Taux créditeur	0,19	0,14	0,16	0,20	0,19
Taux débiteur	5,35	5,28	5,33	5,25	5,25
Taux de change					
SGD/USD (moyenne annuelle)	1,38	1,38	1,35	1,36	1,38
Taux de change effectif nominal (moyenne annuelle, variation en %) ^b	1,9	0,0	1,0	1,4	-1,2
Taux de change effectif réel (moyenne annuelle, variation en %) ^b	-0,2	-1,2	-0,6	0,1	-2,5
Finances publiques^c (% du PIB, exercice budgétaire)					
Recettes d'exploitation	15,3	15,9	14,5	14,8	13,9
Recettes fiscales	13,0	13,8	12,9	13,3	12,6
Dépenses	15,8	15,3	15,2	14,8	20,2
Transferts spéciaux ^d (-)	1,4	1,3	1,8	3,0	11,5
Rendement net des placements	3,2	3,1	3,2	3,3	3,9
Solde global	1,4	2,3	0,7	0,2	13,9
Dette publique (fin de période, année civile)	105,2	105,9	107,8	125,5	150,2

¹ Voir, par exemple, FMI (2019), *Singapore: Staff Report for the 2019 Article IV Consultation*, IMF Country Report n° 19/233. Adresse consultée:

<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/15/Singapore-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-47119>.

² Données communiquées par les autorités.

³ PNUD, *Latest Human Development Index Ranking*. Adresse consultée: <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.

	2016	2017	2018	2019	2020 ^a
Secteur extérieur (% du PIB, sauf indications contraires)					
Compte courant	17,6	17,3	15,4	14,3	17,6
Commerce net de marchandises	28,2	29,4	27,0	25,9	27,5
Exportations	117,1	121,3	122,1	117,9	121,1
Importations	88,9	91,9	95,1	92,0	93,5
Balance des services	-2,1	-3,0	1,8	2,4	4,4
Compte d'opérations financières	17,9	10,0	12,1	16,5	-4,2
Investissement direct	-9,3	-10,5	-16,2	-18,7	-16,2
Balance des paiements	-0,6	8,0	3,3	-2,2	22,0
Termes de l'échange (2010=100)	103,8	100,9	99,3	98,9	98,9
Exportations de marchandises (variation en %) ^e	-5,3	11,5	7,6	-2,7	-5,7
Importations de marchandises (variation en %) ^e	-6,3	11,3	10,7	-2,5	-6,6
Exportations de services (variation en %) ^d	-0,3	12,5	18,1	6,2	-12,7
Importations de services (variation en %) ^d	-1,5	14,3	7,9	5,2	-16,1
Réserves internationales (milliards d'USD, fin de période)	246,6	279,9	287,7	279,5	362,3
En mois d'importations de l'année suivante	6,2	6,0	6,2	6,7	..
Dette extérieure (milliards de SGD, fin de période)	1 921,8	1 981,8	2 081,8	2 123,2	..
% du PIB	436,4	418,0	410,5	415,7	..

.. Non disponible.

a Données préliminaires.

b Une augmentation indique une appréciation.

c Sur la base de l'exercice budgétaire, par exemple, 2016 signifie exercice 2016/2017 (du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017).

d Les transferts spéciaux font référence aux transferts discrétionnaires faits par le gouvernement, y compris les transferts directs ponctuels aux entreprises et aux ménages, ainsi que les suppléments versés aux fonds de dotation et aux fonds d'affectation spéciale créés par le gouvernement à des fins de dépenses spécifiques.

e Les taux de croissance du commerce des marchandises et des services sont calculés à partir des chiffres en SGD.

Source: Département de statistique de Singapour. Adresse consultée: <https://www.singstat.gov.sg>; Autorité monétaire de Singapour, *Statistics*. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/statistics>; Ministère des finances, *Key Highlights*. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.sg/singaporebudget>; et FMI, *IMF Data*. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/data>.

1.2. Entre 2016 et 2019, le PIB réel de Singapour a progressé à un taux annuel moyen de 3,1%, sous l'effet principalement de la consommation intérieure et, dans une moindre mesure, de la demande extérieure, tandis que la contribution de l'investissement brut est restée modeste (tableau 1.1). La croissance a été la plus forte pendant la période 2016-2018 mais, dans un contexte de tensions commerciales internationales et de demande mondiale atone, elle est tombée à 1,3% en 2019; la consommation privée et publique restant ses piliers. En 2020, la pandémie de COVID-19 a porté un rude coup à l'économie singapourienne car les mesures de confinement et les restrictions en matière de voyages mises en place en réponse à la crise, tant au niveau interne qu'à l'étranger, ont eu de lourdes conséquences sur l'activité économique et sur la confiance des entreprises et des consommateurs, qui n'ont pas pu être complètement compensées par une augmentation des dépenses publiques. En conséquence, l'économie s'est contractée de 5,4% en 2020, la demande extérieure et la demande intérieure ayant toutes deux reculé au cours de l'année. La demande extérieure s'est contractée de 4,3%, en raison principalement d'un recul des exportations de services de voyages et de transport. La consommation a enregistré une contraction de 8,1%, essentiellement en raison d'une forte baisse de la consommation privée (-14%), associée en premier lieu au recul des dépenses pour les services de transport, les services récréatifs et les services de restauration. En revanche, la consommation publique a connu une forte hausse (13%) car le gouvernement a rapidement mis en place un ensemble de mesures pour remédier aux effets de la pandémie (section 1.2.3). L'investissement brut a diminué, en grande partie en raison d'une contraction de l'investissement public et privé dans le bâtiment et les travaux.⁴

1.3. En ce qui concerne l'offre, la structure de l'économie singapourienne est dominée par le secteur des services, qui représentait 70% du PIB nominal et 76% de l'emploi total en 2020 (tableau 1.2). Les principaux sous-secteurs de services sont le commerce de gros et de détail, la finance et

⁴ Ministère du commerce et de l'industrie (MTI) (2021), *Economic Survey of Singapore 2020*. Adresse consultée: <https://www.mti.gov.sg/Resources/Economic-Survey-of-Singapore/2020/Economic-Survey-of-Singapore-2020>.

l'assurance, les autres secteurs de services et les services professionnels. Le sous-secteur du transport et de l'entreposage a traditionnellement apporté une grande contribution au PIB, témoignant de la position de Singapour en tant que plate-forme pour le commerce et le transbordement internationaux; toutefois, il a été durement touché par la pandémie de COVID-19, enregistrant un repli de 25% en 2020. Singapour dispose également d'un vaste secteur manufacturier, qui représente 21,5% du PIB et 12,4% de l'emploi. Les produits électroniques, tels que les circuits intégrés électroniques, qui constituent environ 20% des exportations de marchandises, ainsi que les produits pétrochimiques dominent le secteur. Les autres nouvelles activités florissantes comprennent la fabrication de produits biomédicaux, le transport et l'ingénierie de précision. Le secteur de la construction, qui s'est également fortement contracté (-36%) en raison de la pandémie, représente environ 2,7% du PIB et emploie 11% de la population active. Les parts de l'agriculture, de la pêche et des industries extractives dans le PIB et l'emploi sont négligeables.

Tableau 1.2 Principaux indicateurs économiques, 2016-2020

	2016	2017	2018	2019	2020 ^a
PIB par activité économique en prix chaînés de 2015 (variation en %)					
Agriculture, pêche et industries extractives	-0,4	2,9	3,2	6,4	-10,0
Secteur manufacturier	3,7	10,4	7,0	-1,5	7,3
Construction	-1,1	-4,9	0,5	1,6	-35,9
Approvisionnement en eau, vente d'électricité et de gaz	1,7	-0,1	-1,2	1,0	-2,2
Services (à l'exclusion de la propriété de logements)	2,6	3,5	3,1	2,0	-6,9
Commerce de gros et de détail	0,4	1,7	2,4	-1,0	-3,7
Transport et entreposage	1,8	4,8	0,5	0,2	-25,4
Services d'hébergement et de restauration	4,1	1,4	3,4	0,2	-26,6
Information et communication	5,6	7,9	5,6	12,1	2,1
Finance et assurance	1,3	7,3	6,0	7,8	5,0
Immobilier	-2,8	-7,3	0,6	-1,6	-14,2
Services professionnels	1,5	4,2	3,8	5,4	-9,7
Services administratifs et de soutien	14,9	5,2	3,5	-10,5	-15,1
Autres services	3,7	3,1	2,0	3,6	-8,9
Propriété de logements	4,7	4,5	4,8	4,3	1,1
Part des secteurs dans le PIB actuel, aux prix de base (%)					
Agriculture, pêche et industries extractives	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Secteur manufacturier	18,7	19,8	22,0	20,5	21,5
Construction	4,8	4,0	3,7	3,8	2,7
Approvisionnement en eau, vente d'électricité et de gaz	1,4	1,2	1,2	1,2	1,3
Services (à l'exclusion de la propriété de logements)	70,9	71,0	69,4	70,7	70,1
Commerce de gros et de détail	17,9	18,4	18,2	17,8	18,3
Transport et entreposage	6,7	7,1	6,4	6,5	5,4
Services d'hébergement et de restauration	2,2	2,1	2,1	2,1	1,4
Information et communication	4,2	4,2	4,1	4,6	5,1
Finance et assurance	12,5	12,8	13,0	14,1	15,7
Immobilier	4,2	3,5	3,4	3,4	3,0
Services professionnels	6,0	5,8	5,6	6,0	5,9
Services administratifs et de soutien	5,7	5,7	5,6	4,9	4,5
Autres services	11,5	11,3	10,9	11,2	10,8
Propriété de logements	4,3	3,9	3,7	3,8	4,3
Part dans l'emploi, par activité économique (%)					
Secteur manufacturier	13,6	13,4	13,1	12,8	12,4
Construction	13,3	12,3	12,0	12,1	11,3
Services	72,3	73,6	74,2	74,4	75,6
Commerce de gros et de détail	13,4	13,4	13,2	12,8	12,8
Transport et entreposage	6,7	6,9	7,0	6,9	7,0
Services d'hébergement et de restauration	6,8	6,9	7,0	7,0	6,7
Information et communication	3,5	3,7	3,8	3,9	4,2
Services financiers et d'assurance	5,1	5,1	5,2	5,3	5,6
Immobilier	2,3	2,4	2,2	2,2	2,1
Services professionnels	6,4	6,5	6,6	6,8	7,1
Services administratifs et de soutien	6,4	6,6	6,7	6,8	6,8
Services collectifs et personnels	21,7	22,2	22,4	22,6	23,2
Autres ^b	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7

a Estimations.

b Comprend l'agriculture et la pêche, l'approvisionnement en eau et en électricité, ainsi que l'assainissement et la gestion des déchets.

Source: Ministère du commerce et de l'industrie. Adresse consultée: <http://www.mti.gov.sg/>; et données communiquées par les autorités.

1.4. Le taux de chômage global de Singapour est resté bas pendant la période considérée, à 2,2 % en moyenne entre 2016 et 2019; toutefois, il a atteint 3% en 2020 (tableau 1.1). En raison des effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur le marché du travail, l'emploi global a reculé fortement en 2020, du fait d'une baisse de l'emploi des non-résidents, qui a plus qu'annulé l'augmentation de l'emploi des résidents.⁵ Cette dernière était due à des augmentations de l'emploi dans l'administration publique et l'éducation, dans les services de santé et les services sociaux, les services d'information et de communication, les services financiers et d'assurance et les services professionnels. Les secteurs les plus touchés par la contraction de l'emploi comprennent la construction, le secteur manufacturier, le commerce de gros et de détail et les services d'hébergement et de restauration. Du fait des incertitudes économiques mondiales liées à la pandémie et des inadéquations de compétences sur le marché du travail, on s'attend à ce que le taux de chômage des résidents reste élevé à court terme, par rapport aux normes singapouriennes. Dans l'ensemble, les autorités prévoyaient que l'emploi augmente seulement progressivement en 2021.⁶

1.5. Singapour est une économie très ouverte, son commerce bilatéral de marchandises et de services représentant 320% du PIB. En 2019, le pays était le 11^{ème} exportateur et importateur mondial de marchandises et le 6^{ème} exportateur et importateur de services commerciaux.⁷ La direction des flux commerciaux de marchandises de Singapour indique que la région Asie-Océanie continue d'être son principal marché et le premier fournisseur du pays, rendant compte de la participation du pays aux chaînes de valeur régionales et aux programmes d'intégration. Néanmoins, les États-Unis, l'Union européenne (UE-27) et d'autres pays ne faisant pas partie de la région restent d'importants partenaires commerciaux. Pour ce qui est de la composition du commerce de marchandises de Singapour, elle repose en grande partie sur les produits manufacturés, tant pour les importations que pour les exportations. En ce qui concerne le commerce des services, les principales exportations comprennent différents services fournis aux entreprises, les transports et les services financiers, ces derniers témoignant de la position de Singapour en tant que centre financier international. Les tendances de l'investissement étranger direct (IED) montrent l'importance des partenaires extrarégionaux, les États-Unis, l'UE-27 et le Royaume-Uni faisant partie des principales sources d'IED à destination de Singapour. Le grand volume des flux entrants d'IED (92 milliards d'USD en 2019) est également un signe de l'environnement favorable aux affaires dans le pays et d'incitations à l'investissement très intéressantes à Singapour.

1.6. Compte tenu de sa position en tant que plate-forme commerciale, Singapour a été exposée aux tensions commerciales internationales au cours des dernières années et, plus récemment, au ralentissement économique mondial entraîné par la pandémie. Parmi les difficultés à court terme auxquelles l'économie singapourienne est confrontée, relevons un éventuel ralentissement de la reprise du commerce mondial de marchandises, une baisse des exportations de services de transport et de services relatifs aux voyages en raison des restrictions prolongées à la mobilité internationale, des tensions commerciales continues entre de grandes économies et l'incertitude concernant l'évolution de la pandémie de COVID-19 et ses conséquences sur l'économie mondiale. En tant que plate-forme financière internationale, Singapour est exposée à l'instabilité des marchés financiers, notamment en raison des importants afflux de capitaux au fil des ans qui ont donné lieu à un passif extérieur de plus de 400% du PIB (tableau 1.1). À moyen terme, les principales difficultés structurelles auxquelles le pays est confronté comprennent le vieillissement rapide de la population, la nécessité d'améliorer encore la répartition des revenus, les inadéquations de compétences sur le marché du travail et la nécessité de s'adapter à l'évolution technologique.

1.7. Pour surmonter ces difficultés à moyen terme, Singapour a lancé un programme de réforme de la transformation économique compte tenu des recommandations émises en 2017 par le Comité de la future économie (CFE). L'objectif consiste à établir une économie créatrice de valeur qui soit ouverte et connectée au monde en renforçant les compétences et les capacités et en soutenant l'innovation et le passage au numérique. La nouvelle économie devrait offrir des possibilités d'emploi intéressantes et une croissance durable des salaires à tous les Singapouriens. Afin de concrétiser

⁵ "Résidents" s'entend des citoyens singapouriens et des résidents permanents.

⁶ Autorité monétaire de Singapour (MAS), *Macroeconomic Review*, Vol. XIX, Numéro 2, octobre 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/publications/macroeconomic-review/2020/volume-xix-issue-2-oct-2020>.

⁷ Les pays de l'UE comptant pour un seul pays et le commerce intra-UE étant exclu. Profils commerciaux de l'OMC (2020). Adresse consultée: https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/trade_profiles20_e.pdf.

tout cela, le CFE a identifié 7 stratégies⁸, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de Feuilles de route pour la transformation industrielle afin de promouvoir la croissance et la compétitivité dans 23 secteurs économiques (industries manufacturières et services), qui représentent environ 80 % du PIB de Singapour (section 4). Dans le même ordre d'idées, plusieurs systèmes d'incitations ont été mis en œuvre à l'intention des particuliers et des entreprises afin de promouvoir l'automatisation et l'adoption de nouvelles technologies.

1.8. Dans le cadre de son programme de réforme structurelle, le gouvernement prévoit d'augmenter progressivement sa main-d'œuvre locale, en particulier dans les domaines connaissant une pénurie de compétences, tout en maintenant une "dépendance mesurée" vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère peu qualifiée. Dans les budgets des trois derniers exercices, un plan de réduction de la dépendance à l'égard des travailleurs étrangers peu ou moyennement qualifiés a été annoncé et sa mise en œuvre par phases était prévue de 2020 à 2023. En parallèle, la politique relative à la main-d'œuvre étrangère a été ajustée dans l'exercice budgétaire 2020 pour soutenir le flux entrant d'étrangers plus qualifiés.

1.2 Évolution économique récente

1.2.1 Politique budgétaire et dette

1.9. Les principaux objectifs de la politique budgétaire de Singapour consistent à garantir la viabilité budgétaire, à soutenir la croissance et à promouvoir l'équité.⁹ La politique budgétaire repose sur le principe selon lequel le gouvernement doit avoir un budget équilibré au terme de son mandat, autrement dit, tout déficit enregistré au cours d'une année doit être compensé par des excédents au cours des autres années du mandat en cours. Selon la Constitution, l'approbation du Président est requise pour que le gouvernement puisse puiser dans les réserves accumulées au cours des précédents mandats gouvernementaux (réserves passées).

1.10. Le solde global de l'administration centrale, en pourcentage du PIB, a enregistré un petit excédent au cours de la période 2016-2019 (tableau 1.1). Toutefois, un déficit record de 13,9 % du PIB est estimé pour l'exercice budgétaire 2020, car le gouvernement a adopté une série de mesures de relance pour soutenir l'économie touchée par la pandémie de COVID-19.

1.11. Les dépenses publiques (y compris les transferts spéciaux) en pourcentage du PIB sont passées de 17,2 % en 2016 à 17,8 % en 2019, un niveau relativement faible par rapport aux autres pays.¹⁰ Pour répondre aux besoins d'une population qui vieillit rapidement et pour promouvoir l'inclusion, une part croissante des dépenses publiques a été allouée aux dépenses sociales (par exemple les soins de santé, l'éducation, la formation axée sur les compétences et le renforcement des filets de sécurité sociale), qui ont représenté 47,5 % des dépenses totales en 2019.¹¹ Les dépenses publiques sont également tournées vers la sécurité, l'infrastructure des transports, l'innovation et le soutien aux entreprises aux fins de l'augmentation de la productivité et de l'adoption de nouvelles technologies. Au cours de l'exercice budgétaire 2020, les dépenses publiques (en particulier les transferts spéciaux) ont connu une augmentation extraordinaire, atteignant 31,7 % du PIB, car le gouvernement a mis en place cinq budgets entre février et octobre 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19 (voir ci-dessous), qui ont rendu la politique budgétaire bien plus expansionniste.

⁸ Les sept stratégies sont les suivantes: i) approfondir et diversifier les relations internationales; ii) acquérir et utiliser des compétences de pointe; iii) renforcer la capacité des entreprises d'innover et de se développer; iv) établir des capacités numériques solides; v) établir une cité dynamique et connectée offrant un monde de possibilités; vi) élaborer et mettre en œuvre les feuilles de route pour la transformation industrielle; et vii) collaborer pour promouvoir l'innovation et la croissance. CFE (2017), *Report of the Committee on the Future Economy: Pioneers of the Next Generation*. Adresse consultée: https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Resources/Publications/Report-of-the-Committee-on-the-Future-Economy/CFE_Full-Report.pdf.

⁹ Ministère des finances (MOF), *Singapore's Fiscal Policy*. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.sg/policies/fiscal>.

¹⁰ Le rapport moyen entre les dépenses publiques et le PIB dans les pays de l'OCDE était de 41,9 % pendant la période 2016-2019. Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base de données de l'OCDE. Adresse consultée: <https://data.oecd.org/gga/general-government-spending.htm>.

¹¹ MOF, Budget de Singapour, *Analysis of Revenue and Expenditure, Financial Year 2020*. Adresse consultée: https://www.singaporebudget.gov.sg/docs/default-source/budget_2020/download/pdf/fy2020_analysis_of_revenue_and_expenditure.pdf.

1.12. Au cours de la période 2016-2019, les recettes d'exploitation annuelles des pouvoirs publics ont représenté en moyenne environ 15% du PIB et 13,9% en 2020. Les recettes fiscales – provenant principalement de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe sur les marchandises et les services (GST) – arrivent en première place, représentant 12,6% du PIB en 2020 (tableau 1.1), un pourcentage faible en comparaison avec les autres pays. Dans le budget pour l'exercice 2018, le gouvernement a annoncé que la GST serait augmentée de deux points de pourcentage entre 2021 et 2025. Dans le budget pour l'exercice 2020, le gouvernement a indiqué que l'augmentation prévue de la GST n'aurait pas lieu en 2021.

1.13. La dette publique de Singapour a augmenté, passant d'environ 105% du PIB en 2016 à 150,2% en 2020. Ce ratio de la dette publique au PIB semble être assez élevé; toutefois, les autorités affirment que cela ne tient pas compte des actifs considérables du gouvernement, qui dépassent largement les passifs.¹² Les titres de créance émis par les pouvoirs publics comprennent les bons du Trésor et les titres d'État, qui sont des obligations de référence échangeables émises pour développer le marché de la dette intérieure; les titres d'État spéciaux, qui sont des obligations non échangeables émises principalement pour répondre aux besoins d'investissement du Conseil du Fonds central de prévoyance; et les obligations d'épargne de Singapour, qui sont émises pour des particuliers qui investissent et qui constituent une forme d'épargne à long terme. Conformément à la Loi sur les titres d'État et à la Loi sur les bons du Trésor, les emprunts sont investis et n'augmentent pas le montant disponible pour les dépenses publiques.

1.2.2 Politique monétaire et politique de taux de change

1.14. La politique monétaire est menée par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), qui est sa banque centrale. Comme indiqué dans la Loi sur l'Autorité monétaire de Singapour, l'objectif de la politique monétaire est de maintenir la stabilité des prix, facteur de croissance économique durable.¹³ Pour y parvenir et compte tenu de la petite taille et de l'ouverture de l'économie singapourienne, le cadre de politique monétaire est centré sur le taux de change.¹⁴ La MAS administre la valeur du dollar singapourien (SGD) par rapport à un panier de monnaies pondéré par les échanges, à savoir le taux de change effectif nominal du dollar singapourien. Ce taux de change peut fluctuer dans une fourchette de variation, dont le niveau et la variation sont annoncés au marché tous les semestres. Ce système est appelé régime de flottement contrôlé du taux de change. Quand cela est nécessaire, la MAS intervient sur le marché des changes afin de maintenir le taux de change effectif nominal du dollar singapourien dans la fourchette de variation, ou d'en modérer les brusques fluctuations. Début avril 2020, la MAS a publié des données sur ses opérations de change pour faire mieux comprendre au marché ses mesures de politique monétaire.¹⁵

1.15. Compte tenu des perspectives de croissance peu encourageantes et de l'inflation, en avril 2016, la MAS a adopté un taux d'appréciation de 0% pour la progression du taux de change effectif nominal du dollar singapourien, qui a été conservé pendant deux ans.¹⁶ En 2018, la MAS a commencé à durcir la politique monétaire en réponse à un écart de production positif et s'attendait à des pressions à la hausse sur l'inflation de base; elle a augmenté le taux d'appréciation pour la fourchette de variation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien à deux reprises pendant l'année (avril et octobre).¹⁷ En octobre 2019, compte tenu de l'apparition d'un écart de production négatif et de l'affaiblissement des pressions inflationnistes, la MAS a réduit le taux d'appréciation pour la fourchette de variation du taux de change effectif nominal du dollar singapourien.

¹² MOF, *Understanding Singapore Government's Borrowing and Its Purposes: An Overview*. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.sg/docs/default-source/default-document-library/news-and-publications/featured-reports/understanding-singapore-govt-borrowing.pdf>.

¹³ La Loi sur l'Autorité monétaire de Singapour ne prévoit pas d'autre objectif de politique monétaire que la stabilité des prix.

¹⁴ Placer la gestion du taux de change au centre de la politique monétaire implique que la MAS renonce à contrôler les taux d'intérêts intérieurs, qui sont essentiellement déterminés par les taux d'intérêt étrangers et les attentes des investisseurs concernant les fluctuations du dollar singapourien.

¹⁵ Les achats nets de devises sont publiés de façon globale tous les semestres, avec un décalage de trois mois à compter de la fin de la période.

¹⁶ Pendant cette période, l'inflation de base était en moyenne 1,2% inférieure à la moyenne historique de 1,7%. À Singapour, l'inflation de base exclut les frais de logement et de transport routier privé.

¹⁷ FMI (2019), *Singapore: Staff Report for the 2019 Article IV Consultation*, IMF Country Report n° 19/233. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/15/Singapore-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-47119>.

1.16. Au cours du premier trimestre 2020, le taux de change effectif nominal du dollar singapourien s'est déprécié dans la fourchette établie alors que les perspectives pour l'économie singapourienne se détérioraient en raison de la pandémie de COVID-19. Dans sa déclaration de politique monétaire d'avril 2020, la MAS a adopté une politique davantage axée sur l'accompagnement monétaire en fixant un objectif d'appréciation de 0% pour la fourchette de variation du taux de change, avec pour point de départ le niveau le plus faible du taux de change pondéré en fonction des échanges internationaux prévalant à ce moment donné. Le niveau du taux de change effectif nominal du dollar singapourien était considéré comme cohérent avec un ralentissement de l'inflation et la politique budgétaire fortement expansionniste qui avait pour rôle principal d'atténuer les répercussions économiques.¹⁸ Selon les autorités, il était nécessaire de recentrer la fourchette de variation du taux de change effectif nominal pour prévenir des chutes de prix plus importantes alors que l'économie était déjà entrée dans une phase de déflation. En parallèle, le maintien du taux de change effectif nominal du dollar singapourien dans une fourchette stable contribuait à soutenir la confiance des entreprises et des ménages dans le contexte de la crise. Pendant cette période, la MAS a également fourni davantage de liquidités au système financier intérieur et a mis en place des programmes visant à faciliter l'octroi de prêts (section 1.2.3). En octobre 2020, la MAS a annoncé qu'elle maintiendrait sa politique d'accompagnement monétaire pendant un certain temps car il était attendu que l'inflation de base reste bien en deçà de sa moyenne à long terme.¹⁹

1.17. La gestion du taux de change a permis à Singapour de maintenir l'inflation à un niveau bas (environ 2%) pendant près de quatre décennies.²⁰ Toutefois, la période à l'examen a connu certains épisodes d'inflation négative. En partie à cause du recul des prix mondiaux du pétrole, la variation annuelle en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été négative en 2015 et 2016. En 2017, l'inflation de base de l'IPC est devenue positive, principalement en raison de prix de l'énergie et des services publics plus élevés, et elle est restée modeste tout au long de 2018 et 2019 (tableau 1.1). En 2020, compte tenu du ralentissement économique mondial, du moral en berne des consommateurs et de la dégradation de la situation sur le marché du travail, l'IPC est repassé en zone négative (-0,2%). Les baisses de prix des services de transport, des services récréatifs et des services culturels ont été les principales causes de la baisse de l'IPC. La décision du gouvernement de geler ses redevances et impositions pour une année a également contribué à ce résultat.²¹

1.2.3 Réponse face à la pandémie de COVID-19

1.18. Singapour a été touchée par la flambée de COVID-19 au début de l'année 2020. Les pouvoirs publics ont pris des mesures "coupe-circuit"²² (du 7 avril au 1^{er} juin 2020) pour juguler la transmission du virus dans la communauté, ce qui a permis de limiter la propagation de la maladie et de sauver des vies.²³ Cependant, les mesures "coupe-circuit" ont eu des conséquences négatives sur l'activité économique en raison de la fermeture de la plupart des lieux de travail et de la baisse de la consommation. En outre, les restrictions mondiales en matière de voyages, la chute de la demande extérieure et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont également porté un coup dur à l'économie singapourienne. Les secteurs les plus touchés ont été ceux qui dépendent des voyages internationaux (transport aérien, hébergement et autres activités liées au tourisme); les secteurs s'adressant directement aux consommateurs (par exemple services de restauration et de vente au détail), qui ont été touchés par la baisse de la consommation intérieure induite par les mesures de distanciation sociale et autres mesures de confinement; ainsi que les secteurs de la construction et du génie maritime et extracôtier, qui ont connu des pénuries de main-d'œuvre en raison de la propagation de la COVID-19 parmi la communauté des travailleurs étrangers.²⁴ L'économie a enregistré une progression d'un trimestre sur l'autre aux troisième et quatrième

¹⁸ MAS, *MAS Monetary Policy Statement – April 2020*, 30 mars 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/monetary-policy-statements/2020/mas-monetary-policy-statement-30mar20>.

¹⁹ MAS, *MAS Monetary Policy Statement – October 2020*, 14 octobre 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/monetary-policy-statements/2020/mas-monetary-policy-statement-14oct20>.

²⁰ Pendant la période 1981-2017, l'IPC était en moyenne de 1,9% à Singapour.

²¹ MAS, *MAS Monetary Policy Statement – April 2020*, 30 mars 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/monetary-policy-statements/2020/mas-monetary-policy-statement-30mar20>.

²² Les mesures "coupe-circuit" comprennent un enseignement entièrement à domicile pour les écoles et la fermeture de la plupart des lieux de travail.

²³ Fin 2020, Singapour comptait 60 000 infections et seulement 29 décès.

²⁴ MTI (2020), "Impact of the Circuit Breaker and Budget Measures in Response to COVID-19", *Economic Survey of Singapore, Second Quarter 2020*, pages 42 à 48. Adresse consultée: https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Resources/Economic-Survey-of-Singapore/2020/Economic-Survey-of-Singapore-Second-Quarter-2020/FullReport_2020.pdf.

trimestres de l'année car les mesures "coupe-circuit" ont été progressivement levées. La croissance économique a également été soutenue par la série de mesures de relance budgétaires mises en œuvre par le gouvernement. Néanmoins, pour l'ensemble de l'année 2020, l'économie s'est contractée de 5,4% et la reprise en 2021 devrait être progressive et variable selon les secteurs.

1.19. Le gouvernement a mis en place un ensemble de politiques macroéconomiques sans précédent comprenant des mesures budgétaires et des mesures monétaires afin d'atténuer les retombées économiques provoquées par la pandémie de COVID-19. Ces mesures visaient principalement à sauver des vies et à protéger les moyens de subsistance, à sauver des emplois et à préserver les capacités des entreprises. La réponse de Singapour face à la pandémie reposait sur cinq budgets (unité, résilience, solidarité, courage et déclarations ministérielles d'août/octobre²⁵) qui avaient été introduits successivement entre février et octobre 2020. Au total, ces mesures représentaient environ 100 milliards de SGD (près de 20% du PIB), dont 22 milliards étaient destinés à servir de capital pour des prêts (tableau 1.3). Étant donné que le déficit public estimé suite à la mise en œuvre de ces budgets dépassait les ressources disponibles du mandat gouvernemental en cours, l'approbation du Président a été obtenue afin de puiser les ressources nécessaires dans les réserves passées.

Tableau 1.3 Dépenses budgétaires en 2020

(Milliards de SGD)

	Dépenses budgétaires totales	Allocations budgétaires directes	Prêts
Budget unité	6,4	6,4	0,0
Budget résilience	48,4	28,4	20,0
Budget solidarité	5,1	5,1	0,0
Budget courage	33,0	31,0	2,0
Déclarations ministérielles ^a	8,0	8,0	0,0

a Le financement des mesures annoncées dans les déclarations ministérielles était assuré par la réaffectation de ressources d'autres domaines ayant des dépenses réduites.

Source: Élaboré au moyen des données de la MAS, *Macroeconomic Review*, Vol. XIX, numéro 2, octobre 2020.

1.20. L'objet des mesures annoncées dans les budgets a évolué en fonction des changements de circonstances et des besoins découlant de la pandémie. Les trois premiers budgets (février-avril 2020) portaient sur l'affectation de ressources au secteur de la santé publique afin d'endiguer la flambée, ainsi que sur la fourniture d'une aide financière immédiate aux entreprises, aux travailleurs et aux ménages concernés par une forte baisse de recettes et de revenu. Le quatrième budget (mai 2020) et les deux déclarations ministérielles (août et octobre 2020) ont fourni eux aussi un soutien aux ménages, aux travailleurs et aux entreprises, mais ils ont mis l'accent sur le soutien aux secteurs présentant un fort potentiel de croissance et de création d'emplois, de manière à aider l'économie à sortir plus forte de la pandémie. De plus, le soutien a été de plus en plus destiné à faciliter les changements structurels tels que la numérisation, l'automatisation et la relocalisation de la production en tirant profit de l'accélération de ces changements induite par la pandémie elle-même. En outre, l'ampleur et la répartition sectorielle du soutien ont été redéfinies pour tenir compte du rythme de reprise variable entre les secteurs.²⁶

1.21. Les mesures de soutien des cinq budgets comprenaient, entre autres, des transferts d'espèces et un soutien des revenus, des subventions salariales, un soutien à la formation et à l'amélioration des compétences, un allègement de l'impôt foncier et de l'impôt sur les sociétés, des dérogations relatives à la location, la fourniture d'un financement abordable, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) et des incitations à l'adoption de nouvelles technologies. Le tableau 1.4 résume certaines des principales mesures mises en œuvre dans le cadre des cinq budgets.

²⁵ Déclaration ministérielle relative à la poursuite du soutien pour les travailleurs et l'emploi (17 août 2020) et Déclaration ministérielle donnant un aperçu de la Stratégie gouvernementale en vue de sortir plus fort de la pandémie de COVID-19, 5 octobre 2020.

²⁶ MAS, *Macroeconomic Review*, Vol. XIX, numéro 2, octobre 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/publications/macroeconomic-review/2020/volume-xix-issue-2-oct-2020>.

Tableau 1.4 Principales mesures des budgets destinées à faire face aux effets économiques de la pandémie

Bénéficiaires et type de soutien	Mesures
Ménages	
Transferts directs d'espèces	Versement de solidarité et mesures de soins et de soutien: 600 SGD en espèces pour tous les citoyens et entre 300 et 600 SGD supplémentaires pour les Singapouriens à revenu faible ou intermédiaire en fonction de leur revenu.
Régimes d'assistance sociale	Versement spécial pour la protection travail: 3 000 SGD pour tous les travailleurs singapouriens de 35 ans et plus qui bénéficient de primes en complément de revenu. Subvention de soutien face à la COVID-19: jusqu'à 800 SGD par mois pendant 3 mois pour les Singapouriens et les résidents permanents à revenu faible ou intermédiaire qui ont perdu leur emploi ou font face à d'importantes pertes de salaires en raison de la pandémie.
	Fonds d'aide temporaire: versement unique d'une subvention de 500 SGD pour les Singapouriens et les résidents permanents à revenu faible ou intermédiaire qui ont perdu leur emploi ou font face à d'importantes pertes de salaires en raison de la pandémie. Ce régime d'aide transitoire a été appliqué en avril 2020 et a ensuite été remplacé par la subvention de soutien face à la COVID-19.
Crédits pour les services publics	Crédit de 100 SGD à déduire des factures de services publics pour chaque ménage comprenant au moins un citoyen singapourien.
Aide aux familles	Versement de 3 000 SGD par enfant singapourien admis à bénéficier né entre le 1 ^{er} octobre 2020 et le 30 septembre 2022.
Travailleurs	
Subventions salariales	Programme de soutien à l'emploi: soutien à hauteur de 25% à 75% pour les 4 600 premiers SGD des salaires mensuels pendant 10 mois (le pourcentage et la durée du soutien varient en fonction de la mesure dans laquelle la branche d'activité est touchée). Initiative pour la croissance de l'emploi: pour chaque nouvelle embauche locale qui augmente les effectifs locaux, l'employeur recevra un subventionnement partiel de 25% pour les 5 000 premiers SGD de salaire pour une durée allant jusqu'à 12 mois (50% de subventionnement partiel pour les embauches de personnes de 40 ans ou plus).
Création d'emplois	Programme pour le renforcement de l'emploi et des compétences à Singapour: création d'emplois, stages et possibilités de perfectionnement des compétences pour environ 100 000 demandeurs d'emploi (fourniture d'une allocation de formation et d'une aide au placement).
Travailleurs indépendants	Programme de soutien au revenu pour les travailleurs indépendants (SIRS): versement de 1 000 SGD par mois pendant 9 mois. Les travailleurs indépendants bénéficient également du programme de soutien à la formation pour les travailleurs indépendants.
Entreprises	
Mesures concernant les flux de trésorerie, les coûts et le crédit.	Exemptions ou réduction des prélèvements pour les travailleurs étrangers.
	Réduction de l'impôt foncier et de l'impôt sur les sociétés.
	Dérogations relatives à la location pour les locataires de biens immobiliers publics et aide financière pour les PME locataires.
	Gel pendant 1 an de toutes les redevances et impositions publiques.
Mécanismes de financement	Renforcement et développement des mécanismes de financement d'Entreprise Singapore. Ces mécanismes comprennent un soutien allant jusqu'à 80% des coûts d'un projet au titre de la subvention pour le développement des entreprises, de la subvention aux solutions axées sur la productivité et de la subvention relative à l'Aide à la préparation du marché. Le niveau du soutien devrait retomber à 70% après le 30 septembre 2021.
	Mise en place du Programme temporaire de prêts relais.
Incitations à l'adoption des technologies	Primes liées à la résilience numérique: jusqu'à 10 000 SGD de dons en espèces pour l'adoption de solutions informatiques. Soutien aux paiements électroniques: prime de 300 SGD par mois pendant 5 mois pour les détenteurs de stands dans les centres pour vendeurs ambulants, les marchés de produits frais, les cafés et les cantines industrielles utilisant les paiements électroniques.

Source: MTI (2020), "Impact of the Circuit Breaker and Budget Measures in Response to COVID-19", *Economic Survey of Singapore, Second Quarter 2020*, pages 42 à 48; et MAS, *Macroeconomic Review*, Vol. XIX, numéro 2, octobre 2020.

1.22. Bien que la politique budgétaire ait été la principale ligne de défense en réponse au choc causé par la pandémie, les mesures monétaires ont joué un rôle complémentaire important. La MAS a assoupli la politique monétaire dans sa Déclaration de politique monétaire d'avril 2020 afin

d'empêcher une chute plus brutale des prix, de la production et des salaires et de maintenir le taux de change effectif nominal du dollar singapourien sur une voie stable de sorte à insuffler de la confiance dans l'économie pendant la crise. Grâce à ses opérations sur le marché monétaire, la MAS a augmenté les liquidités en SGD sur le marché financier local pour permettre aux banques d'accorder des prêts. Elle a également mis en place un fonds de 60 milliards d'USD reposant sur un accord de swap avec la Réserve fédérale américaine afin de fournir des liquidités en USD pour soutenir les besoins financiers des entreprises à Singapour et dans la région.²⁷

1.23. Pour compléter les efforts du gouvernement visant à garantir aux entreprises et en particulier aux PME un accès à des crédits abordables, la MAS a créé un nouveau Fonds en SGD pour fournir des financements à très bas coûts aux institutions financières qui octroient des prêts aux entreprises dans le cadre des programmes d'Entreprise Singapore.²⁸ La MAS a également ajusté, à titre temporaire, les exigences en matière de fonds propres et de liquidités applicables aux banques pour renforcer leur capacité de prêt. En outre, en collaboration avec l'industrie financière, la MAS a mis en place des mesures d'aide au crédit et à l'assurance pour les particuliers et les PME, telles que des reports et des modalités souples pour le remboursement de prêts et le paiement de primes d'assurance.²⁹

1.24. Globalement, les autorités estiment que cet ensemble de politiques macroéconomiques a contribué à préserver la capacité de production de Singapour et à protéger les moyens de subsistance de la population pendant l'année 2020, tout en établissant les conditions propices à une reprise raisonnable en 2021. Néanmoins, l'évolution incertaine de la pandémie, tant dans le pays qu'à l'étranger, continue de faire peser un risque important sur les perspectives économiques.

1.2.4 Balance des paiements

1.25. Selon les données de la balance des paiements, Singapour a enregistré un excédent important dans la balance des opérations courantes s'élevant en moyenne à 16% du PIB pendant la période 2016-2020.³⁰ En 2020, l'excédent de la balance des opérations courantes était de 82,5 milliards (tableau 1.5). Les résultats positifs de la balance courante étaient dus à d'importants excédents dans la balance des marchandises. Ceux-ci s'élevaient en moyenne à 28% du PIB pendant la période 2016-2020, même s'ils sont devenus moins importants au cours des dernières années car la diminution des exportations de marchandises a dépassé la chute des importations. La balance des services a enregistré des déficits en 2016 et 2017, puis en 2018, elle a connu un excédent qui s'est accru pour atteindre 20,5 milliards de SGD en 2020. Cet excédent était principalement dû à des paiements nets moins importants pour des services relatifs aux voyages et à une substitution des paiements nets par des recettes nettes pour les services de transport en raison de l'effondrement des voyages à l'étranger.³¹ Le solde des revenus primaires a enregistré un déficit durant toute la période à l'examen (bien que son ampleur ait diminué en 2020) car les paiements aux investisseurs étrangers ont dépassé les recettes de l'investissement à l'étranger.

1.26. Le compte d'opérations financières a enregistré des sorties nettes pendant la période 2016-2019 (rendant compte d'entrées nettes d'IED et de sorties nettes d'investissement de portefeuille, de dérivés financiers et d'autres investissements), puis il a connu des entrées nettes de 19,9 milliards de SGD en 2020 dans un contexte d'instabilité financière mondiale.³² Cela a été attribué à des sorties nettes d'investissement de portefeuille moins importantes et à un changement du résultat net pour les autres investissements. L'investissement direct a connu une réduction des entrées nettes alors que la chute de l'IED entrant a dépassé le recul de l'investissement direct à

²⁷ MAS, *Recent Economic Developments in Singapore*, 30 juillet 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/-/media/MAS/EPG/RED/2020/Recent-Economic-Developments-in-Singapore-30-Jul-2020.pdf>.

²⁸ Pour davantage de détails sur les mécanismes d'Entreprise Singapore, voir la section 3.3.1.2.

²⁹ MAS, *Recent Economic Developments in Singapore*, 30 juillet 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/-/media/MAS/EPG/RED/2020/Recent-Economic-Developments-in-Singapore-30-Jul-2020.pdf>.

³⁰ Les autorités ont indiqué que cet écart épargne-investissement diminuait progressivement depuis 2007, année où il représentait 27% du PIB.

³¹ MTI (2021), *Economic Survey of Singapore 2020*, chapitre 5. Adresse consultée: https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Resources/Economic-Survey-of-Singapore/2020/Economic-Survey-of-Singapore-2020/Ch5_AES2020.pdf.

³² Selon les conventions de signe du BPM6 du FMI, les entrées nettes dans les soldes nets sont indiqués par un moins (-), tandis que le signe positif indique des sorties nettes.

l'étranger par les résidents. La balance globale des paiements de Singapour a affiché un excédent de 103 milliards de SGD en 2020, une inversion de la situation par rapport au déficit de 11 milliards de SGD enregistré en 2019.

Tableau 1.5 Balance des paiements, 2016-2020

(Millions de SGD)

	2016	2017	2018	2019	2020 ^a
Balance des opérations courantes	77 383,1	81 863,5	78 144,4	72 844,3	82 488,8
Balance des marchandises	124 304,2	139 509,5	137 015,2	132 107,2	129 203,1
Exportations	515 602,1	575 081,4	619 050,6	602 070,9	567 948,2
Importations	391 297,9	435 571,9	482 035,4	469 963,7	438 745,1
Balance des services	-9 055,9	-14 157,7	8 937,1	12 262,7	20 524,0
Exportations	209 886,9	236 078,4	278 869,8	296 277,4	258 790,5
Importations	218 942,8	250 236,1	269 932,7	284 014,7	238 266,5
Solde des revenus primaires	-27 858,8	-36 110,0	-58 755,8	-61 027,3	-57 339,3
Recettes	108 049,3	136 537,2	146 745,1	148 675,4	137 115,0
Paiements	135 908,1	172 647,2	205 500,9	209 702,7	194 454,3
Solde des revenus secondaires	-10 006,4	-7 378,3	-9 052,1	-10 498,3	-9 899,0
Recettes	14 727,9	14 212,3	23 031,7	26 082,1	26 259,3
Paiements	24 734,3	21 590,6	32 083,8	36 580,4	36 158,3
Compte de capital et d'opérations financières^b	78 617,0	47 287,7	61 245,2	84 270,5	-19 851,9
Compte d'opérations financières (net)	78 617,0	47 287,7	61 245,2	84 270,5	-19 851,9
Investissement direct	-41 107,6	-49 580,0	-82 381,4	-95 302,0	-75 981,9
Actifs	52 716,0	89 598,4	29 721,9	68 996,5	44 669,8
Passifs	93 823,6	139 178,4	112 103,3	164 298,5	120 651,7
Investissement de portefeuille	19 970,3	27 224,1	66 149,1	145 217,0	71 028,3
Actifs	35 811,9	57 048,5	47 165,0	150 972,0	70 738,9
Institutions de dépôt ^c	-14 309,5	22 612,5	-15 181,3	33 380,9	-7 022,4
Officiels	26 237,3	33 943,9	38 875,3	82 468,7	41 964,5
Autres	23 884,1	492,1	23 471,0	35 122,4	35 796,8
Passifs	15 841,6	29 824,4	-18 984,1	5 755,0	-289,4
Institutions de dépôt ^c	14 047,6	10 695,0	202,0	253,7	-6 029,6
Autres	1 794,0	19 129,4	-19 186,1	5 501,3	5 740,2
Dérivés financiers	16 716,6	11 351,8	28 376,4	12 893,2	19 094,6
Actifs	9 210,4	-1 472,7	7 318,6	15 003,2	18 908,9
Passifs	-7 506,2	-12 824,5	-21 057,8	2 110,0	-185,7
Autres investissements	83 037,7	58 291,8	49 101,1	21 462,3	-33 992,9
Actifs	124 720,3	103 504,3	149 480,6	78 917,0	94 558,6
Institutions de dépôt ^c	33 901,8	19 182,9	81 488,8	30 688,2	120 129,8
Officiels	59 684,0	68 541,7	60 303,0	63 741,1	-3 342,9
Autres	31 134,5	15 779,7	7 688,8	-15 512,3	-22 228,3
Passifs	41 682,6	45 212,5	100 379,5	57 454,7	128 551,5
Institutions de dépôt ^c	13 786,0	34 140,7	67 151,5	27 540,7	74 186,3
Autres	27 896,6	11 071,8	33 228,0	29 914,0	54 365,2
Erreurs et omissions nettes	-1 221,4	3 265,4	25,3	-16,6	975,8
Solde global	-2 455,3	37 841,2	16 924,5	-11 442,8	103 316,5

a Données préliminaires.

b Le compte de capital et le compte des opérations financières sont regroupés. Les diminutions des actifs et des passifs, ainsi que des flux entrants nets dans les soldes nets, sont indiquées par un signe négatif (-).

c À l'exception de la Banque centrale.

Source: Département de statistique de Singapour. Adresse consultée: <https://www.singstat.gov.sg>.

1.27. En raison de sa position extérieure solide et de son statut de plate-forme financière internationale, Singapour a accumulé d'importantes réserves financières. Fin 2020, les réserves officielles de change détenues par la MAS s'élevaient à 362 milliards d'USD (tableau 1.1). En sus des réserves de la MAS, Singapour a accès à d'autres actifs, qui sont gérés par deux organismes publics, à savoir GIC Pte Limited et Temasek Holdings Pte Limited (section 3.3.5).³³

³³ Les autorités indiquent que Singapour ne révèle pas la taille globale de ses réserves afin d'empêcher les attaques spéculatives contre sa monnaie pendant des périodes de vulnérabilité. MOF, *Reserves*. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.sg/policies/reserves/>.

1.28. La dette extérieure brute de Singapour a augmenté en termes absolus pendant la période à l'examen pour atteindre 2 123 milliards de SGD ou 416% du PIB en 2019; les données pour 2020 n'étaient pas disponibles au moment de l'établissement du présent rapport (tableau 1.1). Si ce pourcentage peut sembler relativement élevé, l'essentiel de la dette extérieure correspondait aux vastes entrées de capitaux étrangers qui étaient déposés dans des banques de Singapour et enregistrés en tant que passifs. Bien que la dette extérieure soit compensée en partie par le niveau élevé des réserves de change, elle peut rendre l'économie vulnérable aux mouvements rapides de capitaux. Compte tenu du statut de Singapour en tant que centre financier international, ses actifs comme ses passifs sont très élevés. La position extérieure globale nette de Singapour était de 236 % du PIB en 2019.³⁴

1.3 Évolution des échanges et des investissements

1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services

1.29. Singapour est une économie très ouverte, comme en témoigne le ratio du commerce au PIB, qui s'élevait à 319% en moyenne pendant la période 2015-2019. Toutefois, ce ratio a enregistré une baisse par rapport à la période 2012-2014, pendant laquelle il était de 368%.³⁵ En 2019, Singapour se plaçait en 11^{ème} position parmi les exportateurs et les importateurs mondiaux de marchandises et en 6^{ème} position pour le commerce des services.³⁶

1.3.1.1 Commerce des marchandises

1.30. Les exportations de marchandises se caractérisent par un volume important de commerce en entrepôts, du fait du statut de plate-forme internationale de transbordement dont jouit le pays. En 2020, les réexportations représentaient environ 55% du total des exportations de marchandises contre environ 49% en 2014.³⁷ Les exportations de marchandises de Singapour sont dominées par les produits manufacturés, qui constituaient 74% des exportations totales de marchandises en 2019, tandis que les exportations de produits pétroliers et de produits minéraux, un composant clé de l'activité de transbordement, représentaient environ 13% des exportations et les produits agricoles 4%. La structure des importations de marchandises de Singapour est également centrée sur les produits manufacturés, qui représentaient 69% des importations totales en 2019, tandis que les parts des produits pétroliers et produits minéraux, ainsi que des produits agricoles étaient de 22 % et 4%, respectivement (tableau 1.6).

Tableau 1.6 Commerce des marchandises par principales catégories de la Classification CTCI Rev.3, 2015-2019

	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations (% du total):					
Agriculture	3,3	3,4	3,2	3,8	4,0
Industries extractives (pétrole inclus)	13,4	12,2	13,8	14,0	13,0
Produits manufacturés	74,2	76,4	74,1	72,9	74,2
Autres	9,1	8,0	8,9	9,2	8,8
Importations (% du total):					
Agriculture	4,4	4,5	4,3	4,0	4,0
Industries extractives (pétrole inclus)	22,6	19,1	23,5	24,8	22,0
Produits manufacturés	66,9	70,0	66,9	66,4	69,1
Autres	6,2	6,3	5,3	4,8	4,8

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

1.31. Les principaux produits d'exportation de Singapour, selon les sections du Système harmonisé (SH), sont les machines et le matériel électrique, qui représentaient 51% des exportations totales de marchandises en 2020. Dans ce groupe de produits, les circuits électroniques intégrés occupaient une place importante, représentant 23% des exportations totales de marchandises cette même année. Les produits chimiques, les produits pétroliers et minéraux, les instruments de précision, les pierres gemmes et les métaux, ainsi que les matières plastiques et le caoutchouc figurent parmi les autres exportations importantes (graphique 1.1 et tableau A1. 1).

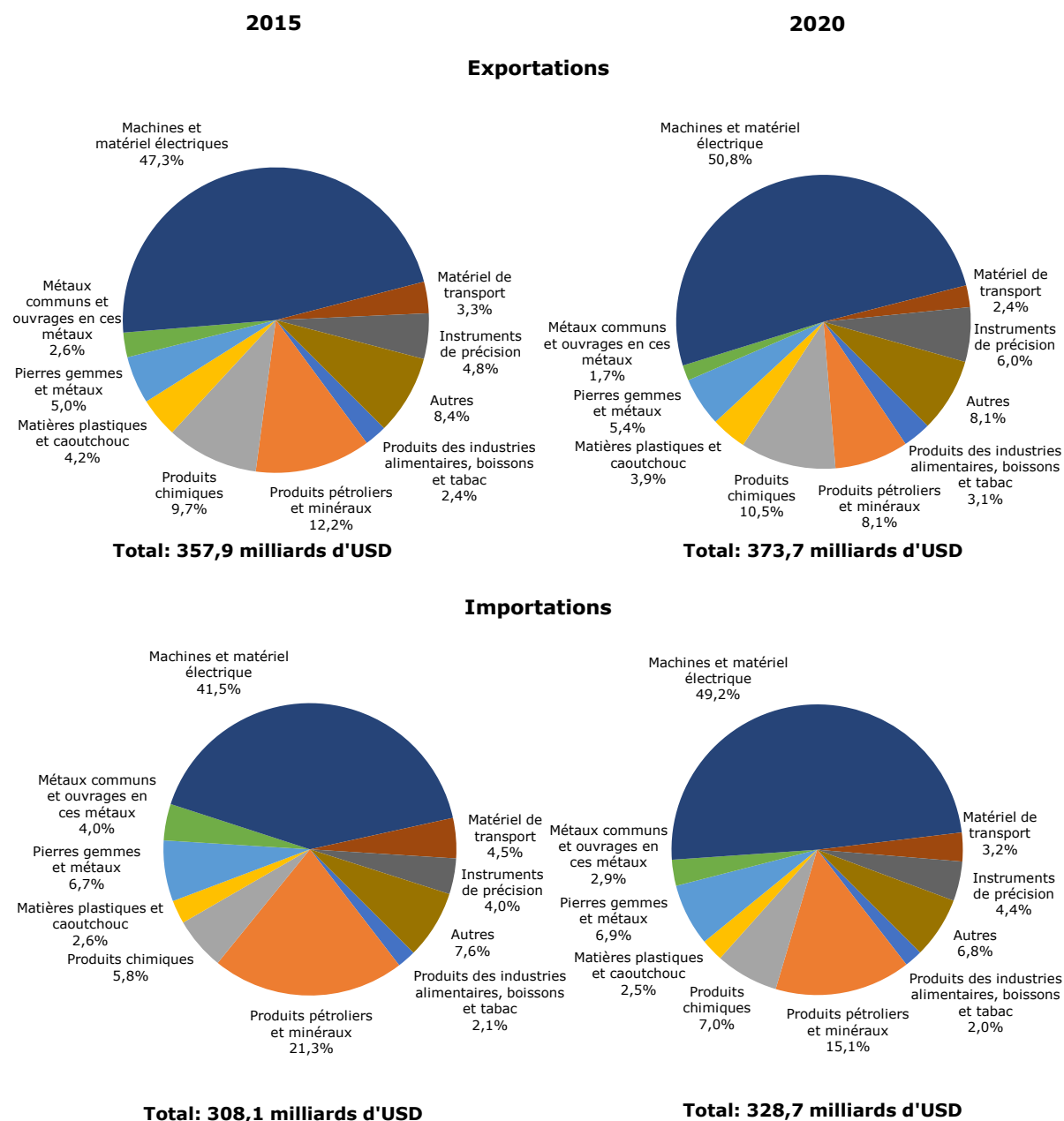
³⁴ Renseignements communiqués par les autorités.

³⁵ Document de l'OMC WT/TPR/S/343 du 7 juin 2016.

³⁶ Les pays de l'UE comptant pour un seul pays et le commerce intra-UE étant exclu. Profils commerciaux de l'OMC (2020). Adresse consultée:

https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/trade_profiles20_e.pdf.

³⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

Graphique 1.1 Composition par produit du commerce des marchandises, par principale section du SH, 2015 et 2020

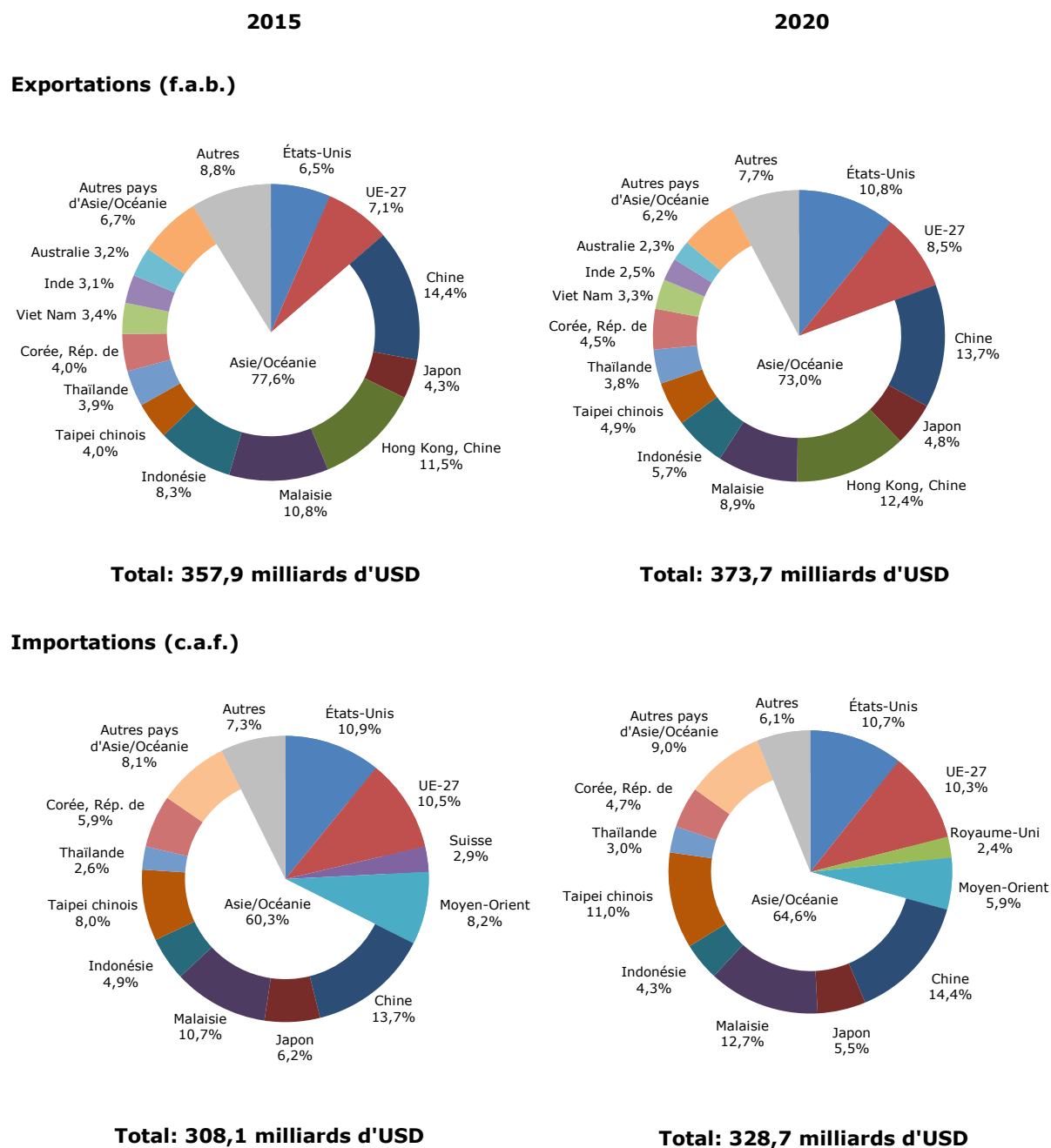
Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade; et données communiquées par les autorités.

1.32. Les principales importations de marchandises, selon les sections du SH, sont les machines et le matériel électrique, (y compris les circuits électroniques intégrés et les turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz), qui représentaient 49% des importations totales en 2020, suivis par les produits pétroliers et minéraux, les produits chimiques, les pierres gemmes et les métaux, les instruments de précision et le matériel de transport (graphique 1.1 et tableau A1. 3).

1.33. L'essentiel du commerce de marchandises de Singapour a lieu avec les économies d'Asie et d'Océanie, ce qui rend compte de la participation du pays aux chaînes de valeur régionales et aux mécanismes d'intégration économique; néanmoins, les parts de certains partenaires commerciaux en dehors de cette région ont enregistré des petites augmentations ces dernières années. En 2020, 73,0% des exportations de marchandises de Singapour étaient envoyées vers les marchés d'Asie et

d'Océanie (contre 77,6% en 2015). La part de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) était de 25,1% (contre 30,1% en 2015), la Malaisie et l'Indonésie recevant plus de la moitié des exportations de Singapour à destination de ce groupe de pays. La Chine est restée le plus grand marché individuel de Singapour, représentant 13,7% des exportations totales en 2020, suivie par Hong Kong, Chine, avec 12,4%. Les parts des États-Unis et de l'UE-27 ont augmenté pendant la période à l'examen et étaient de 10,8% et 8,5%, respectivement en 2020 (graphique 1.2 et tableau A1. 2).

Graphique 1.2 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2015 et 2020



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade et Département de statistique de Singapour; et données communiquées par les autorités.

1.34. L'Asie et l'Océanie représentaient près de 65% des importations totales de marchandises en 2020. La Chine restait le principal fournisseur de Singapour avec 14,4% des importations totales, suivie par la Malaisie (12,7%), le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois) (11,0%), les États-Unis (10,7%) et l'UE-27 (10,3%). La part des États membres de

l'ASEAN dans les importations totales de marchandises a augmenté, passant de 21,1% en 2015 à 24,3% en 2020. Les importations de pays du Moyen-Orient (principalement du pétrole) représentaient 5,9% du coût global des importations cette même année (graphique 1.2 et tableau A1. 4).

1.3.1.2 Commerce des services

1.35. Après avoir enregistré pendant six ans des déficits dans sa balance du commerce des services, Singapour est devenue un exportateur net de services enregistrant un excédent de 8,9 milliards de SGD en 2018. L'excédent s'est accru les deux années suivantes pour atteindre 20,5 milliards de SGD en 2020. Toutefois, le solde positif de 2020 était dû à une baisse moins importante des exportations de services par rapport aux importations, et pas à une augmentation des exportations. Rendant compte des restrictions à la mobilité internationale liées à la pandémie de COVID-19, en 2020, les exportations de services ont en réalité diminué de près de 13% en raison d'une forte contraction des exportations de services relatifs aux voyages, de services de transport et d'autres services fournis aux entreprises, qui ont plus que compensé les augmentations modérées des exportations de services financiers et de services d'assurance. Les importations de services se sont plus fortement contractées (-16%) en 2020, ce qui était également imputable à une diminution significative des importations de services relatifs aux voyages, de services de transport et d'autres services fournis aux entreprises.³⁸

1.36. En 2020, Singapour a exporté pour 259 milliards de SGD de services. Les "autres services fournis aux entreprises" (principalement les services de publicité, les services d'études de marché, les services de gestion d'entreprises et les services liés au commerce) sont devenus le principal produit d'exportation, représentant 32% des exportations totales de services, suivis par les services de transport (28%) et les services financiers (17%). En 2020, les importations de services se sont élevées à 238 milliards de SGD. Les principaux services importés étaient les "autres services fournis aux entreprises" (principalement les services de gestion d'entreprise, les services de recherche-développement, ainsi que les services de publicité et d'études de marché); les services de transport; ainsi que les services de télécommunication, les services informatiques et d'information, qui ont représenté respectivement 34%, 30% et 10% des importations totales de services (tableau 1.7).

Tableau 1.7 Commerce des services, 2016-2020

	2016	2017	2018	2019	2020 ^a
Balance du commerce des services (milliards de SGD)	-9,1	-14,2	8,9	12,3	20,5
Exportations (milliards de SGD)	209,9	236,1	278,9	296,3	258,8
	(% du total des crédits)				
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Services d'entretien et de réparation	4,1	3,5	3,6	3,5	2,9
Transports	27,2	28,2	29,6	28,8	28,3
Fret	20,7	21,7	23,5	23,0	24,9
Autres	6,5	6,5	6,1	5,7	3,5
Voyages	12,5	11,6	9,9	9,3	2,8
Construction	0,6	0,4	0,6	0,6	0,4
Assurance	2,9	2,9	3,2	3,0	3,6
Services financiers	14,3	14,7	13,8	14,2	16,9
Services de télécommunication, services informatiques et d'information	8,0	7,8	8,0	7,1	8,2
Frais pour usage de la propriété intellectuelle, n.i.a.	4,6	4,6	4,1	3,9	4,4
Autres services fournis aux entreprises	25,1	25,7	26,6	28,9	31,9
Services comptables	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Publicité et études de marché	5,2	7,6	8,6	10,3	12,8
Services d'architecture	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Services de gestion d'entreprise	11,3	10,3	9,8	9,4	9,4
Services d'ingénierie et services techniques	2,2	1,7	1,7	2,4	2,6
Services juridiques	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4
Services de recherche-développement	0,4	0,5	0,4	0,3	0,4
Services de location-exploitation	2,6	2,0	1,9	2,0	1,9
Services liés au commerce	2,3	2,7	3,3	3,4	3,8

³⁸ MTI (2021), *Economic Survey of Singapore 2020*, chapitre 5. Adresse consultée: https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Resources/Economic-Survey-of-Singapore/2020/Economic-Survey-of-Singapore-2020/Ch5_AES2020.pdf.

	2016	2017	2018	2019	2020 ^a
Autres	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
Services personnels, culturels et récréatifs	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5
Biens et services des administrations publiques	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
Importations (milliards de SGD)	218,9	250,2	269,9	284,0	238,3
	(% du total des débits)				
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	3,5	3,2	2,7	2,5	2,8
Services d'entretien et de réparation	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Transports	27,4	28,1	31,2	31,0	30,5
Fret	17,3	18,9	20,7	20,6	22,0
Autres	10,1	9,2	10,5	10,4	8,4
Voyages	15,1	13,8	13,2	13,1	4,0
Construction	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Assurance	2,8	2,2	2,5	2,7	3,1
Services financiers	2,9	3,1	3,3	3,5	4,7
Services de télécommunication, services informatiques et d'information	8,1	8,3	7,4	8,0	10,1
Frais pour usage de la propriété intellectuelle, n.i.a.	9,9	8,7	8,5	8,3	9,8
Autres services fournis aux entreprises	29,4	31,7	30,2	29,9	34,1
Services comptables	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Publicité et études de marché	1,9	3,2	3,8	4,8	5,9
Services d'architecture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de gestion d'entreprise	9,9	9,4	9,7	10,4	11,7
Services d'ingénierie et services techniques	1,5	1,3	1,2	1,5	1,7
Services juridiques	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
Services de recherche-développement	6,6	8,9	7,0	6,1	6,8
Services de location-exploitation	2,3	2,2	2,2	2,0	1,9
Services liés au commerce	6,5	6,1	5,9	4,6	5,4
Autres	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Services personnels, culturels et récréatifs	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Biens et services des administrations publiques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

a Estimations.

Source: Département de statistique de Singapour. Adresse consultée: <https://www.singstat.gov.sg>.

1.3.2 Tendances et structure de l'IED

1.37. Les flux entrants d'IED à Singapour ont augmenté pendant la période à l'examen (à l'exception de 2018). Ils se sont établis à 92,1 milliards d'USD en 2019, faisant de Singapour le troisième plus grand bénéficiaire d'IED dans le monde.³⁹

1.38. Les États-Unis demeurent le principal investisseur à Singapour, représentant 23,5% des entrées totales d'IED en 2019, suivis par les Pays-Bas (7,6%), le Royaume-Uni (7,5%) et le Japon (5,3%). La part de la Chine dans les flux totaux d'IED à destination de Singapour a diminué pendant les deux dernières années de la période considérée pour s'établir à 3,6% en 2019. La part de l'UE-27 a beaucoup varié pendant la période considérée, baissant à 9,0% en 2019. Cette même année, le stock total d'IED entrant de Singapour a atteint près de 1 700 milliards d'USD (graphique 1.3 et tableau 1.8).

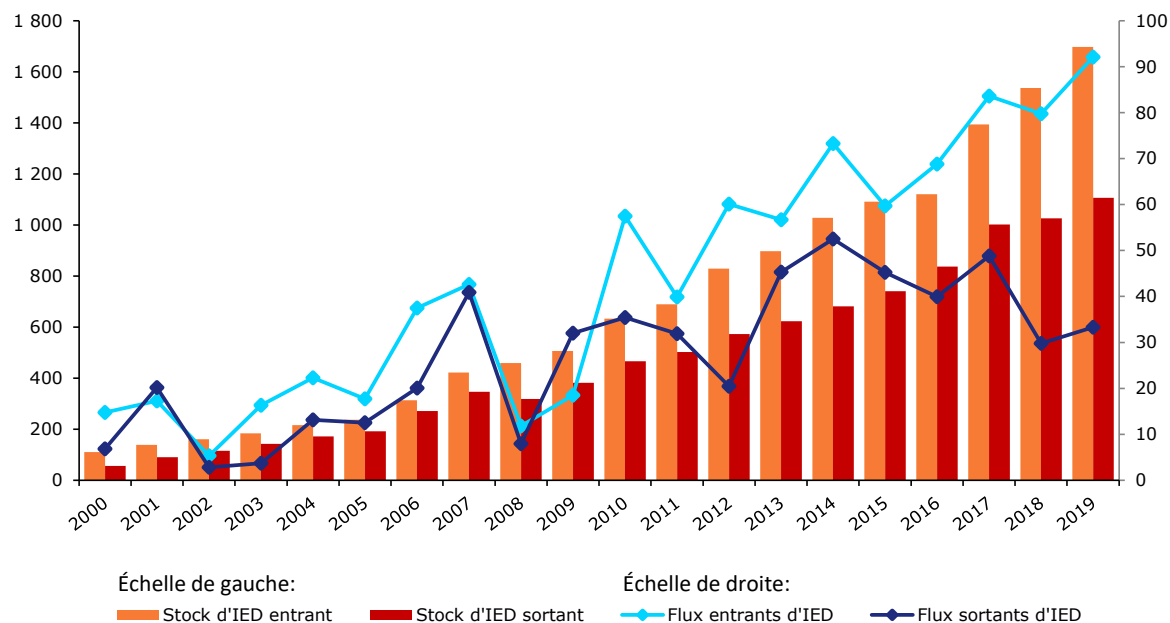
1.39. Pour ce qui est de la composition sectorielle, les services financiers et d'assurance demeurent de loin les principaux bénéficiaires d'IED avec 50% du total des flux entrants en 2019, suivis par le secteur manufacturier (29%) et le commerce de gros et de détail (15%). La part des services professionnels, scientifiques et techniques, des services administratifs et des services de soutien a considérablement diminué, tombant de 20,4% en 2015 à 1,4% en 2019.

1.40. Les flux sortants d'IED de Singapour ont présenté une évolution moins stable pendant la période à l'examen. Selon les données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les flux sortants d'IED ont diminué en 2015 et 2016; ils sont ensuite montés en flèche en 2017 pour atteindre leur plus haut niveau de la période avant de reculer fortement en 2018. En 2019, le total des flux sortants d'IED s'élevait à 33,2 milliards d'USD. Cette même année, le stock sortant d'IED de Singapour était d'environ 1 100 milliards d'USD.

³⁹ CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2020*. Adresse consultée: <https://unctad.org/en/Pages/DIAE/World%20Investment%20Report/Annex-Tables.aspx>.

Graphique 1.3 Investissement étranger direct, 2000-2019

(Milliards d'USD)



Source: CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2020*. Adresse consultée: <https://unctad.org/en/Pages/DIAE/World%20Investment%20Report/Annex-Tables.aspx>.

Tableau 1.8 Flux entrants d'IED par origine et par secteur, 2015-2019

	2015	2016	2017	2018	2019
Total (milliards de SGD)	82,1	95,1	115,5	107,6	125,6
Total (milliards d'USD)	59,7	68,8	83,6	79,7	92,1
Origines (% du total):					
États-Unis	29,8	18,8	35,4	-28,4	23,5
UE-27	22,5	41,1	7,4	18,6	9,0
Pays-Bas	9,1	5,3	7,0	8,7	7,6
Luxembourg	0,5	17,0	-2,5	7,0	3,8
Royaume-Uni	3,0	6,2	0,1	7,2	7,5
Japon	3,0	4,9	4,5	8,4	5,3
ASEAN	5,1	8,2	5,4	6,7	3,8
Malaisie	3,3	3,9	2,8	3,1	2,9
Thaïlande	-0,3	1,2	0,9	1,2	1,0
Hong Kong, Chine	-4,3	2,2	0,9	5,7	3,8
Chine	6,7	8,8	10,1	6,0	3,6
Suisse	2,6	-0,3	2,3	0,4	3,4
Australie	1,3	1,0	0,9	1,3	2,6
Canada	1,3	0,5	0,7	0,8	2,3
Inde	2,3	0,2	2,4	1,1	2,2
Secteurs (% du total):					
Secteur manufacturier	12,7	-2,5	12,7	31,4	29,1
Construction	-0,6	-1,2	-0,4	1,4	0,1
Commerce de gros et de détail	12,5	17,8	27,2	16,3	14,8
Services d'hébergement et de restauration	-0,4	0,1	0,0	-0,2	0,1
Transport et entreposage	4,1	0,7	-0,2	3,1	1,3
Information et communication	2,9	2,2	3,5	3,2	-0,3
Services financiers et d'assurance	41,5	70,7	42,9	30,3	50,2
Activités immobilières	8,5	8,0	6,7	6,2	2,7
Services professionnels, scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien	20,4	3,7	6,9	8,7	1,4
Autres activités	-1,7	0,5	0,8	-0,4	0,6

Source: Département de statistique de Singapour. Adresses consultées: <https://www.tablebuilder.singstat.gov.sg/publicfacing/createDataTable.action?refId=17170>; et <https://www.tablebuilder.singstat.gov.sg/publicfacing/createDataTable.action?refId=17195>.

1.41. Un des éléments clés de la politique économique de Singapour consiste à attirer l'investissement étranger en garantissant des conditions favorables à l'activité des entreprises. L'ouverture commerciale de Singapour, le cadre réglementaire simple, le système fiscal concurrentiel et de nombreux systèmes d'incitation, ainsi que l'infrastructure de transport moderne font de la cité-État une destination attrayante pour l'investissement étranger. Selon l'Indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, Singapour a occupé la première position jusqu'en 2018. En 2019 et 2020, elle s'est classée au deuxième rang. Selon l'Indice 2020, Singapour dispose de l'un des meilleurs régimes réglementaires du monde pour la création d'entreprise, la protection des investisseurs minoritaires, l'exécution des contrats, l'obtention d'un permis de construire et le paiement des taxes et impôts.⁴⁰ La stabilité politique et l'absence de corruption sont d'autres avantages permettant d'attirer l'IED à Singapour; en revanche, il convient de relever que les entreprises publiques continuent de jouer un rôle prédominant dans certains secteurs clés de l'économie, et par conséquent, dans l'investissement (section 3.3.5).

⁴⁰ Groupe de la Banque mondiale, *Ease of Doing Business Rankings, 2020*. Adresse consultée: <https://www.doingbusiness.org/en/rankings>.

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. Conformément à sa Constitution de 1965, Singapour est une république dotée d'un système de gouvernement parlementaire. La Constitution a été modifiée à 52 reprises depuis son entrée en vigueur, y compris 3 fois au cours de la période considérée.¹

2.2. Le Premier Ministre et le Cabinet, dont les membres doivent également être membres du Parlement, sont investis des pouvoirs exécutifs. Le Premier Ministre, chef du parti politique majoritaire au Parlement, est désigné par le Président, tout comme l'ensemble des membres du Cabinet, sur recommandation du Premier Ministre. Le Président est élu pour un mandat de six ans au suffrage universel.

2.3. Le Cabinet est chargé de l'exécution des politiques gouvernementales ainsi que de la gestion quotidienne des affaires de l'État. Chaque année, le Cabinet présente au Parlement le budget national de Singapour en vue de sa promulgation (il devient alors la loi de finances). En général, avant la signature d'un traité ou avant le dépôt d'un instrument de ratification ou d'accession, le traité doit être approuvé par le Cabinet.

2.4. Le pouvoir législatif est exercé par le corps législatif, qui se compose du Président et du Parlement. Ce dernier compte 93 sièges élus, organisés en 14 circonscriptions à représentation unique et 17 circonscriptions à représentation de groupes. Chaque circonscription à représentation unique élit un député selon le système de vote uninominal, tandis que chaque circonscription à représentation de groupes élit quatre ou cinq députés au moyen d'un vote groupé, dont au moins un doit être issu de la communauté malaise, indienne ou d'une autre minorité. En plus des 93 sièges élus, le Parlement peut compter jusqu'à 12 sièges de députés hors circonscription², qui sont offerts aux candidats de l'opposition non élus les plus performants, et jusqu'à 9 députés désignés, qui peuvent être nommés par le Président.

2.5. Le pouvoir judiciaire appartient à la Cour suprême et aux tribunaux subordonnés. Il n'est pas possible d'invoquer les dispositions de l'OMC devant un tribunal mais on peut les faire respecter au moyen des lois d'habilitation ou, s'il y a lieu, par l'application de la common law.

2.6. Le système juridique de Singapour tire son origine du système juridique anglais appelé "common law". Singapour considère ce système comme l'un de ses atouts concurrentiels pour se développer en tant que centre d'affaires et de services juridiques, notamment en ce qui concerne les systèmes alternatifs de règlement des différends, domaine dans lequel Singapour revoit régulièrement son cadre législatif.

2.7. En 2020, Singapour a promulgué une législation nationale, la loi relative à la Convention de Singapour sur la Médiation (2020) et les Règles de la Cour suprême de justice (Convention de Singapour sur la médiation) (2020), en vue de donner effet à la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (également connue sous le nom de Convention de Singapour sur la médiation) et est devenue l'un des deux premiers pays (l'autre étant les Fidji) à ratifier ladite Convention. Avec l'entrée en vigueur de la Convention, le 12 septembre 2020, les entreprises peuvent utiliser le cadre d'application harmonisé et simplifié de celle-ci pour régler efficacement leurs différends dans le cadre de leurs transactions transfrontières.

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.8. Il n'y a pas eu de changement majeur dans la structure institutionnelle des ministères et organismes/établissements publics chargés des questions commerciales pendant la période à l'examen. La formulation de la politique commerciale relève principalement du Ministère du commerce et de l'industrie, qui a pour mission de promouvoir la croissance économique et de créer des emplois de qualité, et de permettre aux Singapouriens d'améliorer leur quotidien.

¹ Version actualisée de la Constitution, y compris ses dernières modifications. République de Singapour, Journal Officiel, Supplément (6 janvier 2017). Adresse consultée: <https://sso.agc.gov.sg/Acts-Supp/28-2016/Published/20170103?DocDate=20170103#pr9->.

² Le nombre de sièges est passé de 9 à 12 en 2016.

2.9. D'autres ministères, tels que le Ministère des finances, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère des communications et de l'information, le Ministère des transports, le Ministère du développement national, le Ministère de la durabilité et de l'environnement et le Ministère de la main-d'œuvre participent aussi à la formulation de la politique commerciale dans la mesure où ces politiques relèvent de leurs domaines de compétence. Les fonctions et l'évolution institutionnelle au cours de la période d'examen des organismes officiels chargés du commerce sont décrites en détail dans la section 3.

2.10. Selon les autorités, la politique commerciale fait partie intégrante de la stratégie sectorielle globale mise en place par Singapour en 2016 pour le secteur manufacturier et le secteur des services (sections 4.3 et 4.4).

2.11. Depuis le dernier examen en 2016, les objectifs de la politique commerciale de Singapour sont restés pour l'essentiel inchangés. Ces objectifs découlent de la philosophie générale de la gestion économique de Singapour: un ferme attachement à un système économique de marché libre et la poursuite active des politiques économiques tournées vers l'extérieur.³ Les objectifs de la politique commerciale de Singapour sont donc les suivants:

- accroître les possibilités économiques internationales pour les entreprises de Singapour ;
- chercher à obtenir un environnement commercial prévisible et équitable pour les entreprises basées à Singapour en soutenant un système commercial multilatéral fondé sur des règles; et
- réduire au minimum les obstacles aux flux des importations en améliorant sans cesse l'environnement commercial et des affaires dans le pays.

2.12. Les autorités notent que les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont renforcé l'importance du maintien de la connectivité et de l'ouverture de Singapour au monde. Singapour a l'intention de garder ses ports et ses lignes de production ouverts pour faire en sorte que le commerce continue de fonctionner sans entrave, et le pays facilite les changements d'équipage d'une manière qui préserve aussi la santé publique pendant la pandémie. Reconnaisant le rôle essentiel que jouent les gens de mer dans le commerce maritime mondial, Singapour s'est également portée coauteur de la Résolution A/75/L.37 de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la coopération internationale en vue de faire face aux difficultés rencontrées par les gens de mer à la suite de la pandémie de COVID-2019 à l'appui des chaînes d'approvisionnement mondiales.

2.13. Singapour a aussi travaillé avec des pays partageant les mêmes idées pour réaffirmer au niveau international son engagement de maintenir les routes commerciales ouvertes et de préserver la viabilité et l'intégrité des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial. Par exemple, le pays a travaillé avec d'autres état membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en vue de publier le plan d'action de Hanoi sur le renforcement de la coopération économique et de la connectivité de la chaîne d'approvisionnement de l'ASEAN pour faire face à la pandémie de COVID -19 et a publié de nombreuses déclarations et propositions sur ce sujet dans le contexte de l'OMC (section 2.3.1).

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.14. Singapour soutient fermement le système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles, tel qu'il est incarné par l'OMC. Ses politiques commerciales ont été examinées sept fois, et plus récemment en juillet 2016. Singapour est partie à l'Accord sur les technologies de l'information et à l'Accord révisé sur les marchés publics, et a signé et ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges. Singapour a participé activement aux débats de l'OMC pendant la période à l'examen. Le pays a coorganisé (avec l'Australie et le Japon) l'Initiative conjointe sur le commerce électronique lancée à la Conférence ministérielle de Buenos Aires, tenue en décembre 2017. Il participe également à deux autres initiatives conjointes – à savoir sur la facilitation des investissements et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) – et depuis décembre 2020, il participe aux Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale.

³ Ministère du commerce et de l'industrie, *Overview*. Adresse consultée: <https://gradsingapore.com/graduate-employers/ministry-of-trade-and-industry-mti>.

2.15. En ce qui concerne l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le commerce, Singapour a travaillé avec des Membres de l'OMC partageant les mêmes idées pour s'assurer que les chaînes d'approvisionnement mondiales restent ouvertes et connectées, et que les Membres de l'OMC respectent leurs obligations à l'égard de l'OMC, notamment en matière de transparence et de notifications. À cette fin, Singapour a coparrainé plusieurs déclarations sur le commerce et la connectivité des chaînes d'approvisionnement, notamment:

- Déclaration ministérielle commune affirmant l'engagement à maintenir la connectivité de la chaîne d'approvisionnement pendant la situation créée par la COVID-19⁴;
- Déclaration conjointe intitulée: "Faire face à la pandémie de COVID-19 avec un commerce ouvert et prévisible des produits agricoles et alimentaires"⁵;
- Déclaration sur la COVID-19 et le système commercial multilatéral des ministres chargés des questions liées à l'OMC⁶;
- Déclaration ministérielle conjointe sur des plans d'action visant à faciliter les flux de marchandises et de services ainsi que les mouvements essentiels de personnes⁷; et
- Déclaration sur l'importance des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) dans le contexte de la COVID-19.⁸

2.16. Au-delà de ces déclarations, Singapour est l'auteur d'une proposition d'interdiction ou de restriction des exportations agricoles dans le cadre du Programme alimentaire mondial⁹, qui est toujours en cours de discussion. Singapour a également participé à une déclaration conjointe avec des coparrains représentant 79 Membres de l'OMC sur les interdictions ou restrictions des exportations agricoles relatives au Programme alimentaire mondial, qui a été publiée le 21 janvier 2021.¹⁰

2.17. Pendant la période considérée, Singapour n'a été impliquée dans aucun différend commercial à l'OMC, que ce soit en tant que partie plaignante ou partie défenderesse. Elle participe toutefois activement au mécanisme de règlement des différends, puisqu'elle a demandé et obtenu le statut de tierce partie dans 42 différends commerciaux au cours de la période considérée.¹¹

2.18. Singapour considère qu'il est primordial de disposer d'un système de règlement des différends en deux étapes pleinement opérationnel et a donc, à titre de solution provisoire, rejoint d'autres Membres de l'OMC pour mettre en place l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire (AMPA) en avril 2020.¹² La composition du vivier de 10 arbitres en juillet 2020 a marqué l'opérationnalisation de l'AMPA, avec un professeur de Singapour parmi les arbitres.

2.19. Singapour a effectué 113 notifications auprès de 11 comités différents de l'OMC entre janvier 2016 et décembre 2020.¹³

⁴ MTI. Adresse consultée: "<https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Newsroom/Press-Releases/2020/03/Updated-Joint-Ministerial-Statement-on-supply-chain-connectivity-as-of-6-april.pdf>".

⁵ Document de l'OMC WT/208-G/30 du 22 avril 2020.

⁶ Document de l'OMC WT/GC/212 du 5 mai 2020 et ses révisions.

⁷ Document de l'OMC WT/GC/214 du 13 mai 2020.

⁸ Document de l'OMC WT/GC/215 du 14 mai 2020.

⁹ Documents de l'OMC WT/GC/810-TN/AG/46 du 4 décembre 2020 et ses révisions ultérieures, et WT/GC/811-TN/AG/47 du 4 décembre 2020.

¹⁰ Document de l'OMC WT/L/1109 du 21 janvier 2021.

¹¹ Pour une liste complète des différends en cause, voir *OMC, Différends par Membre*. Adresse consultée: "https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/dispu_by_country_f.htm".

¹² Ministère des affaires étrangères, Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire, 6 avril 2020. Adresse consultée: "<https://www.mfa.gov.sg/Overseas-Mission/Geneva/Mission-Updates/2020/04/Multiparty-Interim-Appeal-Arbitration-Arrangement>".

¹³ À savoir 44 notifications au Comité des obstacles techniques au commerce, 14 au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, 13 au Comité des marchés publics, 10 au Comité de l'agriculture, 9 au Comité des subventions et des mesures compensatoires, 8 au Comité des licences d'importation, 7 au Comité des accords commerciaux régionaux, 3 au Comité de l'accès aux marchés, 3 au Comité des règles d'origine,

2.3.2 Accords régionaux et préférentiels

2.20. Singapour considère que les accords de libre-échange (ALE) complètent le système commercial multilatéral fondé sur des règles et offrent à ses exportateurs et investisseurs de nombreux avantages, tels que la prévisibilité juridique, les préférences tarifaires, l'accès préférentiel à l'étranger par l'obtention de contingents tarifaires accordés à Singapour et de conditions d'exploitation préférentielles pour les prestataires de services singapouriens à l'étranger, une entrée plus rapide sur les marchés et la protection de la propriété intellectuelle. Singapour a entrepris d'élargir le champ d'application de ses ALE pour y inclure davantage de questions intéressant les entreprises, telles que le commerce électronique, les droits de propriété intellectuelle, la concurrence, les marchés publics et le règlement des différends.

2.21. Singapour dispose d'un réseau de 27 ALE¹⁴, dont 7 sont des accords signés sous l'égide de l'ASEAN. Le tableau 2.1 fournit une liste de ces accords, ainsi que leurs dates de signature et d'entrée en vigueur, leur champ d'application en termes de domaines d'action, et l'état d'avancement de leur processus d'examen dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'OMC.

Tableau 2.1 Participation aux ACR (notifiés et non notifiés), au 16 avril 2021

Nom de l'ACR	Champ d'application	Nombre de domaines d'action tels que définis par la classification du SI-ACR	Date de signature	Date d'entrée en vigueur	Processus d'examen de l'OMC (série de documents de l'OMC)
Partenariat économique régional global (RCEP)	Biens et services	..	15/11/2020	Pas encore entré en vigueur.	Non notifié
Royaume-Uni-Singapour	Biens et services	39	10/12/2020	11/02/2021	En attente de données des Parties (WT/REG432)
ASEAN-Japon	Services	..		01/08/2020	Non notifié
UE-Singapour	Biens et services	39	19/10/2018	21/11/2019	Présentation factuelle distribuée (WT/REG402)
ASEAN-Hong Kong, Chine	Biens et services	27	28/03/2018	11/06/2019	En attente de données des Parties (WT/REG448)
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)	Biens et services	36	08/03/2018	30/12/2018	Présentation factuelle distribuée (WT/REG395)
Sri Lanka-Singapour	Biens et services	..	01/05/2018	01/05/2018	Non notifié
Turquie-Singapour	Biens et services	31	14/11/2015	01/10/2017	Présentation factuelle distribuée (WT/REG392)
Accord de partenariat économique entre Singapour et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois)	Biens et services	32	07/11/2013	19/04/2014	Présentation factuelle distribuée (WT/REG350)

1 au Comité du commerce et du développement et 1 au Comité de la facilitation des échanges. Pour plus de détails sur ces notifications, voir:

https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?DataSource=CRN&querv=@CountryNotifying=%22singapore%22%20AND%20@DocumentDate%3E=01/01/2016%20and%20@DocumentDate%3C=31/12/2021&Language=English&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#.

¹⁴ L'Accord portant création de l'ASEAN et ses accords ultérieurs sont considérés comme un tout.

Nom de l'ACR	Champ d'application	Nombre de domaines d'action tels que définis par la classification du SI-ACR	Date de signature	Date d'entrée en vigueur	Processus d'examen de l'OMC (série de documents de l'OMC)
Conseil de coopération du Golfe (CCG)-Singapour	Biens et services	28	15/12/2008	01/09/2013	En attente d'observations des Parties sur la présentation factuelle (WT/COMTD/N/45/Rev. 1 et S/C/N/807/Rev.1)
Costa Rica-Singapour	Biens et services	30	06/04/2010	01/07/2013	Présentation factuelle distribuée (WT/REG347)
ASEAN-République de Corée	Biens et services	30	24/08/2006 (B) 21/11/2008 (S)	01/01/2010 (B) 14/10/2010 (S)	Présentation factuelle distribuée (WT/REG287 et WT/COMTD/RTA13)
ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande	Biens et services	32	27/02/2009	01/01/2010	Présentation factuelle distribuée (WT/REG284)
ASEAN-Inde	Biens et services	26	13/08/2009 (B) 13/11/2014 (S)	01/01/2010 (B) 01/07/2015 (S)	Présentation factuelle distribuée (WT/REG372 et WT/COMTD/RTA/8)
Pérou-Singapour	Biens et services	32	29/05/2008	01/08/2009	Présentation factuelle distribuée (WT/REG269)
Chine-Singapour	Biens et services	27	23/10/2008	01/01/2009	Présentation factuelle distribuée (WT/REG262)
ASEAN-Japon	Biens	18	26/03/2008	01/12/2008	Présentation factuelle distribuée (WT/REG277)
Panama-Singapour	Biens et services	32	01/03/2006	24/07/2006	Présentation factuelle distribuée (WT/REG227)
Accord de partenariat économique stratégique transpacifique	Biens et services	34	18/07/2005	28/05/2006	Présentation factuelle distribuée (WT/REG229)
République de Corée-Singapour	Biens et services	33	04/08/2005	02/03/2006	Présentation factuelle distribuée (WT/REG210)
Jordanie-Singapour	Biens et services	26	16/05/2004	22/08/2005	Présentation factuelle distribuée (WT/REG215)
Inde-Singapour	Biens et services	30	29/06/2005	01/08/2005	Présentation factuelle distribuée (WT/REG228)
ASEAN-Chine	Biens et services	29	29/11/2004 (B) 14/01/2007 (S)	01/01/2005 (B) 01/07/2007 (S)	Résumé factuel et Présentation factuelle publiés (WT/REG279 et WT/COMTD/51)
États-Unis-Singapour	Biens et services	30	06/05/2003	01/01/2004	Résumé factuel publié (WT/REG161)
Singapour-Australie	Biens et services	36	17/02/2003	28/07/2003	Résumé factuel publié (WT/REG158)
AELE-Singapour	Biens et services	33	26/06/2002	01/01/2003	Résumé factuel publié (WT/REG148)
Japon-Singapour	Biens et services	32	13/01/2002	30/11/2002	Résumé factuel publié (WT/REG140)
Nouvelle-Zélande-Singapour	Biens et services	33	14/11/2000	01/01/2001	Résumé factuel publié (WT/REG127)
Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS). Système global de préférences commerciales (SGPC)	Services	..		12/08/1998	Non notifié
Zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA)	Biens	6	13/04/1988	19/04/1989	Pas de rapport
	Biens	26	24/02/1977	..	Rapport adopté (L/4581 et L/7111)

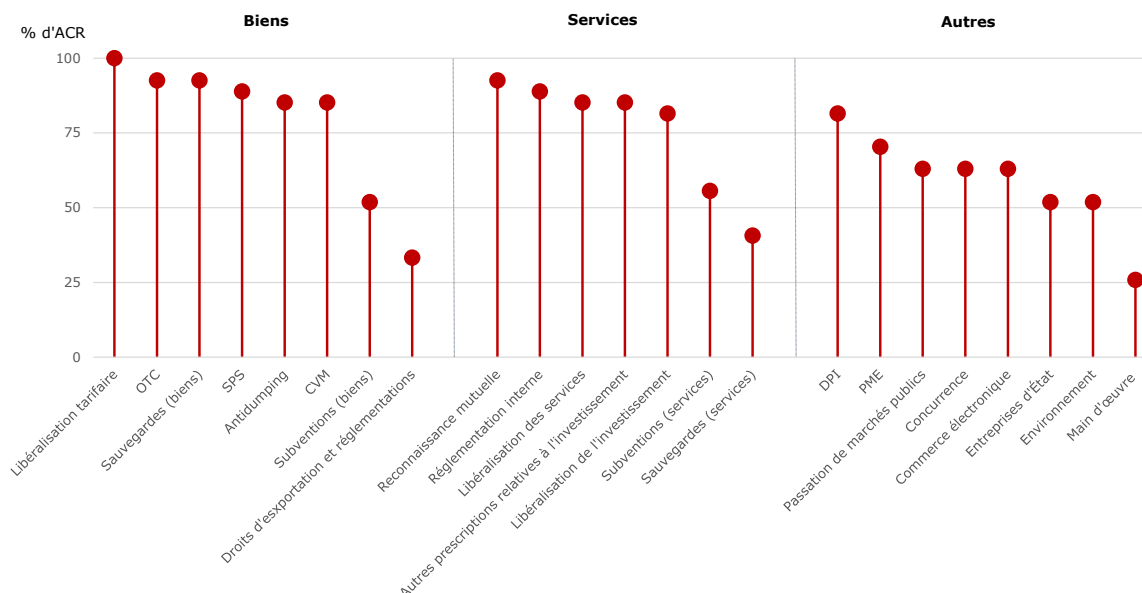
.. Non disponible.

- a Des informations sur les domaines considérés sont disponibles dans le glossaire des dispositions des ACR de l'OMC. Adresse consultée: http://rtais.wto.org/UI/USERGUIDE/Glossary_MT_Eng.pdf.
- b Dates de la première entrée en vigueur au moins pour une des Parties.

Source: Secrétariat de l'OMC. Pour plus d'informations sur ces accords et sur les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire, veuillez consulter la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.

2.22. Le graphique 2.1 décrit les différents sujets couverts par ces accords de manière regroupée selon la classification des domaines d'action des dispositions des ACR de la base de données du SI-ACR de l'OMC mentionnée dans le tableau 2.1.

Graphique 2.1 Aperçu général des domaines couverts par les ALE de Singapour

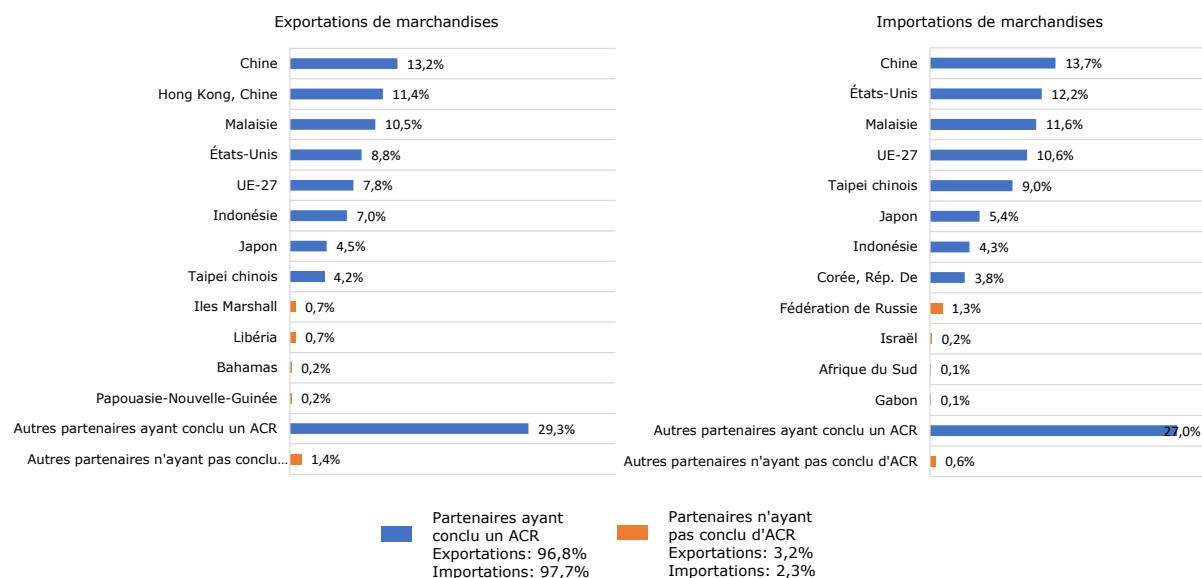


Source: Secrétariat de l'OMC.

2.23. Les domaines couverts dans plus de 75% des accords concernent les biens en rapport avec la libéralisation tarifaire, les obstacles techniques au commerce, les sauvegardes, les questions sanitaires et phytosanitaires, et les mesures antidumping et compensatoires. S'agissant des services, les domaines d'action ont trait à la reconnaissance mutuelle, à la réglementation intérieure, à la libéralisation des services et aux dispositions relatives à l'investissement, et pour ce qui est des domaines autres que les biens et les services, ceux-ci ont trait à la propriété intellectuelle. Conformément aux objectifs de la politique commerciale de Singapour, le nombre de domaines politiques couverts augmente généralement au fil du temps.

2.24. Le graphique 2.2 décrit la part du commerce préférentiel de Singapour, tant pour les exportations que pour les importations, ainsi que ses principaux partenaires commerciaux préférentiels et non préférentiels.

Graphique 2.2 Part du commerce préférentiel et des principaux partenaires commerciaux, 2019



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

2.25. La part des échanges avec les partenaires préférentiels dépasse 95%, tant pour les exportations que pour les importations. En ce qui concerne les importations, presque toutes les lignes tarifaires de Singapour sont exemptes de droits de douane sur la base de la nation la plus favorisée (NPF) (section 3).

2.26. Au cours de la période considérée, sept nouveaux accords ont été signés : l'accord Singapour-Sri Lanka; l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP); l'accord ASEAN-Hong Kong, Chine; l'accord Singapour-Union européenne; l'accord ASEAN-Japon; l'accord Singapour-Royaume-Uni; et le Partenariat économique régional global (RCEP). Tous ces accords sont entrés en vigueur pendant la période d'examen relative à Singapour, à l'exception de l'accord RCEP. L'accord Singapour-Turquie, signé avant la période à l'examen, est également entré en vigueur au cours de cette période.

2.27. En outre, Singapour a examiné et actualisé sept ACR au cours de la période à l'examen : l'ALE Singapour-Nouvelle-Zélande (1999); l'ALE ASEAN-Chine (2003); l'ALE Singapour-Australie (2003); l'ALE Singapour-États-Unis (2004); l'ALE Singapour-Inde (2005); l'ALE Singapour-Chine (2009); et l'ALE ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (2010).

2.28. L'ASEAN est le principal partenaire commercial de Singapour, représentant 28,7% des exportations totales de marchandises et 21,8% des importations totales. La création de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) en 2015¹⁵ a constitué une étape majeure du programme d'intégration économique régionale de Singapour et de l'ASEAN. Toutefois, l'établissement de l'AEC est un travail de longue haleine, ainsi qu'en atteste le schéma directeur de l'AEC à l'horizon 2025, qui s'appuie sur les fondements du schéma directeur à l'horizon 2015 et se focalise sur les domaines nouveaux et émergents d'intégration, de manière à faire en sorte que l'ASEAN reste pertinente à l'échelle mondiale.

2.29. Le schéma directeur de l'AEC à l'horizon 2025 "A) une économie hautement intégrée et cohésive, B) une ASEAN compétitive, innovante et dynamique avec C) une connectivité et une coopération sectorielle renforcées, en restant D) résiliente, inclusive, tournée vers les personnes et centrée sur ces dernières et en devenant E) une ASEAN globale".¹⁶ L'ASEAN a récemment achevé

¹⁵ Pour une description détaillée de l'AEC, voir le précédent rapport EPC, document de l'OMC WT/TPR/S/343/Rev.1 du 9 novembre 2016, paragraphe 2.13.

¹⁶ ASEAN (2021), Examen à mi-parcours: schéma directeur de la Communauté économique de l'ASEAN à l'horizon 2025, page 1. Adresse consultée: <https://asean.org/storage/2021/04/mid-term-review-report.pdf>.

un examen à mi-parcours de ses progrès de mise en œuvre¹⁷, qui a révélé que, dans l'ensemble, de bons progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre du schéma directeur de l'AEC entre 2016 et 2020. À ce jour, l'ASEAN a mis en œuvre 54,1% des lignes d'action énoncées dans le schéma directeur de l'AEC à l'horizon 2025. L'ASEAN a notamment obtenu les résultats suivants:

- l'adoption du Cadre de l'ASEAN pour l'intégration numérique et de son plan d'action en 2018 et 2019, respectivement, qui définissent cinq domaines d'action dans lesquels des mesures doivent être prises pour développer une économie numérique régionale intégrée;
- l'adoption du Cadre de la facilitation des échanges de l'ASEAN en 2017, en vue d'améliorer les opérations institutionnelles et la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges;
- le déploiement en direct du guichet unique de l'ASEAN (ASW) en 2019 pour que tous les États membres de l'ASEAN puissent échanger le certificat d'origine électronique de l'ASEAN prévu au titre de l'Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA);
- la signature de l'Accord de l'ASEAN sur le commerce électronique en 2019;
- l'adoption de Lignes directrices supplémentaires pour les arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) en 2018, en vue d'aider L'ASEAN à élaborer et à tenir à jour ses ARM;
- l'adoption des principes généraux de l'ASEAN pour l'harmonisation des régimes réglementaires en 2019, qui visent à guider et à orienter l'élaboration et la tenue à jour des régimes harmonisés au sein de l'ASEAN;
- l'adoption des Lignes directrices supplémentaires pour les arrangements de reconnaissance mutuelle, qui sont utilisées par les Groupes de travail des produits aux fins de l'élaboration et de la tenue à jour d'ARM;
- la mise en œuvre du mécanisme d'autocertification dans l'ASEAN en 2020, un système d'autocertification dans le cadre de l'ATIGA qui permet aux exportateurs agréés de déclarer eux-mêmes l'origine de leurs produits;
- les travaux en cours pour traiter et rationaliser les mesures non tarifaires (MNT), qui comprennent l'approbation des lignes directrices pour la mise en œuvre des engagements de l'ASEAN concernant les MNT sur les biens;
- la signature des deuxième et troisième protocoles de l'Accord global sur l'investissement de l'ASEAN (ACIA) en 2017 et du quatrième protocole de l'ACIA en 2020, afin de créer un environnement d'investissement plus facile, transparent et compétitif au sein de l'ASEAN;
- la signature de l'accord sur le commerce des services de l'ASEAN (ATISA) en 2020, lequel s'appuie sur et renforce l'Accord sur le commerce des services de l'ASEAN en réduisant les obstacles à l'intérieur des frontières. Singapour a également été le premier pays à ratifier l'ATISA (le 5 avril 2021);
- la signature du partenariat économique régional global (RCEP) en 2020;
- la promotion des bonnes pratiques réglementaires pour harmoniser les réglementations et en assurer la cohérence afin de réduire les coûts et la charge réglementaire pour les entreprises. L'étude initiale sur les systèmes de gestion de la réglementation dans l'ASEAN a été achevée en 2019 et cartographie les initiatives des États membres de l'ASEAN visant à rationaliser les réglementations;
- la promotion des filières mondiales (GVC) par la suppression de l'accès aux marchés formel et des restrictions discriminatoires, la facilitation des échanges et la cohérence réglementaire grâce au plan de travail sur le renforcement de la participation aux chaînes de valeur mondiales dans l'ASEAN;

¹⁷ ASEAN (2021), Examen à mi-parcours: schéma directeur de la Communauté économique de l'ASEAN à l'horizon 2025 Adresse consultée: <https://asean.org/storage/2021/04/mid-term-review-report.pdf>.

- l'élaboration du Cadre de gestion des données de l'ASEAN (DMF), qui fournit aux entreprises un guide par étape pour la mise en place de systèmes de gestion des données; et
- l'élaboration des clauses contractuelles types de l'ASEAN (AMCC) pour les flux de données transfrontières, un modèle de conditions contractuelles pouvant être incluses dans des accords juridiques contraignants entre entreprises se transférant mutuellement des données personnelles de part et d'autre des frontières. Le DMF et les AMCC ont été adoptés lors de la Réunion des Ministres chargés du numérique des pays de l'ASEAN, organisée le 21 janvier 2021.

2.30. L'ALE Singapour-Sri Lanka¹⁸ est entré en vigueur en mai 2018. Ses dispositions sont notamment les suivantes: i) l'élimination immédiate des droits de douane pour Singapour, à l'exception des droits de douane sur certains produits alcoolisés, et l'élimination des droits de douane sur 80% de toutes les lignes tarifaires grâce à des périodes d'échelonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans pour Sri Lanka; ii) 12 mois de validité pour les certificat d'origine; iii) la prise en compte des factures de tiers (en vertu de laquelle les autorités douanières du pays importateur peuvent accepter un certificat d'origine lorsque la facture de vente est émise soit par une société située dans un pays tiers, soit par un exportateur pour le compte de ladite société) iv) un accès supplémentaire au marché pour les fournisseurs de services; v) des dispositions supplémentaires en matière de protection des investissements.

2.31. Le PTPGP a été ratifié par Singapour en juillet 2018 et est entré en vigueur en décembre 2018. Ses dispositions comprennent l'élimination des droits de douane dès son entrée en vigueur pour 94% des échanges de Singapour avec les parties au PTPGP (à l'exception du Mexique (88 %) et du Canada (99%)), avec lesquels Singapour n'avait pas d'accords commerciaux antérieurs), des règles d'origine "facilitant le commerce" (cumul régional et critères d'origine alternatifs), des possibilités supplémentaires d'accès au marché dans certains secteurs de services et dans les marchés publics, un cadre facilitant l'économie numérique (par exemple la suppression des exigences de localisation, l'ouverture de l'Internet, l'interdiction des mesures subordonnant l'accès au marché à des transferts forcés de technologie, et des obligations de franchise de droits pour les produits transmis par voie électronique) et des dispositions ADPIC-plus en matière de propriété intellectuelle, notamment sur les marques, les brevets et les indications géographiques.

2.32. L'ALE ASEAN-Hong Kong, Chine est entré en vigueur en juin 2019. Ses dispositions comprennent une réduction des obstacles techniques au commerce, une simplification des prescriptions relatives au certificat d'origine, un accès accru au marché dans certains secteurs de services et la garantie d'une indemnisation en cas de nationalisation ou d'expropriation d'un investissement couvert par l'accord.

2.33. Le premier Protocole portant modification de l'Accord de partenariat économique global entre l'ASEAN et le Japon (AJCEP) a été signé en juin 2019. À ce jour, il est entré en vigueur au Japon et dans sept États membres de l'ASEAN, à savoir le Brunei Darussalam, le Cambodge, la République démocratique populaire lao, le Myanmar, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam. Le Protocole a élargi le partenariat économique global ASEAN-Japon en incluant des dispositions sur le commerce des services, les mouvements de personnes et l'investissement.

2.34. L'ALE entre l'UE et Singapour (SEUFTA) prévoit une élimination à 100% des droits de douane pour les exportations de l'UE à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, qui a eu lieu le 21 novembre 2019. L'accord prévoit également des règles d'origine plus libérales et plus souples pour les exportations de Singapour, y compris le cumul avec l'ASEAN, un meilleur accès au marché pour un certain nombre de secteurs de services, une augmentation mutuelle des possibilités d'appel d'offres pour les marchés publics et la réduction des procédures d'essai et de certification redondantes, ainsi que d'autres obstacles non tarifaires pour l'électronique, les produits pharmaceutiques et les appareils médicaux, les véhicules à moteur et les pièces détachées de véhicules, les équipements de production d'énergie renouvelable et la protection des droits d'auteur pendant 70 ans.

¹⁸ Pour une description détaillée de cet accord, ainsi que des autres accords décrits dans cette section, voir les présentations factuelles soumises au Comité des accords commerciaux régionaux, dont les références sont indiquées dans la dernière colonne du graphique 2.1.

2.35. L'ALE entre le Royaume-Uni et Singapour, signé le 10 décembre 2020, a été appliqué à titre provisoire le 1^{er} janvier 2021 et est entré en vigueur le 11 février 2021. Dans le cadre de cet ALE, les entreprises singapouriennes et britanniques bénéficient des mêmes avantages que ceux prévus par le SEUFTA. Il prévoit également des règles d'origine flexibles, la réduction des obstacles non tarifaires dans quatre grands secteurs (électronique, véhicules à moteur et pièces détachées, produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux, et production d'énergie renouvelable), et un accès accru à leurs marchés respectifs de services et de marchés publics, ainsi qu'une protection renforcée des droits de propriété intellectuelle.

2.36. Le RCEP contient des dispositions en matière d'investissement plus étendues que les ALE de l'ASEAN existants, notamment en ce qui concerne l'interdiction des exigences de performance. L'accord établit également un ensemble commun de règles d'origine, y compris le cumul de la valeur entre les étapes de la production dans différents pays et une valeur régionale du contenu de 40%. Les dispositions relatives aux services sont également basées sur le principe de la liste négative. Bien que moins ambitieuses, les dispositions relatives au commerce électronique du RCEP sont similaires à celles du PTPGP.

2.37. L'ALE Singapour-Australie (SAFTA) (2003) a été mis à jour pendant la période à l'examen, et sa nouvelle version est entrée en vigueur en décembre 2017. Le SAFTA amélioré prévoit une amélioration des règles d'origine et des procédures douanières, une réduction supplémentaire des obstacles non tarifaires sur le vin et les produits distillés, les cosmétiques, les dispositifs médicaux et les produits pharmaceutiques, un meilleur accès aux secteurs des services et un accès mutuellement amélioré aux marchés publics.

2.38. L'ALE ASEAN-Chine (2003) a été complété par un protocole révisé en septembre 2016 et par de nouvelles règles d'origine en septembre 2019. Ses nouvelles dispositions comprennent l'élimination des droits de douane¹⁹; le cumul régional²⁰; des règles d'origine spécifiques aux produits, plus libérales, plus souples et plus favorables aux entreprises concernant les combustibles minéraux et le pétrole, les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, les machines et les équipements électriques; des accords d'adossement²¹; la facturation par des tiers²²; des possibilités supplémentaires d'accès au marché pour les services; des dispositions pour les MPME; et un futur programme de travail.

2.39. L'ALE Singapour-Nouvelle-Zélande (1999) a été mis à jour en mai 2019. L'accord actualisé contient des règles d'origine plus souples pour les produits électroniques, chimiques, pharmaceutiques et alimentaires transformés; des procédures douanières et une facilitation des échanges améliorées (marchandises dédouanées dans les 24 heures et dans les 4 heures pour les envois express); et des mesures SPS renforcées et plus transparentes sous la forme de 3 arrangements de mise en œuvre. Grâce à ces derniers, les exportateurs de produits alimentaires de Singapour peuvent bénéficier d'un meilleur accès au marché et d'un dédouanement accéléré des exportations. Ces arrangements permettent également d'améliorer la transparence des réglementations, ce qui permet aux exportateurs singapouriens de mieux se conformer aux prescriptions de la Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne les mesures OTC, l'accord actualisé a également introduit un nouveau cadre pour la négociation des accords de reconnaissance mutuelle (ARM) et deux nouveaux ARM sur les équipements électroniques et électriques et les bonnes pratiques de fabrication des produits médicaux. Il contient également de nouveaux chapitres sur le commerce électronique et la coopération réglementaire.

¹⁹ Singapour avait déjà éliminé toutes les lignes tarifaires à compter de 2018. Par conséquent, Singapour ne pourra pas éliminer davantage de droits de douane dans le cadre du protocole actualisé.

²⁰ Pour être considérés comme produits originaires, les produits finis à Singapour doivent être composés d'au moins 40% de matières (en valeur) originaires de l'ASEAN ou de Chine, ou bien les matières non originaires doivent subir un changement de Code du SH au moins au niveau des 4 chiffres pour certains produits.

²¹ Les produits originaires introduits à Singapour en provenance des États membres de l'ASEAN ou de la Chine et réexportés dans ces pays (dans le cadre du rôle de distribution des centres de transbordement joué par Singapour), sans aucune transformation à Singapour, peuvent bénéficier de concessions tarifaires. Les produits originaires qui transitent par les Parties à l'Accord peuvent également conserver leur caractère originaire.

²² Les autorités douanières du pays importateur peuvent accepter un certificat d'origine lorsque la facture de vente est émise par un pays différent ou qu'une société différente exporte les marchandises originaires dans divers secteurs.

2.40. L'ALE entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (2010) a été modifié par un protocole entré en vigueur en octobre 2015. Les dispositions de l'accord actualisé ont favorisé la facilitation des échanges, notamment en rationalisant les prescriptions en matière d'information et en simplifiant les procédures administratives applicables aux formulaires de certificat d'origine.

2.41. L'ALE Inde-Singapour (2005) a été modifié par un protocole qui est entré en vigueur en septembre 2018. Les dispositions de l'accord actualisé comprennent des concessions tarifaires élargies pour 30 produits supplémentaires originaires de Singapour, notamment des produits alimentaires et de la poudre à mouler en nylon. Le protocole prévoit également des règles d'origine plus souples, l'inclusion d'une clause relative aux quantités minimales et de nouvelles règles spécifiques à certains produits tels que les pièces de machines et les huiles comestibles.

2.42. L'ALE Singapour-États-Unis (USSFTA) (2004) a été actualisé en février 2018 et comprend une mise à jour administrative visant à aligner les règles d'origine par produit de l'USSFTA sur la version 2017 de la Classification SH. Cette mesure vise à faciliter les demandes de traitement préférentiel des entreprises en matière de commerce de marchandises dans le cadre de l'USSFTA. Les règles d'origine actualisées ont pris effet le 1^{er} septembre 2020.

2.43. L'ALE Chine-Singapour (CSFTA) (2009) a été révisé pendant la période à l'examen. Le protocole d'actualisation du CSFTA est entré en vigueur en 2019. Le protocole prévoit des règles d'origine qui permettraient à un plus grand nombre d'exportations de produits pétrochimiques en provenance de Singapour de bénéficier d'un traitement préférentiel; la mise en place du système électronique d'échange de données sur l'origine; le renforcement des normes de protection des investissements; un accès accru au marché chinois dans les secteurs des services juridiques, maritimes et de la construction; et des engagements dans de nouveaux domaines tels que le commerce électronique, la concurrence et l'environnement. Le chapitre actualisé sur les procédures douanières et la facilitation des échanges vise à accroître l'efficacité et la prévisibilité pour les opérateurs dans les domaines de la mainlevée des marchandises, des décisions anticipées et des expéditions express.

2.3.3 Autres accords et arrangements

2.44. Singapour ne bénéficie pas de préférences unilatérales vis-à-vis des autres Membres de l'OMC. Singapour n'accorde pas non plus de préférences unilatérales, d'autant plus que Singapour applique des droits de douane sur seulement quatre lignes tarifaires.

2.4 Régime d'investissement

2.45. L'Office du développement économique, un organisme relevant du MTI, est notamment chargé d'attirer les investissements étrangers. Il est responsable des stratégies visant à renforcer la position de Singapour en tant que centre mondial des affaires, de l'innovation et des talents. Une fois établies, les sociétés étrangères sont réglementées par l'Autorité de réglementation de la comptabilité et des sociétés, conformément aux dispositions du droit des sociétés de Singapour.

2.46. Le régime d'investissement de Singapour n'a connu aucun changement majeur depuis le dernier examen. Les investissements (tant étrangers que nationaux) sont régis par des réglementations sectorielles et des lois d'application générale (par exemple la loi sur les sociétés et le droit des contrats). La politique générale vise à attirer les investissements étrangers. Singapour n'applique aucune restriction au réinvestissement ou au rapatriement des bénéfices ou des capitaux.

2.47. Il y a toutefois certaines limitations concernant la participation étrangère et le champ d'activité des entreprises, ainsi que certaines restrictions en matière de résidence visant des secteurs considérés comme stratégiques et/ou essentiels pour la sécurité nationale, tels que la radiodiffusion, les médias d'information nationaux, les services bancaires de détail, les services juridiques et comptables, les ports et aéroports (section 4.4), et la propriété résidentielle. En vertu de la loi singapourienne, la constitution d'une société peut également inclure des limites de participation qui restreignent la propriété étrangère dans les sociétés appartenant à certains de ces secteurs.

2.48. Plus précisément, l'investissement dans les secteurs locaux de la radiodiffusion en clair et du câble est partiellement restreint pour les entreprises étrangères, car l'article 44 de la loi sur la radiodiffusion limite la participation étrangère dans les entreprises de radiodiffusion à Singapour à

49% ou moins, bien que la loi prévoit des exceptions. Les particuliers ne peuvent pas détenir des actions qui représenteraient plus de 5% du total des votes dans une société de radiodiffusion sans l'approbation préalable du gouvernement.

2.49. La loi sur les journaux et la presse papier limite la participation au capital (local ou étranger) des entreprises de presse à moins de 5% par actionnaire, à moins d'obtenir au préalable l'approbation du gouvernement. La loi exige également que les directeurs soient des citoyens de Singapour. Les entreprises de presse doivent émettre deux catégories d'actions, ordinaires et privilégiées, ces dernières n'étant accessibles qu'aux citoyens ou aux sociétés approuvées par le gouvernement. Les détenteurs d'actions privilégiées ont plus de droits de vote sur les résolutions relatives à la nomination ou à la révocation d'un directeur ou de tout membre du personnel d'une entreprise de presse, mais ils ont les mêmes droits de vote que les actionnaires ordinaires dans tous les autres aspects.

2.50. En ce qui concerne la propriété résidentielle, les ressortissants étrangers ne sont pas autorisés à acheter des logements publics à Singapour, et une autorisation préalable de l'Autorité foncière de Singapour est nécessaire pour acheter des propriétés résidentielles et des terrains résidentiels à aménager. Les étrangers peuvent acheter un logement du secteur privé non loti (par exemple un condominium ou un logement dans un immeuble) sans avoir à obtenir d'autorisation préalable. Toutefois, ils ne sont pas autorisés à acquérir tous les appartements ou unités d'un immeuble sans autorisation préalable. Ces restrictions s'appliquent également aux entreprises étrangères.

2.51. Singapour est partie à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)). Singapour a adopté la Loi sur l'arbitrage (des différends internationaux en matière d'investissement) pour mettre en œuvre la Convention du CIRDI en 1968.

2.52. Singapour a adhéré à la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (Convention de New York de 1958) en août 1986 et a donné effet à cette convention par le biais de la Loi sur l'arbitrage international (loi IAA).

2.53. Singapour est devenue membre de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, qui relève du Groupe de la Banque mondiale, en février 1998.

2.54. Singapour est également partie à la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (également connue sous le nom de Convention SCM, tel que susmentionné), qui est entrée en vigueur le 12 septembre 2020. Cette Convention prévoit un processus permettant aux parties d'appliquer ou d'invoquer un accord de règlement par médiation commerciale internationale une fois que ses conditions et ses prescriptions sont respectées. Singapour a mis en place une législation nationale pour donner effet à la Convention : la Loi SCM (2020), et les règles de la Cour suprême de justice (Convention de Singapour sur la médiation) (2020) sont entrées en vigueur le 12 septembre 2020.

2.55. Le tableau 2.2 dresse la liste des accords bilatéraux d'investissement conclus par Singapour.

Tableau 2.2 Accords bilatéraux d'investissement

	Partenaire	Date de signature	Entrée en vigueur
1	États-Unis	25 mars 1966	25 mars 1966
2	Canada	30 juillet 1971	30 juillet 1971
3	Pays-Bas	16 mai 1972	7 septembre 1973
4	Allemagne (République fédérale d')	3 octobre 1973	1 octobre 1975
5	Royaume-Uni	22 juillet 1975	22 juillet 1975
6	France	8 septembre 1975	18 octobre 1976
7	Suisse	6 mars 1978	3 mai 1978
8	Union économique belgo-luxembourgeoise	17 novembre 1978	27 novembre 1980
9	ASEAN (remplacé par l'ACIA le 29 mars 2012)	26 février 2009	29 mars 2012
10	Taipei chinois	9 avril 1990	9 avril 1990
11	Viet Nam	29 octobre 1992	25 décembre 1992
12	Pologne	3 juin 1993	29 décembre 1993
13	Pakistan	8 mars 1995	4 mai 1995
14	République tchèque	8 avril 1995	7 octobre 1995

	Partenaire	Date de signature	Entrée en vigueur
15	Mongolie	24 juillet 1995	7 janvier 1996
16	Cambodge	4 novembre 1996	24 février 2000
17	République démocratique populaire lao	24 mars 1997	26 mars 1998
18	Égypte	15 avril 1997	20 mars 2002
19	Hongrie	17 avril 1997	1 janvier 1999
20	Lettonie	7 juillet 1998	18 mars 1999
21	Slovénie	25 janvier 1999	8 septembre 2000
22	Maurice	4 mars 2000	19 avril 2000
23	Bélarus	15 mai 2000	13 janvier 2001
24	Ouzbékistan	15 juillet 2003	23 novembre 2003
25	Bulgarie	15 septembre 2003	10 février 2006
26	Bahreïn, Royaume de	27 octobre 2003	8 décembre 2004
27	Bangladesh	24 juin 2004	19 novembre 2004
28	Jordanie	29 avril 2004	22 août 2005
29	Arabie saoudite, Royaume d'	10 avril 2006	5 octobre 2007
30	Ukraine	18 septembre 2006	14 juillet 2007
31	République slovaque	13 octobre 2006	6 juin 2007
32	Oman	10 décembre 2007	12 octobre 2008
33	Corée, République démocratique populaire de	2 décembre 2008	18 mars 2009
34	Libye	8 avril 2009	22 décembre 2011
35	Koweït	5 novembre 2009	15 avril 2013
36	Mexique	12 novembre 2009	3 avril 2011
37	Fédération de Russie	27 septembre 2010	16 juin 2012
38	Émirats arabes unis	24 juin 2011	8 avril 2012
39	Iran, République islamique d'	29 février 2016	28 février 2018
40	Mozambique	24 août 2016	Pas encore en vigueur
41	Nigéria	4 novembre 2016	Pas encore en vigueur
42	Qatar	17 octobre 2017	25 avril 2018
43	Kenya	12 juin 2018	Pas encore en vigueur
44	Rwanda	14 juin 2018	16 octobre 2020
45	Indonésie	11 octobre 2018	9 mars 2021
46	Kazakhstan	21 novembre 2018	Pas encore en vigueur
47	Myanmar	24 septembre 2019	9 octobre 2020

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.56. Au cours de la période considérée, Singapour a conclu neuf nouveaux accords bilatéraux d'investissement avec l'Indonésie, la République islamique d'Iran, le Kazakhstan, le Kenya, le Mozambique, le Myanmar, le Nigéria, le Qatar et le Rwanda. Dans l'intervalle, cinq accords bilatéraux d'investissement sont entrés en vigueur: Indonésie (9 mars 2021), République islamique d'Iran (28 février 2018), Myanmar (9 octobre 2020), Qatar (25 avril 2018) et Rwanda (16 octobre 2020). La négociation d'un nouvel accord bilatéral d'investissement avec le Royaume-Uni est prévue dans le cadre du suivi de l'accord de libre-échange avec le Royaume-Uni, qui a été récemment conclu.

2.57. Singapour dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales bilatérales, composé de 3 types d'instruments juridiques: 88 conventions de double imposition, 8 accords limités et 2 accords d'échange de renseignements.²³

2.58. Cinq conventions de double imposition (avec le Cambodge, le Laos, l'Afrique du Sud, Sri Lanka et l'Uruguay) conclues par Singapour avant juillet 2016 sont entrées en vigueur entre juillet 2016 et septembre 2021. Au cours de cette période, Singapour a également conclu la négociation ou l'examen de 14 conventions fiscales, 13 conventions de double imposition (avec l'Arménie, le Brésil, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, la République de Corée, le Nigéria, la Tunisie et le Turkménistan) et 1 accord d'échange de renseignements (avec les États-Unis). Six de ces accords (avec l'Arménie, le Brésil, le Gabon, la Grèce, l'Indonésie et le Kenya) ne sont pas encore entrés en vigueur.

2.59. En outre, le 29 mai 2013, Singapour a signé la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. La Convention a pris effet à Singapour le 1^{er} juin 2016 et couvre toutes les

²³ Pour consulter la liste complète de ces accords et le texte de ces derniers, voir Administration des impôts de Singapour, liste des conventions de double imposition, Accords limités et Arrangements relatifs à l'échange de renseignements. Adresse consultée: <https://www.iras.gov.sg/irashome/Quick-Links/International-Tax/List-of-DTAs--limited-treaties-and-EOI-arrangements/>.

conventions de double imposition conclues avec les membres du Cadre inclusif de l'OCDE. Avec la ratification de ladite Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices par Singapour, une convention de double imposition sera modifiée si le partenaire conventionnel a également choisi d'appliquer la convention de double imposition dans le cadre de la Convention multilatérale.²⁴

²⁴ Les traités qui ont été modifiés sont ceux conclus avec l'Albanie, l'Australie, l'Autriche, la Barbade, la Belgique, le Canada, Chypre, la République tchèque, le Danemark, l'Égypte, la Finlande, la France, la Géorgie, le territoire de Guernesey, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, le territoire de l'île de Man, Israël, le Japon, le territoire de Jersey, le Kazakhstan, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Maurice, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, Oman, le Pakistan, le Panama, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la Fédération de Russie, Saint-Marin, le Royaume d'Arabie saoudite, la République slovaque, la Slovénie, l'Ukraine, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni et l'Uruguay.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures douanières, évaluation en douane et prescriptions douanières

3.1.1.1 Procédures douanières

3.1. Parmi les principaux textes législatifs régissant le régime douanier de Singapour figurent la Loi douanière (chapitre 70), la Loi sur la taxe sur les marchandises et les services (chapitre 117A), la Loi sur la réglementation des importations et des exportations (chapitre 272A), la Loi sur les zones franches (chapitre 114), la Loi sur le contrôle des produits stratégiques (chapitre 300) et la Loi sur l'interdiction des armes chimiques (chapitre 37B).

3.2. Aucune modification importante n'a été apportée aux procédures douanières de Singapour depuis l'examen précédent de 2016. Toute entité commerciale souhaitant entreprendre une activité d'importation doit au préalable s'inscrire auprès de l'Autorité de réglementation de la comptabilité et des sociétés (ACRA) et obtenir un identifiant d'entité unique (UEN). Pour la plupart des entreprises, cet identifiant est attribué par l'ACRA, mais il peut également être attribué par d'autres organismes publics.¹ Les importateurs doivent créer un compte des douanes auprès des autorités douanières de Singapour et s'inscrire au système Interbank Giro pour l'acquittement des droits, des taxes, des redevances, des pénalités et d'autres impositions.

3.3. Les procédures douanières sont entièrement numérisées et s'effectuent par l'intermédiaire du guichet unique national, TradeNet, qui est une plate-forme informatique reliant la communauté commerciale aux autorités douanières de Singapour et aux autres organismes de réglementation du commerce. Toutes les déclarations commerciales sont soumises et traitées par l'intermédiaire de TradeNet. Un permis d'importation doit être obtenu pour chaque expédition, sauf dans certains cas prévus par la réglementation.² Pour présenter une demande de permis (ou de tout certificat ou autorisation), les importateurs doivent s'enregistrer en tant qu'agent déclarant et obtenir un numéro d'identifiant TradeNet; ils peuvent également désigner un agent déclarant pour présenter une demande de permis en leur nom. Les agents déclarants doivent se soumettre à une évaluation des Autorités douanières de Singapour pendant le processus d'enregistrement et de renouvellement. Cette évaluation s'appuie sur une série de critères prévus dans le Cadre de gouvernance pour les agents déclarants, qui vise à élever le niveau de connaissances et de professionnalisme dans le secteur des agents déclarants, en incitant ces derniers à améliorer leurs procédures et processus de contrôle interne et à tenir des registres de conformité.³

3.4. Les demandes de permis d'importation sont présentées sous forme électronique par l'intermédiaire de l'application TradeNet Frontend; le permis approuvé est adressé au négociant par l'intermédiaire de cette même application. Une demande de permis coûte en général 2,88 SGD. Selon l'étude sur le temps nécessaire à la mainlevée à Singapour (2018), les demandes de permis douanier présentées sur TradeNet sont habituellement approuvées en moins de 10 minutes.⁴ En septembre 2018, Singapour a lancé la Plate-forme commerciale en réseau (NTP), un écosystème unique de nouvelle génération pour le commerce et la logistique, qui relie les acteurs tout au long de la chaîne de valeur commerciale à Singapour et à l'étranger. La NTP remplacera progressivement TradeNet en tant que plate-forme unique pour les demandes de permis. Grâce à celle-ci, un permis d'importation approuvé via TradeNet peut être directement adressé – dans un format de données structuré – au négociant, lequel peut réutiliser ces données pour d'autres transactions de services avec les autorités douanières de Singapour ou ses partenaires commerciaux, permettant ainsi de

¹ Pour une liste des entités attribuant un UEN, voir UEN, *About UEN*. Adresse consultée: https://www.uen.gov.sg/ueninternet/faces/pages/admin/aboutUEN.jspx?_afLoop=2057048312934323&_afWindowMode=0&_afWindowId=psvfegdw9&_adf.ctrl-state=dgsb68lo2_27.

² Pour de plus amples renseignements sur les cas dans lesquels un permis d'importation n'est pas requis, voir Autorités douanières de Singapour, *Types of Import Permits*. Adresse consultée: www.customs.gov.sg/businesses/importing-goods/import-procedures/types-of-import-permits.

³ Autorités douanières de Singapour, *Declaring Agent (DA) Account and Declarant*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/new-traders-and-registration-services/registration-services/apply-update-renew-terminate-declaring-agent-account-and-declarant>.

⁴ Autorités douanières de Singapour, *Time Release Study for Singapore (2018)*. Adresse consultée: [https://www.customs.gov.sg/news-and-media/publications/Time%20Release%20Study%20for%20Singapore%20\(2018\).pdf](https://www.customs.gov.sg/news-and-media/publications/Time%20Release%20Study%20for%20Singapore%20(2018).pdf).

réduire les coûts et d'accélérer les processus. Actuellement, ces deux systèmes, TradeNet et la NTP, fonctionnent en parallèle.

3.5. Pour les importations de marchandises conventionnelles, les marchandises ainsi qu'une copie papier du permis douanier et des pièces justificatives (c'est-à-dire la facture, le connaissance/connaissance aérien et la liste de colisage) doivent être présentées aux responsables du dédouanement de la Direction de l'immigration et de la protection aux frontières (ICA) au moment du dédouanement des marchandises. Pour les importations conteneurisées par voie aérienne ou terrestre, les importateurs doivent présenter le permis douanier et lesdits documents aux agents des points de contrôle à la frontière, tandis que pour les importations conteneurisées par voie maritime, cette obligation n'existe pas en raison de la mise en œuvre du dédouanement sans papier.⁵ Parmi les autres documents pouvant être exigés figurent les licences d'importation pour les marchandises soumises à contrôle, les certificats phytosanitaires, les certificats sanitaires, les certificats de conformité, les certificats d'analyse et les certificats d'origine. Les importateurs sont tenus de conserver les documents pertinents pendant cinq ans à compter de la date d'approbation de la demande de permis. L'ICA procède à des inspections matérielles des importations en fonction de l'évaluation des risques. Aucun renseignement n'est publié sur le pourcentage annuel des importations soumises à un examen matériel ou documentaire (ou les deux). Des contrôles après dédouanement peuvent être effectués sur les expéditions antérieures.

3.1.1.2 Facilitation des échanges

3.6. Singapour a ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) le 8 janvier 2015 et notifié toutes ses dispositions de la catégorie A⁶, ce qui signifie qu'elle les a mis en œuvre à l'entrée en vigueur de l'AFE (22 février 2017).

3.7. Depuis plus d'une décennie, Singapour met en œuvre plusieurs programmes visant à faciliter les échanges, tout en les rendant plus sûrs. Son Système intégré de facilitation des échanges fondé sur le risque (TradeFIRST), en vigueur depuis 2011, fournit un cadre intégré pour évaluer les entreprises demandant à bénéficier d'un programme des Autorités douanières de Singapour et pour déterminer le niveau de facilitation des échanges à accorder. Dans le cadre de TradeFIRST, les entreprises sont évaluées et classées selon cinq niveaux de facilitation des échanges: de base, standard, intermédiaire, avancé et supérieur. Plus une entreprise est classée à un échelon élevé, plus elle bénéficie d'un degré élevé de facilitation des échanges (tableau 3.1). Une entreprise qui obtient une classification supérieure bénéficie des mesures de facilitation relatives à son niveau, ainsi que de celles accordées à tous les niveaux inférieurs. Toutes les entreprises enregistrées bénéficient des avantages correspondant au niveau de base.

3.8. Le Programme de partenariat pour un commerce sûr (STP), mis en œuvre par les autorités douanières de Singapour depuis 2007, est un programme de certification volontaire qui encourage les entreprises à adopter des mesures de sécurité fortes en utilisant une approche fondée sur les risques dans leurs opérations commerciales afin d'améliorer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement mondiale.⁷ Toutes les parties prenantes à la chaîne d'approvisionnement, telles que les importateurs, les exportateurs, les fabricants, les transitaires, les exploitants d'entrepôts, les transporteurs et les exploitants de terminaux, peuvent participer au programme. Les entreprises certifiées sont considérées comme des partenaires de confiance et jouissent de certains avantages. Les entreprises suivant des normes élevées en matière de sécurité peuvent se voir attribuer le statut STP-Plus (le plus élevé du programme de certification), ce qui signifie que leurs cargaisons seront considérées à faible risque et soumises à des inspections douanières moins fréquentes, entraînant des gains de temps à la frontière. En outre, les entreprises certifiées STP-Plus peuvent voir leur statut certifié reconnu dans le cadre des accords de reconnaissance mutuelle (ARM) signés par les autorités douanières de Singapour avec d'autres administrations douanières. Depuis l'examen précédent, Singapour a signé de nouveaux ARM avec la Thaïlande (2018), l'Australie (2018) et la Nouvelle-Zélande (2019). Elle a également conclu des ARM avec le Canada; la Chine; Hong Kong, Chine; le Japon; la République de Corée; le Taipei chinois; et les États-Unis. En août 2020, il y avait 108 entreprises certifiées STP et 88 entreprises certifiées STP-Plus, contre 72 et 77, respectivement, en janvier 2016.

⁵ Autorités douanières de Singapour, *Quick Guide for Importers*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/importing-goods/overview>.

⁶ Document de l'OMC WT/PCTF/N/SGP/1 du 18 juin 2014.

⁷ Autorités douanières de Singapour, *Secure Trade Partnership (STP) & STP-Plus*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/customs-schemes-licences-framework/secure-trade-partnership-stp>.

Tableau 3.1 Aperçu du cadre d'évaluation TradeFIRST, août 2020

Mesures de facilitation des échanges et régimes douaniers inclus pour chaque niveau	Nombre d'entreprises certifiées
De base: <ul style="list-style-type: none"> - dispense de l'exigence de dépôt de garantie pour certaines transactions telles que l'entreposage ou l'importation temporaire de marchandises passibles de droits, si le montant requis est inférieur ou égal à 2 000 SGD; - régime d'importation temporaire (importation temporaire de marchandises avec suspension du paiement de droits de douane et de la GST (taxe sur les marchandises et les services) ou exportation temporaire des marchandises dont la GST a été acquittée et réimportation de celles-ci sans GST ni droit); - régime d'autorisation d'importation pour les consignataires de cargaisons (CAIA) (possibilité pour les consignataires de cargaisons de prendre livraison du fret aérien avant d'avoir obtenu les autorisations douanières pertinentes); - certificat d'origine (CO); - compte TradeNet. 	Toutes les entités enregistrées
Standard: régimes de base, plus: <ul style="list-style-type: none"> - régime des entrepôts agréés de type I; - entrepôts de type I bénéficiant de la GST à taux zéro (pour les opérateurs entreposant des marchandises importées dont au moins 80% sont destinées à la réexportation); - microbrasseries; - stations de distribution de gaz naturel comprimé. 	57
Intermédiaire: régimes standard, plus: <ul style="list-style-type: none"> - régime des entrepôts agréés de type II; - entrepôts de type II bénéficiant de la GST à taux zéro (pour les opérateurs entreposant des marchandises importées au même endroit pour distribution régionale/internationale et/ou locale); - Secure Trade Partnership. 	145
Amélioré: régimes intermédiaires, plus: <ul style="list-style-type: none"> - Permis global pour le commerce des produits stratégiques; - régime des entrepôts agréés de type III; - entrepôts de type III bénéficiant de la GST à taux nul (pour les opérateurs entreposant des marchandises importées dans différents endroits pour distribution internationale/régionale et/ou locale); - licence pour le pétrole et les mélanges de biodiesel (pour la fabrication de produits pétroliers passibles de droits et l'entreposage de produits pétroliers passibles et non passibles de droits dans des locaux autorisés avec suspension du paiement de droits et de la GST); - programme de zones d'entreposage pour les transporteurs aériens (locaux autorisés pour l'entreposage des marchandises passibles de droits destinées aux compagnies aériennes ne desservant pas les terminaux de l'aéroport de Changi, avec suspension du paiement de droits et de la GST); - régime des boutiques hors taxes (pour la vente des marchandises passibles de droits à des prix hors taxes aux voyageurs en provenance ou à destination de Singapour); - régime des zones de fabrication sous droit d'accise (locaux autorisés pour la fabrication et l'entreposage des marchandises passibles de droits avec suspension du paiement de droits et de la GST); - licence d'entrepôt pour conteneurs (permet aux opérateurs logistiques d'effectuer le conditionnement des marchandises en vrac et le regroupement du fret en conteneurs incomplets en dehors d'une zone franche); - régime de déclaration par l'entreprise (permet aux opérateurs agréés d'enlever des marchandises nationales ou des marchandises dont la GST est comptabilisée depuis le parc logistique aéroportuaire de Singapour vers le territoire douanier en utilisant un formulaire de déclaration par l'entreprise à la place d'un permis TradeNet). 	161
Supérieur: régimes améliorés (ci-dessus), plus: <ul style="list-style-type: none"> - dispense de garantie pour la plupart des transactions; - apposition réduite de scellés sur les conteneurs; - dispense de la vérification des documents après importation; - Partenariat pour un commerce sûr Plus; - licence APEX (économies sur les droits de licence et simplification des prescriptions en matière de documents requis); - déclaration groupée; - programme de camions sous douane (facilitation des transbordements soumis à des contraintes de temps entre les points de contrôle terrestres et la zone franche de Changi). 	111

- a Le régime LW permet aux entreprises agréées d'entreposer des marchandises importées passibles de droits (spiritueux, tabac, véhicules automobiles, pétrole et mélanges de biodiesel) pendant une durée illimitée dans une zone désignée et agréée par les autorités douanières de Singapour, avec une suspension des droits et de la GST. Ces derniers ne seront payables que lorsque les marchandises seront retirées sur le

marché local. Il existe trois types de licences LW (type I, type II et type III). Le niveau de facilitation accordé et les critères relatifs aux normes de tenue de registres et de contrôles internes de l'entreprise augmentent entre le type I et le type III.

Source: Autorités douanières de Singapour, *TradeFIRST*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/customs-schemes-licences-framework/trade-first>.

3.9. Les services fournis aux opérateurs commerciaux et logistiques par l'ancienne plate-forme TradeXchange ont été transférés vers la NTP en mai 2018. En plus d'offrir un portail unique pour les transactions d'entreprise à gouvernement, la NTP offre un écosystème pour les services interentreprises liés au commerce. Elle permet aux entreprises de partager des données et des documents avec leurs partenaires et l'administration, et de réutiliser leurs données dans des opérations ultérieures, réduisant ainsi la nécessité de saisir les mêmes données plusieurs fois et accélérant les processus relatifs aux échanges. Les services des administrations publiques offerts via la NTP comprennent, entre autres, l'inscription à TradeNet, la délivrance des permis d'importation, la transmission et l'échange électroniques de certificats d'origine préférentiels, la demande par voie électronique de certificats de non-manipulation et leur récupération au format numérique, et l'approbation numérique des autorités douanières pour les marchandises exportées dans le cadre du Programme d'exportations portées à la main.⁸ Les services interentreprises liés au commerce actuellement offerts sur la NTP comprennent le service électronique de préparation des certificats d'origine, qui permet aux expéditeurs et à leurs agents agréés de réutiliser les données des permis approuvés par les autorités douanières pour les demandes électroniques de certificat d'origine non préférentiel, les services de financement du commerce et les services de préparation et de transmission des permis commerciaux.⁹

3.10. Pendant la période considérée, Singapour a participé activement aux initiatives de facilitation des échanges au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Parmi les principaux faits nouveaux survenus dans ce domaine figurent: i) l'adoption du Cadre de la facilitation des échanges de l'ASEAN en 2016; ii) le lancement et la mise en œuvre progressive du guichet unique de l'ASEAN, achevée en décembre 2019; iii) la mise en œuvre du mécanisme d'autocertification dans l'ASEAN en septembre 2020; et iv) le lancement du Système de transit douanier de l'ASEAN, qui regroupe six États membres (Cambodge, République démocratique populaire lao, Malaisie, Thaïlande, Singapour et Viet Nam), en 2020.

3.1.1.3 Évaluation en douane

3.11. Aucune modification n'a été apportée au régime d'évaluation en douane de Singapour depuis l'examen précédent. La valeur des marchandises à des fins douanières est déterminée conformément au Règlement sur l'évaluation en douane¹⁰, qui suit l'ordre des méthodes d'évaluation prévu par l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. La base première de l'évaluation est la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix payé ou à payer pour les marchandises importées lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation vers Singapour. Le coût, l'assurance, le fret, les frais de manutention et tous les autres frais liés à la vente et à la livraison des marchandises sont pris en compte pour déterminer la valeur en douane. Si un élément de la valeur en douane est réglé dans une monnaie étrangère, il est converti en dollars singapouriens au cours de vente de cette monnaie en vigueur au moment où les droits de douane et/ou les droits d'accise sont payés pour les marchandises importées.

3.12. Les importateurs peuvent demander une décision anticipée sur l'évaluation en douane auprès des autorités douanières de Singapour.¹¹ Un droit de 165 SGD est perçu pour chaque demande. Une décision anticipée est valable pendant trois ans à compter de la date à laquelle elle a été rendue ou jusqu'à la date d'abrogation ou de modification de la disposition de la Loi douanière (y compris ses textes d'application), dans la mesure où cette abrogation ou modification change la façon dont cette disposition s'applique à la décision anticipée, la date la plus proche étant retenue. Les autorités ont indiqué qu'aucune décision anticipée n'avait été rendue pendant la période à l'examen.

⁸ Les services offerts par la NTP peuvent être consultés à l'adresse suivante: <https://www.ntp.gov.sg/public/government-services>.

⁹ NTP, *Value-Added Services (VAS)*. Adresse consultée: <https://www.ntp.gov.sg/public/browse-vas-catalogue>.

¹⁰ Loi douanière (chapitre 70, RG 8).

¹¹ Les demandes peuvent être déposées en ligne à l'adresse suivante: <https://www.customs.gov.sg/businesses/valuation-duties-taxes-fees/application-for-customs-ruling-on-valuation>.

3.1.2 Règles d'origine

3.13. Aucune modification n'a été apportée à la réglementation en matière de règles d'origine pendant la période considérée. Singapour n'applique pas de règles d'origine NPF et n'exige pas de certificat d'origine pour ces importations. Des règles d'origine préférentielles sont appliquées conformément aux prescriptions énoncées dans les accords de libre-échange (ALE) auxquels Singapour est partie.

3.14. Les autorités douanières de Singapour délivrent des certificats d'origine non préférentiels pour les produits fabriqués ou transformés localement. Quelques organisations (c'est-à-dire les chambres de commerce) sont autorisées à délivrer des certificats d'origine non préférentiels pour les marchandises fabriquées ou transformées localement et pour les marchandises en provenance d'autres pays qui sont réexportées de Singapour. Les autorités douanières de Singapour sont le seul organisme habilité à délivrer des certificats d'origine préférentiels.

3.15. Grâce au guichet unique de l'ASEAN, les négociants établis à Singapour peuvent transmettre le "formulaire D" (déclaration et certificat d'origine combinés) par voie électronique, dans le cadre de l'Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN (ATIGA), aux autres États membres de l'ASEAN (à l'exception des Philippines) pour bénéficier d'un traitement tarifaire préférentiel. Le mécanisme d'autocertification dans l'ASEAN, dans le cadre de l'ATIGA, a été mis en œuvre le 20 septembre 2020. Ce mécanisme permet aux exportateurs certifiés enregistrés dans tous les États membres de l'ASEAN de déclarer eux-mêmes l'origine de leurs exportations, au lieu d'avoir à demander un certificat d'origine auprès de l'autorité compétente de leur État respectif.¹²

3.16. Dans le cadre de l'ALE Singapour-Chine, les autorités douanières des deux parties sont convenues d'établir le système électronique d'échange de données sur l'origine pour permettre la transmission électronique des certificats d'origine préférentiels et des certificats de non-manipulation entre Singapour et la Chine. Ce système est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2019.

3.1.3 Droits de douane

3.17. Singapour utilise la Nomenclature tarifaire harmonisée de l'ASEAN (AHTN) comme base pour la classification des marchandises échangées.¹³ L'AHTN est actuellement fondée sur la version 2017 du Système harmonisé (SH).

3.18. En 2021, le tarif NPF appliqué de Singapour comporte 10 813 lignes tarifaires au niveau à 8 chiffres. Toutes les lignes tarifaires sont soumises à un taux de droit nul, à l'exception de deux catégories de produits (comprenant quatre lignes tarifaires) : bières de type stout ou porter et autres bières de malt, y compris ale. Ces produits sont soumis à des droits spécifiques et des droits consolidés (tableau 3.2). Le 15 avril 2020, le Samsoo médicinal et autre Samsoo ont été exonérés de droits d'importation conformément à la Déclaration sur le commerce des marchandises essentielles à la lutte contre la pandémie de COVID-19.¹⁴

¹² Pour de plus amples renseignements, voir Autorités douanières de Singapour, *Handbook for ASEAN-Wide Self-Certification (AWSC) under the ASEAN Trade in Goods Agreement (ATIGA)*, décembre 2020. Adresse consultée:

[https://www.customs.gov.sg/documents/businesses/Handbook%20on%20the%20implementation%20of%20the%20ASEAN%20WIDE%20SELF%20\(final\).pdf](https://www.customs.gov.sg/documents/businesses/Handbook%20on%20the%20implementation%20of%20the%20ASEAN%20WIDE%20SELF%20(final).pdf).

¹³ L'AHTN est harmonisée au niveau des positions à huit chiffres dans tous les États membres de l'ASEAN.

¹⁴ Cette déclaration, signée par Singapour et la Nouvelle-Zélande, engage ses participants à éliminer les droits de douane sur les marchandises essentielles, à ne pas appliquer de prohibitions ni de restrictions à l'exportation de marchandises essentielles et à faciliter les échanges. Document de l'OMC TN/C/W/777 du 16 avril 2020.

Tableau 3.2 Droits NPF appliqués et consolidés, 2021

Code du SH	Désignation des marchandises	Droit NPF appliqué	Taux consolidé
2203.00.11	Bières de type stout et porter d'un titre alcoométrique inférieur à 5,8% vol.	16,00 SGD/l d'alcool	4,80 SGD/l ^a
2203.00.19	Bières de type stout et porter d'un titre alcoométrique supérieur à 5,8% vol.	16,00 SGD/l d'alcool	4,80 SGD/l ^a
2203.00.91	Autres bières, y compris ale, d'un titre alcoométrique inférieur à 5,8% vol.	16,00 SGD/l d'alcool	4,80 SGD/l ^a
2203.00.99	Autres bières, y compris ale, d'un titre alcoométrique supérieur à 5,8% vol.	16,00 SGD/l d'alcool	4,80 SGD/l ^a

a Le taux consolidé est le taux par litre de boisson; le taux par litre d'alcool n'est pas disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.19. En vertu des engagements qu'elle a pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay en matière d'accès aux marchés, Singapour a consolidé 69,6% de ses lignes tarifaires (100% des droits de douane frappant les produits agricoles et 65,1% des droits de douane frappant les produits non agricoles). Le fait que 30% environ des lignes tarifaires restent non consolidées est susceptible d'entraîner un certain degré d'imprévisibilité pour les opérateurs commerciaux. La plupart des droits consolidés sont *ad valorem* et vont de 0% à 10%. La moyenne simple des taux consolidés est de 6,6% (tableau 3.3).

Tableau 3.3 Analyse succincte des taux consolidés, 2021

Désignation	Nombre de lignes	Taux moyen consolidé (%)	Fourchette (%)	Lignes en franchise de droits (%)	Lignes tarifaires consolidées (%)	Droits <i>ad valorem</i> (%)
Total	10 813	6,6	0-10	18,8	69,6	99,0
Produits agricoles (définition OMC)	1 369	9,3	0-10	5,6	100,0	92,8
Animaux et produits du règne animal	152	9,1	0-10	8,6	100,0	100,0
Produits laitiers	45	6,2	0-10	37,8	100,0	100,0
Fruits, légumes et végétaux	356	9,4	0-10	5,6	100,0	100,0
Café et thé	43	10,0	10	0,0	100,0	100,0
Céréales et préparations à base de céréales	200	8,7	0-10	12,5	100,0	97,8
Graines oléagineuses, graisses et huiles et leurs produits	222	10,0	10	0,0	100,0	100,0
Sucres et sucreries	31	10,0	10	0,0	100,0	100,0
Boissons, liquides alcooliques et tabacs	122	10,0	10	0,0	100,0	31,5
Coton	5	10,0	10	0,0	100,0	100,0
Autres produits agricoles, n.d.a.	193	9,4	0-10	0,5	100,0	100,0
Produits non agricoles (définition OMC) (y compris le pétrole)	9 444	6,0	0-10	20,7	65,1	100,0
Poisson et produits de la pêche	437	9,4	0-10	6,2	100,0	100,0
Minéraux et métaux	1 554	5,0	0-10	25,2	52,4	100,0
Produits chimiques et fournitures photographiques	1 506	5,1	0-10	18,9	97,3	100,0
Bois, pâte, papier et meubles	557	3,8	0-10	60,3	97,3	100,0
Textiles	855	9,9	0-10	0,4	70,1	100,0
Vêtements	351	10,0	10	0,0	100,0	100,0
Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	322	10,0	10	0,0	28,6	100,0
Machines non électriques	1 329	6,5	0-10	24,2	71,8	100,0
Machines électriques	719	4,0	0-10	37,1	63,7	100,0
Matériel de transport	1 019	7,2	0-10	2,1	7,5	100,0
Produits non agricoles n.d.a.	751	1,6	0-10	40,1	48,5	100,0
Pétrole	44	s.o.	s.o.	s.o.	0,0	s.o.

s.o. Sans objet.

Note: Les calculs sont fondés sur le Tarif douanier 2020 de Singapour. Ils ne tiennent pas compte des taux spécifiques et incluent les taux partiellement consolidés. Les données relatives aux droits consolidés et certifiés les plus récents, disponibles dans la base de données LTC de l'OMC, sont basées sur la nomenclature du SH07. La correspondance avec le SH2017 a été réalisée dans toute la mesure du possible.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.20. Singapour n'applique pas de contingents tarifaires.

3.21. Dans le cadre des ALE qu'elle a conclus, Singapour accorde à ses partenaires commerciaux un traitement tarifaire préférentiel à droit nul sur les huit lignes tarifaires assujetties à des droits NPF.

3.1.4 Autres impositions visant les importations

3.1.4.1 Taxe sur les marchandises et les services (GST)

3.22. La GST est une taxe à la consommation s'appliquant aux marchandises et services fournis sur le marché intérieur et importés au taux normal de 7%, lequel n'a pas changé depuis l'examen précédent. Un taux nul s'applique aux exportations de marchandises et à la fourniture de services internationaux.¹⁵ Pour les importations de marchandises, la GST est collectée par les Autorités douanières de Singapour au point d'entrée et se base sur la valeur c.a.f. des marchandises, additionnée du droit d'importation et de toute autre imposition, telle que le droit d'accise. Depuis janvier 2020, la GST a été étendue aux services importés, la taxe étant perçue sur les services interentreprises importés et les services numériques d'entreprises à consommateurs via un mécanisme d'auto-évaluation et un mécanisme d'enregistrement des vendeurs à l'étranger, respectivement. Parmi les fournitures exonérées de la GST figurent la plupart des services financiers, la vente ou la mise à bail de propriétés résidentielles, l'or et les métaux précieux d'investissement et, depuis le 1^{er} janvier 2020, les jetons de paiement numériques échangés contre d'autres jetons ou des devises.

3.23. Singapour maintient plusieurs programmes généraux ou sectoriels d'allègement de la GST en faveur des entreprises, qui sont restés pratiquement inchangés depuis l'examen précédent. La seule modification concerne le Programme d'entrepôts spécialisés¹⁶ (tableau 3.4). En général, les entreprises ne peuvent bénéficier des avantages des programmes d'allègement que pour leurs propres marchandises ou pour les marchandises appartenant à leurs clients enregistrés à l'étranger et non soumis à la GST.

Tableau 3.4 Programmes d'allègement de la GST, août 2020

Programme	Désignation	Évolutions entre 2016 et 2020
Général		
Programme de comptabilité de trésorerie	Autorise les petites entreprises admises à en bénéficier (ventes annuelles inférieures à 1 million de SGD) à prendre en compte la taxe en aval à réception du paiement des clients plutôt qu'à la livraison.	Aucune
Programme de réduction du prix de vente	Permet aux négociants de percevoir la GST sur 50% du prix de vente d'un véhicule usagé qui avait été acheté en franchise de GST.	Aucune
Programme de marge brute	La GST est calculée sur la marge brute plutôt que sur la valeur totale des marchandises fournies (applicable aux négociants de produits d'occasion).	Aucune
Programme d'exportations portées à la main (HCES)	S'adresse aux entreprises souhaitant appliquer un taux nul à leurs livraisons de marchandises portées à la main en dehors de Singapour via l'aéroport international de Changi à des clients étrangers.	Aucune

¹⁵ Le taux nul s'applique aux éléments suivants: le transport international de biens et de services; la prise à bail ou la location de moyens de transport; les services liés à des terrains/immeubles/biens situés à l'étranger; les services liés aux marchandises destinées à l'exportation; les services exécutés entièrement à l'étranger; les services fournis à des personnes à l'étranger; les fournitures liées à des navires ou des aéronefs; les services de télécommunication; les services fiduciaires; les services de colocation pour les ordinateurs et serveurs informatiques; les services liés aux systèmes électroniques pour l'importation et l'exportation de marchandises; les services de publicité; les fournitures liées aux conteneurs aériens et maritimes; et les services liés aux marchandises entreposées dans un entrepôt au titre du Programme d'entrepôts spécialisés.

¹⁶ Avant le 1^{er} janvier 2020, la fourniture de services admissibles devait bénéficier directement à des personnes situées en dehors de Singapour pour que le taux nul de la GST s'applique. Depuis l'introduction de l'auto-évaluation (c'est-à-dire l'extension de la GST aux services interentreprises importés) le 1^{er} janvier 2020, les fournisseurs peuvent également fournir des services admissibles à un taux nul à des personnes à l'étranger lorsque ces services bénéficient directement à des personnes enregistrées comme étant visées par la GST à Singapour.

Programme	Désignation	Évolutions entre 2016 et 2020
Programme de report de la GST (IGDS)	Permet aux entreprises de payer la GST sur les importations en même temps que leur déclaration de GST mensuelle plutôt qu'au moment de l'importation.	Aucune
Programme pour grands exportateurs (MES)	Suspension de la GST sur les marchandises non passibles de droits au moment de l'importation et aussi lorsque les marchandises sont enlevées d'un entrepôt agréé (à moins que les marchandises ne soient destinées à la consommation locale).	Aucune
Programme d'entrepôts bénéficiant de la GST à taux nul	Suspension de la GST sur l'importation de marchandises étrangères non passibles de droits à destination d'un entrepôt bénéficiant de la GST à taux nul.	Aucune
Sectoriel		
Programme de fabricants et négociants sous-traitants agréés (ACMT)	Les entreprises admises à en bénéficier ne sont pas tenues de prendre en compte la GST dans les activités à valeur ajoutée à destination de clients étrangers non assujettis à la GST.	Aucune
Programme de raffineurs et de groupeurs agréés (ARCS)	Les avantages comprennent la suspension de la GST sur les importations admissibles.	Aucune
Programme de suspension de la GST pour les importations agréées	Avantages supplémentaires liés à la suspension de la GST pour les importations des pièces et parties d'aéronefs admissibles (industrie aérospatiale)	Aucune
Programme destiné aux clients agréés du secteur maritime	Taux nul sur l'achat ou la location de marchandises, et les services de réparation et de maintenance des pièces ou composants de navires.	Aucune
Programme de négociants agréés en mazout de soute (Programme de MFT agréés)	Exemption du paiement de la GST pour les achats nationaux de mazout de soute agréé.	Aucune
Programme de prestataires agréés de services logistiques destinés à des tiers (A3PL)	Exemption du paiement de la GST sur les importations ou de la perception de la GST sur les livraisons aux clients étrangers.	Aucune
Programme d'entrepôts spécialisés (SWS)	Permet l'application du taux nul aux services admissibles réalisés sur des marchandises admissibles entreposées dans un entrepôt spécialisé agréé; et le crédit-bail/la location/la licence pour occuper un espace d'entreposage dans un entrepôt spécialisé agréé.	Taux nul sur les services étendu aux services admissibles fournis à une personne à l'étranger et bénéficiant directement à une personne enregistrée comme étant visée par la GST à Singapour.

Source: Administration des impôts de Singapour (IRAS). Adresse consultée: <https://www.iras.gov.sg/irashome/GST/GST-registered-businesses/GST-schemes/>.

3.24. La GST demeure une importante source de recettes fiscales pour Singapour. Pendant l'exercice 2019, le montant net total de la GST perçue sur les marchandises et services consommés à Singapour (qu'ils aient été importés ou non) s'est élevé à 11,8 milliards de SGD, soit 16,5% des recettes fiscales totales.¹⁷ Le montant de la GST perçue sur les importations s'est élevé à 5,97 milliards de SGD.¹⁸

3.1.4.2 Autres impositions

3.25. Une surtaxe de 10 000 SGD est perçue sur chaque véhicule usagé importé, immatriculé à Singapour.

¹⁷ Ces chiffres sont obtenus après compensation des remboursements de la GST sur les intrants importés. Données communiquées par le Ministère des finances. Adresse consultée: https://www.singaporebudget.gov.sg/budget_2019/revenue-expenditure.

¹⁸ Autorités douanières de Singapour, *Statistics*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/news-and-media/publications/statistics/>.

3.1.4.3 Droits d'accise

3.26. Des droits d'accise sont perçus sur les produits alcooliques, le tabac et les produits du tabac, les véhicules automobiles et les carburants pour moteurs, qu'ils soient locaux ou importés. Depuis l'examen précédent, les droits d'accise sur le tabac et les produits du tabac et certains produits à base de carburants pour moteurs ont été augmentés. En outre, le nombre de lignes tarifaires assujetties à des droits d'accise a été augmenté pour trois de ces groupes de produits et de nouveaux droits d'accise ont été introduits pour les carburants diesel en février 2017 (tableau 3.5).

Tableau 3.5 Taux des droits d'accise et modifications, 2016-2021

Produit	Taux	Nombre de lignes tarifaires ^a
Produits alcooliques	88 SGD/l d'alcool, sauf pour les produits suivants: - Stout, bière, porter, cidre, poiré, panachés: 60 SGD/l d'alcool; - certains concentrés et préparations alcooliques: 113 SGD/kg.	62 (contre 50 auparavant)
Tabac et produits du tabac	388 SGD/kg (contre 352 SGD le 19 février 2018), sauf pour les produits suivants: - certains produits du tabac: 427 SGD/kg (contre 388 SGD/kg le 19 février 2018); - certaines cigarettes: 0,427 SGD pour chaque gramme ou cigarette (contre 0,388 SGD le 19 février 2018); - Beedies, Ang Hoon, tabac à mâcher et tabac à sucer: 329 SGD/kg (contre 299 SGD/kg le 19 février 2018).	31 (contre 30 auparavant)
Véhicules automobiles	20% de la valeur marchande du véhicule, sauf pour les motocyclettes, les scooters, certains cyclomoteurs et les motocycles (12%).	478
Carburants pour moteurs	- Essence pour moteur: • indice d'octane supérieur ou égal à 97, au plomb: 7,10 SGD/dal ^b ; • indice d'octane supérieur ou égal à 90, mais inférieur à 97, au plomb: 6,80 SGD/dal; • indice d'octane inférieur à 90, au plomb: 6,30 SGD/dal; • indice d'octane supérieur ou égal à 97, sans plomb: 7,90 SGD/dal; • indice d'octane supérieur ou égal à 90, mais inférieur à 97, sans plomb: 6,60 SGD/dal; • indice d'octane inférieur à 90, sans plomb: 3,70 SGD/dal. - Carburant diesel automobile, autres carburants diesel et mélanges de biodiesel: 2 SGD/dal (contre 1 SGD le 18 février 2019); - Gaz naturel comprimé: 0,20 SGD/kg.	17 (contre 7 auparavant)

a Les chiffres sont fondés sur le nombre de codes du SH.

b Un décalitre (dal) correspond à 10 litres.

Source: Autorités douanières de Singapour, *Duties and Dutiable Goods*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/valuation-duties-taxes-and-fees/duties-and-dutiable-goods>.

3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

3.27. Le cadre global pour l'application de mesures de contrôle à l'importation n'a pas fondamentalement changé depuis l'examen précédent. Des prohibitions à l'importation et des licences d'importation sont appliquées principalement pour des raisons de santé, de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement, ou pour se conformer aux dispositions des accords internationaux.

3.28. Parmi les produits dont l'importation est prohibée figurent notamment le chewing-gum, le tabac à mâcher, les médicaments réglementés, certains produits chimiques, l'amiante et certaines substances appauvrissant la couche d'ozone. Depuis l'examen précédent, les produits d'imitation du tabac et les produits contenant du mercure ajouté ont été ajoutés à la liste des produits faisant l'objet d'une prohibition. Conformément aux résolutions du Conseil des Nations Unies, des prohibitions s'appliquent également aux importations d'armes et de matériel connexe en provenance de certains pays. Les importations de véhicules automobiles usagés de plus de trois ans (sauf les voitures anciennes et de collection) ne sont pas autorisées.

3.29. Un certain nombre de marchandises sont assujetties à des prescriptions en matière de licences d'importation; ces licences peuvent être automatiques ou non automatiques selon le produit. Les trois catégories de produits suivantes sont soumises à une procédure de licences d'importation

automatiques: i) matériel de gravure et de reproduction pour CD, CD-ROM, VCD, DVD et DVD-ROM; ii) films, cassettes et jeux vidéo; et iii) publications (livres, magazines, autres objets imprimés et enregistrements sonores).¹⁹ Le tableau 3.6 dresse la liste des produits assujettis à des prohibitions à l'importation ou à des licences d'importation non automatiques, et il identifie la législation correspondante et les organismes publics chargés de l'administration des restrictions.

3.30. Singapour a régulièrement présenté au Comité des licences d'importation de l'OMC ses réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation, qui contiennent des détails sur les critères d'admissibilité, les documents et autres prescriptions, les procédures, les conditions et les délais de délivrance des licences d'importation pour chaque catégorie de produits soumis à licence.²⁰ Les procédures de licences d'importation sont prescrites par la loi et sont reproduites dans les publications officielles, et le régime de licences est administré par les organismes publics compétents, mais la désignation des produits soumis à licence et l'abolition de tout régime de licences exigent l'accord du corps législatif.

Tableau 3.6 Marchandises soumises à des prohibitions à l'importation ou à un régime de licences non automatiques

Description générale de la restriction	Fondement juridique	Administration compétente
Prohibitions		
Piranhas	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965) (édition révisée 2002)	Office des parcs nationaux (NParks)
Espèces canines sélectionnées et leurs croisements (Pit Bull, Mâtin napolitain, Tosa, etc.)	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965)	NParks
Chats Bengal et Savannah croisements de 4 ^{ème} génération ou moins, descendant des souches <i>Prionailurus bengalensis</i> et <i>Leptailurus serval</i> , respectivement.	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965)	NParks
Chewing-gum (sauf à usage thérapeutique ou à des fins de recherche-développement)	Loi sur la réglementation des importations et des exportations et ses règlements d'application (1995)	Autorités douanières de Singapour (SC)
Tabac pour shisha	Règlement sur le tabac (contrôle de la publicité et de la vente) (produits du tabac prohibés) (2014)	Ministère de la santé (MOH)
Nouveaux produits du tabac (à compter du 1 ^{er} août 2016)	Règlement sur le tabac (contrôle de la publicité et de la vente) (produits du tabac prohibés) (2014)	MOH
Inhalateurs électroniques de nicotine/vaporisateurs (à compter du 1 ^{er} août 2016)	Règlement sur le tabac (contrôle de la publicité et de la vente) (produits du tabac prohibés) (2014)	MOH
Médicaments contenant de l'amygdaline, du dantron, de l'acide pangamique et du suprofène	Loi sur la vente de médicaments (1919) et ses règlements d'application (1985)	Office des sciences de la santé (HSA)
Polychlorobiphényles (PCB)	Loi sur la protection et la gestion de l'environnement (Loi EPM) et ses règlements d'application (1999); Conventions de Rotterdam et de Stockholm	Agence nationale de l'environnement (NEA)
Amiante	Loi EPM et ses règlements d'application (1999); Convention de Rotterdam	NEA
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone (y compris les chlorofluorocarbures)	Loi EPM et Règlement EPM (substances appauvrissant la couche d'ozone) (2008); Protocole de Montréal	NEA
Naphtalènes polychlorés et paraffines chlorées à chaîne courte	Loi EPM et ses règlements d'application; Convention de Rotterdam et Convention de Stockholm	NEA
Produits contenant du mercure ajouté (à compter du 1 ^{er} janvier 2016)	Loi EPM et ses règlements d'application; Convention de Minamata	NEA

¹⁹ Document de l'OMC G/LIC/N/3/SGP/14 du 26 novembre 2018.

²⁰ Document de l'OMC G/LIC/N/3/SGP/15 du 24 avril 2020.

Description générale de la restriction	Fondement juridique	Administration compétente
<ul style="list-style-type: none"> - Armes et articles connexes, biens et technologies liés aux programmes nucléaires, programmes de missiles balistiques et programmes d'armes de destruction massive en provenance de la République populaire démocratique de Corée. - Armes et articles connexes en provenance de la République islamique d'Iran et de Libye. - Charbon de bois en provenance de Somalie. - Armes chimiques, matériel, marchandises et technologies en provenance de Syrie. 	Loi sur la réglementation des importations et des exportations et ses règlements d'application (1995); résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies	SC
Produits chimiques visés par la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC)	Loi sur l'interdiction des armes chimiques et ses règlements d'application (2000); CIAC	Autorité nationale (NA); CIAC
Matériel de télécommunication prohibé (récepteurs à exploration, équipement de communications militaires, équipement téléphonique modulateur de voix, dispositifs de brouillage des radiocommunications fonctionnant dans n'importe quelle bande de fréquence, équipement de radiocommunication fonctionnant dans les bandes de fréquence 880 MHz-915 MHz, 925 MHz-960 MHz, 1900 MHz-1980 MHz, et 2110 MHz-2170 MHz, à l'exception des téléphones mobiles cellulaires ou de tout autre équipement de ce type approuvé par l'Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias)	Loi sur les télécommunications (chapitre 323) et Règlement relatif à la distribution de matériel de télécommunication	Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias (IMDA)
Feux d'artifice	Loi sur les armes et les explosifs (1913) Loi sur les feux d'artifice dangereux (1972)	Police de Singapour
Diamants bruts	Règlement concernant la réglementation des importations et des exportations (Processus de Kimberley); Résolution S/RES/1459 (2003) du Conseil de sécurité des Nations Unies	SC
Régime de licences d'importation non automatiques		
Certains végétaux et produits d'origine végétale et autres produits (insectes, micro-organismes et sol)	Loi sur le contrôle des végétaux (1993)	NParks
Animaux et produits d'origine animale (y compris les poissons d'ornement et le bétail), œufs, produits biologiques et vaccins à usage vétérinaire, aliments pour animaux	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965); Loi sur les aliments pour animaux	NParks Agence des produits alimentaires de Singapour (SFA)
Animaux et végétaux menacés d'extinction (spécimens, parties et produits visés par la CITES)	Loi sur l'importation et l'exportation d'espèces menacées d'extinction (2006); CITES	NParks
Produits carnés et produits à base de poisson	Loi sur l'innocuité des viandes et des poissons (1999)	SFA
Fruits et légumes frais	Loi sur le contrôle des végétaux (1993)	NParks
Aliments transformés	Loi sur la vente de produits alimentaires (1973)	SFA
Sable et granit (matériaux essentiels pour la construction)	Loi sur la Direction des bâtiments et de la construction (1999)	Direction des bâtiments et de la construction (BCA)
Graines de pavot	Règlement relatif au contrôle des importations et des exportations (1995)	Bureau central des stupéfiants

Description générale de la restriction	Fondement juridique	Administration compétente
Matériel, matières ou substances réglementés servant à la fabrication de médicaments réglementés	Loi sur l'abus des drogues (1973); Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988)	CNB
Produits thérapeutiques	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits thérapeutiques) (2016)	HSA
Produits de thérapie cellulaire, tissulaire et génique	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits de thérapie cellulaire, tissulaire et génique)	HSA
Spécialités pharmaceutiques chinoises	Loi sur les médicaments (1975)	HSA
Produits pour la recherche clinique	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits pour la recherche clinique) (2016)	HSA
Produits thérapeutiques contenant des substances psychotropes	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits thérapeutiques) (2016)	HSA
Produits pour la recherche clinique contenant des substances psychotropes	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits pour la recherche clinique) (2016)	HSA
Produits toxiques	Loi sur les produits toxiques (1938)	HSA
Produits du tabac	Loi sur le tabac (contrôle de la publicité et de la vente des produits du tabac) et règlements d'application	HSA
Dispositifs médicaux	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (dispositifs médicaux) (2010)	HSA
Médicaments réglementés	Loi sur l'abus des drogues (1973); Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972; et Convention sur les substances psychotropes (1971)	HSA (habilité à délivrer des licences par le Ministère de l'intérieur)
Matériel de télécommunication réglementé	Loi sur les télécommunications (chapitre 323) et ses règlements d'application (1999)	IMDA
Riz (à l'exclusion du son de riz) Marchandises ou produits contenant ou imitant une photographie, un dessin ou un motif figurant sur les billets de banque et les pièces de monnaie de Singapour	Loi sur le contrôle des prix (1990) Loi sur la monnaie (1967)	Enterprise Singapore Autorité monétaire de Singapour (MAS)
Agents biologiques susceptibles d'entraîner la mort, des maladies ou d'autres dysfonctionnements biologiques chez l'homme; certaines toxines microbiennes	Loi sur les agents biologiques et les toxines (2005)	MOH
Substances dangereuses	Loi EPM et Règlement EPM (substances dangereuses) (2008)	NEA
Déchets dangereux	Loi sur les déchets dangereux (importation, exportation et transit) (1997); Convention de Bâle	NEA
Matières radioactives, irradiateurs à radiations ionisantes et irradiateurs à radiations non ionisantes	Loi sur la radioprotection (2007)	NEA
Trichlorfon	Loi EPM et Règlement EPM (substances dangereuses) (2008); Convention de Rotterdam	NEA
Hydrofluorocarbures (HFC) (à compter du 1 ^{er} janvier 2019)	Loi EPM; Protocole de Montréal	NEA
Produits pétroliers et matériaux inflammables	Loi sur la sécurité incendie	Force de défense civile de Singapour
Gaz naturel et gaz naturel liquéfié	Loi sur le gaz	Autorité chargée du marché de l'énergie
Machines à sous	Loi sur les loteries privées (2011)	Ministère de l'intérieur

Description générale de la restriction	Fondement juridique	Administration compétente
Armes, explosifs, épées, poignards, baïonnettes, lances, fers de lance et nitrocellulose	Loi sur les armes et les explosifs (1913); Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection	Police de Singapour (SPF)
Menottes; vêtements de protection contre les agressions (gilets pare-balles); casques en acier; armes-jouets; explosifs, grenades, munitions ou engins explosifs improvisés, factices et répliques	Loi sur la réglementation des importations et des exportations et ses règlements d'application (1995)	SPF
Jeux automatiques, actionnés par des pièces de monnaie ou des jetons, y compris les billards électriques, les stands de tir et les machines cinématographiques	Loi sur la réglementation des importations et des exportations et ses règlements d'application (1995)	SPF

Source: Documents de l'OMC G/MA/QR/N/SGP/4 du 15 janvier 2019 et G/LIC/N/3/SGP/15 du 24 avril 2020.

3.31. Singapour applique un régime de contingentement des véhicules automobiles pour contrôler son parc automobile. Dans le cadre de ce système, les autorités fixent le nombre de nouveaux véhicules automobiles autorisés à circuler sur les voies publiques. Les licences sont attribuées sur la base de la mise aux enchères. Les adjudicateurs se voient délivrer un certificat d'attribution leur donnant le droit de posséder un véhicule pendant 10 ans (8 pour les taxis). Le certificat d'attribution est une condition préalable à l'utilisation d'un véhicule à Singapour.

3.32. Le riz, produit de base essentiel à Singapour, reste un produit réglementé pour des raisons de sécurité alimentaire et de stabilité des prix, en raison de l'absence de production locale. Des licences d'importation sont exigées pour toutes les importations de riz. En outre, des permis d'importation doivent être obtenus pour chaque importation et réexportation de riz. Il existe différentes licences en fonction du type de riz et de l'objet de l'importation. Une "licence d'entreposage" est requise pour toutes les importations de riz de stockage (riz blanc, riz basmati, riz ponni et riz étuvé) destinées à être vendues pour la consommation dans le pays, et les importateurs de riz de stockage doivent participer au Programme de stockage du riz. Dans le cadre de ce programme, les importateurs doivent s'engager à l'avance à importer une quantité mensuelle destinée au marché local et stocker une quantité prescrite de riz dans un entrepôt désigné par les pouvoirs publics. Il n'y a pas de contingent maximal pour l'importation de riz.

3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.33. Aucune modification n'a été apportée au cadre juridique régissant l'application des mesures antidumping et compensatoires depuis l'examen précédent. La législation pertinente reste la Loi sur les droits compensateurs et antidumping, en vertu de laquelle le Ministère du commerce et de l'industrie peut ouvrir une enquête pour déterminer si des marchandises font l'objet d'un dumping ou si une subvention donnant lieu à des mesures compensatoires est accordée. Aucune mesure antidumping ou mesure compensatoire n'est en vigueur. Singapour n'a pas de législation en matière de sauvegardes.

3.1.7 Autres impositions visant les importations

3.34. Singapour n'applique pas de prescriptions en matière de teneur en éléments locaux.

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Procédures et prescriptions douanières

3.35. Les exportations sont régies par la Loi douanière (chapitre 70), la Loi sur la réglementation des importations et des exportations (chapitre 272A), la Loi sur le contrôle des produits stratégiques (chapitre 300) et d'autres lois appliquées par les autorités compétentes. Aucune modification majeure n'a été apportée aux procédures et prescriptions douanières concernant les exportations pendant la période considérée.

3.36. Avant d'entreprendre toute activité d'exportation, les entreprises doivent obtenir un identifiant d'entité unique et créer un compte auprès des autorités douanières de Singapour. Conformément à la Loi sur la réglementation des importations et des exportations, un permis est exigé pour toutes les exportations, à quelques exceptions près.²¹ Afin de présenter une demande de permis d'exportation (ou de tout certificat ou autorisation), un exportateur peut s'enregistrer en tant qu'agent déclarant et obtenir un numéro d'identifiant TradeNet, ou désigner un agent déclarant pour présenter une demande de permis d'exportation en son nom. Un droit de 2,88 SGD est perçu pour chaque demande de permis. Les demandes de permis d'exportation sont présentées sous forme électronique par l'intermédiaire de TradeNet.

3.37. Les exportateurs ou leurs agents déclarants doivent transmettre aux autorités douanières de Singapour une déclaration anticipée à l'exportation et les documents qui l'accompagnent pour chaque envoi destiné à l'exportation. Pour les exportations de marchandises conventionnelles, le permis d'exportation approuvé et les documents qui l'accompagnent (facture, liste de colisage, connaissement ou connaissement aérien) doivent être présentés au poste de douane lorsque cela est prévu dans les conditions applicables au permis ou si les marchandises sont passibles de droits ou soumises à contrôle. Pour les exportations de marchandises conteneurisées, les marchandises, le permis et lesdits documents doivent être présentés au poste de douane à la sortie.²² Les exportateurs sont tenus de conserver les documents pertinents pendant cinq ans à compter de la date d'approbation de la demande de permis d'exportation.

3.38. Les autorités douanières de Singapour et quelques organismes agréés délivrent les certificats d'origine pour les produits exportés. Les certificats d'origine pour le traitement préférentiel dans le cadre d'ALE sont délivrés uniquement par les autorités douanières de Singapour.

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.39. Singapour ne perçoit aucun prélèvement, taxe ou droit sur les exportations.

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation

3.40. Des contrôles à l'exportation sont maintenus sur un certain nombre de produits, principalement en raison de préoccupations liées à la sécurité, à la sûreté, à la santé et à la protection de l'environnement ou pour se conformer aux dispositions des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et des accords internationaux. Les principaux textes législatifs régissant les contrôles à l'exportation restent la Loi sur la réglementation des importations et des exportations, et ses règlements d'application. Les contrôles à l'exportation peuvent prendre la forme de prohibitions ou de prescriptions en matière de licences ou de permis. Le tableau 3.7 dresse la liste des produits assujettis à des prohibitions à l'exportation ou à des licences non automatiques, et identifie la législation correspondante et les organismes publics chargés de l'administration des contrôles.

3.41. En vertu de la Loi sur le contrôle des produits stratégiques et de ses règlements d'application, Singapour contrôle le commerce et le transfert des produits stratégiques et des technologies relatives aux produits stratégiques pouvant être utilisés dans la production d'armes de destruction massive et de missiles capables de lancer de telles armes. Les exportateurs de produits stratégiques doivent obtenir un permis délivré par les autorités douanières de Singapour avant l'exportation. Les marchandises soumises à contrôle en vertu de la Loi comprennent les armes; les matières nucléaires, chimiques et biologiques; et les autres produits à double usage. En outre, les marchandises destinées à être utilisées ou susceptibles d'être utilisées pour des armes de destruction massive, ou en rapport avec celles-ci, sont également soumises à contrôle en vertu de la Loi. La Liste des produits stratégiques contrôlés de Singapour inclut les articles visés par quatre régimes multilatéraux de contrôle des exportations et elle est régulièrement mise à jour pour rester conforme à ces régimes.²³

²¹ Certaines marchandises sont exemptées de permis d'exportation, sauf s'il s'agit d'articles passibles de droits ou soumis à contrôle. Il s'agit notamment des colis postaux; des documents; des effets personnels ou mobiliers (à l'exclusion des véhicules automobiles); des échantillons commerciaux et des échantillons pour analyse ou test et cadeaux, dont la valeur totale ne dépasse pas 400 SGD; des marchandises exportées par voie aérienne dont la valeur totale ne dépasse pas 1 000 SGD; et des approvisionnements d'origine locale chargés pour être utilisés à bord de navires (y compris les plates-formes pétrolières) et d'aéronefs.

²² Autorités douanières de Singapour, *Quick Guide for Exporters*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/exporting-goods/overview>.

²³ Ces régimes sont les suivants: Groupe de l'Australie, Groupe des fournisseurs nucléaires, Régime de contrôle des technologies de missiles et Arrangement de Wassenaar.

Tableau 3.7 Marchandises soumises à des prohibitions à l'exportation et à un régime de licences non automatiques

Description générale de la restriction	Fondement juridique	Administration compétente
Prohibitions à l'exportation		
Espèces canines sélectionnées et leurs croisements (Pit Bull, Mâtin napolitain, Tosa, Akita, Dogue argentin, Boerboel, Fila Brasileiro et Dogue des Canaries)	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965)	Office des parcs nationaux (NParks)
Chats Bengal et Savannah croisements de 4 ^{ème} génération ou moins, descendant des souches <i>Prionailurus bengalensis</i> et <i>Leptailurus serval</i> , respectivement.	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965)	NParks
- Armes et articles connexes, biens et technologies liés aux programmes nucléaires, programmes de missiles balistiques et programmes d'armes de destruction massive à destination de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la République islamique d'Iran; - Produits de luxe et toute marchandise destinés au commerce avec toute personne située en RPDC; - Armes et articles connexes à destination de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de l'Iraq, du Liban, de la Libye, de la Somalie, du Soudan du Sud, du Soudan et de tous les territoires du Darfour, y compris les nouveaux États du Darfour oriental et du Darfour central; - Armes chimiques à destination de la Syrie.	Loi sur la réglementation des importations et des exportations et ses règlements d'application (1995); résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies	Autorités douanières de Singapour (SC)
Naphtalènes polychlorés et paraffines chlorées à chaîne courte	Loi sur la protection et la gestion de l'environnement (Loi EPM) et Règlement EPM (substances dangereuses) (2008); Conventions de Rotterdam et de Stockholm	Agence nationale de l'environnement (NEA)
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone (y compris les chlorofluorocarbures et les halons)	Règlement EPM (substances appauvrissant la couche d'ozone) (2008); Protocole de Montréal	NEA
Produits contenant du mercure ajouté (à compter du 1 ^{er} janvier 2016)	Loi EPM (1999); Convention de Minamata	NEA
Produits chimiques visés par la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC)	Loi sur l'interdiction des armes chimiques et ses règlements d'application (2000); CIAC	SC
Diamants bruts	Règlement concernant la réglementation des importations et des exportations (Processus de Kimberley); Résolution S/RES/1459 (2003) du Conseil de sécurité des Nations Unies	SC
Régimes de licences non automatiques		
Produits et technologies stratégiques	Loi sur le contrôle des produits stratégiques (2002)	SC
Matériel militaire et autres munitions	Loi sur le contrôle des produits stratégiques (2002)	SC
Certains végétaux et produits d'origine végétale et autres produits (insectes, micro-organismes et sol)	Loi sur le contrôle des végétaux (1993)	NParks
Produits carnés et produits à base de poisson	Loi sur l'innocuité des viandes et des poissons (1999)	Agence des produits alimentaires de Singapour (SFA)
Animaux et végétaux menacés d'extinction (spécimens, parties et produits)	Loi sur l'importation et l'exportation d'espèces menacées d'extinction (2006); Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	NParks

Description générale de la restriction	Fondement juridique	Administration compétente
Animaux et produits d'origine animale (y compris les poissons d'ornement et le bétail), œufs, produits biologiques et vaccins à usage vétérinaire, aliments pour animaux Précurseurs	Loi sur les animaux et les oiseaux (1965); Loi sur les aliments pour animaux (1966) Loi sur l'abus des drogues (1973)	NParks et SFA Bureau central des stupéfiants
Produits thérapeutiques contenant des substances psychotropes	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits thérapeutiques) (2016)	Office des sciences de la santé (HSA)
Produits pour la recherche clinique contenant des substances psychotropes	Loi sur les produits de santé (2007); Règlement sur les produits de santé (produits pour la recherche clinique) (2016)	HSA
Médicaments réglementés	Loi sur l'abus des drogues (1973); Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972; et Convention sur les substances psychotropes (1971)	HSA (habilité à délivrer des licences par le Ministère de l'intérieur)
Substances psychotropes	Règlement sur les médicaments (licence d'exportation pour les substances psychotropes) (1994); Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes (1971)	HSA
Caoutchouc	Loi sur l'industrie du caoutchouc (1992)	International Enterprise Singapore
Substances dangereuses	Loi EPM et Règlement EPM (substances dangereuses) (2008)	NEA
Déchets dangereux	Loi sur les déchets dangereux (importation, exportation et transit) (1997); Convention de Bâle	NEA
Pesticides chimiques	Loi EPM et ses règlements d'application (1999); Convention de Rotterdam; Convention de Stockholm	NEA
Matières radioactives, irradiateurs à radiations ionisantes et irradiateurs à radiations non ionisantes	Loi sur la radioprotection (2007)	NEA
Trichlorfon	Loi EPM; Règlement EPM (substances dangereuses) (2008); Convention de Rotterdam	NEA
Hydrofluorocarbures (HFC)	Loi EPM (1999); Protocole de Montréal	NEA
Armes, explosifs, épées, poignards, baïonnettes, lances, fers de lance et nitrocellulose	Loi sur les armes et les explosifs (1913); Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection	Police de Singapour (SPF)
Menottes; vêtements de protection contre les agressions (gilets pare-balles); casques en acier; armes-jouets; explosifs, grenades, munitions ou engins explosifs improvisés, factices et répliques	Loi sur la réglementation des importations et des exportations et ses règlements d'application (1995)	SPF

Source: Document de l'OMC G/MA/QR/N/SGP/4 du 15 janvier 2019; et renseignements communiqués par les autorités.

3.42. Le Décret de 2020 sur le contrôle des produits stratégiques, en vigueur depuis le 16 novembre 2020, contient la liste des produits stratégiques et des technologies connexes actuellement soumis à contrôle.²⁴ Le système est administré par le biais du Programme pour le commerce des produits stratégiques (STS), un régime de licences favorisant l'application interne des contrôles à l'exportation et facilitant les procédures de déclaration portant sur des produits stratégiques et des technologies connexes.²⁵

²⁴ Législation de Singapour en ligne. Adresse consultée: <https://sso.agc.gov.sg/SL/SGCA2002-S786-2020?DocDate=20200915&TransactionDate=20200915235959>.

²⁵ Autorités douanières de Singapour, Strategic Trade Scheme Handbook. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/documents/businesses/SEB/STS%20Handbook%202020.pdf>.

3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.2.4.1 Soutien à l'internationalisation

3.43. Compte tenu de la taille de son marché intérieur, Singapour estime que l'expansion sur les marchés extérieurs est un élément essentiel de sa politique globale en faveur du développement des entreprises. Enterprise Singapore (ESG), organisme officiel créé en avril 2018 à partir de la fusion d'International Enterprise Singapore et de SPRING Singapore, est désormais le seul organisme responsable de la promotion des entreprises installées à Singapour. ESG soutient les entreprises de tous types, allant des jeunes entreprises aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux entreprises à forte croissance, tout en adoptant une approche axée sur l'entreprise et adaptée à ses besoins. ESG aide les entreprises à améliorer leurs capacités, à innover et à s'internationaliser. Il fait également la promotion de Singapour en tant que plate-forme commerciale internationale.²⁶

3.44. Dans le domaine de la promotion et de l'aide à la commercialisation des exportations, aucun nouveau programme n'a été introduit depuis l'examen précédent. Comme son prédécesseur, ESG organise des missions commerciales et d'autres activités de sensibilisation pour aider les entreprises installées à Singapour à étudier les possibilités s'offrant à elles sur les marchés étrangers, à établir des réseaux avec des partenaires commerciaux potentiels et à connaître les marchés. L'assistance fournie par ESG comprend des services de consultation, des sources de données et des séminaires et ateliers destinés à soutenir les efforts d'internationalisation des entreprises. ESG s'emploie également à promouvoir l'utilisation des ALE de Singapour par les entreprises locales par le biais d'activités de sensibilisation et de consultations individuelles visant à sensibiliser aux possibilités d'accès aux marchés et aux avantages potentiels dans le cadre de ces accords. Les autorités ont indiqué qu'au cours de la période à l'examen, ESG s'était efforcé d'étendre ses activités à un plus grand nombre d'entreprises, y compris grâce à une coopération plus étroite avec des partenaires tels que les chambres de commerce et les fédérations d'entreprises.

3.45. L'assistance multiforme d'ESG prend également la forme de programmes de soutien financier mis en œuvre en collaboration avec des établissements financiers privés (section 3.2.5), ainsi que de programmes d'incitations fiscales (section 3.3.1). Parmi ces programmes de soutien financier, le programme Aide à la préparation du marché est principalement axé sur les efforts d'internationalisation des entreprises: il fournit une aide financière aux entreprises qui se lancent dans des activités promotionnelles et qui cherchent des partenaires commerciaux sur de nouveaux marchés étrangers (tableau A3. 1).

3.46. S'agissant des incitations fiscales, ESG administre le Programme des négociants mondiaux (GTP), qui prévoit un taux réduit d'impôt sur les sociétés de 5% ou 10% sur les revenus admissibles provenant d'activités commerciales internationales pendant trois ou cinq ans. Le budget 2020 prévoit la prorogation du GTP jusqu'en 2026. Dans le cadre d'un autre programme, baptisé Double déduction fiscale pour l'internationalisation, les entreprises enregistrées à Singapour peuvent bénéficier d'une double déduction fiscale (allant jusqu'à 200%) sur les dépenses admissibles liées aux activités d'expansion des marchés et de développement des investissements à l'étranger (déplacements et missions à l'étranger liés au développement commercial, déplacements à l'étranger liés à l'étude d'investissements et foires commerciales locales et étrangères, par exemple). Depuis l'exercice 2019, le montant maximal des dépenses couvertes par ce programme a été porté à 150 000 SGD (contre 100 000 SGD auparavant) (tableau A3. 1).

3.47. Pour promouvoir les efforts d'internationalisation des entreprises, ESG s'appuie sur son réseau de centres à l'étranger répartis sur 36 sites dans le monde. En 2019, ESG a soutenu 13 560 projets, dont 3 000 projets d'internationalisation, de 2 600 entreprises.²⁷ En 2020, il a soutenu les projets d'internationalisation de 1 600 entreprises. Sur les deux années 2019 et 2020, ESG a accordé plus de 28 millions de SGD de dons pour aider les entreprises à se développer à l'étranger, environ 1,5 milliard de SGD en crédits commerciaux et en financements, et il a participé à des programmes d'assurance couvrant environ 1 milliard de SGD d'investissement.²⁸

²⁶ ESG, *Overview*. Adresse consultée: <https://www.enterprisesg.gov.sg/about-us/overview>.

²⁷ ESG, *Year-in-Review 2019*. Adresse consultée: <https://www.enterprisesg.gov.sg/about-us/year-in-review-2019>.

²⁸ Renseignements communiqués par les autorités.

3.2.4.1.1 Zones franches

3.48. Les zones franches de Singapour fournissent d'importants services et installations de stockage pour soutenir les importantes activités d'entreposage et de transbordement du pays. Toutes les marchandises importées par voie maritime ou aérienne doivent d'abord être déchargées et déposées dans une zone franche, sauf si elles sont exemptées de cette obligation par le Directeur général des autorités douanières de Singapour et sont importées via des débarcadères privés agréés.

3.49. Les zones franches sont situées dans les ports maritimes et l'aéroport principal, offrant ainsi aux entreprises un accès rapide aux infrastructures de transport. Il existe actuellement trois autorités de zones franches privées, qui gèrent, entretiennent et exploitent les zones franches qui en relèvent:

- PSA Corporation Limited, qui gère le terminal de Brani, Keppel Distripark, Keppel Distripark Linkbridge, le terminal de Pasir Panjang, les quais de Sembawang, le terminal de Tanjong Pagar et le terminal de Keppel;
- Jurong Port Pte Limited, qui gère le port de Jurong (y compris Pulau Damar Laut); et
- Changi Airport Group (Singapore) Pte Limited, qui gère le parc logistique aéroportuaire de Singapour et l'aérogare de fret de l'aéroport de Changi.

3.50. La principale loi régissant les zones franches est la Loi sur les zones franches (1969), qui a été modifiée pour la dernière fois en 2014. La législation complémentaire comprend le Règlement sur les zones franches, la notification relative aux zones franches (zones déclarées), la notification relative aux zones franches (désignation des autorités responsables de l'administration des zones franches), le Règlement sur les zones franches (fabrication) et la notification relative aux zones franches (marchandises désignées).²⁹ Aucune modification n'a été apportée à la législation au cours de la période considérée.

3.51. Les entreprises exerçant leurs activités dans les zones franches bénéficient de plusieurs avantages: i) aucun permis douanier n'est requis pour le transbordement des marchandises non soumises à contrôle; ii) les marchandises importées et entreposées dans les zones franches ne sont pas assujetties aux droits de douane et à la GST, à condition d'être ensuite réexportées; et iii) elles peuvent bénéficier de procédures douanières simplifiées. En outre, les marchandises déplacées d'une zone franche vers une autre zone franche, un entrepôt agréé ou une zone de fabrication sous droit d'accise (zone agréée par les autorités douanières de Singapour pour la fabrication et l'entreposage des marchandises passibles de droits) ne sont pas assujetties aux droits de douane et à la GST. Les droits de douane et la GST s'appliquent uniquement lorsque les marchandises sont consommées à l'intérieur de la zone franche ou qu'elles entrent sur le territoire douanier de Singapour à des fins de vente ou de consommation locale. Le tabac et les spiritueux peuvent être entreposés temporairement dans une zone franche uniquement s'ils sont destinés à être transbordés ou exportés. Les entreprises présentes dans les zones franches peuvent mener des activités telles que le reconditionnement, le tri ou le calibrage. Des opérations de fabrication peuvent également y être effectuées sous réserve de l'approbation des autorités douanières de Singapour. Les activités menées au sein des zones franches sont exonérées d'impôt.

3.52. Afin d'exercer dans une zone franche, les investisseurs locaux et étrangers doivent obtenir un permis auprès d'une des trois autorités chargées de la gestion de la zone franche concernée. Les conditions d'obtention d'un permis sont fixées par chaque autorité.

3.2.4.1.2 Programme pour grands exportateurs

3.53. L'Administration des impôts de Singapour (IRAS) administre le Programme pour grands exportateurs (MES), qui vise à alléger la situation de trésorerie des entreprises qui réexportent une part importante de leurs importations. Les entreprises agréées dans le cadre du MES bénéficient d'une suspension de la GST sur les marchandises non passibles de droits importées à Singapour et les marchandises qui sortent d'entrepôts bénéficiant de la GST à taux nul

²⁹ Autorités douanières de Singapour, *Free Trade Zones Act*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.sg/businesses/acts-and-subsiary-legislation/free-trade-zones-act>.

3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.54. Le financement des exportations et l'assurance à l'exportation sont uniquement disponibles via des institutions du secteur privé. Toutefois, dans le cadre de son mandat consistant à aider les entreprises à renforcer leurs capacités, à innover et à s'internationaliser, ESG gère plusieurs programmes de soutien financier qui, plutôt que de fournir une assistance directe aux entreprises, visent à encourager les établissements financiers privés à prêter aux entreprises installées à Singapour. ESG offre un mécanisme de partage des risques aux établissements financiers participants, qui à leur tour accordent des prêts aux entreprises admissibles pour le fonds de roulement, les immobilisations, le capital-risque, le financement du commerce, les fusions et acquisitions, et les projets à l'étranger. En 2019, ESG a lancé le Programme de financement des entreprises (EFS), regroupant dans un même cadre plusieurs programmes de financement existants afin d'accélérer la mise à disposition de ressources financières aux entreprises. Parmi ces programmes figurent le Programme d'assurance des crédits, le Programme d'assurance contre les risques politiques et le Programme d'assurance-crédit commercial (tableau A3. 1)

3.55. Dans le cadre de la rallonge budgétaire pour 2020, le Programme temporaire de prêts relais a été mis en place en mars 2020, avec une validité jusqu'au 31 mars 2021, afin de soulager les besoins de trésorerie des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19. En outre, plusieurs programmes existants ont été renforcés pour contribuer à atténuer les effets économiques de la pandémie.

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Fiscalité et mesures d'incitation

3.3.1.1 Fiscalité des entreprises

3.56. Singapour dispose d'un régime fiscal compétitif avec des taux relativement bas et une variété de mesures d'allégement fiscal et d'incitations. L'IRAS est chargée de percevoir les impôts et de faire respecter la réglementation fiscale. Les revenus sont imposés selon le régime ordinaire (*arising basis*) et selon le régime de la remise (*remittance basis*) et il n'y a pas de différence d'imposition entre les activités exercées à Singapour par des résidents et par des non-résidents.

3.57. Singapour applique un régime d'impôt sur les sociétés à un seul niveau, dans lequel l'impôt payé par une société résidente sur ses bénéfices est définitif, et les dividendes versés à ses actionnaires ne sont pas imposés. Le taux général de l'impôt sur les sociétés est de 17%. Les sociétés ont droit à une exonération partielle de l'impôt sur 200 000 SGD de revenu imposable, les premiers 10 000 SGD étant exonérés à 75% et les 190 000 SGD suivants à 50%.

3.58. Un impôt anticipé (allant de 10% à 20%) est prélevé sur les paiements, tels que les paiements d'intérêts, les loyers, les redevances et les frais de gestion d'entreprise, versés à des non-résidents. Les biens immobiliers sont soumis à un impôt foncier, qui est prélevé selon un barème progressif basé sur la valeur annuelle du bien. Des droits de timbre sont perçus sur les documents passibles de droits se rapportant au transfert de biens immobiliers à Singapour et sur les valeurs mobilières. Il n'y a pas d'impôt sur la plus-value.

3.3.1.2 Incitation fiscales et non fiscales

3.59. Singapour a régulièrement notifié à l'OMC qu'elle n'accordait ni ne maintenait aucune subvention à notifier au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.³⁰

3.60. Diverses incitations fiscales et non fiscales sont prévues pour soutenir les entreprises de toutes tailles, si leurs activités sont jugées bénéfiques pour le développement économique du pays (tableau A3. 1). Les incitations visent principalement: à encourager les entreprises à développer leur production et à investir dans la formation et dans la R&D; à promouvoir l'investissement dans les nouvelles technologies et l'adoption de nouvelles technologies; et à soutenir le développement des

³⁰ Documents de l'OMC G/SCM/N/315/SGP du 14 juillet 2017; et G/SCM/N/343/SGP du 16 juillet 2019.

PME³¹ et des jeunes entreprises. Certaines incitations visent également à promouvoir le recours à Singapour comme base pour la mise en œuvre de stratégies de croissance régionales et l'internationalisation des entreprises (section 3.2.4.1).

3.61. Les principaux fondements juridiques de l'octroi d'incitations fiscales sont la Loi sur l'impôt sur le revenu et la Loi sur les mesures d'incitation en faveur de l'expansion économique. Les incitations fiscales offrent généralement un allègement de l'impôt sur les sociétés et/ou de l'impôt anticipé et peuvent prendre la forme d'exonérations fiscales, d'allègements fiscaux, d'abattements et de taux préférentiels, de déductions des dépenses admissibles du revenu imposable, et de déductions sur les frais admissibles engagés. Les incitations non fiscales comprennent les programmes d'aide financière, le cofinancement et les dons.

3.62. Certains programmes d'incitations visent des secteurs ou des activités spécifiques, tels que les services financiers, le tourisme, les transports et services maritimes, les services de transformation, les activités de R&D, les activités des sièges sociaux, les services juridiques, le commerce électronique et l'organisation d'événements. Selon le type d'incitation, les programmes sont administrés par divers organismes publics, y compris ESG, l'Office du développement économique de Singapour (EDB), l'IRAS, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et l'Autorité maritime et portuaire de Singapour (MPA).

3.63. Certaines incitations fiscales ne nécessitent pas d'approbation préalable (comme la déduction fiscale pour les activités de R&D), de sorte que les entreprises peuvent s'en prévaloir lorsqu'elles remplissent leur déclaration fiscale annuelle, pour autant qu'elles exercent des activités admissibles. Dans de nombreux cas, cependant, les incitations sont soumises à une approbation préalable et les demandeurs doivent satisfaire aux exigences préétablies par l'administration compétente et le Ministère des finances. En général, pour être éligibles, les entreprises sont tenues de mener des activités substantielles à Singapour et de s'engager à atteindre certains niveaux d'investissement, de dépenses et d'emploi qualifié. Elles peuvent aussi être tenues d'introduire des compétences et des technologies de pointe ou de contribuer aux capacités de R&D et d'innovation. Les incitations sont accordées pour des périodes allant de 5 à 10 ans, en fonction des activités visées.

3.64. La plupart des programmes d'incitations fiscales et non fiscales mentionnés dans l'examen précédent sont toujours en place (quelques-uns ont expiré). Certains ont été renommés ou fusionnés³², et quelques autres ont été introduits. Par exemple, un nouveau programme d'incitations fiscales, le Programme d'incitations au développement de la propriété intellectuelle (programme IDI), a été annoncé en 2017 pour encourager l'utilisation des droits de propriété intellectuelle (DPI) résultant de la R&D. Dans le cadre du programme IDI, les entreprises enregistrées à Singapour qui commercialisent des DPI résultant de leurs activités de R&D ont droit à un taux d'imposition réduit (5% ou 10%) sur un pourcentage des revenus de propriété intellectuelle admissibles.³³ Depuis le 1^{er} janvier 2019, un nouveau programme d'incitations non fiscales, la subvention pour l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques (REG(E)), offre un cofinancement allant jusqu'à 50 % des coûts admissibles aux entreprises du secteur manufacturier enregistrées à Singapour afin de les aider à devenir plus efficaces sur le plan énergétique et à réduire leurs émissions de carbone.³⁴

3.65. Dans le cadre du processus budgétaire annuel, les autorités examinent les incitations accordées pour s'assurer qu'elles demeurent compatibles avec les objectifs de développement économique du pays. Les incitations dont on estime qu'elles sont moins pertinentes ou qu'elles ne sont plus pertinentes sont réduites ou supprimées progressivement.³⁵ Toutefois, les renseignements concernant les coûts économiques (c'est-à-dire les recettes fiscales sacrifiées) des programmes

³¹ À Singapour, les PME sont des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 100 millions de SGD ou comptant moins de 200 employés.

³² La subvention pour le développement des entreprises a été lancée en octobre 2018 grâce à la fusion de la subvention au renforcement des capacités et de la subvention pour un partenariat mondial (tableau A3. 1).

³³ Dans le même temps, le champ d'application de deux incitations existantes – l'incitation pour les sociétés de services pionnières et l'incitation pour le développement et l'expansion – a été modifiée pour exclure les revenus de propriété intellectuelle.

³⁴ Le REG(E) fait partie de l'ensemble de mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique dans l'industrie.

³⁵ Par exemple, les autorités ont limité l'exonération fiscale pour les jeunes entreprises et l'exonération fiscale partielle en 2018 et ont laissé les déductions fiscales pour les investisseurs providentiels prendre fin après le 31 mars 2020.

d'incitations ne sont pas accessibles au public, ce qui empêche de procéder à une analyse coûts-avantages des incitations. On a suggéré qu'il serait souhaitable d'améliorer la transparence à cet égard.³⁶

3.66. Pour atténuer les effets économiques négatifs de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a approuvé cinq budgets en 2020, qui prévoient des mesures d'aide et de soutien aux entreprises, aux travailleurs et aux ménages. Pour les entreprises, les mesures comprennent des mécanismes de financement visant à favoriser l'accès au crédit, des réductions de loyer et des incitations visant à encourager l'adoption de technologies et la transformation des entreprises. Par exemple, la subvention pour le développement des entreprises a été améliorée avec une augmentation du niveau de soutien financier jusqu'à un maximum de 90% des coûts du projet d'une entreprise, tandis que, dans le cadre de la subvention aux solutions axée sur la productivité, les niveaux de soutien ont été portés jusqu'à 80% et le champ d'application a été élargi pour inclure les solutions de soutien liées à la COVID-19 telles que le travail à distance et la collaboration virtuelle. En outre, une subvention en espèces d'un montant maximal de 10 000 SGD est prévue dans le cadre du système de primes liées à la résilience numérique pour les entreprises qui adoptent des solutions informatiques.³⁷

3.67. Le Fonds de situation spéciale pour les jeunes entreprises (SSFS) a été mis en place pour aider les jeunes entreprises à maintenir leur dynamique de croissance malgré le choc causé par la pandémie de COVID-19. Dans le cadre de ce programme, l'EDBI (la branche d'investissement des entreprises de l'EDB) et SEEDS Capital (la branche d'investissement d'ESG) co-investiront au moyen de titres d'emprunt convertibles dans certaines jeunes entreprises avec des co-investisseurs du secteur privé, à concurrence de 1 pour 1. Les jeunes entreprises ciblées devaient avoir développé ou commercialisé des capacités innovantes ou essentielles, et avoir fait preuve d'une bonne traction avant la pandémie de COVID-19. Le Programme SSFS dispose d'un budget de 285 millions de SGD et prendra fin lorsque les fonds auront été entièrement engagés ou le 31 octobre 2021, selon la première éventualité.³⁸ Par ailleurs, dans le cadre d'un nouvel allègement général de l'impôt sur les sociétés accordé par l'IRAS, toutes les entreprises ont bénéficié d'un report de paiement de l'impôt et d'un abattement de 25% de l'impôt sur les sociétés pour l'année d'imposition 2020 (contre 20% en 2019), plafonné à 15 000 SGD (section 1.2.3).

3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques

3.3.2.1 Normes

3.68. En 2018, ESG est devenu l'organisme national de normalisation et d'accréditation, succédant à SPRING Singapore dans cette fonction. ESG est chargé d'élaborer, de promouvoir et de réviser les normes, de veiller à la sécurité des biens de consommation, et de fournir une infrastructure d'assurance de la qualité. Il est également chargé de publier les normes singapouriennes et les références techniques³⁹, de représenter le pays auprès des organismes de normalisation régionaux et internationaux et de gérer le système des poids et mesures. Hormis ce changement institutionnel, le régime de Singapour concernant les normes et les règlements techniques est resté inchangé pendant la période à l'examen.

3.69. Aux fins de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, Singapour compte trois points d'information nationaux: ESG (précédemment SPRING Singapore), l'Agence des produits alimentaires de Singapour (SFA) et le Ministère du commerce et de l'industrie. Pendant la période à l'examen, Singapour a régulièrement présenté des notifications au Comité des obstacles techniques

³⁶ Voir, par exemple, Boulogne, F (2018), *Reviewing the OECD's and the EU's Assessment of Singapore's Development and Expansion Incentive*, établie pour la Conférence régionale Asie-Pacifique 2016 de l'IFA. Adresse consultée: <https://www.taxacademy.sg/research/research-papers/>.

³⁷ MTI, *Economic Survey of Singapore Second Quarter 2020*. Adresse consultée: <https://www.mti.gov.sg/Resources/Economic-Survey-of-Singapore/2020/Economic-Survey-of-Singapore-Second-Quarter-2020>.

³⁸ ESG, EDBI and SEEDS Capital to Provide S\$285 Million in Financing to Promising Startups to Tide through COVID-19 Period, 5 juin 2020. Adresse consultée: [https://www.enterprisesg.gov.sg/media-centre/media-releases/2020/june/edbi-and-seeds-capital-to-provide-S\\$285-million-in-financing-to-promising-startups-to-tide-through-COVID-19-period](https://www.enterprisesg.gov.sg/media-centre/media-releases/2020/june/edbi-and-seeds-capital-to-provide-S$285-million-in-financing-to-promising-startups-to-tide-through-COVID-19-period).

³⁹ Une référence technique est une prénorme singapourienne élaborée dans le but de répondre à une demande urgente d'une branche de production (c'est-à-dire que le public n'est pas invité à formuler des observations) et qui est utilisée pour une période d'essai de courte durée (deux ans) par la branche de production.

au commerce (Comité OTC) concernant ses règlements techniques et ses procédures d'évaluation de la conformité.⁴⁰ Aucune mesure adoptée par Singapour n'a fait l'objet de préoccupations commerciales spécifiques soulevées par d'autres Membres de l'OMC au Comité OTC sur cette même période.

3.70. L'alignement des normes nationales sur les normes internationales demeure un principe fondamental de la politique de normalisation de Singapour. Le pays encourage l'adoption de normes internationales lorsque cela est possible. Des normes singapouriennes et des références techniques sont élaborées lorsqu'il n'existe pas de normes internationales ou lorsqu'il est nécessaire d'adapter les normes pour répondre à des besoins nationaux uniques. Dans certains cas, les normes singapouriennes sont elles-mêmes devenues des normes internationales, comme celles relatives au soudage et au système de gestion efficace de l'eau. À la fin du mois de décembre 2020, Singapour comptait au total 821 normes, dont 448 ont été adoptées sur la base de normes internationales.

3.71. Singapour participe activement aux forums mondiaux et régionaux de normalisation, dans le but de promouvoir la coopération internationale et de faciliter les échanges au moyen d'accords de reconnaissance mutuelle entre organismes de réglementation nationaux. Singapour est membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)⁴¹, de la Commission électrotechnique internationale (CEI)⁴², de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de la Commission du Codex Alimentarius. Elle accueille le Centre régional de la CEI pour l'Asie-Pacifique depuis 2002. Au niveau régional, Singapour est représentée au sein du Comité consultatif de l'ASEAN sur les normes et la qualité, du Sous-Comité des normes et de la conformité (SCSC) du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), et du Congrès de normalisation de la zone du Pacifique Sud.

3.72. ESG administre le programme national de normalisation et nomme le Conseil de la normalisation de Singapour (SSC). Le SSC dirige et facilite l'élaboration de normes singapouriennes et de références techniques par le biais d'un partenariat public-privé réunissant des représentants de la branche de production, des organismes gouvernementaux, des milieux universitaires et des associations professionnelles et de consommateurs. Le SSC a mis en place plusieurs comités de normalisation sectoriels chargés d'élaborer des normes dans des secteurs particuliers.⁴³ Des parties prenantes, telles que des associations professionnelles, des entreprises, des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes gouvernementaux, peuvent soumettre à ESG une proposition d'élaboration de nouvelle norme ou de révision d'une norme existante. La proposition est ensuite évaluée par le comité de normalisation compétent, qui met en place un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de norme. Le projet de norme singapourienne est publié et le public dispose d'un délai de 60 jours pour formuler des observations. Les observations reçues pendant cette période peuvent être intégrées dans le projet de norme si le comité de normalisation le juge approprié.⁴⁴ Une fois approuvées par le SSC, les normes sont publiées au Journal officiel. Les normes singapouriennes sont révisées tous les cinq ans en moyenne, avec le soutien du SSC et l'approbation de ESG, afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes par rapport aux besoins des organismes de réglementation et du secteur. À la suite de cette révision, elles peuvent être confirmées, révisées, modifiées ou retirées.

3.3.2.2 Règlements techniques

3.73. Les règlements techniques sont élaborés par les organismes publics de réglementation compétents pour des secteurs ou des domaines spécifiques. Une norme singapourienne devient un règlement technique (c'est-à-dire à caractère obligatoire) si elle apparaît dans une loi ou une réglementation. Fin 2020, environ 270 normes étaient mentionnées dans des règlements

⁴⁰ Documents de l'OMC G/TBT/N/SGP/23 du 13 janvier 2016 et G/TBT/N/SGP/51/Add.1 du 23 septembre 2020.

⁴¹ Depuis 2019, Singapour exerce les fonctions de Vice-président (gestion technique) et de Président du Bureau de gestion technique de l'ISO.

⁴² Singapour est membre du Conseil de direction de la CEI depuis 2016.

⁴³ Il existe 11 comités de normalisation, dans les domaines suivants: biomédical et santé, bâtiment et construction, chimie, électricité et électronique, environnement et ressources, produits alimentaires, technologies de l'information, industrie manufacturière, services, commerce et connectivité, qualité et sécurité. Il existe également trois comités de coordination consacrés à la nation intelligente, à la cybersécurité et à l'industrie de l'argent.

⁴⁴ Les observations du public sur les projets de normes singapouriennes peuvent être communiquées via le site Web d'ESG à l'adresse suivante: <https://www.enterprisesg.gov.sg/quality-standards/standards-for-companies/comment-on-draft-standards>.

techniques, principalement dans les secteurs suivants: consommation, appareils/machines ménagers et industriels, télécommunications, produits électriques et électroniques, produits médicaux et pharmaceutiques, produits alimentaires et substances dangereuses.

3.74. ESG est également l'autorité chargée d'administrer le Règlement sur la protection des consommateurs (prescriptions de sécurité) (CPSR) et le Règlement sur la protection des consommateurs (Exigences de sécurité applicables aux biens de consommation) (CGSR), qui visent à protéger les consommateurs contre les biens de consommation non sûrs.

3.75. Le CPSR régit certaines catégories d'appareils ménagers électriques, électroniques et à gaz inscrits sur une liste de "produits contrôlés". Ces produits doivent être conformes aux prescriptions applicables en matière de sécurité à l'issue d'essais avant commercialisation, d'une certification et d'un enregistrement, et un label de sécurité doit être apposé avant qu'ils puissent être distribués, être exposés et/ou faire l'objet d'une publicité à Singapour. Une déclaration de conformité des fournisseurs peut être acceptée pour certaines catégories de produits contrôlés considérés comme présentant un risque relativement faible. Une modification du CPSR, entrée en vigueur le 15 janvier 2018, a supprimé des produits de la liste des produits contrôlés, ce qui a entraîné une réduction du nombre de catégories de produits de 45 à 33. La liste est révisée tous les trois ou cinq ans.

3.76. Le CGSR régit de nombreux autres biens de consommation courante, tels que les jouets, les produits pour enfants, les vêtements, les produits pour le sport et le divertissement, les meubles, les matelas et les articles de literie, et les outils pour le bricolage. Pour ces produits, le respect des prescriptions spécifiées en matière de sécurité est vérifié dans le cadre d'activités de surveillance après mise sur le marché. Les essais, la certification ou l'approbation préalables ne font pas l'objet de prescriptions.

3.77. ESG a le pouvoir de faire cesser la vente des biens de consommation non conformes aux prescriptions applicables en matière de sécurité, et il peut aussi ordonner aux fournisseurs de rappeler ces produits ou d'informer les consommateurs de leurs dangers potentiels. Le non-respect des prescriptions est passible d'une amende pouvant atteindre 10 000 SGD et/ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans.

3.78. D'autres produits de consommation sont soumis aux prescriptions en matière de sécurité établies par d'autres organismes de réglementation, notamment l'Agence des produits alimentaires de Singapour, l'Autorité des sciences de la santé, la Direction des transports terrestres, la police de la circulation et l'Agence nationale de l'environnement.

3.3.2.3 Évaluation de la conformité

3.79. Les produits contrôlés doivent être enregistrés sur la base d'un certificat de conformité délivré par un organisme d'évaluation de la conformité désigné. ESG applique un système de certification par une tierce partie dans le cadre duquel il accepte les certificats émanant d'organismes d'évaluation de la conformité désignés qui sont situés: i) à Singapour; ii) dans un pays/territoire douanier spécifié dans la première annexe du Règlement de 2018 de l'Office singapourien des entreprises (évaluation de la conformité)⁴⁵, ou iii) dans un pays/territoire douanier qui a conclu un accord de reconnaissance mutuelle avec Singapour.

3.80. ESG ne prendra en considération que les demandes de désignation émanant d'organismes d'évaluation de la conformité qui ont été accrédités soit en tant qu'organisme de certification de produits (ISO/CEI 17065), soit en tant qu'organisme d'essai de produits (ISO/CEI 17025).

3.3.2.4 Accréditation

3.81. Le Conseil d'accréditation de Singapour (SAC), qui relève d'ESG, est responsable de l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité. L'accréditation est facultative et fondée sur les normes internationales. Les organismes d'évaluation de la conformité nationaux et étrangers peuvent être accrédités par le SAC.

⁴⁵ Le Règlement de l'Office singapourien des entreprises (évaluation de la conformité) a été modifié en 2018 pour permettre à ESG d'accepter les certificats de conformité délivrés par un organisme d'évaluation de la conformité désigné situé dans des pays parties à l'ALE entre l'Union européenne et Singapour pour l'enregistrement des produits contrôlés.

3.82. Le SAC fournit une évaluation indépendante et assure la reconnaissance officielle des services d'évaluation de la conformité, tels que les services d'essai, d'étalonnage, de certification, d'inspection et les activités connexes, effectués par des organismes d'audit, des organismes de certification des systèmes de gestion, des organismes de certification des produits, des organismes de certification des personnes, des laboratoires, des organismes d'inspection, des fournisseurs de services de contrôle des qualifications et des organismes de validation et de vérification. Il administre aussi le Programme de conformité aux bonnes pratiques de laboratoire de Singapour.⁴⁶

3.83. Au cours des dernières années, le SAC a élaboré les nouveaux programmes d'accréditation suivants: Systèmes de gestion de la sécurité des informations, Certification en matière de cybersécurité des systèmes d'automatisation et de contrôle industriels, Produits primaires biologiques, Programme de reconnaissance de la certification forestière, et Validation et vérification des gaz à effet de serre. Ce dernier, lancé en août 2018, vise à soutenir l'industrie aéronautique dans le cadre du Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale lancé par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

3.84. Le SAC est signataire de 26 accords de reconnaissance mutuelle régionaux et internationaux couvrant plus de 100 économies. Parmi ces accords figurent ceux signés dans le cadre du Programme de coopération d'accréditation Asie-Pacifique (APAC)⁴⁷, de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais, du Forum international de l'accréditation, et du Programme de conformité aux bonnes pratiques de laboratoire de l'OCDE. Ces accords de reconnaissance mutuelle permettent aux signataires de reconnaître comme équivalents à leurs propres normes les rapports d'essai accrédités et les certifications délivrées par des partenaires étrangers, ce qui évite aux exportateurs de devoir reproduire les procédures d'essai et de certification sur les marchés de destination. Depuis 2016, 13 nouveaux accords de reconnaissance mutuelle ont été conclus dans des domaines tels que les systèmes de gestion de l'environnement, les systèmes de gestion de l'information et les systèmes de gestion des dispositifs médicaux.

3.3.2.5 Prescriptions en matière d'étiquetage

3.85. Les prescriptions en matière d'étiquetage s'appliquent aux produits contrôlés (33 appareils ménagers électriques, électroniques et à gaz) et aux produits alimentaires importés (section 3.3.3), aux médicaments, aux liqueurs et aux peintures et solvants. Les étiquettes doivent préciser le pays d'origine.

3.86. ESG administre le label de sécurité, qui aide les consommateurs et les fournisseurs à identifier les produits contrôlés enregistrés. Le label de sécurité est apposé individuellement sur les produits, soit directement sur le produit, soit sur l'emballage. Il est également possible de suivre les produits portant le label de sécurité à l'aide d'un numéro d'enregistrement unique à huit chiffres permettant de retrouver le déclarant et les modèles enregistrés.

3.87. Les prescriptions en matière d'étiquetage s'appliquent aux produits thérapeutiques, comme le prévoit la législation pertinente, et sont soumises au programme de surveillance de l'Autorité des sciences de la santé. L'étiquette doit indiquer le nom du produit, les caractéristiques quantitatives de l'ingrédient actif, le numéro de contrôle du lot, la date d'expiration et le numéro d'enregistrement attribué au produit thérapeutique enregistré.⁴⁸ D'autres prescriptions administratives (c'est-à-dire non réglementaires) en matière d'étiquetage sont spécifiées dans le Guide pour l'enregistrement des produits thérapeutiques à Singapour. La conformité est vérifiée au cours du processus d'enregistrement des produits, avant l'approbation de mise sur le marché.⁴⁹

⁴⁶ ESG, *Accreditation Schemes*. Adresse consultée: <https://www.enterprisesg.gov.sg/quality-standards/accreditation/for-conformity-assessment-bodies/copy-of-accreditation-schemes>.

⁴⁷ La Coopération Asie-Pacifique pour l'agrément des laboratoires (APLAC) et la Coopération pour l'accréditation dans le Pacifique (PAC) ont fusionné pour former l'APAC au 1^{er} janvier 2019.

⁴⁸ Règlement sur les produits de santé (produits thérapeutiques) – prescriptions légales en matière d'étiquetage.

⁴⁹ Health Science Authority, *Guidance Documents for Therapeutic Products*. Adresse consultée: <https://www.hsa.gov.sg/therapeutic-products/guidance-documents>.

3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires

3.3.3.1 Aperçu général

3.88. Pendant la période à l'examen, Singapour a apporté des modifications au dispositif institutionnel régissant son régime SPS. La Direction des affaires agroalimentaires et vétérinaires (AVA) a été dissoute en avril 2019 et ses fonctions ont été confiées à deux organismes de réglementation: la nouvelle SFA pour les questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'Office des parcs nationaux (NParks) pour les aspects relatifs à la santé des animaux et à la préservation des végétaux (y compris la CITES).

3.89. Actuellement, les principales lois régissant les mesures SPS sont la Loi sur l'Agence des produits alimentaires de Singapour, la Loi sur l'Office des parcs nationaux, la Loi sur les animaux et les oiseaux, la Loi sur le contrôle des végétaux, la Loi sur l'innocuité des viandes et des poissons, la Loi sur la vente de produits alimentaires et leurs textes d'application respectifs. Les lois pertinentes ont été modifiées pour tenir compte des changements institutionnels intervenus en 2019 (tableau 3.8). En dehors de ces changements, le cadre réglementaire SPS de Singapour n'a pas subi de modifications majeures.

Tableau 3.8 Principales modifications de la législation SPS, 2016-août 2020

Intitulé du texte législatif	Date de la modification	Description
Loi sur l'Agence des produits alimentaires de Singapour (2019)	1 ^{er} avril 2019	Cette loi porte création de l'Agence des produits alimentaires de Singapour en vue de mettre en œuvre le cadre juridique de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, laquelle succède à l'ancienne Direction des affaires agroalimentaires et vétérinaires (AVA) dans cette fonction.
Loi sur l'Office des parcs nationaux (2019)	1 ^{er} avril 2019	Cette loi confère à l'Office des parcs nationaux (NParks) les pouvoirs nécessaires pour administrer le cadre juridique relatif à la santé et au bien-être des animaux ainsi qu'à la préservation des végétaux, lequel succède à l'ancienne AVA dans cette fonction.
Loi sur le contrôle des végétaux (1993)	1 ^{er} avril 2019	La Loi sur le contrôle des végétaux et ses textes d'application ont été modifiés de manière à ce que l'AVA soit remplacée par NParks, à compter du transfert des fonctions liées à la préservation des végétaux à NParks.
a. Règles relatives au contrôle des végétaux (culture des végétaux) (octroi de licences et certification)	1 ^{er} avril 2019	
b. Règles relatives au contrôle des végétaux (importation et transbordement de fruits et légumes frais)	1 ^{er} avril 2019	
c. Règles relatives au contrôle des végétaux (enregistrement des pesticides)	1 ^{er} avril 2019	
d. Règles relatives au contrôle des végétaux (importation de végétaux)	1 ^{er} avril 2019	
e. Règles relatives au contrôle des végétaux (certification phytosanitaire)	1 ^{er} avril 2019	
f. Règles relatives au contrôle des végétaux (redevances liées aux services d'analyse et d'inspection)	1 ^{er} avril 2019	
g. Règles relatives au contrôle des végétaux (analystes autorisés)	1 ^{er} avril 2019	
h. Règles relatives au contrôle des végétaux (marques d'accréditation, de certification et d'inspection)	1 ^{er} avril 2019	Ces règles ont remplacé l'ancienne Loi AVA (chapitre 5) Direction des affaires agroalimentaires et vétérinaires (marque de certification) (n° 3).

Intitulé du texte législatif	Date de la modification	Description
Loi sur les animaux et les oiseaux (1965)	1 ^{er} avril 2019	La Loi sur les animaux et les oiseaux et ses textes d'application ont été modifiés de manière à ce que l'AVA soit remplacée par NParks, à compter du transfert des fonctions liées à la santé et au bien-être des animaux à NParks.
a. Notification relatives aux animaux et aux oiseaux (exemption)	1 ^{er} avril 2019	
b. Règles relatives aux animaux et aux oiseaux (redevances) (2009)	1 ^{er} avril 2019	
c. Ordonnance sur les animaux et les oiseaux (importation) (2009)	1 ^{er} avril 2019	
d. Règles relatives aux animaux et aux oiseaux (poissons vivants)	1 ^{er} avril 2019	
Loi sur la vente de produits alimentaires (1973)	1 ^{er} avril 2019	Cette loi a été modifiée pour que son administrateur ne soit plus le Directeur général au titre de la Loi sur les animaux et les oiseaux, mais le Directeur général de l'Administration de l'alimentation au titre de la Loi sur la vente de produits alimentaires.
Loi sur l'innocuité des viandes et des poissons (1999)	1 ^{er} avril 2019	Cette loi a été modifiée pour que son administrateur ne soit plus le Directeur général au titre de la Loi sur les animaux et les oiseaux, mais le Directeur général de l'Administration de l'alimentation au titre de la Loi sur la vente de produits alimentaires.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.90. La SFA, qui relève du Ministère de la durabilité et de l'environnement, est l'organisme chargé de mettre en œuvre la législation sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la sécurité alimentaire et d'autres questions relatives aux produits alimentaires, en reprenant les fonctions pertinentes auparavant exercées par l'AVA et d'autres organismes de réglementation.⁵⁰ La mise en place d'une surveillance plus globale doit permettre à la SFA de renforcer la gestion des épidémies de maladies d'origine alimentaire afin de protéger la santé publique et, en même temps, de faciliter les relations favorables aux entreprises. Le Centre national des sciences de l'alimentation, créé sous l'égide de la SFA, regroupe toutes les infrastructures d'essais en laboratoire auparavant gérées par d'autres organismes.

3.91. L'Office des parcs nationaux, qui relève du Ministère du développement national, est habilité à administrer le cadre juridique relatif à la santé et au bien-être des animaux et à la préservation des végétaux. Pour s'acquitter des fonctions liées à la santé et au bien-être des animaux, de nouveaux Services vétérinaires (AVS) ont été créés sous la forme d'un groupe au sein de NParks en avril 2019. En outre, NParks, avec la collaboration des agents de la SFA, met en œuvre les dispositions légales régissant les exploitations agricoles, ainsi que les importations de fruits, de légumes, d'animaux d'élevage et d'œufs de consommation à des fins de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

3.92. Singapour dispose de deux points d'information nationaux au titre de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires: la SFA pour les questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et NParks pour les questions relatives à la santé des animaux et à la préservation des végétaux. L'autorité nationale responsable des notifications est le MTI. Singapour présente régulièrement les notifications au Comité SPS. Aucune préoccupation commerciale spécifique n'a été soulevée au sein du Comité au sujet des mesures notifiées par Singapour pendant la période à l'examen.

3.93. Les autorités indiquent que Singapour veille à ce que ses mesures SPS soient conformes aux normes, directives et recommandations internationales du Codex Alimentarius, de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). En l'absence de normes internationales/régionales, Singapour effectue sa propre évaluation des risques et prend des décisions relatives à la gestion des risques en tenant compte des facteurs économiques et techniques et d'autres facteurs.

⁵⁰ La SFA intègre les fonctions liées à l'alimentation de l'ancienne AVA, de l'Agence nationale de l'environnement (NEA) et de l'Autorité des sciences de la santé (HSA).

3.3.3.2 Produits alimentaires

3.94. La politique de Singapour en matière d'importation de produits alimentaires a pour principal objectif de garantir et d'assurer un approvisionnement régulier et suffisant en produits alimentaires sûrs provenant d'un grand nombre de sources. Les importations de produits alimentaires sont réglementées par la Loi sur le contrôle des végétaux (fruits et légumes frais), la Loi sur les animaux et les oiseaux (animaux vivants et œufs frais), la Loi sur l'innocuité des viandes et des poissons (produits carnés et produits à base de poisson) et la Loi sur la vente de produits alimentaires (tous les autres produits alimentaires).

3.95. Les opérateurs qui souhaitent importer des produits alimentaires ou des articles en contact avec les aliments (c'est-à-dire des appareils à usage alimentaire) doivent obtenir une licence commerciale et/ou s'enregistrer auprès de la SFA. Un permis d'importation est requis pour chaque envoi de produits alimentaires.⁵¹ La SFA et NParks inspectent les produits importés afin de déterminer s'ils sont exempts de maladies, de contaminants et d'altérations, en procédant à des inspections, des prélèvements d'échantillons et des essais en laboratoire. Les envois non conformes sont refusés et détruits ou renvoyés dans leur pays d'origine. En outre, des exigences de traçabilité, qui permettent d'identifier le pays d'origine et souvent aussi l'exploitation agricole ou l'établissement, s'appliquent à tous les produits alimentaires.

3.96. Les importations de produits alimentaires à haut risque, tels que les produits laitiers, les animaux d'élevage, la viande et le poisson, sont assujetties à des contrôles plus stricts, qui incluent des certificats sanitaires, des rapports d'analyse de laboratoire, ou une preuve que la source ou la fabrique est réglementée par l'autorité compétente du pays exportateur. Pour assurer le respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, les autorités appliquent des mesures intégrées, y compris l'agrément des exploitations agricoles étrangères, des inspections et des essais réguliers.

3.97. La SFA et NParks procèdent conjointement à l'agrément des exploitations agricoles et établissements étrangers, sur la base d'une évaluation des risques et en tenant compte de facteurs tels que l'infrastructure vétérinaire, la présence de maladies dans le pays, l'hygiène, la législation et la réglementation SPS. Les importations de viande et de produits carnés sont autorisées uniquement si elles proviennent d'établissements agréés situés dans des pays qui ont été autorisés à exporter de la viande vers Singapour.⁵² Par exemple, la viande de porc réfrigérée peut être importée uniquement d'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de Nouvelle-Zélande et de Suède.

3.98. Les œufs frais ne peuvent être importés que s'ils proviennent d'élevages agréés d'Australie, du Danemark, des États-Unis, de Finlande, du Japon, de Malaisie, de Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de Pologne, de République de Corée, de Suède, de Thaïlande et d'Ukraine. Les poulets et canards à rôti ne peuvent être importés que s'ils proviennent d'élevages agréés de Malaisie. Seuls les porcs provenant d'un élevage indonésien et d'un élevage malaisien peuvent être importés. Les produits laitiers en provenance de pays qui ne sont pas exempts de fièvre aphteuse ne peuvent être importés que s'ils sont soumis à un traitement conforme aux directives de l'OIE.

3.99. Les importations de coquillages et crustacés à haut risque (tels que les huîtres, les coques, les crevettes cuites et la viande de crabe cuite) doivent être accompagnées d'un certificat sanitaire délivré par le pays d'origine. Les huîtres vivantes ne peuvent être importées qu'en provenance de pays disposant de programmes sanitaires reconnus, à savoir l'Australie, le Canada, les États-Unis, la France, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Toutes les cargaisons de coquillages et crustacés à haut risque sont soumises à des essais en laboratoire à leur arrivée à Singapour.

3.100. Entre octobre 2015 et août 2020, Singapour a notifié 11 modifications des prescriptions SPS concernant les produits alimentaires, dont 10 sont entrées en vigueur pendant cette période et 1 doit entrer en vigueur en juin 2021. Les modifications portent sur le Règlement sur les aliments (concernant, entre autres, les huiles partiellement hydrogénées, les additifs alimentaires, les conservateurs et les limites maximales de résidus), sur un texte d'application de la Loi sur la vente de produits alimentaires et sur les changements apportés aux règles vétérinaires régissant l'importation de plusieurs produits carnés et produits à base d'œufs (tableau A3. 2).

⁵¹ Un permis est également requis pour l'exportation ou le transbordement de produits alimentaires.

⁵² Les critères d'agrément et les conditions d'importation vétérinaires de la SFA sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.sfa.gov.sg/food-import-export/commercial-food-imports>.

3.3.3.3 Santé animale et préservation des végétaux

3.101. En vertu de la Loi sur l'Office des parcs nationaux (2019), NParks est habilité à administrer le cadre juridique de toutes les mesures sanitaires relatives aux végétaux et animaux non destinés à l'alimentation. Les Services vétérinaires (AVS) ont été créés sous la forme d'un groupe au sein de NParks en avril 2019 afin de protéger la santé et le bien-être des animaux, et servent de point de contact principal pour les questions liées aux animaux à Singapour.⁵³

3.102. Tous les animaux qui entrent sur le territoire de Singapour doivent être inspectés par les agents des AVS. En outre, selon le pays dont ils proviennent, certains chiens, chats et petits mammifères peuvent aussi être soumis à une quarantaine à leur arrivée. Entre 2016 et 2020, les autorités ont procédé à des examens réguliers du statut en matière de risque de rage des pays et territoires exportant des chiens et des chats vers Singapour, ce qui a entraîné la modification de la catégorisation du risque pour plusieurs d'entre eux (Allemagne, Jersey, Lettonie, Luxembourg, Nouvelle-Calédonie et Slovaquie)

3.103. L'Ordonnance sur les animaux et les oiseaux (importation), prise au titre de la Loi sur les animaux et les oiseaux, établit les prescriptions en matière d'importation applicables à divers types de produits d'origine animale, tels que le sperme d'animaux, les engrais contenant des produits d'origine animale, les aliments pour animaux contenant des produits d'origine animale, les spécimens cliniques et pathologiques et les carcasses. Les Règles relatives aux animaux et aux oiseaux (poissons vivants) énoncent les conditions applicables aux poissons d'ornement vivants, y compris l'obligation de présenter un certificat sanitaire et les sanctions à appliquer en cas de non-conformité.

3.104. Pendant la période à l'examen, Singapour a révisé la liste des pays autorisés à exporter des chevaux vivants sur son territoire. En avril 2019, le Royaume de Bahreïn a été inscrit sur la liste des pays autorisés à exporter des chevaux vers Singapour à titre temporaire, et en juin 2019, l'Uruguay a été ajouté à la liste des pays pouvant exporter des chevaux vers Singapour de façon régulière.

3.105. Toutes les importations de végétaux et de produits végétaux sont réglementées par la Loi sur le contrôle des végétaux afin de prévenir l'introduction de parasites et maladies exotiques des végétaux dans le pays. Les végétaux de production nationale cultivés dans les parcs agrotechnologiques sont également réglementés par NParks, en collaboration avec la SFA.

3.106. Les opérateurs qui souhaitent importer des végétaux doivent au préalable obtenir un permis d'importation auprès de NParks. Toutes les cargaisons de végétaux doivent être accompagnées de certificats phytosanitaires délivrés par les autorités compétentes du pays d'origine. Des documents additionnels peuvent être exigés pour l'importation de certains végétaux, y compris, par exemple, une déclaration attestant l'absence d'une maladie endémique des végétaux, le cas échéant.

3.107. NParks et la SFA sont les autorités chargées de délivrer les certificats SPS pour les exportations singapouriennes de produits alimentaires, d'animaux et de végétaux, conformément aux exigences des pays importateurs. En outre, NParks gère des programmes d'accréditation des exportations de végétaux et de poissons d'ornement, afin de garantir la qualité des produits destinés à l'exportation. Dans le cadre de ces programmes, les négociants établissent des systèmes d'assurance de la qualité pour garantir la santé et la qualité de leurs exportations. NParks procède à des contrôles réguliers des participants aux programmes d'accréditation.

3.3.3.4 Étiquetage des produits alimentaires

3.108. La Loi sur la vente de produits alimentaires chapitre 283) et le Règlement sur les aliments établissent les prescriptions en matière d'étiquetage applicables aux produits alimentaires préemballés. Ainsi, une étiquette doit contenir les renseignements généraux ci-après, en anglais⁵⁴: i) nom ou description rendant compte de manière adéquate de la véritable nature du produit alimentaire; ii) pays d'origine; iii) liste des ingrédients, y compris indication de ceux susceptibles de provoquer une hypersensibilité chez les individus (par exemple, indication des allergènes); iv) quantité nette de l'aliment, c'est-à-dire poids net pour les aliments solides, volume pour les

⁵³ AVS. Adresse consultée: <https://www.nparks.gov.sg/avs>.

⁵⁴ Une description en anglais du contenu de l'emballage peut être ajoutée sur l'étiquette, à condition que le texte supplémentaire ne contredise ni ne modifie aucune mention figurant sur l'étiquette.

aliments liquides, et poids net et poids égoutté pour les aliments conditionnés en milieu liquide ; et v) nom et adresse de l'importateur ou du vendeur. Les illustrations sur l'étiquette doivent décrire exactement la véritable nature ou l'origine des aliments. Les aliments visés par des normes définies doivent être étiquetés conformément à ces normes et ne pas contenir de substances étrangères ajoutées. Les emballages de produits alimentaires décrits comme "enrichis" ou "vitaminés" ou de toute autre manière impliquant qu'ils contiennent des vitamines ou des minéraux ajoutés doivent indiquer la quantité de vitamines ou de minéraux ajoutés par unité métrique.

3.109. Outre les prescriptions générales ci-dessus, des prescriptions spécifiques en matière d'étiquetage peuvent s'appliquer à certains produits alimentaires préemballés. C'est le cas, par exemple, de 19 groupes de produits alimentaires figurant dans la deuxième annexe du Règlement sur les aliments, qui doivent mentionner les dates de péremption sur leurs étiquettes. Autre exemple, les étiquettes d'eau minérale naturelle et d'eau de source en bouteille doivent indiquer la source de l'eau, la composition analytique donnant à l'eau ses caractéristiques ainsi que des messages informatifs relatifs à la teneur en sulfate et en fluorure. Les étiquettes apposées sur les graisses et huiles comestibles doivent comporter un tableau d'information nutritionnelle indiquant la teneur en acides gras trans. Les étiquettes des produits alimentaires préemballés contenant des phytostérols, des esters de phytostérol, des phytostanols et des esters de phytostanol doivent comporter des messages informatifs.⁵⁵

3.110. Actuellement, les produits alimentaires génétiquement modifiés préemballés ne sont pas soumis à des prescriptions spécifiques en matière d'étiquetage. Par l'intermédiaire de son sous-comité sur l'étiquetage, le Comité consultatif sur les modifications génétiques (GMAC) suit les tendances internationales en matière d'étiquetage des produits alimentaires génétiquement modifiés. Les autorités indiquent que la SFA, en collaboration avec le GMAC, évaluera la situation à Singapour et appliquera une politique d'étiquetage des produits alimentaires génétiquement modifiés, le cas échéant.

3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.3.4.1 Politique de la concurrence

3.111. La Loi de 2004 sur la concurrence (chapitre 50B) constitue le cadre juridique général pour la protection des entreprises et des consommateurs contre les pratiques anticoncurrentielles.⁵⁶ Des lignes directrices, des notes d'orientation et des déclarations publiées par l'autorité de la concurrence viennent en compléter les dispositions. Au cours de la période à l'examen, certaines modifications ont été apportées à la législation et aux lignes directrices, principalement pour renforcer les pouvoirs d'exécution de l'autorité chargée de la concurrence et améliorer la transparence et la clarté du régime de la concurrence (voir ci-après).

3.112. La Commission de la concurrence (CCS) a été créée en 2005 pour superviser l'administration et l'application de la Loi sur la concurrence. En 2018, elle a en outre été chargée d'administrer la Loi sur la protection des consommateurs (pratiques commerciales loyales) et a été rebaptisée Commission de la concurrence et de la consommation de Singapour (CCCS). La CCCS est financée par une dotation provenant du MTI.

3.113. La législation sur la concurrence s'applique à toutes les entreprises, c'est-à-dire à toutes les personnes physiques ou morales ayant la capacité d'exercer une activité économique ou commerciale, qu'elles soient étrangères, singapouriennes ou propriétés de l'État ou de ses organismes officiels. Certains secteurs en sont cependant exclus en raison de considérations d'intérêt public (comme les questions liées à la sécurité nationale et à la défense), ou parce que la concurrence y est déjà encadrée. Il s'agit, par exemple, des secteurs de l'énergie, des télécommunications, des services postaux, des médias et des services aéroportuaires.

⁵⁵ Pour plus de renseignements sur l'étiquetage des produits alimentaires à Singapour, voir SFA, *A Guide to Food Labelling and Advertisements*, avril 2019 Adresse consultée: <https://www.sfa.gov.sg/docs/default-source/tools-and-resources/resources-for-businesses/aquidetofoodlabellingandadvertisements.pdf>.

⁵⁶ Le texte de la Loi sur la concurrence est disponible à l'adresse suivante: <https://sso.agc.gov.sg/Act/CA2004>.

3.114. La Loi sur la concurrence interdit les activités concurrentielles qui empêchent, limitent ou déforment indûment la concurrence. Les trois principales activités interdites sont les accords, décisions et pratiques anticoncurrentiels (interdiction de l'article 34)⁵⁷; l'abus de position dominante sur le marché (interdiction de l'article 47)⁵⁸; et les fusions et acquisitions qui entraînent un amoindrissement substantiel de la concurrence (interdiction de l'article 54).⁵⁹ La notification des fusions n'est pas obligatoire à Singapour; toutefois, les parties à une fusion peuvent choisir de notifier celle-ci à la CCCS et demander une décision sur le point de savoir si elle porte atteinte ou portera atteinte à l'interdiction de l'article 54.

3.115. Le Ministre du commerce et de l'industrie peut, sur la base d'une recommandation de la CCCS, publier une ordonnance relative à l'exemption collective pour exempter certaines catégories d'accords de l'interdiction énoncée à l'article 34. Des exemptions peuvent être accordées pour les accords qui peuvent contribuer à la promotion d'avancées techniques ou économiques ou à l'amélioration de la production et de la distribution.

3.116. La Loi sur la concurrence a été modifiée en 2018 afin d'habiliter la CCCS à accepter des engagements contraignants et juridiquement exécutoires pour les affaires relatives à l'article 34 (interdiction des accords anticoncurrentiels) et à l'article 47 (interdiction de l'abus de position dominante). Les modifications ont également permis à la CCCS de procéder à des entretiens d'ordre général lors des inspections et des recherches effectuées au titre de l'article 64 (pouvoir de pénétrer dans des lieux sans mandat) et de l'article 65 (pouvoir de pénétrer dans les lieux sous mandat). En outre, le processus consistant à fournir des avis confidentiels sur les fusions prévues a été codifié.

3.117. La CCCS publie régulièrement des lignes directrices, des notes d'orientation et des déclarations de pratiques afin d'améliorer la transparence et d'aider les entreprises à comprendre comment elle administre et applique les dispositions de la Loi sur la concurrence. À ce jour, 12 lignes directrices et 2 notes d'orientation ont été publiées.⁶⁰ La CCCS élabore ces lignes directrices après avoir sollicité l'avis du public. La dernière consultation publique sur les modifications proposées des lignes directrices sur la concurrence a pris fin le 8 octobre 2020.

3.118. En novembre 2016, une révision des lignes directrices a été achevée et plusieurs réformes ont été mises en place, y compris une nouvelle procédure accélérée, qui permet aux entreprises faisant l'objet d'une enquête de conclure un accord avec la CCCS si elles admettent leur responsabilité de manière anticipée en reconnaissant leur participation à une activité anticoncurrentielle, en échange d'une réduction de la sanction financière. D'autres réformes ont concerné un changement de l'année de référence pour le calcul du chiffre d'affaires pertinent, des indications sur la manière dont la Commission calculerait les sanctions financières, et des processus simplifiés pour faire gagner du temps aux entreprises.

⁵⁷ L'article 34 2) de la Loi sur la concurrence fournit une liste exemplative des accords qui consistent à : a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction; b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements; c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement; d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence; ou e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

⁵⁸ L'article 47 de la Loi sur la concurrence interdit l'abus de position dominante sur le marché, et non la position dominante en soi. Aucun seuil relatif à la part de marché n'est fixé pour définir la position dominante sur le marché. L'article 34 2) de la Loi sur la concurrence contient une liste exemplative de comportements qui constituent un abus de position dominante: a) comportement prédateur à l'égard des concurrents; b) limitation de la production, des débouchés ou du développement technique au préjudice des consommateurs; c) application, à l'égard de partenaires commerciaux, de conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence; d) subordination de la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

⁵⁹ Comme indiqué dans les Lignes directrices de la CCCS relatives à l'évaluation des fusions quant au fond, la CCCS considère généralement que les préoccupations en matière de concurrence sont peu probables en cas de fusion, sauf si l'entité issue de la fusion a) détient une part de marché d'au moins 40%; ou b) détient une part de marché comprise entre 20% et 40% et que les trois plus grosses entreprises (CR3) détiennent une part de marché combinée après fusion d'au moins 70%.

⁶⁰ CCCS, *Competition Act and Guidelines*. Adresse consultée: <https://www.cccs.gov.sg/legislation/competition-act>.

3.119. En outre, en 2018, la Commission a publié une première note d'orientation pour simplifier l'examen des accords d'alliance entre compagnies aériennes et apporter des précisions sur les questions de procédure et de fond. En 2020, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la Commission a publié une deuxième note d'orientation pour fournir aux entreprises des précisions sur les collaborations entre concurrents en ce qui concerne la fourniture de produits ou de services essentiels à Singapour.

3.120. Pour décourager et sanctionner les infractions, la Loi sur la concurrence habilite la CCCS à imposer des sanctions en cas d'infraction commise intentionnellement ou par négligence. Le montant de la sanction financière qui peut être imposée est laissé à la discrétion de la CCCS. Toutefois, la Loi sur la concurrence fixe le montant maximum à 10% du chiffre d'affaires de l'entreprise à Singapour par année d'infraction, pour un maximum de trois ans.

3.121. La CCCS dispose d'un programme de clémence dans le cadre duquel un membre d'une entente qui se manifeste en premier pour fournir des renseignements sur l'entente peut se voir accorder une immunité totale de sanctions financières sous réserve de certaines conditions. Les autres membres de l'entente qui demandent la clémence mais ne sont pas les premiers à se manifester peuvent bénéficier d'une réduction de leur sanction financière pouvant aller jusqu'à 50%. Entre 2015 et 2019, 16 demandes de clémence ont été présentées.

3.122. Les décisions de la CCCS peuvent faire l'objet d'un appel devant le Conseil d'appel de la concurrence (CAB), établi en vertu de la Loi sur la concurrence. Un nouvel appel peut être formé auprès de la Haute Cour, puis de la Cour d'appel, mais seulement sur des points de droit et sur le montant de la sanction financière. En 2019, la CCCS a ouvert huit enquêtes préliminaires, mené quatre enquêtes, reçu quatre nouvelles notifications de fusion (examen de la phase 1) et quatre demandes de clémence (tableau 3.9).⁶¹

Tableau 3.9 Statistiques relatives à la concurrence, 2015-2019

	2015	2016	2017	2018	2019	Total 2015-2019
Enquêtes préliminaires	10	10	8	7	8	43
Enquêtes	7	3	2	3	4	19
Notifications d'instruction ou de décision	1	2	0	2	0	5
Fusion – examen de la phase 1	3	7	5	11	4	30
Fusion – examen de la phase 2	1	0	0	2	1	4
Discussion préalable à la notification	1	4	0	3	2	10
Clémence	2	6	2	2	4	16
Appels	0	1	1	0	0	2
Avis consultatifs en matière de concurrence	28	27	34	20	26	135
Études de marché	1	3	2	2	2	10

Note: Données correspondant à un exercice budgétaire (du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante).

Source: Commission de la concurrence et de la consommation de Singapour.

3.123. Entre 2015 et 2019, la CCCS a rendu un certain nombre de décisions en matière d'infraction concernant plusieurs types de secteurs, notamment l'industrie manufacturière, les transports et la distribution de produits alimentaires. En 2018, la CCCS a rendu une décision en matière d'infraction concernant une fusion anticoncurrentielle de deux entreprises de transport avec chauffeur et a imposé des instructions pour rétablir la contestabilité du marché et des sanctions financières d'un montant total de 13 millions de SGD, sur la base du préjudice causé au marché par une fusion irréversible. L'une des entreprises concernées a fait appel de la décision de la CCCS. Le 29 décembre 2020, le CAB a rejeté l'appel. Il a confirmé: i) les instructions émises par la CCCS à l'intention des deux entreprises afin d'atténuer l'impact de l'opération sur les conducteurs et de faire en sorte que le marché des plates-formes de transport avec chauffeur reste ouvert à de nouveaux acteurs; et ii) la sanction financière. La partie appelante a également été condamnée à payer les frais de la CCCS liés à l'appel.

3.124. En 2018, la CCCS a sanctionné des distributeurs de poulet frais pour s'être coordonnés sur le montant et le calendrier des hausses de prix et pour s'être entendus pour ne pas se faire concurrence sur le marché de la fourniture de produits à base de poulet frais à Singapour. L'entente

⁶¹ CCCS, *Annual Reports*. Adresse consultée: <https://www.cccs.gov.sg/resources/publications/annual-reports>.

a duré plus de sept ans, au cours desquels les distributeurs contrôlaient plus de 90 % du marché et réalisaient un chiffre d'affaires total d'environ 500 millions de SGD par an. La CCCS a imposé les sanctions financières les plus élevées à ce jour, soit près de 27 millions de SGD, et a ordonné aux distributeurs de s'engager par écrit à ne pas utiliser une autre association professionnelle comme plate-forme pour des activités anticoncurrentielles. La décision a fait l'objet d'un appel. Le CAB a rejeté les appels interjetés par les parties concernant leurs responsabilités en matière d'accords de fixation des prix, mais a admis les appels concernant les responsabilités en matière d'accords de partage du marché. Par conséquent, le CAB a réduit les sanctions financières imposées à toutes les parties (sauf une); il a également ordonné aux parties de prendre en charge leurs propres frais de justice.

3.125. La CCCS participe à divers forums régionaux et internationaux sur la concurrence, tels que le Groupe de l'APEC chargé des politiques et du droit de la concurrence, le Groupe d'experts de l'ASEAN sur la concurrence dans l'ASEAN, le Réseau international de la concurrence et l'OCDE.

3.126. La plupart des accords commerciaux bilatéraux⁶² et régionaux⁶³ de Singapour contiennent des dispositions relatives à la politique de la concurrence.

3.3.4.2 Contrôle des prix

3.127. En règle générale, Singapour ne réglemente ni ne contrôle les prix des marchandises et des services. Toutefois, la Loi sur le contrôle des prix (1990) autorise l'imposition exceptionnelle d'un prix maximum pour des marchandises ou services répertoriés afin de lutter contre le mercantilisme en période de crise, sous réserve de l'approbation du Ministre du commerce et de l'industrie. En outre, un contrôle des prix peut être imposé à certains opérateurs réputés "dominants" susceptibles d'abuser de leur position sur le marché et d'adopter des pratiques anticoncurrentielles, et aux fins de la protection de l'intérêt public. Par exemple, les opérateurs dominants doivent communiquer le prix de tout service de télécommunication à l'Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias (IMDA) pour approbation préalable. De même, depuis 2009, l'Administration de l'aviation civile de Singapour a mis en place un cadre réglementaire pour contrôler les tarifs applicables aux installations aéronautiques et aux services fournis par les exploitants d'aéroports en situation de monopole. Les tarifs des services de transport public (bus et chemin de fer) sont réglementés par le Conseil des transports publics afin de garantir un système de transport public durable et d'un coût abordable.

3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation

3.128. Dans ses notifications à l'OMC, Singapour a indiqué qu'au cours de la période à l'examen, elle n'avait maintenu aucune entreprise commerciale d'État du type de celles qui sont décrites au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994.⁶⁴

3.129. Les entreprises publiques de Singapour, également appelées "entreprises liées à l'État (GLC)", ont contribué à donner un nouvel élan à l'industrialisation à la fin des années 1960 et, en tant que moteurs de la croissance et du développement, elles ont joué un rôle important dans l'économie. En 1974, l'entreprise Temasek Holdings Pte Limited (Temasek) a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés; elle est chargée de détenir et de gérer commercialement un portefeuille d'entreprises qui relevaient auparavant d'organismes publics, ce qui a permis d'établir une séparation entre les fonctions réglementaires du gouvernement et la propriété. Le Ministre des

⁶² Il s'agit des accords bilatéraux signés par Singapour avec l'Australie (SAFTA); le Costa Rica (SCRFTA); la Chine (CSFTA); l'AELE (ESFTA); l'Union économique eurasiatique (EAEUSFTA); l'Union européenne (EUSFTA); le Japon (JSEPA); la Nouvelle-Zélande (ANZSCEP); le Panama (PSFTA); le Pérou (PeSFTA); le Sri Lanka (SLSFTA); la République de Corée (KSFTA); le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (ASTEP); la Turquie (TRSFTA); et les États-Unis (USSFTA).

⁶³ Les accords régionaux sont l'Accord établissant la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZFTA), l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), le Partenariat économique régional global (RCEP) et l'Accord de partenariat économique stratégique transpacifique (Trans-Pacific SEP).

⁶⁴ Documents de l'OMC G/STR/N/16/SGP du 7 avril 2016; G/STR/N/17/SGP du 8 janvier 2018; et G/STR/N/18/SGP du 13 octobre 2020.

finances est l'unique actionnaire de Temasek.⁶⁵ GIC Pte Limited, une autre société d'investissement détenue par l'État, gère les réserves en devises du gouvernement.⁶⁶

3.130. Au 31 mars 2020, la valeur nette du portefeuille de Temasek était de 306 milliards de SGD (214 milliards d'USD), contre 242 milliards de SGD à la fin de mars 2016. Ses investissements sont diversifiés dans plusieurs secteurs économiques: services financiers (23%); télécommunications, médias et technologies (21%); biens de consommation et activités immobilières (17%); transport et secteur industriel (16%); sciences de la vie et agro-industries (8%); fonds multisectoriels (8%); énergie et ressources (2%); et autres (5%). Les deux tiers des expositions sous-jacentes de Temasek restent concentrés en Asie (y compris à Singapour, à hauteur de 24%), bien qu'il y ait eu un rééquilibrage en faveur de l'Amérique du Nord et de l'Europe au cours de ces dernières années.⁶⁷

3.131. Temasek gère ses investissements sur une base commerciale en vue de rendements à long terme. Elle s'acquitte de taxes auprès des autorités et distribue des dividendes à son actionnaire. En tant que propriétaire de Temasek, le gouvernement ne lui accorde aucun traitement spécial. Le Conseil d'administration et les dirigeants de la société prennent leurs propres décisions en matière d'investissements et de cessions, ainsi qu'en matière commerciale et opérationnelle. D'après les autorités, le gouvernement ne prend pas part à ces décisions; il veille plutôt à ce qu'un Conseil d'administration compétent soit en place, qui doit lui rendre compte et est tenu de dégager un rendement des actions à long terme. La nomination et la révocation des membres du Conseil d'administration de Temasek et de son Directeur général sont soumises à l'approbation du Président de Singapour. De même, le Président joue un rôle de surveillant indépendant pour préserver les réserves et, à ce titre, son approbation est requise pour toute transaction qui aurait pour résultat la diminution des réserves accumulées de Temasek. Ces deux sauvegardes sont prescrites par la Constitution.

3.132. En sa qualité d'actionnaire, Temasek s'emploie à promouvoir la bonne gouvernance d'entreprise parmi les sociétés de son portefeuille, lesquelles reçoivent les orientations de leurs conseils d'administration et dirigeants respectifs. Temasek ne donne aucune instruction relative à leurs décisions ou opérations commerciales. Ses fonds proviennent principalement des produits des désinvestissements, des dividendes et des versements reçus au titre de son portefeuille. Ils sont complétés par les programmes d'émissions d'obligations et de papier commercial en euro de Temasek, des emprunts bancaires et les capitaux apportés par son actionnaire. En tant qu'investisseur, Temasek vise à créer des rendements durables à long terme. Depuis sa création en janvier 1974, et jusqu'en mars 2020, Temasek a dégagé un rendement composé annualisé de 14%. Le rendement de ses actions pour l'exercice 2020 était de -2,28% (en SGD comme monnaie de présentation).⁶⁸

3.133. La structure du gouvernement singapourien se caractérise notamment par l'existence d'un certain nombre d'organismes officiels. Des organismes gouvernementaux autonomes sont établis par des actes législatifs adoptés en tant que lois par le Parlement dans l'objectif de fournir des services publics ou d'exercer des activités qui font partie intégrante des fonctions essentielles du Ministère d'exécution dont ils dépendent. Les actes définissent la finalité, les droits et les attributions de chaque organisme.

3.134. Il existe actuellement 65 organismes officiels qui interviennent dans divers secteurs économiques et sociaux.⁶⁹ Au cours de la période à l'examen, six organismes officiels ont été créés ou restructurés:

- l'Agence gouvernementale de la technologie (GovTech) a été créée en 2016 pour conduire la stratégie du gouvernement relative au numérique et aux données;

⁶⁵ Conformément à la Loi instituant le Ministre des finances de Singapour (chapitre 183), le Ministre des finances est une personne morale.

⁶⁶ Pour de plus amples renseignements concernant GIC Pte Limited, consulter la page suivante: <https://www.gic.com.sg/>.

⁶⁷ Temasek (2020), *Temasek Review 2020: Committed, Resilient, Together*. Adresse consultée: <https://www.temasekreview.com.sg/#performance-overview>.

⁶⁸ Temasek (2020), *Temasek Review 2020: Committed, Resilient, Together*. Adresse consultée: <https://www.temasekreview.com.sg/#performance-overview>.

⁶⁹ La liste des organismes officiels peut être consultée à l'adresse suivante: <https://www.sgdi.gov.sg/statutory-boards>.

- l'Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias (IMDA) a été établie en 2016, à la suite de la restructuration et de la fusion de la Direction du développement de l'information et de la communication et de la Direction du développement des médias;
- Enterprise Singapore (ESG) a été établie en 2018; elle regroupe les fonctions de l'International Enterprise Singapore et de SPRING Singapore;
- la Commission de la concurrence de Singapour a été rebaptisée "Commission de la concurrence et de la consommation de Singapour (CCCS)" en 2018 et compte désormais la protection des consommateurs comme fonction supplémentaire;
- l'Équipe nationale pour la science et la technologie (HTX) a été créée en 2019 en tant qu'agence scientifique et technologique de la sécurité intérieure de Singapour;
- l'Agence des produits alimentaires de Singapour (SFA) a été établie en 2019; elle a repris les activités exercées dans le domaine alimentaire par la Direction des affaires agroalimentaires et vétérinaires (AVA), aujourd'hui dissoute, et a intégré les fonctions relatives à ce domaine qui relevaient auparavant de l'Autorité des sciences de la santé.

3.3.6 Marchés publics

3.135. Au cours de la période 2015-2019, la valeur totale des marchés publics passés chaque année par le gouvernement de Singapour (à l'exclusion des achats classés secrets du Ministère de la défense) s'est établie entre 26,6 milliards de SGD et 40,7 milliards de SGD, ce qui représente entre 5,9% et 8,5% du PIB de Singapour (tableau 3.10). D'après les autorités, chaque année de la même période, 80% des marchés étaient passés au moyen de procédures d'appel d'offres ouverts, représentant environ 90% de la valeur totale des marchés. La participation des PME aux marchés publics a été relativement positive: elles ont obtenu plus de 75% des marchés adjugés au cours de la période 2015-2019, soit environ 40% de la valeur des marchés.⁷⁰

Tableau 3.10 Marchés publics, exercice budgétaire 2015-2019

	2015	2016	2017	2018	2019
Valeur totale des marchés adjugés (milliards de SGD)	32,1	26,6	40,7	30,0	28,3
Valeur totale des marchés adjugés (% du PIB)	7,5	5,9	8,5	5,9	5,6
Répartition par secteur (%)					
Construction (%)	57,2	43,5	53,8	56,9	62,0
Services (%)	34,1	46,0	27,9	32,7	28,7
Marchandises (%)	8,6	10,4	8,2	10,4	9,4

Source: Renseignements communiqués par le Ministère des finances.

3.136. En 2019, la valeur totale des marchés publics attribués s'élevait à 28,3 milliards de SGD. S'agissant des types de marchés, les marchés de construction représentaient 62% de la valeur totale des adjudications, les marchés de services 28,7% et l'achat de marchandises 9,4%.

3.137. Singapour est partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) depuis 1997. Elle a ratifié le Protocole portant amendement de cet accord adopté en mars 2012, et l'AMP révisé est entré en vigueur pour elle le 6 avril 2014. Au titre de l'Accord révisé, Singapour a élargi la portée de ses engagements en y intégrant les services de recherche de cadres (CPC 87201).⁷¹ Singapour maintient les valeurs de seuil prévues par l'AMP pour les marchés couverts. En 2018 (dernière année pour laquelle des données étaient disponibles au moment de la rédaction du présent rapport), la valeur totale des marchés d'un montant supérieur aux seuils de l'AMP était de 6,5 milliards de SGD pour les marchandises et les services (à l'exclusion de la construction) et de 15,8 milliards de SGD pour les services de construction.

⁷⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

⁷¹ Les services de recherche de cadres (CPC 87201) sont des "services de recherche, de sélection et d'orientation de cadres pour le compte de tiers. Entrent dans la présente catégorie les services fournis par des administrateurs et des gestionnaires supérieurs dont les fonctions consistent généralement à planifier, organiser, diriger et contrôler les activités d'entreprises privées ou publiques par l'entremise de cadres moyens. Ces services peuvent être fournis à l'employeur potentiel ou au demandeur d'emploi et peuvent comprendre la formulation de descriptions de poste, la sélection et l'examen des candidats, la vérification des références ainsi que d'autres travaux de recherche".

3.138. Le cadre juridique relatif aux marchés publics n'a pas évolué depuis l'examen précédent. La Loi sur les marchés publics (chapitre 120)⁷², qui constitue la loi générale régissant les marchés publics, comprend trois règlements d'application principaux: l'Ordonnance sur les marchés publics (application), le Règlement sur les marchés publics (procédures de contestation) et le Règlement sur les marchés publics de 2014.⁷³ Ce dernier a établi les règles générales sur les modalités d'achat que doivent suivre les organismes gouvernementaux et a également intégré les prescriptions prévues par l'AMP révisé. La législation susmentionnée est complétée par des ordonnances et des lignes directrices publiées par le Ministère des Finances, y compris par un guide qui présente aux fournisseurs des renseignements pratiques sur la passation des marchés publics.⁷⁴

3.139. La Loi sur les marchés publics s'applique aux achats de marchandises et de services visés qui sont réalisés par des autorités contractantes spécifiques. Les autorités contractantes désignées figurent sur la deuxième liste de l'Ordonnance sur les marchés publics (application), tandis que les marchandises et services visés sont énoncés dans plusieurs listes de ce même texte.⁷⁵

3.140. À Singapour, la fonction de passation de marchés est largement décentralisée; les marchés sont ainsi généralement passés par les ministères, agences et organismes officiels. Cependant, certains achats centralisés sont effectués par le Ministère des finances et d'autres organismes principaux. En tout état de cause, tous les organismes gouvernementaux doivent souscrire aux règles établies au niveau central concernant les marchés publics, qui sont publiées par le Ministère des finances. Le gouvernement peut faire participer le secteur privé à la fourniture de services publics par le biais de partenariats public-privé, habituellement dans le cadre de grands projets.⁷⁶

3.141. Les marchés publics de Singapour reposent sur trois principes fondamentaux: concurrence ouverte et équitable, transparence et optimisation des ressources. Les principes du traitement national et de la non-discrimination sont énoncés dans le Règlement sur les marchés publics de 2014 (article 4, paragraphe 1). La plupart des accords commerciaux internationaux auxquels Singapour est partie contiennent des chapitres consacrés aux marchés publics, y compris des dispositions relatives au traitement national et à la non-discrimination. Selon les autorités, les procédures ouvertes de passation des marchés et la non-discrimination constituent également les pratiques par défaut pour les marchés qui ne sont pas visés par les accords commerciaux de Singapour.

3.142. Les procédures de passation de marchés sont restées pour l'essentiel inchangées depuis 2016. En fonction du montant estimé du marché, la passation peut être réalisée selon la procédure des "achats de faible valeur", ou sur la base d'offres de prix, ou par appel d'offres. Pour les marchés dont le montant estimé ne dépasse pas 6 000 SGD⁷⁷, les entités contractantes peuvent effectuer des achats standard ou s'adresser directement à des fournisseurs connus. Les marchés dont le montant est supérieur à 6 000 SGD mais inférieur à 90 000 SGD⁷⁸ font l'objet d'offres de prix ouvertes. Dans le cadre de cette procédure, au moins deux fonctionnaires sont responsables de l'achat: l'un est chargé de solliciter les offres, de les recevoir, de les évaluer et de recommander un fournisseur, et l'autre doit approuver la recommandation. Pour les marchés dont le montant estimé est supérieur à 90 000 SGD, les appels d'offres ouverts doivent être utilisés par défaut. Cependant, dans certaines circonstances, par exemple lorsque des questions de sécurité nationale se présentent, lorsqu'il est nécessaire de protéger la santé et la sécurité publiques ou lorsqu'il n'existe qu'un seul fournisseur sur le marché d'un bien ou d'un service, les entités contractantes peuvent recourir à des offres de prix ou à des appels d'offres limités.

⁷² Loi sur les marchés publics. Adresse consultée: <https://sso.agc.gov.sg/Act/GPA1997>.

⁷³ L'Ordonnance sur les marchés publics (application) peut être consultée à l'adresse suivante: <https://sso.agc.gov.sg/SL/GPA1997-OR1?DocDate=20191210>; Règlement sur les marchés publics (procédures de contestation). Adresse consultée: <https://sso.agc.gov.sg/SL/GPA1997-RG1?DocDate=20040229>; et Règlement sur les marchés publics de 2014. Adresse consultée: <https://sso.agc.gov.sg/SL/GPA1997-S269-2014?DocDate=20140404>.

⁷⁴ Le guide du fournisseur peut être consulté aux adresses suivantes: https://www.gebiz.gov.sg/docs/Supplier_Guide_Detailed.pdf (en intégralité) et https://www.gebiz.gov.sg/docs/Supplier_Guide_Summarised.pdf (résumé).

⁷⁵ Il s'agit des 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème} et 11^{ème} listes de l'Ordonnance.

⁷⁶ Ministère des finances, *Public Private Partnership Handbook*, deuxième version, mars 2012. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.sg/docs/default-source/policies/procurementprocess/ppphandbook2012.pdf>.

⁷⁷ Contre 5 000 SGD au moment du précédent examen.

⁷⁸ Contre 70 000 SGD au moment du précédent examen.

3.143. Les adjudications peuvent être effectuées par l'intermédiaire de procédures d'appels d'offres ouverts, sélectifs ou limités:

- Appels d'offres ouverts: tous les fournisseurs intéressés peuvent participer et présenter une offre pour répondre à une mise en adjudication. Cette procédure doit être utilisée pour tous les marchés dont le montant estimé est supérieur à 90 000 SGD.
- Appels d'offres sélectifs: il s'agit d'une procédure en deux étapes qui peut être utilisée dans le cas de projets complexes. Lors de la première étape, les fournisseurs intéressés sont présélectionnés en fonction de leurs capacités dans le cadre d'un exercice de préqualification ouvert. Lors de la deuxième étape, seuls les fournisseurs présélectionnés sont invités à présenter leurs offres. Une nouvelle possibilité de participer à cette deuxième étape est donnée aux fournisseurs qui n'ont pas pris part à la première. Aucun seuil n'est appliqué aux appels d'offres sélectifs.
- Appels d'offres limités: au titre de cette procédure, un ou quelques fournisseurs sélectionnés seulement sont invités à soumissionner. Cette procédure est autorisée dans les conditions suivantes (indépendamment du montant du marché): i) lorsque les appels d'offres ouverts ou sélectifs n'ont suscité aucune réponse; ii) lorsqu'il n'y a qu'un seul fournisseur (dans le cas d'œuvres d'art ou à des fins de protection des droits de propriété intellectuelle); iii) lorsqu'il est nécessaire d'assurer la compatibilité avec des équipements existants; iv) dans des situations d'extrême urgence provoquées par des circonstances imprévisibles; v) lorsqu'il est nécessaire de mettre au point des prototypes pour la recherche; vi) lorsque les marchandises sont achetées sur un marché de produits de base; vii) dans des conditions exceptionnellement avantageuses qui ne se présentent qu'à très court terme; et viii) dans le cadre de concours. Une entité contractante ne peut lancer d'appels d'offres limités en vue d'éviter la concurrence, de protéger des fournisseurs établis à Singapour ou de discriminer d'une autre manière tout fournisseur admissible.⁷⁹

3.144. Les entités contractantes sont autorisées à regrouper les demandes pour leurs propres besoins ou pour le compte d'autres entités. En règle générale, les marchés sont alors signés à la suite d'un appel d'offres ouvert ou d'une procédure d'offres de prix. Le regroupement des demandes peut prendre la forme d'un "marché périodique" ou d'un accord-cadre. Les marchés périodiques sont utilisés lorsque l'objet du marché et le prix de revient unitaire sont fixés pour toute la durée du marché. Les accords-cadres peuvent être signés lorsque le prix des achats est susceptible de fluctuer. Les marchés relevant des systèmes d'accords-cadres sont adjugés à la suite d'une procédure de demande de prix adressée à tous les fournisseurs admissibles.

3.145. Les avis d'appels d'offres sont publiés sur le site Web du système de commerce électronique du gouvernement (GeBIZ).⁸⁰ Les fournisseurs peuvent également consulter en ligne la liste indicative des marchés publics potentiels, sur laquelle figurent généralement les marchés dont le montant est supérieur à 200 000 SGD.⁸¹ La documentation relative à l'appel d'offres doit contenir tous les renseignements nécessaires pour permettre aux fournisseurs d'élaborer et de présenter des soumissions valables. Les appels d'offres doivent être actifs pendant au moins 14 jours civils (25 jours pour les appels d'offres visés par les accords commerciaux internationaux signés par Singapour) afin de garantir que les fournisseurs disposent d'un délai suffisant pour présenter leurs offres. Les spécifications techniques ne doivent pas être établies de manière à limiter la concurrence; elles doivent renvoyer aux performances et à des exigences fonctionnelles (plutôt qu'à la conception et à des caractéristiques descriptives) et être fondées, le cas échéant, sur des normes internationales.⁸² Les entités contractantes ne doivent pas rechercher ni imposer d'"opérations de compensation", c'est-à-dire des conditions ou engagements comme l'utilisation d'éléments d'origine nationale, l'octroi de licences pour des technologies, l'investissement, les échanges compensés ou autres exigences analogues.⁸³

⁷⁹ Règlement sur les marchés publics de 2014, règle 26 1)-2).

⁸⁰ Il s'agit du portail d'affaires unique du gouvernement où les fournisseurs peuvent communiquer par voie électronique avec tous les organismes gouvernementaux.

⁸¹ GeBIZ, *Indicative Government Procurement Opportunities*. Adresse consultée: <https://www.gebiz.gov.sg/ptn/ppplisting/search.xhtml>.

⁸² Règlement sur les marchés publics de 2014, article 18.

⁸³ Règlement sur les marchés publics de 2014, article 9.

3.146. Les fournisseurs souhaitant participer aux marchés publics doivent s'enregistrer comme partenaires commerciaux de GeBIZ pour pouvoir soumissionner. Plus de 100 000 partenaires commerciaux de GeBIZ sont actuellement enregistrés. Les entreprises qui ne sont pas des partenaires commerciaux de GeBIZ peuvent tout de même consulter les avis d'appels d'offres et s'enregistrer en tant que partenaires commerciaux afin de participer à un appel spécifique. Pour certains appels d'offres, les fournisseurs peuvent être tenus de s'enregistrer en tant que fournisseurs de l'État pour être sélectionnés; cette prescription doit être mentionnée dans l'avis et les documents pertinents.⁸⁴ Il existe deux autorités centrales compétentes pour l'enregistrement: i) le Ministère des finances pour les marchés de biens et services en général⁸⁵; et ii) la Direction des bâtiments et de la construction pour les produits et services de construction.

3.147. L'évaluation des offres est fondée sur les spécifications de l'appel d'offres et sur les critères qui y figurent. Les offres sont évaluées de façon globale en tenant compte du prix et d'autres facteurs comme la qualité des marchandises et des services, la rapidité des livraisons, la fiabilité et le service après-vente. Les appels d'offres complexes sont évalués par une équipe de fonctionnaires dotés des compétences techniques requises. Les marchés dont le montant est supérieur à 90 000 SGD doivent être approuvés par un comité d'adjudication comptant au moins trois hauts fonctionnaires. Les fournisseurs nationaux n'ont pas droit à des préférences ou à des marchés réservés. Pour les appels d'offres ouverts et sélectifs, l'entité contractante doit publier un avis d'adjudication et informer tous les participants à la procédure de sa décision dans les plus brefs délais après l'adjudication du marché.

3.148. Le Tribunal des marchés publics traite les plaintes relatives aux cas de non-respect allégué. Le Ministère des finances désigne le Commissaire et les Vices-Commissaires du Tribunal. Un soumissionnaire peut contester la décision d'adjudication au motif d'un manquement commis par l'entité contractante et ayant entraîné des pertes ou des dommages. Il revient au soumissionnaire non retenu de prouver que l'entité contractante a manqué à ses obligations. Les contestations doivent être présentées au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la date où sont intervenus les faits motivant le recours. Une copie de l'avis de contestation doit être adressée à l'entité contractante concernée. Les autorités indiquent qu'à ce jour, aucune affaire n'est allée au bout du processus d'examen devant le Tribunal, et aucune affaire n'a été introduite au cours de la période 2015-2019. Les décisions relatives aux marchés publics ne peuvent être contestées par l'intermédiaire de poursuites judiciaires; toutes les contestations doivent être traitées dans le cadre de la Loi sur les marchés publics et de ses règlements d'application.

3.149. Des audits externes sont régulièrement menés pour contrôler le respect des règles de passation des marchés de Singapour. Ces audits incluent les activités de vérification du Bureau du vérificateur général des comptes, qui sont publiées chaque année. Dans son rapport sur l'exercice financier 2019/20, le vérificateur général des comptes a souligné certains problèmes, comme une évaluation inappropriée du caractère raisonnable du prix dans le cas d'une offre, une évaluation des offres non conforme aux critères publiés, des paramètres liés au volume non déterminés avant la clôture d'un appel d'offres et des erreurs de fixation de prix non détectées dans des appels d'offres.⁸⁶ Le Bureau du vérificateur général des comptes a également relevé un examen insuffisant des modifications de contrats dans le cadre de la gestion des contrats.⁸⁷

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.3.7.1 Introduction

3.150. Au cours de la période à l'examen, Singapour a continué à faire évoluer son régime de propriété intellectuelle (PI), qui offre l'une des plus fortes protections au monde dans ce domaine.⁸⁸

⁸⁴ La prescription d'enregistrement en tant que fournisseur de l'État s'applique uniquement à certains marchés dont le montant est supérieur à 90 000 SGD et pour lesquels les capacités financières et autres du soumissionnaire doivent faire l'objet de garanties supplémentaires.

⁸⁵ L'entreprise CrimsonLogic Pte Ltd a été désignée par le Ministère des finances pour réaliser le processus d'enregistrement.

⁸⁶ République de Singapour, *Report of the Auditor-General for the Financial Year 2019/20*. Adresse consultée: <https://www.ago.gov.sg/docs/default-source/report/871d5a31-829c-4682-9716-8c61cf742c49.pdf>.

⁸⁷ République de Singapour, *Report of the Auditor-General for the Financial Year 2019/20*.

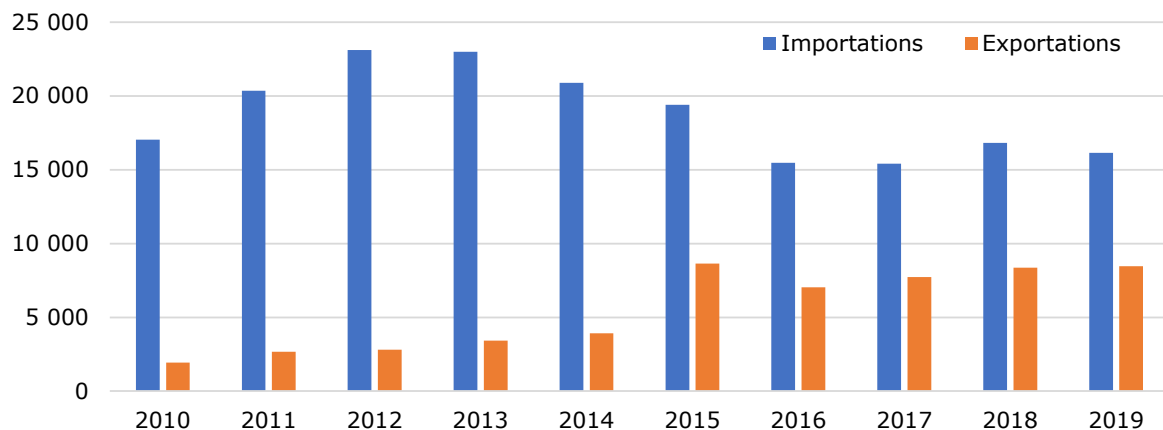
⁸⁸ D'après le classement du Forum économique mondial relatif à la protection de la PI, Singapour arrive en deuxième place au niveau mondial (après la Finlande). WEF, *The Global Competitiveness Report 2019*, pages 506 à 508. Adresse consultée: http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf.

L'Office de la propriété intellectuelle de Singapour (IPOS) est considéré comme l'un des offices de PI les plus respectés, dynamiques et innovants au monde, comme en témoigne l'élection de son ancien directeur, Daren Tang, au poste de Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en 2020.⁸⁹

3.151. Singapour est convaincue que les actifs incorporels comme les droits de PI dynamiseront de plus en plus sa croissance, et elle a pour objectif de devenir une plate-forme pour les flux mondiaux d'actifs de PI en Asie.⁹⁰ Les recettes commerciales provenant des redevances de PI et des droits de licence sont passées de 1,4 milliard d'USD en 2009 à 8,5 milliards d'USD en 2019, et le déficit commercial associé s'est considérablement réduit depuis 2010 (graphique 3.1). Le stock de capital de Singapour lié aux produits de la PI, une sous-catégorie de capital immatériel qui comprend principalement l'investissement en recherche-développement et en logiciels, a augmenté d'environ 12% par an entre 2006 et 2016; son niveau par rapport au PIB est ainsi comparable à celui des États-Unis et sa contribution au PIB réel s'est élevée à environ 0,6% par an en moyenne entre 2011 et 2016.⁹¹

Graphique 3.1 Frais pour usage de la propriété intellectuelle, n.i.a., 2010-2019

(Millions d'USD)



Source: Portail de données de l'OMC. Adresse consultée: <http://data.wto.org>.

3.152. En 2013, le gouvernement a lancé son Plan directeur sur 10 ans visant à faire de Singapour une plate-forme de propriété industrielle (le "Plan directeur"), l'objectif étant de tirer parti du régime solide de Singapour en matière de protection de la PI, des infrastructures juridiques et financières, de la main-d'œuvre qualifiée, de l'interconnexion mondiale et de la culture favorable aux entreprises en vue d'attirer des actifs de PI et de devenir une plate-forme pour: i) les transactions et la gestion liées à la PI; ii) les dépôts pour une PI de qualité; et iii) le règlement des litiges en matière de PI. Lors d'une mise à jour du Plan directeur en 2017, des recommandations émises par le Comité de la future économie ont été intégrées, leur objectif étant de renforcer les capacités des entreprises pour qu'elles puissent innover et se développer en s'appuyant sur des capacités accrues en matière de commercialisation de la PI.⁹² Plusieurs initiatives gouvernementales observées au cours de la période considérée peuvent être associées à ce Plan directeur.

⁸⁹ World Trademark Review a récemment désigné l'IPOS comme le registre de PI le plus innovant au monde, juste devant l'EUIPO. Lince T., "Singapore Ranked World's Most Innovative IP Office in Exclusive Research", *World Trademark Review*, 6 avril 2020. Adresse consultée:

<https://www.worldtrademarkreview.com/enforcement-and-litigation/singapore-ranked-worlds-most-innovative-ip-office-in-exclusive-research>.

⁹⁰ MTI, *Speech by Minister Chan Chun Sing at IP Week @ SG 2019*, 27 août 2019. Adresse consultée: <https://www.mti.gov.sg/Newsroom/Speeches/2019/08/Speech-by-Minister-Chan-Chun-Sing-at-IP-Week-at-SG-2019>.

⁹¹ IPOS, "Transformation of the Intellectual Property Office of Singapore to Strengthen the Innovation Ecosystem of Singapore", Séminaire régional de l'OMPI, 24 août 2020. Adresse consultée: [wipo_webinar_wso_2020_1_sg.pdf](https://www.wipo.int/pressroom/2020/01/singapore-ip-office-transformation); FMI (2018), *Singapore: Staff Report for the 2018 Article IV Consultation*, Country Report n° 18/245, page 7. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/07/27/Singapore-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-46131>.

⁹² IPOS, *Update to the Intellectual Property Master Plan*, mai 2017. Adresse consultée: https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/about-ipos-doc/full-report_update-to-ip-hub-master.

3.3.7.2 Politiques en matière de promotion et de commercialisation de l'innovation

3.153. Singapour a été désignée comme l'économie la plus compétitive au monde dans le rapport sur la compétitivité mondiale 2019 du Forum économique mondial. Elle occupait la 13^{ème} place selon le sous-critère de la capacité d'innovation et la 14^{ème} selon celui du dynamisme des entreprises.⁹³ Sur l'indice mondial de l'innovation 2020, Singapour occupait la première place de la région Asie-Pacifique et la huitième place dans le monde. Cependant, d'après cet indice, les résultats de Singapour dans les domaines de la créativité, des connaissances et des résultats technologiques – y compris les dépôts de brevets, de marques et de dessins et modèles industriels effectués par les résidents – sont inférieurs à ceux escomptés compte tenu des investissements innovants qui ont été réalisés.⁹⁴

3.154. Les dépenses intérieures brutes de Singapour en R&D exprimées en pourcentage du PIB ont suivi une tendance à la baisse au cours de la période à l'examen et s'établissaient à 1,84 % en 2018, soit un niveau inférieur à la moyenne de l'OCDE (2,38%), malgré la hausse du financement public enregistrée pendant la même période. La part de la R&D financée par l'État à Singapour est supérieure à la moyenne de l'OCDE.⁹⁵ Dans le cadre du sixième plan quinquennal science et technologie, à savoir le Plan pour la recherche, l'innovation et les entreprises à l'horizon 2020, le gouvernement s'est engagé à financer la R&D à hauteur de 19 milliards de SGD entre 2016 et 2020. Avec l'appui de la recherche universitaire interdisciplinaire, de la main-d'œuvre et des programmes consacrés à l'innovation et aux entreprises, ce Plan a mis l'accent sur quatre domaines technologiques stratégiques: l'industrie et l'ingénierie de pointe, la santé et les sciences biomédicales, les solutions et la soutenabilité urbaines, et les services et l'économie numérique.⁹⁶

3.155. Outre les efforts qu'il déploie pour la R&D, le gouvernement propose des programmes par l'intermédiaire de divers organismes, y compris ESG, l'Agence de la science, de la technologie et de la recherche, l'Office du développement économique et l'IPOS, dans l'objectif de soutenir le développement de compétences en matière de R&D, l'élaboration de nouvelles technologies et la création de PI. Les organismes établissent souvent des partenariats entre eux et avec des instituts de recherche, des associations professionnelles, des établissements du secteur privé et d'autres entités.⁹⁷

3.156. Au cours de la période à l'examen, l'IPOS est passé du statut d'organisme d'enregistrement et de réglementation à celui d'"organisme d'innovation" et ses activités ont été élargies pour inclure la commercialisation de la PI.⁹⁸ À cette fin, il a entrepris un certain nombre d'initiatives souvent menées en collaboration avec d'autres organismes, y compris l'élaboration d'un nouveau cadre national de compétences afin de créer un bassin de compétences en matière de PI dans le pays; la mise au point de services d'audit et de conseils stratégiques en matière de PI; et des programmes visant à améliorer la divulgation de PI, l'évaluation de la PI et l'accès aux financements et aux

[plan_final.pdf](#). Voir également MTI, *Report of the Committee on the Future Economy: Pioneers of the Next Generation*, février 2017. Adresse consultée: https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Resources/Publications/Report-of-the-Committee-on-the-Future-Economy/CFE_Full-Report.pdf.

⁹³ Forum économique mondial, *The Global Competitiveness Report 2019*, pages 506 à 508. Adresse consultée: http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf.

⁹⁴ Dutta, S., Lanvin, B. et Wunsch-Vincent, S. (éd.) (2020), *Global Innovation Index 2020: Who Will Finance Innovation?* 13^{ème} éd., Cornell University, INSEAD et OMPI. Adresse consultée: https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_gii_2020.pdf.

⁹⁵ OCDE, *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, volume 2020, numéro 1, tableau 2: Dépenses intérieures brutes de R&D (DIRD) en pourcentage du PIB, et tableau 12: Dépenses intérieures brutes de R&D (DIRD) financées par l'État en pourcentage du PIB. Adresse consultée: <https://doi.org/10.1787/0b9ca063-fr>.

⁹⁶ MTI, *Research Innovation Enterprise 2020 Plan: Winning the Future Through Science and Technology*. Adresse consultée: <https://www.mti.gov.sg/-/media/MTI/Resources/Publications/Research-Innovation-and-Enterprise-RIE-2020/RIE2020.pdf>.

⁹⁷ Document de l'OMC IP/C/M/91/Add.1 du 2 avril 2019, paragraphe 228; ESG, *Growing Enterprises*. Adresse consultée: <http://enterprisesg.gov.sg>; Office du développement économique de Singapour, *How We Help – Incentives and Schemes*. Adresse consultée: <https://www.edb.gov.sg/en/how-we-help/incentives-and-schemes.html>.

⁹⁸ Document de l'OMC IP/C/M/90/Add.1 du 15 janvier 2019, paragraphe 481; Koh, D., "Exclusive - The Ongoing Journey of the Intellectual Property Office of Singapore (IPOS) from Registry and Regulator to Builder of Singapore's Innovation Ecosystem", *OpenGov*, 21 novembre 2017. Adresse consultée: <https://opengovasia.com/exclusive-the-ongoing-journey-of-the-intellectual-property-office-of-singapore-ipos-from-registry-and-regulator-to-builder-of-singapores-innovation-ecosystem/>.

assurances pour aider entre autres les jeunes entreprises riches en PI. Des mécanismes de subventions et de financements sont mis à la disposition des entreprises nationales pour couvrir les coûts liés à la PI et des allègements fiscaux peuvent être accordés pour encourager l'utilisation et la commercialisation de la PI créée à partir d'activités de R&D.⁹⁹ L'IPOS aide également les organismes publics à gérer et à commercialiser la PI découlant de la R&D financée par des fonds publics, conformément au Protocole national de propriété intellectuelle qui donne aux organismes la possibilité de concéder des licences ou de céder des droits de PI à l'industrie.¹⁰⁰

3.157. L'IPOS s'est également engagé à promouvoir l'innovation et la commercialisation de la PI en écourtant les délais d'examen des demandes au moyen de programmes rapides ou accélérés. Alors que ces programmes étaient initialement réservés aux brevets sur les technologies financières et l'intelligence artificielle, l'IPOS a dévoilé un nouveau programme indépendant de tout secteur et de tout type de PI en 2020. Dans le cadre du Programme accéléré SG IP (SG IP FAST), les brevets dont la demande d'enregistrement est déposée pour la première fois à Singapour peuvent être délivrés en seulement six mois. Les requérants qui ont obtenu un brevet dans le cadre de la procédure accélérée du programme SG IP FAST peuvent également demander l'examen accéléré des demandes relatives à une marque associée et à des dessins et modèles déposés : une simple demande de dépôt de marque peut être enregistrée en seulement trois mois, et une simple demande relative à un dessin ou modèle industriel peut être enregistrée en seulement un mois. Cette initiative vise à garantir les droits des innovateurs et des entreprises, qu'elles peuvent invoquer pour obtenir des financements ou servir de tremplin vers les marchés mondiaux.¹⁰¹

3.3.7.3 Contexte international

3.158. Singapour s'est engagée à harmoniser ses politiques et sa législation avec les normes internationales. Elle est devenue partie à plusieurs traités et conventions internationaux concernant la PI, dont 15 traités administrés par l'OMPI. Au cours de la période à l'examen, Singapour a adhéré à l'Arrangement de Locarno de l'OMPI instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels (Arrangement de Locarno), qui est entré en vigueur sur son territoire le 19 mars 2020.¹⁰² Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC est entré en vigueur pour Singapour le 23 janvier 2017. Singapour est également signataire de l'Accord commercial relatif à la contrefaçon (qui n'est pas encore entré en vigueur).

3.159. Singapour a également adhéré à un certain nombre d'instruments bilatéraux, régionaux et multilatéraux, y compris des accords commerciaux régionaux (ACR), des traités d'investissement, des accords-cadres, des mémorandums d'accord et des mémorandums de coopération portant sur la PI. La quasi-totalité des ACR de Singapour en vigueur contiennent des dispositions relatives à la PI, et ceux conclus avec des économies développées, y compris les États-Unis et l'Australie, comprennent généralement des prescriptions détaillées en matière de protection de la PI. L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et l'Accord de libre-échange Union européenne-Singapour, tous deux entrés en vigueur au cours de la période à l'examen, ainsi que le Partenariat économique régional global (RCEP), signé pendant cette période, contiennent de vastes chapitres relatifs à la PI et prévoient des niveaux de protection élevés.

3.160. Singapour continue de renforcer ses liens avec d'autres régimes de PI. Elle a créé un réseau d'accords réunissant à ce jour plus de 70 marchés, qui représentent 90% du commerce mondial, afin de faciliter l'exportation et le commerce de la PI. Le programme Global Patent Prosecution Highway (GPPH), la coopération en matière d'examen de brevets de l'ASEAN et les programmes pilotes bilatéraux de procédure accélérée d'examen des brevets (PPH) menés avec la Chine, le Brésil,

⁹⁹ IPOS, *The Innovation Universe*, 2019. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/media-events-docs/publications/ipos-brochure-2019.pdf>; IPOS, *Annual Report 2019/2020 - IP Inc.: Bringing Value to Enterprises of the Future*. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/about-ipos-doc/annual-reports/ipos-annual-report-2019-2020.pdf>.

¹⁰⁰ Document de l'OMC IP/C/M/91/Add.1 du 2 avril 2019, paragraphes 225 et 226. Voir également IPOS, *Managing IP in the Public Sector by IP Management (Govt)*. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/understanding-innovation-ip/public-sector>. Le Protocole national de propriété intellectuelle étant confidentiel, il n'est pas rendu public.

¹⁰¹ IPOS, *Acceleration Programs*. Adresse consultée: <http://www.ipos.gov.sg/protecting-your-ideas/patent/application-process/accelerated-programmes>.

¹⁰² OMPI, *Traités administrés par l'OMPI*. Adresse consultée: https://wipolex.wipo.int/fr/treaties/ShowResults?start_year=ANY&end_year=ANY&search_what=C&country_id=154C&treaty_all=ALL.

le Mexique et l'Office européen des brevets réduisent les délais nécessaires pour obtenir des brevets dans les pays partenaires, ce qui permet aux détenteurs de droits d'entrer plus rapidement sur de nouveaux marchés.¹⁰³

3.161. Singapour collabore également avec des pays qui ont désigné l'IPOS comme Administration chargée de la recherche internationale et Administration chargée de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées au titre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de l'OMPI. Actuellement, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, les États-Unis, l'Indonésie, le Japon, le Mexique, la République de Corée, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande, l'Ouganda et le Viet Nam autorisent leurs entreprises à présenter un rapport de recherche et d'examen émis par l'IPOS pour appuyer leurs demandes de brevet.¹⁰⁴

3.162. Singapour participe aussi activement, avec les États membres de l'ASEAN, au Groupe de travail de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle qui vise à harmoniser et à améliorer les régimes des membres en matière de PI, y compris par la mise en œuvre d'objectifs stratégiques et d'initiatives dans le cadre du Plan d'action de l'ASEAN pour la protection des droits de propriété intellectuelle 2016-2025.¹⁰⁵

3.3.7.4 Cadre réglementaire

3.163. Le cadre institutionnel du régime de PI de Singapour n'a pas été modifié au cours de la période considérée. Le Ministère de la justice est responsable de l'élaboration des politiques et des stratégies en matière de PI, en étroite collaboration avec l'IPOS, lequel, entre autres fonctions, met en œuvre la législation, administre les registres de PI, représente le gouvernement au niveau international pour les questions liées à la PI et fait connaître la PI. IPOS International, une filiale détenue en totalité par l'IPOS, aide les entreprises à commercialiser leurs actifs de PI et d'autres biens incorporels, et fournit des services de gestion de la PI aux organismes publics.

3.164. Le tableau A3.3 donne un aperçu des lois de fond relatives aux principales catégories de droit de PI. Plusieurs lois sur la PI ont été modifiées au cours de la période considérée, comme indiqué ci-après dans les sections pertinentes. Les modifications n'ont pas encore été notifiées au Conseil des ADPIC.

3.3.7.5 Brevets

3.165. La Loi sur les brevets et les règlements connexes ont été modifiés au cours de la période à l'examen. Le délai de grâce applicable aux divulgations a été allongé pour inclure toute divulgation réalisée par l'inventeur dans les 12 mois précédant le dépôt pour tenir compte de la réalité du commerce d'aujourd'hui. Des modifications ont également été apportées pour évoluer vers un système dans lequel toutes les demandes sont examinées sur le fond au regard du droit national, suivant les pratiques des principales autorités chargées des brevets. De nouvelles procédures ont aussi été mises en place pour permettre aux tiers de présenter leurs observations sur la brevetabilité des demandes présentées avant la délivrance des brevets, ou de contester leur validité après délivrance. Les autres modifications ont trait aux procédures de dépôt dématérialisées, à la qualification et à l'enregistrement des agents de brevets, aux réductions de taxes et à l'inclusion du chinois comme langue autorisée pour les demandes internationales déposées au titre du PCT auprès de l'IPOS agissant en tant qu'office récepteur.

3.166. Le régime de brevets de Singapour a également évolué en dehors du contexte législatif. L'IPOS a mené un examen de la brevetabilité des gènes, en tenant compte des décisions de justice rendues par diverses juridictions sur la question, et a établi que les matières isolées ou purifiées ou

¹⁰³ MTI, *Speech by Minister Chan Chun Sing at IP Week @ SG 2019*, 27 août 2019. Adresse consultée: <https://www.mti.gov.sg/Newsroom/Speeches/2019/08/Speech-by-Minister-Chan-Chun-Sing-at-IP-Week-at-SG-2019>.

¹⁰⁴ Choo, C. Y. et Zou, C., "IPOS Expands Cooperation with the Republic of Korea and Lao People's Democratic Republic for PCT applications", *Spruson & Ferguson*, 1^{er} septembre 2020. Adresse consultée: <https://www.spruson.com/patents/ipos-expands-cooperation-with-the-republic-of-korea-and-lao-peoples-democratic-republic-for-pct-applications/>.

¹⁰⁵ ASEAN, *The ASEAN Intellectual Property Rights Action Plan 2016-2025*. Adresse consultée: [https://www.aseanip.org/Portals/0/ASEAN%20IPR%20ACTION%20PLAN%202016-2025%20\(for%20public%20use\).pdf?ver=2017-12-05-095916-273](https://www.aseanip.org/Portals/0/ASEAN%20IPR%20ACTION%20PLAN%202016-2025%20(for%20public%20use).pdf?ver=2017-12-05-095916-273).

les micro-organismes tels qu'ils existent dans la nature sont considérés comme des découvertes plutôt que comme des inventions et, en tant que tels, ne sont pas brevetables. Cependant, les nouvelles utilisations de ces matières ou micro-organismes peuvent être revendiquées comme des inventions.¹⁰⁶ Dans le domaine judiciaire, la Cour d'appel a confirmé l'application de l'interprétation téléologique des revendications de brevets dans le cadre d'une action en contrefaçon à la suite d'une décision du Royaume-Uni dans laquelle la doctrine des équivalents avait été appliquée.¹⁰⁷

3.167. Le tableau A3. 4 présente les statistiques relatives aux demandes d'enregistrement et aux enregistrements de brevets au cours de la période considérée. Le nombre de demandes d'enregistrement de brevets a augmenté de 21% entre 2016 et 2020. Au cours de la même période, le nombre de brevets délivrés a cependant baissé de près de 27%. Les inventeurs qui recherchent et obtiennent la protection conférée par un brevet à Singapour sont majoritairement d'origine étrangère, ce qui illustre le fait que, malgré sa taille relativement petite, Singapour joue un rôle important en tant que plate-forme de la PI en Asie du Sud-Est. La plupart des requérants étrangers viennent des États-Unis, du Japon, de Chine et d'Allemagne, les demandes provenant de Chine ayant augmenté à un rythme annuel moyen de 55% entre 2017 et 2019. L'IPOS reçoit la grande majorité des demandes par l'intermédiaire du système du PCT de l'OMPI. En 2019, les principales classes dans lesquelles des demandes de brevets étaient déposées étaient, dans l'ordre, "chimie ; métallurgie", "nécessités courantes de la vie", "physique", "électricité" et "techniques industrielles ; transports".¹⁰⁸

3.3.7.6 Dessins et modèles industriels

3.168. Au cours de la période à l'examen, Singapour a apporté plusieurs modifications à la Loi sur les dessins et modèles industriels et aux règlements y relatifs à la suite d'un examen global mené dans le contexte du Plan directeur de Singapour pour la conception à l'horizon 2025.¹⁰⁹ Ces modifications ont notamment élargi le champ d'application des dessins et modèles enregistrables pour y inclure les dessins et modèles virtuels de biens non matériels pouvant être projetés sur toute surface, et elles ont supprimé la prescription selon laquelle tout dessin ou modèle doit être appliqué à un produit par l'intermédiaire d'un "processus industriel". Les couleurs font désormais également partie des éléments de dessins ou modèles reconnaissables. La période de grâce pour les divulgations a aussi été alignée sur celle des brevets pour inclure toute divulgation réalisée par le concepteur dans les 12 mois suivant le dépôt. De même, la détention des droits par défaut pour une œuvre réalisée sur commande revient désormais au concepteur et non plus au commanditaire, bien que les parties puissent en convenir autrement dans le cadre d'un contrat. Ces modifications, ainsi que les réductions de taxes et l'adhésion de Singapour à l'Arrangement de Locarno, visent entre autres choses à stimuler les secteurs fondés sur la conception et la création de valeur, à aligner le régime de dessins et modèles de Singapour sur ceux des grandes juridictions et à accroître son attractivité en tant que lieu propice au dépôt de demandes internationales.

3.169. Après avoir affiché une croissance régulière entre 2005 et 2015, le nombre de demandes d'enregistrement de dessins et modèles à Singapour est resté relativement stable pendant la période considérée, malgré de légères fluctuations annuelles. En 2020, le nombre de dessins et modèles enregistrés a baissé de 12% par rapport à 2016 (tableau A3. 4). Dans le même temps, les requérants étrangers ont représenté une part croissante des enregistrements (73% en 2020). Au cours de la période à l'examen, les catégories les plus recherchées en vue de l'obtention de droits sur les dessins et modèles étaient la bijouterie et les appareils de communication.¹¹⁰ En outre, les demandes d'enregistrement de dessins et modèles dans le domaine des interfaces utilisateurs graphiques (GUI) ont augmenté de manière régulière, à un rythme de 27% par an en moyenne entre 2016 et 2019.

¹⁰⁶ IPOS, *Examination Guidelines for Patent Applications at IPOS*, avril 2019, paragraphe 8.12. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/resources-library/patents/guidelines-and-useful-information/examination-guidelines-for-patent-applications-at-ipos-2019-apr.pdf>. Voir *Assoc. for Molecular Pathology v Myriad Genetics, Inc.*, 569 U.S. 576 (2013); et *D'Arcy v Myriad Genetics Inc* [2015] HCA 35.

¹⁰⁷ *Lee Tat Cheng v Maka GPS Tech. Pte Ltd* [2018] 1 SLR 856. Voir *Eli Lilly v Actavis* [2017] UKSC 48.

¹⁰⁸ IPOS, *Annual Report 2019/2020 – IP Inc.: Bringing Value to Enterprises of the Future*, page 58. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/about-ipos-doc/annual-reports/ipos-annual-report-2019-2020.pdf>.

¹⁰⁹ Conseil DesignSingapore, *Design 2025 Masterplan*, 2015. Adresse consultée: <https://www.designsingapore.org/resources/design-2025.html>.

¹¹⁰ IPOS, *Annual Report 2019/2020 – IP Inc.: Bringing Value to Enterprises of the Future*, page 59. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/about-ipos-doc/annual-reports/ipos-annual-report-2019-2020.pdf>.

3.3.7.7 Marques

3.170. En 2019, la Loi sur les marques a été modifiée à la suite de la mise en œuvre de la Loi sur les indications géographiques de 2014. Ces modifications prévoyaient un refus d'enregistrement dans les cas suivants: i) la marque contient une indication géographique enregistrée ou une indication géographique visée par une demande d'enregistrement ayant été effectuée au titre de la Loi sur les indications géographiques avant la demande d'enregistrement de marque, ou elle est constituée par une telle indication; ii) les produits visés par la demande d'enregistrement de marque sont identiques ou similaires à des produits pour lesquels une indication géographique est enregistrée ou pour lesquels un enregistrement d'indication géographique est demandé; et ces produits ne sont pas originaires du lieu mentionné par l'indication géographique. Cependant, l'enregistrement ne peut être refusé en invoquant ces motifs si la demande a été effectuée de bonne foi ou si la marque a été utilisée sans discontinuer de bonne foi, que ce soit avant la date de la demande d'enregistrement de l'indication géographique à Singapour ou avant que l'indication géographique n'ait été protégée dans le pays d'origine.

3.171. Le nombre annuel de demandes d'enregistrement et d'enregistrements de marques à Singapour n'a cessé d'augmenter. Les demandes d'enregistrement de marques ont augmenté de près de 30% entre 2016 et 2020. Le nombre d'enregistrements de marques en vigueur a progressé de plus de 50% entre 2012 et 2019.¹¹¹ En 2020, 80% des demandes et des enregistrements émanaient de requérants étrangers, dont la majorité était originaire des États-Unis, de Chine, du Japon et d'Allemagne (tableau A3. 4). En 2019, les principales classes de produits et de services visées par des demandes d'enregistrement de marques étaient les suivantes: i) "appareils et instruments scientifiques, nautiques, géodésiques, photographiques, cinématographiques, etc.", ii) "publicité; gestion des affaires commerciales; administration commerciale; travaux de bureau"; et iii) "services scientifiques et technologiques ainsi que services de recherches et de conception y relatifs".¹¹² Au cours de la période considérée, le système de Madrid est devenu un canal de plus en plus important pour les demandes d'enregistrement de marques: pour la première fois en 2019, puis de nouveau en 2020, les demandeurs ont davantage choisi de passer par l'OMPI plutôt que de présenter leur demande directement auprès de l'IPOS.

3.172. Afin d'améliorer l'efficacité des dépôts de marques, l'IPOS a lancé en 2019 la première application mobile d'enregistrement de marques au monde. IPOS GO permet à ses utilisateurs de se renseigner sur différents types de droits de PI enregistrés (et non uniquement les marques) et de présenter une demande d'enregistrement de marque directement sur l'application mobile. En outre, l'application est dotée d'une technologie d'intelligence artificielle visant à améliorer les recherches concernant des marques similaires dans le registre de l'IPOS.

3.3.7.8 Indications géographiques

3.173. La Loi sur les indications géographiques de 2014 est entrée en vigueur en 2019, en même temps que le calendrier de ratification général de l'Accord de libre-échange Union européenne-Singapour. Les Règles sur les indications géographiques de 2019 ont été promulguées afin de fournir des orientations opérationnelles concernant le nouveau système d'enregistrement. En 2020, la Loi et les Règles ont été modifiées à la lumière des enseignements tirés de la première année de mise en œuvre pour permettre aux négociants et aux producteurs d'y voir plus clair. Ces modifications précisent le traitement des variantes d'une indication constituant une indication géographique, clarifient les prescriptions nécessaires pour déposer une demande de qualification des droits, et remplacent la procédure de qualification des droits après enregistrement par une nouvelle procédure de limitation de la portée des droits après enregistrement. En août 2020, 141 indications géographiques sur 143 demandes avaient été enregistrées; à l'exception d'une seule, toutes provenaient de l'Union européenne.¹¹³ Plus de la moitié portaient sur des vins ou des spiritueux.¹¹⁴

¹¹¹ IPOS, *Annual Report 2013/2014 – Ideas*, page 53. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/docs/default-source/about-ipos-doc/annual-reports/ipos-ar-2013-2014.pdf>; et IPOS, *Annual Report 2019/2020 – IP Inc.: Bringing Value to Enterprises of the Future*, page 61.

¹¹² IPOS, *Annual Report 2019/2020 – IP Inc.: Bringing Value to Enterprises of the Future*, page 57 et pages 65 à 70.

¹¹³ Renseignements communiqués par les autorités. Une indication géographique enregistrée provenait du Royaume-Uni, qui s'est par la suite retiré de l'Union européenne le 31 janvier 2020, et une autre du Japon.

¹¹⁴ IPOS, *Annual Report 2019/2020 – IP Inc.: Bringing Value to Enterprises of the Future*, page 76.

3.3.7.9 Droit d'auteur

3.174. La Loi sur le droit d'auteur et les règlements associés ont été modifiés à plusieurs reprises pendant la période à l'examen. En 2017, Singapour a mis à jour la liste positive des exceptions à l'interdiction générale relative au contournement des mesures de protection technologique.¹¹⁵ En 2019, la Loi a été modifiée pour permettre au Conseil de la bibliothèque nationale (NLB) de reproduire des contenus protégés par le droit d'auteur présentant une valeur historique qui ont été publiés au format électronique et de les mettre à disposition dans les locaux des bibliothèques et des archives à Singapour, et des garanties ont été instaurées pour éviter toute autre reproduction ou diffusion. Grâce à ces modifications, le NLB peut automatiquement "récolter en ligne" des contenus figurant sur des sites avec un nom de domaine en ".sg" sans porter atteinte au droit d'auteur.

3.175. Pour tenir compte de l'évolution technologique et de la protection des œuvres créatives à l'ère du numérique, le Ministère de la justice et l'IPOS ont entrepris de vastes consultations publiques en 2016 et 2017, puis publié un examen global du régime de droit d'auteur de Singapour en 2019.¹¹⁶ Des changements de grande ampleur ont été recommandés, y compris la restructuration et la reformulation de la Loi sur le droit d'auteur dans un anglais clair, la mise en place d'une nouvelle exception au droit d'auteur pour la fouille de textes et de données, et la création d'un nouveau régime de licences pour les organismes de gestion collective. Un projet de loi a été mis à la disposition du public en vue de recueillir des observations en février 2021.¹¹⁷

3.3.7.10 Moyens de faire respecter les droits

3.176. Les ports singapouriens restent des points de transit majeurs pour le commerce mondial des marchandises de contrefaçon.¹¹⁸ L'OCDE et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) ont placé Singapour au 25^{ème} rang dans le classement des économies ayant une propension à exporter des produits de contrefaçon.¹¹⁹ En 2017, la Chambre de commerce internationale a estimé que les marchandises de contrefaçon à Singapour représentaient une valeur de 269,3 millions d'USD.¹²⁰

3.177. La protection à la frontière relève généralement des Autorités douanières de Singapour. Les autorités douanières peuvent saisir des marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits de PI sans concours extérieur (d'office), mais elles collaborent également avec les détenteurs de droits pour lutter contre le commerce de ces marchandises. Conformément à l'Accord de libre-échange Union européenne-Singapour, Singapour a renforcé ses mesures de protection à la frontière en adoptant la Loi sur la propriété intellectuelle (protection à la frontière) de 2018. Les titulaires de marques et de droits d'auteur peuvent désormais demander l'inspection et la saisie des exportations, en plus des importations, qui sont soupçonnées de porter atteinte à un droit, et les autorités douanières peuvent se procurer et fournir au détenteur du droit des renseignements pertinents pour faciliter l'engagement de procédures pour atteinte. Des droits analogues seront établis pour les titulaires de droits portant sur des dessins ou modèles et sur des indications géographiques d'ici à la fin de 2022. La Loi a également uniformisé les expressions et dispositions figurant dans les lois sur le droit d'auteur, sur les marques et sur les dessins et modèles industriels, ainsi que dans la Loi sur les indications géographiques de 2014.

¹¹⁵ Pour consulter la liste des œuvres exclues, voir l'Ordonnance sur le droit d'auteur (œuvres exclues) de 2017. Adresse consultée: <http://sso.agc.gov.sg>.

¹¹⁶ Ministère de la justice et IPOS, *Singapore Copyright Review Report*, 17 janvier 2019. Adresse consultée: <https://www.mlaw.gov.sg/files/news/press-releases/2019/01/Annex%20A%20-%20Copyright%20Review%20Report%2016%20Jan%202019.pdf>.

¹¹⁷ Ministère de la justice, *Public Consultation on the Proposed Copyright Bill*, 5 février 2021. Adresse consultée: <https://www.mlaw.gov.sg/news/public-consultation-on-proposed-copyright-bill>.

¹¹⁸ OCDE et EUIPO, *Trends in Trade in Counterfeit and Pirated Goods*, 2019. Adresse consultée: https://www.oecd-ilibrary.org/fr/trade/trends-in-trade-in-counterfeit-and-pirated-goods_g2q9f533-en. Voir également Economist Intelligence Unit, *The Global Illicit Trade Environment Index*, 2018, pages 14 à 16. Adresse consultée: <https://deliverchange.economist.com/wp-content/uploads/2019/11/EIU-Global-Illicit-Trade-Environment-Index-2018-FTZ-June-6-FINAL.pdf>.

¹¹⁹ OCDE et EUIPO, *Trends in Trade in Counterfeit and Pirated Goods*, 2019, page 41.

¹²⁰ CCI et BASCAP, *ICC/BASCAP Comments on Proposed Amendments to the Singapore Customs Act in 2017*, 6 juin 2017. Adresse consultée: <https://iccwbo.org/content/uploads/sites/3/2017/06/ICC-BASCAP-Singapore-Comments-on-Proposed-Amendments-to-the-Customs-Act.pdf>. Singapour réfute la valeur des marchandises de contrefaçon estimée par la CCI en raison d'un manque de clarté s'agissant de son mode de calcul.

3.178. À Singapour, les moyens de faire respecter les droits de PI au niveau national relèvent principalement du Service des droits de propriété intellectuelle (IPRB) de la Police de Singapour. Dans le cadre de l'approche collaborative, le détenteur d'un droit obtiendra d'abord un mandat de perquisition auprès des tribunaux, puis l'IPRB participera à la saisie des marchandises contrefaites et piratées. Dans le cas d'une action menée d'office, l'IPRB agira de sa propre initiative, que ce soit pour une raison d'intérêt public ou pour une raison valable de soupçonner une atteinte délibérée à la PI qui pourrait avoir une incidence notable sur l'intérêt commercial de titulaires de droits dans l'ensemble d'un secteur. Au cours de la période à l'examen, le nombre de perquisitions menées par l'IPRB a diminué, mais la valeur totale des marchandises saisies est restée stable. En 2020, l'IPRB a mené 62 opérations et saisi des marchandises pour une valeur au détail estimée à plus de 1,8 million de SGD (tableau 3.11).

Tableau 3.11 Nombre de perquisitions menées et valeur totale des marchandises saisies, 2016-2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Droit d'auteur	2	3	0	1	0
Marques	121	109	124	83	62
Valeur totale des marchandises saisies (millions de SGD)	2 561 722	13 442 015	6 258 035	2 412 700	1 896 505

Source: IPOS, *IPR Statistics by IPRB*, Police de Singapour. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/who-we-are/statistics>; et renseignements communiqués par les autorités.

3.179. Singapour a intensifié ses efforts de lutte contre le piratage et joué un rôle moteur dans ce domaine au niveau régional. D'après une étude de 2012, Singapour occupait la 4^{ème} place sur 18 pays asiatiques et la 12^{ème} sur 38 pays au niveau mondial s'agissant du nombre de téléchargements illégaux par personne.¹²¹ Par la suite, elle a modifié la Loi sur le droit d'auteur de 2014 pour que les détenteurs de droits puissent demander à la Haute Cour d'ordonner aux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) de bloquer les adresses en ligne qui "portent atteinte de manière claire et flagrante" au droit d'auteur. Les premières ordonnances de ce type ont été prononcées en 2016 et intègrent depuis des "injonctions dynamiques" imposant aux FAI de bloquer aussi les adresses URL et noms de domaines utilisés ultérieurement par les sites Web contrevenants.

3.180. En 2018, la Haute Cour a délivré sa première ordonnance visant à bloquer des serveurs liés à des dispositifs illicites de diffusion en flux.¹²² Une étude a montré que 10% des consommateurs singapouriens utilisaient des dispositifs illicites de diffusion en flux pour diffuser des contenus piratés, et que 17% accédaient à des sites pirates de diffusion en flux et à des sites torrent.¹²³ Bien que les dispositifs illicites de diffusion en flux soient en vente libre chez les détaillants à Singapour, deux entreprises et leurs directeurs ont été reconnus pénalement coupables d'atteinte au droit d'auteur pour avoir vendu ces dispositifs en 2019. Compte tenu de l'incertitude juridique régnant sur les dispositifs illicites de diffusion en flux, le gouvernement a l'intention de légiférer pour que leur vente soit érigée en infraction.

3.181. L'adoption de la Loi sur la propriété intellectuelle (règlement des différends) de 2019 a doté la Haute Cour de Singapour d'une compétence exclusive dans la plupart des affaires d'atteinte à la PI, des affaires de substitution frauduleuse ("passing off") et des déclarations de non-violation, ce qui permet d'offrir davantage de sécurité aux détenteurs de droits et de limiter les éventuels cas de recherche de l'instance la plus favorable. Les décisions de la Haute Cour (Division générale) sont susceptibles d'appel devant la Haute Cour (Division d'appel) et, dans certaines circonstances, devant la Cour d'appel.¹²⁴ Voir le tableau A3. 3 pour un résumé des recours possibles selon les catégories de droits de PI.

¹²¹ Zhi-Hao L. G., "Online Privacy: Issues Faced by Content Holders in Enforcing their Intellectual Property Rights", *Singapore Law Review, Juris Illuminae*, volume 8 (2016/17), page 1. Adresse consultée: <http://www.singaporelawreview.com/juris-illuminae-entries/2017/online-privacy-issues-faced-by-content-holders-in-enforcing-their-intellectual-property-rights>.

¹²² BakerMcKenzie, "Singapore High Court Grants First-Ever Siteblocking Order Against Servers in Respect of Illicit Streaming Device", 27 novembre 2018. Adresse consultée: <https://www.bakermckenzie.com/en/insight/publications/2018/11/singapore-high-court-grants>.

¹²³ Association asiatique du secteur de la vidéo, "Singapore High Court Blocks Popular Piracy Streaming Websites and Illicit Streaming Device Applications", 6 juillet 2020. Adresse consultée: <https://avia.org/singapore-high-court-blocks-popular-piracy-streaming-websites-and-illicit-streaming-device-applications/>.

¹²⁴ Cependant, les recours contre une décision de l'Office de la PI auprès de la Haute Cour ne peuvent faire l'objet d'un appel supplémentaire devant la Cour d'appel que sous réserve de l'autorisation du juge.

3.182. Singapour s'emploie aussi à se faire une place en tant que juridiction de choix pour les modes alternatifs de règlement des différends, dans l'objectif de rendre le respect des droits de PI et des accords y afférents plus aisé et moins coûteux. Les différends en matière de PI peuvent faire l'objet d'un règlement arbitral au titre de la législation singapourienne. Toute décision qui en résulte ne lie que les parties au différend et ne peut être directement appliquée par des tierces parties. Depuis 2010, Singapour accueille les seuls bureaux du Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI situés hors du siège de Genève. En 2016, l'IPOS a lancé un programme de promotion de la médiation qui a été renforcé et élargi en 2019. Ce programme incite les parties engagées dans des procédures devant l'IPOS à choisir la médiation en finançant les coûts y relatifs à concurrence de 12 000 SGD par affaire. La Loi sur la médiation (2017) de Singapour et la Convention de Singapour sur la médiation, un traité multilatéral qui est entré en vigueur pour Singapour en 2020 et qui soutient l'application d'accords de règlement par-delà les frontières, fournissent le cadre juridique plus général.

3.3.7.11 Questions de PI liées à la COVID-19

3.183. Pour perfectionner le suivi des contacts COVID-19 reposant sur la population, le gouvernement a élaboré, puis mis librement à disposition, au moyen d'une licence libre, un protocole de logiciel pour les appareils Bluetooth qui était à la base de son application de pointe TraceTogether. Cette technologie a ensuite été adoptée par l'Australie, qui l'a intégrée dans sa propre application intitulée "COVIDSafe".¹²⁵

3.184. Conformément à l'article 56, paragraphe 1) de la Loi sur les brevets, l'État et tout tiers autorisé par celui-ci peut utiliser des inventions brevetées à des fins publiques non commerciales, en cas d'urgence nationale ou dans d'autres circonstances d'urgence extrême. Cette utilisation doit être réservée à l'emploi de l'invention brevetée essentiellement à Singapour. L'article 55 habilite en outre la Haute Cour à délivrer une licence obligatoire à un tiers pour remédier à une pratique anticoncurrentielle. À ce jour, les dispositions du paragraphe 1 de l'article 56 n'ont pas été utilisées et aucune licence obligatoire n'a été délivrée au titre de l'article 55.

3.185. Singapour autorise généralement les importations parallèles, mais le paragraphe 3 de l'article 66 de la Loi sur les brevets restreint les importations parallèles de produits pharmaceutiques brevetés qui n'ont pas été vendus ou distribués auparavant dans le pays par le titulaire du brevet ou avec le consentement de celui-ci.

3.186. À la suite des perturbations commerciales liées à la pandémie qui ont eu lieu au printemps 2020, Singapour a modifié les règles de procédure régissant les marques, les brevets, les dessins et modèles, les indications géographiques et les variétés végétales pour prévoir la prorogation des délais en suspens dans des conditions particulières et permettre au bureau d'enregistrement de prescrire d'autres moyens pour le dépôt et la signification des documents. De même, l'IPOS propose désormais des audiences vidéo entièrement tenues en ligne pour les différends en matière de PI.

¹²⁵ Protocole BlueTrace. Adresse consultée: <https://bluetrace.io/>; Goggin, G., "COVID-19 Apps in Singapore and Australia: Reimagining Healthy Nations with Digital Technology", *Media International Australia*, 14 août 2020. Adresse consultée: <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1329878X20949770>.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture, sylviculture et pêche

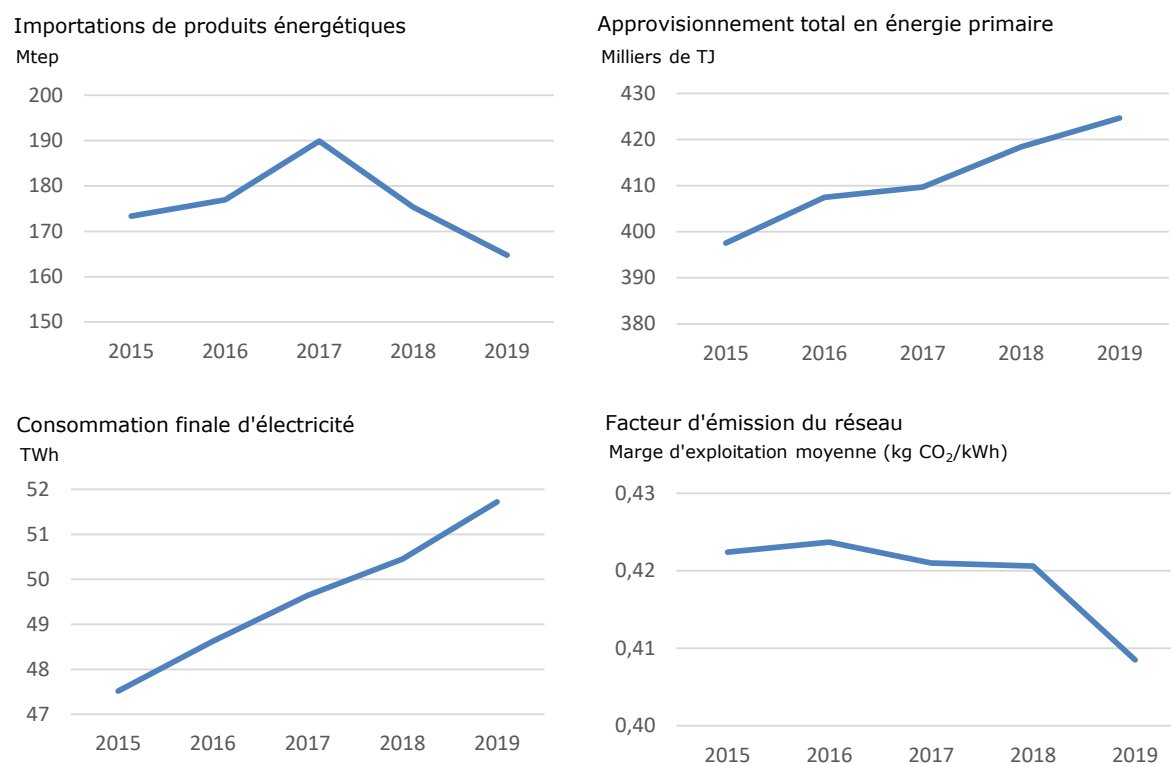
4.1. Le poids économique du secteur agricole à Singapour est minime, bien qu'il existe une importante industrie de transformation des produits alimentaires et des boissons (section 4.3).

4.2 Industries extractives et énergie

4.2. Singapour n'a pas d'industries d'extraction de minéraux, de pétrole ou de gaz, bien qu'elle soit une plaque tournante majeure au niveau régional en ce qui concerne le raffinage du pétrole.

4.3. Le graphique 4.1 présente les principaux chiffres relatifs au secteur de l'énergie.

Graphique 4.1 Principales statistiques relatives à l'énergie, 2015-2019



Source: Renseignements communiqués par les autorités.

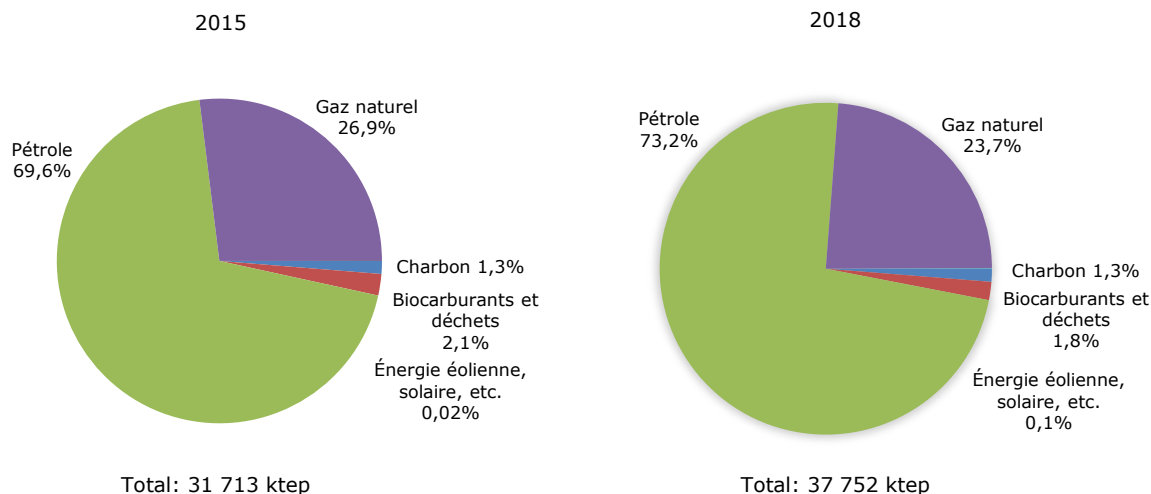
4.4. Les importations d'énergie ont culminé en 2017, avant de diminuer en 2018 et en 2019 ; dans l'ensemble, l'approvisionnement en gaz naturel et la consommation d'électricité ont continué à augmenter pendant la période, quoiqu'à un rythme différent. En 2017, les émissions de CO₂ ont commencé à diminuer en termes absolus, ce qui peut donner à penser qu'en général, l'économie singapourienne devient de plus en plus écologique, et que la croissance, qui est restée forte, se dissocie potentiellement des émissions.

4.5. En 2019, Singapour a représenté 1,4% de la consommation mondiale de pétrole et 0,3% de la consommation mondiale de gaz naturel.¹ Sa consommation de gaz par habitant est relativement élevée (plus que celle du Japon, et moins que celle des États-Unis), notamment en raison de l'utilisation généralisée des climatiseurs et de l'importance du secteur manufacturier, qui inclut plusieurs raffineries et usines pétrochimiques. Du fait de la pandémie de COVID-19, la consommation totale d'énergie de Singapour a baissé de 3,3% en 2020.

¹ Economist Intelligence Unit, *Singapore: Industry Report: Energy*, 3^{ème} trimestre 2020, citant BP (2020), *Statistical Review of World Energy 2020*. Adresse consultée: http://www.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=960217879&mode=pdf.

4.6. Entre 2015 et 2018, l'approvisionnement total en énergie a augmenté de 19%. Le graphique 4.2 présente l'approvisionnement en énergie de Singapour par source. Le pétrole représente plus des deux tiers de l'approvisionnement total en énergie, et sa part relative a augmenté pendant la période allant de 2015 à 2018. L'augmentation de l'approvisionnement en énergie dérivée du pétrole pourrait refléter une hausse de la production des secteurs pétrolier et/ou pétrochimique, portée par la demande sur le marché extérieur. Le gaz naturel représente environ un quart de l'approvisionnement en énergie, tandis que la part du charbon et des énergies renouvelables reste marginale; l'approvisionnement en énergie solaire a quintuplé pendant la période, à partir d'un point de départ très faible.

Graphique 4.2 Approvisionnement total en énergie par source, 2015 et 2018



Note: ktep = kilotonne d'équivalent-pétrole

Source: Agence internationale de l'énergie. Adresse consultée: <https://www.iea.org/countries/singapore>.

4.7. En mars 2018, dans le cadre de l'Accord de Paris, Singapour a présenté sa Contribution déterminée au niveau national, dans une version renforcée, au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En mars 2020, elle lui a présenté sa stratégie de développement à long terme à faibles émissions. Singapour s'est engagée à plafonner ses émissions à 65 millions de tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone (Mt d'éq. CO₂) aux alentours de 2030; elle aspire à réduire de moitié les émissions enregistrées au plus haut niveau, en parvenant à 33 Mt d'éq. CO₂ d'ici à 2050, et à enregistrer des émissions nettes nulles dès que possible pendant la deuxième moitié du siècle.

4.8. Singapour a introduit une taxe carbone sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) au titre de la Loi sur la fixation des prix du carbone, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019. La taxe carbone fait partie de la série globale de mesures d'atténuation prises par Singapour pour réduire les émissions. Le taux d'imposition est actuellement fixé à 5 SGD par tonne d'équivalent-dioxyde de carbone (t d'éq. CO₂) pour la période allant de 2019 à 2023. Cette taxe est appliquée de manière uniforme aux émissions de tous les secteurs, y compris le secteur manufacturier, le secteur de la production d'électricité et le secteur de la gestion de l'eau et des déchets, dont les émissions directes de GES sont estimées à 25 000 t d'éq. CO₂ ou plus par an. Cela concerne environ 80% des émissions nationales.

4.9. Le niveau et la trajectoire de la taxe carbone (après 2023) seront réexaminés d'ici à 2022. Pour soutenir les entreprises pendant la période de transition, le gouvernement est prêt à effectuer des dépenses supérieures aux recettes de la taxe carbone, qui devraient atteindre environ 1 milliard de SGD pendant les cinq premières années, afin d'aider les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises (PME) et les sociétés de production d'électricité, et d'améliorer leur efficacité énergétique et leur empreinte carbone en ayant recours à des technologies et des pratiques plus écologiques et plus propres. En plus d'effectuer des modifications dans le secteur de l'énergie, Singapour a pris des mesures à tous les niveaux de l'économie, par exemple en utilisant des véhicules moins polluants et en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments. Pour encourager l'efficacité énergétique dans le secteur industriel, en 2017, la Loi sur les économies d'énergie a été

révisée pour inclure plus de pratiques relatives à la gestion de l'énergie, y compris des normes minimales en matière d'efficacité énergétique pour les équipements et les systèmes industriels communs.

4.2.1 Charbon

4.10. Singapour n'a pas de réserves prouvées de charbon, et le charbon importé n'a représenté que 1,3% de son approvisionnement total en énergie en 2018.² La seule centrale électrique à charbon à Singapour utilise une combinaison de charbon épuré (à faible niveau en cendres et en soufre) et de biomasse pour produire la vapeur requise par les industries, ainsi que l'électricité. Ce processus de cogénération est généralement plus efficace que la production séparée de vapeur et d'électricité. Des mesures ont été établies par les organismes de protection de l'environnement pour garantir que la centrale respecte les normes environnementales.

4.2.2 Hydrocarbures

4.2.2.1 Pétrole

4.11. Singapour n'a pas de réserves prouvées de pétrole brut. En conséquence, elle importe la totalité de son pétrole brut, principalement du Moyen-Orient (tableau 4.1).

Tableau 4.1 Principaux partenaires à l'importation de pétrole brut (SH 2709), 2015-2019

	2015		2016		2017		2018		2019	
Monde	18 202,8		15 047		21 419,9		27 935,6		24 222,3	
Émirats arabes unis	4 701,2	25,8	4 016	26,7	5 883,7	27,5	5 806,3	20,8	6 620,4	27,3
Qatar	2 801,0	15,4	2 428	16,1	4 340,1	20,3	5 489,9	19,7	4 408,2	18,2
Arabie saoudite, Royaume d'	3 870,0	21,3	4 292	28,5	4 001,8	18,7	5 733,5	20,5	2 954,8	12,2
Australie	438,5	2,4	191	1,3	265,8	1,2	752,5	2,7	1 419,7	5,9
Koweït, État du	1 999,9	11,0	1 822	12,1	2 441,3	11,4	3 502,6	12,5	1 330,6	5,5
Iraq	940,5	5,2	364	2,4	377,2	1,8	596,1	2,1	1 238,1	5,1
Malaisie	476,0	2,6	496	3,3	946,8	4,4	1 271,8	4,6	1 089,5	4,5
États-Unis	65,0	0,4	13	0,1	36,8	0,2	671,9	2,4	938,7	3,9
Fédération de Russie	385,3	2,1	252	1,7	553,0	2,6	979,9	3,5	712,0	2,9
Libye	63,9	0,4	135	0,9	238,3	1,1	650,2	2,3	379,0	1,6

Note: Les partenaires à l'importation sont donnés pour l'année 2019.

Source: Base de données Comtrade de l'ONU.

4.12. En 2018, le pétrole a représenté 73% de l'approvisionnement total en énergie de Singapour, contre 69,6% en 2015. Au niveau national, le pétrole est principalement utilisé pour le transport, mais les importations sont majoritairement utilisées en tant qu'intrant pour les raffineries et les industries pétrochimiques, qui exportent la plupart de leur production.

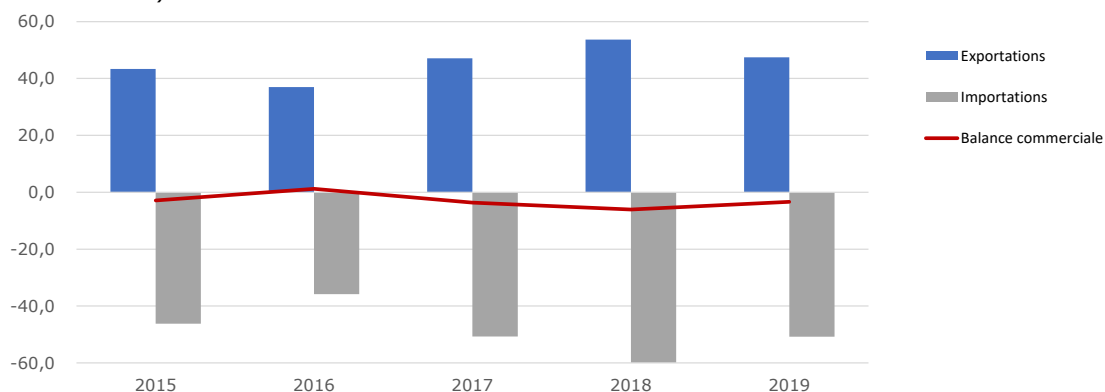
4.13. Le pétrole joue un rôle mineur dans la production d'électricité, car les sociétés de production se sont tournées vers les centrales au gaz, plus efficaces. Dans le budget de l'exercice fiscal 2020/21, adopté en février 2020, il a été décidé d'éliminer progressivement les véhicules à moteur à combustion interne d'ici à 2040, ce qui devrait avoir des effets considérables à long terme sur la consommation intérieure de produits raffinés.

4.14. Singapour importe et exporte des produits pétroliers raffinés (graphique 4.3). Depuis 2016, elle enregistre un déficit commercial pour ces produits.

² Agence internationale de l'énergie. Adresse consultée: <https://www.iea.org/countries/singapore>.

Graphique 4.3 Commerce des produits pétroliers raffinés, 2015-2019

(Milliards d'USD)



Note: Les produits pétroliers raffinés incluent les positions du SH 2710 à 2715.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

4.15. Le pays est un important pôle de raffinage régional et mondial, avec une production de 1,5 milliard de barils par jour, soit 1,5% de la capacité totale de raffinage au niveau mondial en 2019.³ Cette même année, Singapour s'est classée au quatrième rang mondial en ce qui concerne les exportations de produits pétroliers raffinés.⁴ Elle est aussi le plus grand port de soutage au monde.

4.2.2.2 Gaz

4.16. Pendant la période à l'examen, la consommation de gaz est restée plus ou moins stable en termes absolus. Entre 2015 et 2019, elle a représenté 14% en moyenne de l'approvisionnement total. Pendant cette période, environ 86% du gaz importé par Singapour a été utilisé pour produire de l'électricité.

4.17. En termes d'approvisionnement, Singapour dépendait auparavant du gaz naturel importé de Malaisie et d'Indonésie par conduites. Néanmoins, elle a pris des mesures pour diversifier ses sources et dépend désormais de plus en plus des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) par bateau.⁵ En 2019, Singapour a importé 6,6 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (Mtep) de gaz naturel par conduites, et 3,5 Mtep de GNL. L'entreprise qui exploite les conduites fait partie de SP Group, qui est une entreprise singapourienne.

4.2.3 Énergies renouvelables

4.18. En raison des conditions naturelles (absence de rivières, faible vitesse moyenne du vent, nature du sous-sol, et taille et utilisation du territoire), il n'est pas viable de développer l'hydroélectricité, l'énergie marémotrice, l'énergie nucléaire, l'énergie éolienne ou l'énergie géothermique sur la base des technologies actuelles. En conséquence, l'énergie solaire, la biomasse et les biocarburants sont les seules énergies renouvelables qui peuvent être utilisées à Singapour. Les énergies renouvelables sont principalement utilisées pour produire de l'électricité.

4.2.4 Électricité

4.19. Depuis le début des années 2000, Singapour a progressivement remplacé le fuel-oil par le gaz naturel. Aujourd'hui, 95% de son électricité est produite à partir de gaz naturel. En plus d'accélérer le déploiement de l'énergie solaire, Singapour étudie les technologies émergentes comme l'hydrogène pour produire de l'électricité à plus long terme. En raison du manque d'options

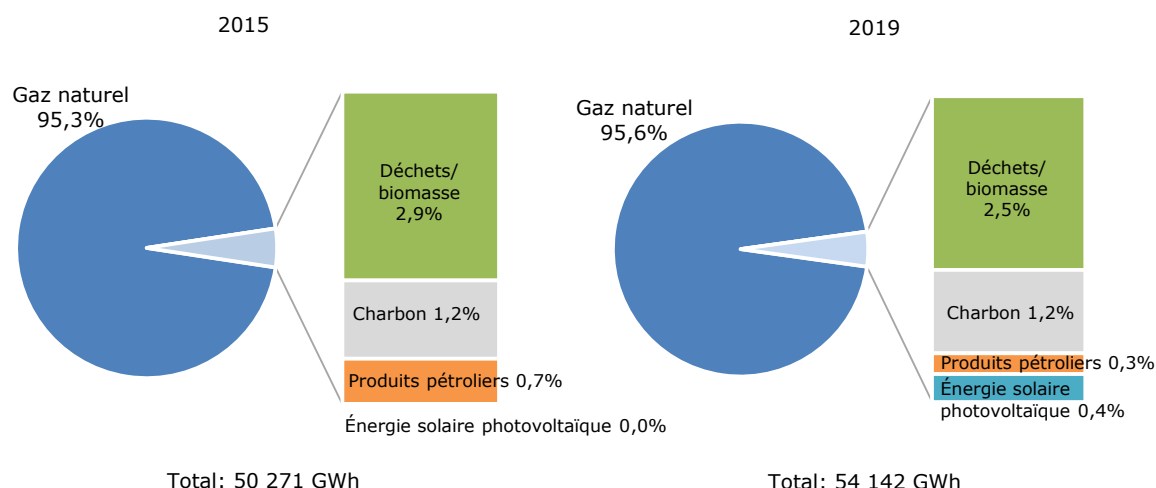
³ BP (2020), *Statistical Review of World Energy*. Les trois raffineries présentes à Singapour sont ExxonMobil, Shell et la Société de raffinage de Singapour (qui appartient à Chevron et PetroChina).

⁴ BP (2020), *Statistical Review of World Energy*.

⁵ Une entreprise publique, Singapore LNG, est responsable du terminal d'importation de GNL de l'île de Jurong, dont l'exploitation commerciale a débuté en mai 2013. Sa capacité, qui était initialement de 3,5 millions de tonnes par an, est passée à 11 millions de tonnes par an en 2018. Singapour aspire aussi à devenir une plaque tournante du commerce de GNL, ainsi que du soutage de GNL, de la même manière qu'elle est devenue une plaque tournante du soutage de pétrole.

énergétiques, elle cherche également à mobiliser les réseaux électriques régionaux pour surmonter ses contraintes géographiques et accéder à d'autres sources d'énergie propres. Le graphique 4.4. présente les différentes sources d'énergie utilisées pour produire de l'électricité.

Graphique 4.4 Sources d'énergie utilisées pour la production d'électricité, 2015 et 2019



Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.20. La consommation d'électricité a augmenté de 8,9% entre 2015 et 2019. En 2018, l'Autorité chargée du marché de l'énergie (EMA) a lancé l'appel aux dons en faveur de l'efficacité énergétique des sociétés de production d'électricité, qui encourage ces sociétés à déployer des équipements ou des technologies plus économes en énergie ou compétitifs.

4.21. En 2018, le gouvernement a lancé le premier appel aux dons en faveur de l'efficacité énergétique des sociétés de production d'électricité et a octroyé 37 millions de SGD à PacificLight Power, Tuas Power, Senoko Energy, et YTL PowerSeraya, afin qu'elles engagent des projets en matière d'efficacité énergétique. Ces projets devraient permettre de réduire les émissions de carbone de plus de 48 kilotonnes par an.

4.22. Après l'attribution de ces aides, le deuxième appel aux dons en faveur de l'efficacité énergétique des sociétés de production d'électricité a été lancé le 11 janvier 2021 pour continuer à soutenir les efforts déployés par ces sociétés pour améliorer leur efficacité énergétique et s'adapter à un avenir de plus en plus tributaire de la contrainte carbone. Il est prévu que ce deuxième appel aux dons se termine le 30 septembre 2021, et le résultat sera annoncé au public d'ici à la mi-2022.

4.23. Le reste de l'électricité provient des déchets/de la biomasse, du charbon, des produits pétroliers et de l'énergie solaire, mais aucune de ces sources ne représente plus de 3% de la production, bien que Singapour ait établi des objectifs en matière de capacité (2 GWc) et de stockage (200 mégawatts) de l'énergie solaire.

4.24. La part globale des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de Singapour pour la production d'électricité est restée constante, à environ 2,8% de 2015 à 2019. La part relative de l'énergie solaire a augmenté pendant cette période, passant d'un peu plus de 0% en 2015 à 0,36% en 2019. Au premier trimestre de 2020, Singapour a atteint son objectif en matière de capacité solaire, qui était de 350 mégawatts-crête (MWc) pour cette année. Le gouvernement a ensuite annoncé de nouveaux objectifs de 1,5 gigawatt-crête (GWc) pour 2025 et d'au moins 2 GWc pour 2030.

4.25. Le gouvernement accélère le déploiement de l'énergie solaire à Singapour, par exemple par le biais du programme SolarNova. Il n'a pas établi de tarifs de rachat.

4.26. Le gouvernement travaille aussi en étroite collaboration avec l'industrie pour développer des solutions de stockage de l'énergie, en vue de soutenir le déploiement de l'énergie solaire. L'EMA a lancé le programme ACCESS pour faciliter l'adoption de solutions de stockage de l'énergie à

Singapour en promouvant les cas d'utilisation et les modèles d'activité. Ce programme vise aussi à obtenir de l'espace, à combiner la demande avec les solutions, et à faciliter l'obtention d'approbations réglementaires pour déployer les solutions de stockage de l'énergie. ACCESS est mené par l'EMA, en collaboration avec ses partenaires. Outre le programme ACCESS, l'EMA a lancé des appels aux dons en faveur du développement de solutions innovantes, par exemple dans le cadre de son partenariat avec l'Institut d'évaluation et de planification des technologies énergétiques de la Corée (KETEP). Plus récemment, l'EMA et Keppel O&M ont accordé une aide à la recherche pour mettre à l'essai le premier système flottant de stockage de l'énergie de Singapour, qui vise aussi à trouver une solution d'empilement des batteries.

4.27. Au lieu de produire de l'électricité uniquement au niveau local, Singapour prévoit d'étudier comment accéder à de l'énergie compétitive au niveau des coûts sur les réseaux électriques régionaux. Cela devrait être possible grâce à la coopération bilatérale ou à des initiatives régionales.

4.28. Singapour prévoit également d'examiner des solutions émergentes à faibles émissions de carbone (par exemple le captage du carbone, les technologies d'utilisation et de stockage, et l'hydrogène) pour réduire son empreinte carbone.

4.29. Pendant la période considérée, Singapour a libéralisé le marché de détail de l'électricité avec le "marché ouvert de l'électricité", dont la mise en œuvre a été effectuée par étapes à partir d'avril 2018 et s'est achevée en mai 2019. Cette libéralisation a permis à 1,4 million de ménages et de petites entreprises de sélectionner leur détaillant en électricité. Jusqu'à présent, 14 détaillants (dont 2 se sont associés à des fournisseurs de services de télécommunication) ont été autorisés par l'EMA à vendre de l'électricité aux ménages et aux petites entreprises dont la consommation d'électricité mensuelle moyenne est inférieure à 2 000 kWh. En juin 2020, 47% des consommateurs résidentiels avaient renoncé au tarif réglementé de l'électricité, préférant acheter de l'électricité auprès d'un détaillant. Les consommateurs qui ont changé ont réalisé des économies allant jusqu'à 30% en comparaison avec le tarif réglementé de l'électricité.⁶

4.30. Le marché est libéralisé depuis 2001 pour les utilisateurs industriels. Les utilisateurs industriels dont la consommation mensuelle moyenne est supérieure à 2 000 kWh peuvent choisir parmi 21 fournisseurs. En outre, en novembre 2018, l'Energy Market Company de Singapour (une ancienne entreprise publique qui a été achetée à l'EMA en 2012 (49%) et en 2014 (100%) par l'intermédiaire de la bourse de Singapour) a ouvert un portail en ligne de marchés publics de l'électricité pour les utilisateurs industriels dont la consommation mensuelle est supérieure à 10 000 kWh, qui fonctionne par voie d'enchères en direct. Selon les estimations, l'utilisation de ce portail permet de faire des économies d'environ 30%.

4.31. Le secteur de l'électricité est désormais entièrement dégroupé. Il y a 15 titulaires d'une licence de production d'électricité, dont 3 produisent de l'électricité pour leur propre utilisation ou en fournissent en tant que sous-produit (par exemple les centrales de revalorisation des déchets). Parmi les 12 titulaires restants, 7 sont des sociétés de production d'électricité, qui se font concurrence pour vendre de l'électricité au marché national de l'électricité de Singapour, le marché de gros de l'électricité de cette dernière.

4.32. Il n'y a pas de limitations concernant les investissements étrangers dans la production d'électricité. Néanmoins, en vertu de la Loi sur l'électricité (section 30B) et de la Loi sur le gaz (section 63A), les titulaires désignés d'une licence de production d'électricité/de gaz sont tenus d'informer l'EMA si une personne détient 5% ou plus, mais moins de 12%, du total de leurs parts, et d'obtenir l'approbation de l'EMA si la participation atteint 12% et/ou 30%. Des intérêts étrangers participent aux sociétés de production d'électricité de Singapour.

4.33. SH Group reste responsable de la transmission et de la distribution de l'électricité. En juillet 2017, le gouvernement a présenté un plan de réseau intelligent qui regroupe l'énergie thermique, l'énergie au gaz et l'énergie solaire.

⁶ Autorité chargée du marché de l'énergie, *Annual Report 2019/20: Smart Energy, Sustainable Future*. Adresse consultée: https://www.ema.gov.sg/cmsmedia/Publications_and_Statistics/Publications/EMA-AR-2019_2020.pdf.

4.3 Secteur manufacturier

4.34. Le secteur manufacturier reste, avec celui des services, l'un des deux piliers de l'économie singapourienne. Entre 2016 et 2020, il a affiché un taux de croissance annuel moyen de 4,6% en termes de production.⁷ La pandémie de COVID-19 a montré qu'il était important d'avoir un secteur manufacturier diversifié. En effet, les sous-secteurs des produits biomédicaux, de l'électronique et de l'ingénierie de précision ont obtenu de bons résultats en 2020 et ont aidé les autres secteurs comme la logistique.

4.35. La contribution du secteur manufacturier au PIB s'est élevée à 21,5% en 2020, contre 18,0% en 2015. Globalement, l'emploi dans le secteur manufacturier a baissé de 8,4%, reculant de 400 173 personnes en 2015 à 366 579 personnes en 2020, tandis que la production et la valeur ajoutée totales ont augmenté de 9,7% et 27,5%, respectivement, pendant la même période, ce qui témoigne d'une forte amélioration de la productivité (tableau 4.2).

Tableau 4.2 Production, valeur ajoutée et emploi dans le secteur manufacturier par pôle industriel, 2015 et 2020

(%)

	Emploi		Production totale		Valeur ajoutée		Feuille de route pour la transformation industrielle (ITM)
	2015	2020	2015	2020	2015	2020	
Fabrication de produits biomédicaux	4,7	6,8	9,9	10,8	19,9	17,1	Non
Produits pharmaceutiques	1,6	2,3	6,3	5,9	14,9	9,5	
Technologie médicale	3,2	4,5	3,6	4,9	5	7,6	
Industrie électronique	17,3	16,8	29,7	42,3	26,7	39,2	Oui
Semi-conducteurs	9,1	9,1	18	32,7	19,2	31,5	
Périphériques d'ordinateur	1,8	3,4	2,4	4,2	1,4	2,3	
Stockage de données	2,1	..	2	..	3	..	
Infocommunication et électronique grand public	2,5	2,4	6,4	4,5	1,6	4,2	
Autres modules et composants électroniques	1,8	2,0	0,9	1,1	1,6	1,2	
Ingénierie de précision	22,6	24,8	12,3	13,2	13,4	15,0	Oui
Machines et systèmes	11,3	12,3	8,7	9,5	8,3	9,9	
Modules et composants de précision	11,3	12,6	3,6	3,7	5,1	5,0	
Ingénierie des transports	25,3	21,3	10,7	6,3	13,6	5,9	
Ingénierie maritime et offshore	19	14,0	6,9	2,4	7,8	1,9	Oui
Ingénierie aérospatiale	4,7	5,7	2,9	3,1	4,4	3,0	Oui
Ingénierie des transports terrestres	1,5	1,6	0,9	0,9	1,3	1,0	Oui
Industrie chimique	6,3	7,0	28,6	20,4	14,8	14,0	Oui
Pétrole	1,1	1,3	11,6	7,0	2,8	1,6	
Produits pétrochimiques	1,4	1,5	12,2	7,9	5,8	5,0	
Chimie fine	2,4	2,5	3,3	3,8	4,1	5,3	
Autres	1,4	1,7	1,5	1,6	2,2	2,2	
Services d'impression	3,8	8,6	0,8	3,4	1,7	4,7	Non
Produits alimentaires, boissons et tabac	7,4	3,0	3,7	0,4	5,3	0,8	Oui (à l'exception du tabac)
Industries diverses	12,6	11,6	4,2	3,1	4,6	3,3	
Total industries manufacturières	100 (400 173 personnes)	100 (366 579 personnes)	100 (283 milliards de SGD)	100 (310,34 milliards de SGD)	100 (70,4 milliards de SGD)	100 (89,79 milliards de SGD)	

.. Non disponible.

Note: Les nombres étant arrondis, il est possible que leur somme ne corresponde pas au total indiqué. Les données relatives à 2020 sont préliminaires.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.36. Le secteur manufacturier continue à offrir des emplois qualifiés et à avoir des retombées positives sur le reste de l'économie. Entre 2015 et 2020, la part relative des sous-secteurs de la fabrication de produits biomédicaux, de l'ingénierie de précision, des produits chimiques et

⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

alimentaires, des boissons et du tabac dans l'emploi total du secteur manufacturier a augmenté, tandis que la part relative des produits électroniques, de l'ingénierie des transports, et des services d'impression a diminué. En termes de production totale et de valeur ajoutée, la situation est légèrement différente. Les sous-secteurs des produits biomédicaux et des produits électroniques (en particulier les semi-conducteurs) ont enregistré une hausse de leur part relative dans la production totale et la valeur ajoutée, tandis que les autres secteurs ont accusé une baisse.

4.37. Le gouvernement a l'intention de maintenir les capacités manufacturières existantes tout en créant de nouvelles. En tant que petite économie ouverte, Singapour reconnaît qu'il est important d'être connecté au reste du monde et elle prévoit de garder ses frontières ouvertes pour permettre aux fabricants de librement déplacer leurs marchandises depuis ou à travers son territoire. Outre la connectivité, Singapour prévoit de continuer à miser sur ses avantages compétitifs en matière de sécurité juridique, de protection de la propriété intellectuelle et de cohésion et de cohérence des politiques, ainsi que sur sa main-d'œuvre hautement qualifiée et instruite, pour surmonter les difficultés qu'elle rencontre, du fait de sa taille, en ce qui concerne les terrains et la main-d'œuvre. Elle prévoit aussi de mettre en œuvre les principes de l'industrie 4.0, c'est-à-dire la mise en réseau intelligente des machines et des processus industriels grâce aux technologies de l'information et de la communication.

4.38. En janvier 2016, le gouvernement a réuni le Comité de la future économie (CFE) pour mettre au point les stratégies économiques pour la décennie à venir. Plus de 9 000 parties prenantes, y compris des associations professionnelles et des chambres du commerce, des organismes publics, des syndicats, des entreprises, des dirigeants, des travailleurs, des universitaires, des enseignants et des étudiants, ont été consultées dans le cadre de ce processus.

4.39. Sur la base des idées et des commentaires échangés dans le cadre de ces consultations, le CFE a identifié et recommandé sept stratégies qui se renforcent mutuellement, présentées dans un rapport publié en février 2017.⁸ Ces stratégies visent à faire en sorte que Singapour reste ouverte et connectée, à garantir l'acquisition de compétences pertinentes pour de futurs emplois, et à aider les entreprises à se développer par le biais de l'innovation et de la transformation. Le Conseil de la future économie a ensuite été établi en 2017 pour superviser la mise en œuvre des stratégies du CFE et encourager la transformation économique.

4.40. L'une des sept stratégies suit une approche sectorielle. La stratégie consistant à élaborer et mettre en œuvre des feuilles de route pour la transformation industrielle (ITM) est un élément fondamental de la stratégie économique globale de Singapour dans tous les secteurs économiques. Selon les autorités, l'approche ne consiste pas à sélectionner des gagnants mais à renforcer les capacités stratégiques au niveau des secteurs pour offrir aux entreprises et aux travailleurs les meilleures chances de succès sur le marché ouvert. Dans cette optique, des ITM ont été élaborées pour 23 secteurs en fonction de leurs difficultés et possibilités spécifiques. Prises ensemble, ces 23 ITM couvrent environ 80% du PIB de Singapour et sont organisées selon différents pôles, afin de favoriser les synergies entre les secteurs.

4.41. Les ITM rassemblent toutes les parties prenantes pertinentes (partenaires des secteurs, associations professionnelles et chambres de commerce, établissements d'enseignement supérieur et organismes publics) pour répondre aux principales difficultés à moyen et long termes afin de transformer chaque secteur de manière globale. Chaque ITM prévoit et met en œuvre des stratégies visant à promouvoir la croissance et la compétitivité dans quatre domaines : i) productivité ; ii) emploi et compétences ; iii) innovation ; et iv) commerce et internationalisation.

4.42. Dans le pôle de l'industrie manufacturière, cinq ITM ont été élaborées. L'ITM relative au secteur de l'énergie et des produits chimiques a été lancée en octobre 2017 et vise à obtenir une valeur ajoutée de 12,7 milliards de SGD et à créer 1 400 nouveaux emplois d'ici à 2025. Il s'agit d'une stratégie à deux volets. Premièrement, elle vise à transformer la base existante des raffineries et des installations de craquage en adoptant des technologies innovantes. Deuxièmement, elle prévoit de diversifier la production sur de nouveaux marchés en croissance, comme la chimie fine, à la fois : i) sur les marchés finals des produits de soins aux consommateurs, des produits chimiques agricoles et de l'alimentation et la santé des animaux ; et ii) sur des segments fonctionnels liés aux polymères, aux agents tensio-actifs, à la biotechnologie industrielle et à la biologie synthétique.

⁸ Comité de la future économie (2017), *Report of the Committee on the Future Economy: Pioneers of the Next Generation*, 2017. Adresse consultée : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/1529Committee_on_the_Future_Economy_Report.pdf.

4.43. L'industrie électronique est le plus grand secteur industriel de l'économie, et sa part relative dans la production et la valeur ajoutée a augmenté pendant la période à l'examen. L'industrie électronique de Singapour, qui était fondée sur un système d'assemblage de produits de consommation à forte intensité de main-d'œuvre dans les années 1960, s'est orientée vers la production de composants à forte valeur, comme les filtres de radiofréquences, les semi-conducteurs et les circuits intégrés. L'ITM relative à ce secteur a été lancée en septembre 2017 dans l'objectif de créer 2 100 emplois additionnels et d'obtenir une valeur ajoutée de 22,2 milliards de SGD d'ici à 2020. La contribution à la valeur ajoutée de l'industrie électronique s'est établie à 39,4 milliards de SGD en 2019. Le secteur a aussi créé 1 094 emplois nets en 2019 – les sous-secteurs des semi-conducteurs et des modules et composants électroniques, dont la croissance a été plus forte, ont créé 3 136 emplois, ce qui est supérieur à l'objectif de 2 100 emplois, mais cette croissance a été neutralisée par la suppression de 2 042 emplois dans 2 sous-secteurs à croissance plus faible: le stockage de données et les périphériques d'ordinateur d'une part, et l'infocommunication et l'électronique grand public d'autre part. L'ITM vise à favoriser les nouvelles possibilités et les nouveaux marchés, comme l'intelligence artificielle (IA), les soins de santé, l'Internet des objets et les véhicules autonomes, ainsi qu'à encourager la création d'entreprises en leur offrant des équipements prêts à l'emploi dans les incubateurs d'entreprises. L'ITM relative à l'industrie électronique vise aussi à augmenter la productivité en ancrant des activités à forte valeur ajoutée et en occupant les créneaux des nouvelles technologies, comme la photonique de silicone, la robotique et l'automatisation. Le gouvernement s'attache également à renforcer les compétences des travailleurs pour faire en sorte qu'elles correspondent aux exigences des postes et que Singapour soit en mesure d'exploiter les nouveaux domaines de croissance par le biais des initiatives d'adaptation et de croissance subventionnées par l'État, comme le Programme de reconversion, le Programme de soutien professionnel, et le Programme de requalification professionnelle.

4.44. Le secteur de l'ingénierie de précision, qui comprend 2 700 entreprises, reste le plus grand employeur du secteur manufacturier, avec plus de 93 000 emplois en 2019 (contre 2 000 en 2015⁹). Bien que la part relative du secteur dans la production et dans la valeur générée par le secteur manufacturier ait diminué pendant la période considérée, elle a augmenté en termes absolus. Ce secteur joue un rôle crucial dans l'amélioration des processus manufacturiers et la fourniture d'un soutien essentiel à un large éventail d'entreprises, par exemple dans les industries des semi-conducteurs, des activités maritimes et offshore, de l'aérospatiale et des technologies médicales. L'ITM relative à ce secteur a été l'une des premières à être lancées, en octobre 2016, dans le but de créer 3 000 emplois additionnels et une valeur ajoutée de 14 milliards de SGD avant 2020.

4.45. Dans le cadre du Plan pour la recherche, l'innovation et les entreprises à l'horizon 2020 (Plan RIE 2020), Singapour étudie la manière dont la recherche et l'innovation peuvent soutenir le développement d'une économie et d'une société fondées sur les connaissances et axées sur l'innovation. Pour la fabrication et l'ingénierie de pointe, Singapour a réservé 3,2 milliards de SGD à la recherche-développement dans le cadre du Plan RIE 2020. Le Plan prépare l'industrie à l'ère de la fabrication numérique à venir, en développant les capacités complémentaires dans les domaines de la robotique, de la fabrication additive, des matériaux de pointe, des capteurs, des lasers et de l'optique, qui sont nécessaires pour soutenir la croissance et la compétitivité continues des secteurs de la fabrication et de l'ingénierie de Singapour. À cet effet, le gouvernement finance un programme national de robotique de 450 millions de SGD et un pôle d'innovation en matière de fabrication additive, ainsi que des usines fondées sur un modèle numérique et des projets de défense du numérique. Dans le cadre du volet du nouveau Plan RIE 2025 axé sur la fabrication, le commerce et la connectivité, le gouvernement continuera à soutenir la recherche dans la fabrication et l'ingénierie de pointe.

4.46. Le secteur des activités maritimes et offshore reste l'un des secteurs les plus importants de l'économie en termes d'emploi et, dans une moindre mesure, en termes de production et de valeur ajoutée, mais il a traversé une crise pendant la période à l'examen. Sa part relative dans l'emploi total du secteur manufacturier est tombée de 19% en 2015 à 14,0% en 2020, et le nombre d'emplois a diminué de 33,3% en termes absolus (de 77 000 emplois à 51 321). Pendant la période à l'examen, la production et la valeur ajoutée ont aussi diminué en termes relatifs et absolus.

4.47. Pour faire face à cette situation, le gouvernement a adopté deux mesures intérimaires visant à soutenir le secteur. Les deux mesures, qui ont initialement été introduites en décembre 2016, ont été prolongées en novembre 2018 jusqu'en novembre 2019. La première mesure est un programme

⁹ Renseignements communiqués par les autorités.

de prêts relais de SPRING, qui consiste en un prêt d'une durée maximale de six ans, limité à 5 millions de SGD par emprunteur (ou 15 millions de SGD par groupe d'emprunteurs). Ces programmes ont été conçus pour faciliter l'accès des entreprises de génie maritime et offshore à des fonds de roulement et à un financement, étant donné que le secteur a connu un ralentissement unique et prolongé. Dans le cadre de ces programmes, qui visaient à catalyser les prêts accordés à ces entreprises, le gouvernement partageait les risques à hauteur de 50 % à 70 % avec les institutions financières participantes qui accordaient des prêts remplissant les conditions requises aux entreprises. L'objectif était d'aider les entreprises de génie maritime et offshore viables à obtenir un accès continu au financement pendant le ralentissement, à maintenir les capacités essentielles et à augmenter leur productivité. Les groupes ciblés incluaient les chantiers navals et leurs entrepreneurs, les fournisseurs de services offshore, les entreprises de prospection et de production, et les entreprises d'équipements et de services liés au pétrole et au gaz et leurs fournisseurs. Pour être admissibles, les entreprises devaient être enregistrées et mener des activités à Singapour, et 30 % de leurs parts devaient être détenues par des actionnaires locaux. Le deuxième programme est le Programme de soutien financier à l'internationalisation (section 3.3.1). Entre 2016 et 2018, ces deux programmes ont catalysé près de 730 millions de SGD sous forme de prêts accordés à plus de 100 entreprises, dont plus de 90 % étaient des PME. L'ITM relative aux activités maritimes et offshore lancée en février 2018 vise à créer 1 500 nouveaux emplois d'ici à 2025, en poursuivant la diversification, notamment dans les domaines du transport et du stockage de GNL et des structures pétrolières et éoliennes offshore, grâce à l'introduction de nouvelles technologies, comme la fabrication additive, la robotique et l'automatisation, ainsi qu'aux programmes de reconversion professionnelle.

4.48. Le secteur aérospatial est aussi un important secteur de croissance pour l'économie singapourienne; entre 2016 et 2020, son taux de croissance composé a été de 3,9 % en termes de production¹⁰ et sa contribution à l'emploi, à la production et à la valeur ajoutée a augmenté en termes absolus et relatifs par rapport au total du secteur manufacturier. Il semblerait qu'il existe une synergie entre le rôle que joue Singapour en tant que plate-forme du transport aérien (section 4.4.3) et en tant que fournisseur de services aérospatiaux/auxiliaires aux plates-formes du transport aérien. Par exemple, Singapour représente 10 % du chiffre d'affaires mondial du secteur en matière d'entretien, de réparation et de révision.

4.49. L'ITM relative à l'industrie aérospatiale a été lancée en janvier 2018 avec trois objectifs principaux: i) s'efforcer d'atteindre l'excellence opérationnelle; ii) stimuler l'innovation dans les technologies émergentes, comme les systèmes d'aéronefs sans équipage, les matériaux de pointe, les techniques de contrôle non destructif, l'automatisation des processus, l'avionique, et les communications sans fil; et iii) doter les singapouriens des compétences pertinentes. Afin d'encourager l'innovation dans les technologies émergentes, le gouvernement a créé des centres d'excellence pour, entre autres, stimuler les discussions concernant les capacités de fabrication, d'ingénierie, de conception et de développement. L'industrie aérospatiale a été considérablement touchée par la forte baisse de la demande mondiale liée à la COVID-19. Singapour a introduit le Programme de soutien renforcé à la formation, le Programme de soutien renforcé à la création d'emplois et des programmes de reconversion, entre autres programmes, afin d'améliorer et de maintenir les capacités et de reconverter les travailleurs dans ce secteur.

4.50. Singapour a aussi un important secteur de fabrication de produits alimentaires, qui exporte une grande partie de sa production, principalement vers l'Océanie et l'Asie du Sud-Est. Ce secteur est passé de 3,8 milliards de SGD en 2016 à 3,9 milliards de SGD en 2018, et il représente environ 1,3 % du PIB. Son ITM a été lancée en novembre 2016, dans le but de faire de Singapour une plaque tournante pour les produits alimentaires et la nutrition en Asie. Les objectifs étaient de stimuler les exportations, de développer l'innovation et de créer des emplois de qualité. Les initiatives soutenues portent entre autres sur la promotion de la R&D et du développement des produits par le biais de plates-formes telles que FoodInnovate; l'augmentation du nombre de partenariats intermédiaires; le renforcement des capacités d'automatisation; la prolongation de la durée de conservation, la stratégie de marque et le conditionnement; l'utilisation de programmes de diagnostic de la productivité et de visite des usines; et la reconversion de la main-d'œuvre.

¹⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

4.4 Services

4.4.1 Services financiers

4.51. L'encadré 4.1 présente les principaux indicateurs économiques du secteur des services financiers pendant la période considérée.

Encadré 4.1 Principaux indicateurs économiques du secteur des services financiers, 2015-2019

Part des services financiers et d'assurance dans la valeur ajoutée brute:

2015: 12,5% (dont assurance: 2,1%)
2019: 14,1% (dont assurance: 2,3%)

Part des services financiers et d'assurance dans l'emploi total:

2015: 4,8% (dont assurance: 0,9%)
2019: 5,3% (dont assurance: 1,1%)

Exportations nettes de services financiers et d'assurance:

2015: 34,2 milliards de SGD (dont assurance: 5,3 milliards de SGD)
2019: 51,0 milliards de SGD (dont assurance: 8,9 milliards de SGD)

Importations nettes de services financiers et d'assurance:

2015: 10,6 milliards de SGD (dont assurance: 4,4 milliards de SGD)
2019: 17,4 milliards de SGD (dont assurance: 7,6 milliards de SGD)

Capital social des fournisseurs de services financiers et d'assurance à l'étranger:

2015: 538,3 milliards de SGD (74,1% du capital social à l'étranger)
2019: 641,1 milliards de SGD (68,6% du capital social à l'étranger)

Importance de la branche des services financiers de Singapore Post (SingPost): Si SingPost offre des services financiers, comme les solutions d'assurance d'AXA@Post pour les besoins des particuliers et des entreprises, ainsi que la carte de crédit Standard Chartered SingPost et des prêts à remboursement échelonné pour les entreprises, il ne s'agit pas de son activité principale.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.52. La part des services financiers et d'assurance dans la valeur ajoutée brute est passée de 12,5% à 14,1% entre 2015 et 2019, un phénomène observé à la fois dans les services d'assurance (2,1% à 2,3%) et dans les services bancaires et autres services financiers (10,4% à 11,7%). Ce ratio est passé à 15,7% en 2020 (dont assurance: 2,8%) car les services financiers et d'assurance ont été moins touchés par la pandémie de COVID-19 que d'autres secteurs de l'économie. Les services bancaires et autres services financiers ont continué à progresser en 2020, bien qu'à un rythme moindre, alors que la croissance des prêts non bancaires dans la région a ralenti et que les prêts non bancaires nationaux ont diminué. Par ailleurs, la croissance des services d'assurance a accéléré en 2020, stimulée par la forte demande de produits d'assurance-vie à prime unique pendant la pandémie. La part des services financiers et d'assurance dans l'économie dans son ensemble pourrait retrouver un niveau normal en 2021, puisque les secteurs gravement touchés par la pandémie devraient se relever progressivement. La contribution des services financiers au PIB est l'une des plus élevées au monde, ce qui souligne l'importance du secteur pour l'économie de Singapour, ainsi que le rôle de Singapour en tant que pôle régional, voire mondial, pour les services financiers.

4.53. Du fait de sa croissance, la contribution du secteur des services financiers et d'assurance à l'emploi total est passée de 4,8% en 2015 à 5,3% en 2019, la part de l'assurance étant passée de 0,9% à 1,1% de l'emploi total et celle des services bancaires et autres services financiers ayant augmenté de 0,3% (passant de 3,9% à 4,2%). En 2020, la part des services financiers et d'assurance dans l'emploi total a encore augmenté pour atteindre 5,6%, tandis que le nombre net d'emplois a continué d'augmenter dans le secteur et alors même que l'emploi total a chuté en raison de la contraction générale de l'activité économique.

4.54. La balance commerciale des services financiers et d'assurance de Singapour est largement excédentaire pour tous les segments et le solde a augmenté pendant la période considérée.

4.55. Une feuille de route pour la transformation du secteur des services financiers intitulée "Feuille de route pour un centre financier mondial majeur en Asie" a été lancée en octobre 2017. Elle vise à atteindre une croissance annuelle de 4,3% de la valeur ajoutée réelle et de 2,4% de la productivité dans le secteur financier. La feuille de route prévoyait également de créer 3 000 emplois nets par an entre 2016 et 2020, ainsi que 1 000 emplois supplémentaires par an dans le secteur des technologies financières ici à 2020. Ses objectifs sectoriels et ses instruments sont détaillés plus loin pour chaque sous-segment des services financiers.

4.4.1.1 Services bancaires

4.56. L'encadré 4.2 présente les principaux indicateurs économiques du secteur bancaire pendant la période considérée.

Encadré 4.2 Principaux indicateurs du secteur bancaire, 2015-2019

Nombre de banques:

2015: 126 banques (dont 121 banques étrangères)

2020: 132 banques (dont 128 banques étrangères)

Consolidation récente (depuis 2015): Le nombre de banques locales est tombé de cinq à quatre suite à la fusion de Far Eastern Bank avec United Overseas Bank en 2017. Il y a sept banques étrangères de plus qu'en 2015.

Actifs totaux du système bancaire (à la fin de 2019): 2 875 milliards de SGD

Part des banques d'importance systémique nationale (EBIS): 51,8%. Sur les 7 EBIS, 3 sont des groupes bancaires locaux (DBS Bank, Oversea-Chinese Banking Corporation (OCBC) et United Overseas Bank (UOB)) et 4 sont des groupes bancaires étrangers (Citibank, Standard Chartered Bank (SCB), Maybank, et Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC)). La Banque de Singapour fait partie du groupe bancaire OCBC et figure donc, avec DBS Bank, OCBC et UOB, parmi les 4 banques locales inscrites dans l'annuaire des établissements financiers de Singapour.

Présence de banques d'importance systémique mondiale (G-SIB): Parmi la liste des 30 G-SIB établie par le Conseil de stabilité financière en 2020, 27 ont des activités/succursales bancaires à Singapour. Hormis Citigroup, SCB et HSBC, qui sont aussi des G-SIB, les autres succursales de G-SIB à Singapour ne sont pas désignées comme des EBIS.

Part des établissements qui ne sont pas des EBIS: 48,2%

Encours total des prêts du système bancaire (à la fin de 2019): 2 133 milliards de SGD

Part des prêts intérieurs: 44%

Part des prêts à l'étranger: 56%

Prêts improductifs en % des engagements totaux: 1,64% (T4 2020)

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.57. À Singapour, le système bancaire compte 4 banques nationales et 128 banques étrangères dotées de statuts juridiques différents. Les groupes bancaires suivants ont été désignés comme étant des EBIS: DBS Bank, Oversea-Chinese Banking Corporation, United Overseas Bank, Citibank, Maybank, Standard Chartered Bank, et Hongkong and Shanghai Banking Corporation.¹¹ Le tableau 4.3 fournit des données sur les banques singapouriennes, tandis que le tableau 4.4 indique où se trouve le siège des 14 principales banques étrangères établies à Singapour et quel type d'activités bancaires elles exercent.

¹¹ Autorité monétaire de Singapour, *MAS Publishes Framework for Domestic Systemically Important Banks in Singapore*, 30 avril 2015. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2015/mas-publishes-framework-for-domestic-systemically-important-banks-in-singapore>.

Tableau 4.3 Principaux indicateurs économiques des banques à capitaux singapouriens, fin 2019

(Millions de SGD)

Banque	Actifs totaux	Prêts	Total des dépôts des clients	Capitaux propres	Revenus nets des intérêts	Redevances et commissions nettes	Bénéfices avant impôt	Bénéfices après impôts
DBS Bank	578 922	357 884	404 289	53 096	9 696	3 053	7 654	6 501
Oversea-Chinese Banking Corporation (OCBC)	491 691	262 349	302 851	47 162	6 331	2 123	5 800	5 022
United Overseas Bank (UOB)	404 409	265 458	310 726	39 637	6 562	2 032	5 174	4 362
Banque de Singapour (détenue par OCBC)	35 231	22 533	29 266	2 065	347	428	363	318

Source : Autorité monétaire de Singapour (MAS).

Tableau 4.4 Les 14 principales banques étrangères, juin 2020

(Classées par type de licence et par nombre d'activités autorisées)

	Siège social du groupe	Privilèges de banque universelle agréée	Licence bancaire totale	Opérateur principal sur le marché des titres d'État
BNP Paribas	France	Oui	Oui	Oui
Banque de Chine	Chine	Oui	Oui	Non
Citibank Singapore	États-Unis	Oui	Oui	Non
HSBC Bank (Singapour)	Royaume-Uni	Oui	Oui	Non
ICICI Bank	Inde	Oui	Oui	Non
Banque industrielle et commerciale de Chine	Chine	Oui	Oui	Non
Maybank Singapore	Malaisie	Oui	Oui	Non
Standard Chartered Bank (Singapour)	Royaume-Uni	Oui	Oui	Non
State Bank of India	Inde	Oui	Oui	Non
Bank of America	États-Unis	Non	Oui	Oui
Citibank NA	États-Unis	Non	Oui	Oui
HSBC	Royaume-Uni	Non	Oui	Oui
Malayan Banking	Malaisie	Non	Oui	Oui
Standard Chartered Bank	Royaume-Uni	Non	Oui	Oui

Source : Autorité monétaire de Singapour (MAS).

4.58. Les activités du secteur se sont développées pendant la période à l'examen, bien qu'à un rythme moindre qu'en 2019, et sa rentabilité est restée solide (tableau 4.5).

Tableau 4.5 Résultats des banques, 2015-2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Actifs bancaires (% de variation en monnaie locale)	3,1	2,6	3,8	5,4	5,2	8,1
Prêts bancaires (% de variation en monnaie locale)	-1,2	2,9	5,6	3,0	3,1	-2,0
Dépôts bancaires (% de variation en monnaie locale)	1,8	6,5	1,6	3,5	8,9	11,8
Revenus nets des intérêts (% de variation en monnaie locale)	8,6	-2,7	14,5	9,6	3,9	..

.. Non disponible.

Source : Renseignements communiqués par les autorités.

4.59. L'autorité de surveillance du secteur bancaire est l'Autorité monétaire de Singapour (MAS); créée en 1971, c'est la banque centrale du pays et l'organisme de réglementation de l'ensemble du secteur des services financiers. La Commission de la concurrence et de la consommation de Singapour (CCCS) est chargée des questions relatives à la concurrence, y compris pour tous les types de services financiers.

4.60. La Loi bancaire et ses textes d'application constituent le principal cadre juridique régissant l'agrément et le fonctionnement des banques commerciales à Singapour. Les banques commerciales peuvent offrir des services bancaires universels qui, outre l'acceptation de dépôts, le paiement par chèque et les prêts, comprennent toutes les autres activités réglementées ou autorisées par la MAS, y compris les services consultatifs financiers, le courtage en assurance et les services relatifs aux marchés de capitaux. Les banques offrant des services de banque d'investissement et de conseil financier doivent respecter les dispositions pertinentes de la Loi relative aux opérations sur titres et aux opérations à terme et de la Loi sur les conseillers financiers.

4.61. Le tableau 4.6 décrit les types de licences bancaires prévues par la législation singapourienne en vigueur.

Tableau 4.6 Types de licences bancaires

Licence	Description	Nombre
Licence bancaire totale	Les banques universelles et l'octroi des licences correspondantes sont régies par la Loi bancaire. Elles peuvent offrir des services bancaires universels, et notamment: <ul style="list-style-type: none"> • l'acceptation de dépôts; • le paiement par chèque et les prêts; et • toutes les autres activités réglementées ou autorisées par la MAS, y compris les services consultatifs financiers, le courtage en assurance et les services relatifs aux marchés de capitaux. 	20 (y compris les 4 banques nationales de Singapour)
Privilèges de banque universelle agréée	Les banques universelles étrangères ayant obtenu les privilèges de banque universelle agréée peuvent exploiter 25 établissements au lieu d'un. Elles peuvent aussi: <ul style="list-style-type: none"> • mettre en commun des distributeurs automatiques et déplacer leurs succursales librement; • mener des négociations commerciales avec les banques nationales pour permettre à leurs clients titulaires de cartes de crédit d'obtenir des avances de caisse via les réseaux de distributeurs automatiques des banques nationales; • offrir des services de débit par le biais d'un réseau de transfert électronique de fonds au point de vente; • tenir des comptes du régime de retraite complémentaire et du régime de placement de la Caisse nationale de prévoyance; et • accepter les dépôts à terme dans le cadre du régime de placement de la Caisse nationale de prévoyance et du régime de prime de retraite de la Caisse nationale de prévoyance. <p>La MAS envisagera d'accorder aux banques étrangères <u>suffisamment enracinées</u>^b le droit de gérer 25 établissements additionnels (soit 50 au total), dont 10 maximum peuvent être des succursales. Cela s'inscrira dans le cadre d'un ensemble global de règles négociées avec les pays d'origine de ces banques universelles agréées, qui sont partenaires de Singapour au titre d'un accord de libre-échange (ALE).^c La MAS envisagera également de délivrer une licence bancaire totale supplémentaire à une banque étrangère suffisamment enracinée si elle dépasse sensiblement les critères de base.^d</p>	10 banques étrangères ^a + les 4 banques nationales
Banque de gros	Les banques de gros et l'octroi des licences correspondantes sont régies par la Loi bancaire. Les banques de gros peuvent offrir le même éventail d'activités bancaires que les banques universelles mais elles ne peuvent pas offrir de services bancaires de détail en SGD.	99
Banque d'affaires	Les banques d'affaires sont agréées au titre de la Loi sur l'Autorité monétaire de Singapour ^e et leurs opérations sont régies par les Directives sur les banques d'affaires et les Orientations sur le fonctionnement des banques d'affaires. Leurs activités comprennent: <ul style="list-style-type: none"> • les prêts; • la gestion d'actifs; • les services de banque privée; • le commerce et la garantie de valeurs mobilières; et • les services de banque d'investissement. 	24, dont 2 sont étrangères

a À savoir: BNP Paribas, Citibank Singapore Limited, Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited, ICICI Bank Limited, Malayan Banking Berhad, Standard Chartered Bank, State Bank of India, Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China et China Construction Bank.

b À ce jour, une seule banque étrangère suffisamment enracinée a été reconnue, en août 2020. MAS, *MAS Enhances its Significantly Rooted Foreign Bank Framework*, 3 août 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2020/mas-enhances-its-significantly-rooted-foreign-bank-framework>.

c MAS, *MAS Announces Changes to the Qualifying Full Bank Programme*, 28 juin 2012. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2012/mas-announces-changes-to-the-qualifying-full-bank-programme>.

d MAS, *MAS Enhances its Significantly Rooted Foreign Bank Framework*, 3 août 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2020/mas-enhances-its-significantly-rooted-foreign-bank-framework>.

e La Loi bancaire (modification) adoptée en janvier 2020 consolide la réglementation sur les banques d'affaires dans la Loi bancaire. Son entrée en vigueur est prévue en juillet 2021.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.62. Le 28 juin 2019, la MAS a annoncé qu'elle délivrerait jusqu'à deux licences bancaires totales numériques et jusqu'à trois licences de banque de gros numériques à des demandeurs non bancaires dans le cadre d'un processus compétitif. Le dépôt des demandes a commencé le 29 août 2019 et les candidats retenus ont été annoncés en décembre 2020.¹²

4.63. La MAS a adopté plusieurs mesures prudentielles pendant la période considérée afin de renforcer le cadre du contrôle bancaire, dont la plus importante est l'adoption, en avril 2015, d'un cadre permettant d'identifier et de surveiller les EBIS présentes à Singapour. La MAS appliquera des mesures de contrôle supplémentaires pour les banques désignées comme des EBIS, comme le rattachement des opérations de détail pour les succursales de banques étrangères ayant une présence importante sur le marché de détail, une absorption des pertes plus élevée, l'élaboration de plans de relance et de résolution, et des prescriptions relatives au ratio de liquidité à court terme.

4.64. En mars 2020, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a mené un Programme d'évaluation de la concordance des réglementations (RCAP) dans le cadre de la mise en œuvre par Singapour des règles de Bâle relatives aux grands risques et au ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR). Dans l'ensemble, au 31 décembre 2019, les deux réglementations de Singapour relatives aux grands risques et au NSFR ont été jugées conformes au cadre de Bâle. Il s'agit de la note la plus élevée possible.¹³

4.65. Le cadre général de lutte contre le blanchiment d'argent a été révisé par les amendements du 26 juin 2015 de la Loi sur l'Autorité monétaire de Singapour, qui ont renforcé les pouvoirs de contrôle existants de la MAS en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT), ainsi que sa capacité à coopérer avec ses homologues étrangers chargés du contrôle aux fins de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces dispositions sont alignées sur les normes internationales définies par le Groupe d'action financière et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

4.66. Cette Loi est complétée par l'Avis n° 626 de la MAS¹⁴, qui définit les prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme applicables aux banques en ce qui concerne l'évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise et l'atténuation des risques, le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle (y compris l'identification du propriétaire effectif), le suivi des transactions, la dépendance à l'égard de tierces parties, les correspondants bancaires et les virements, la tenue de registres, le signalement des transactions suspectes, ainsi que les politiques, la mise en conformité, l'audit et la formation au niveau interne.

4.67. La Convention de l'OCDE concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale a été signée par Singapour le 29 mai 2013 et est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2016. La Convention prévoit toutes les formes possibles de coopération administrative entre les États en vue de l'établissement et du recouvrement de l'impôt. Cette coopération s'étend de l'échange d'information, y compris les échanges automatiques, au recouvrement de l'impôt à l'étranger.

4.68. La Loi relative aux programmes d'assurance des dépôts et au Système de protection des titulaires de polices a été modifiée en juillet 2018 et est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019. Parmi les modifications figure le relèvement de la limite de couverture des programmes d'assurance des dépôts de 50 000 SGD à 75 000 SGD par déposant et par membre d'un programme d'assurance des dépôts. Le relèvement de la limite de couverture a fait passer la proportion de déposants entièrement couverts de 87% à 91%, conformément aux normes internationales.

¹² MAS, *MAS Announces Successful Applicants of Licences to Operate New Digital Banks in Singapore*, 4 décembre 2020. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2020/mas-announces-successful-applicants-of-licences-to-operate-new-digital-banks-in-singapore>.

¹³ Les rapports du RCAP concernant la mise en œuvre par Singapour des règles relatives aux grands risques et au NSFR peuvent être consultés aux adresses suivantes: <https://www.bis.org/bcbs/publ/d493.pdf> et <https://www.bis.org/bcbs/publ/d496.pdf>.

¹⁴ Les prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme applicables aux banques sont énoncées dans l'Avis n° 626 de la MAS sur la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme (banques).

4.4.1.2 Assurance

4.69. Le secteur de l'assurance à Singapour est important et bien développé. En 2019, il comptait 185 compagnies d'assurances, soit 1 de plus qu'en 2015. Le tableau 4.7 indique le taux de pénétration et la densité de l'assurance.

Tableau 4.7 Taux de pénétration et densité de l'assurance, 2015-2019

	2015	2019
Taux de pénétration de l'assurance	6,5%	7,1%
Densité de l'assurance	6 720,70 SGD par habitant	8 869,60 SGD par habitant

Note: Les données sont celles de la Caisse d'assurance à Singapour.

Source: Autorité monétaire de Singapour (MAS).

4.70. Le tableau 4.8 présente ces compagnies selon leur type d'activité et leur forme juridique.

Tableau 4.8 Compagnies d'assurance exerçant à Singapour, selon le type d'activité et la forme juridique, 2019

Type de compagnie d'assurance	Nombre
Compagnies d'assurance directe sur la vie et compagnies d'assurance mixtes	24
Constituées en société dans le pays (entièrement à capitaux étrangers), à capitaux nationaux	5
Filiales (entièrement à capitaux étrangers)	13
Succursales (entièrement à capitaux étrangers)	6
Compagnies d'assurance autre que sur la vie	52
Constituées en société dans le pays, à capitaux nationaux	7
Filiales (entièrement à capitaux étrangers)	15
Succursales (entièrement à capitaux étrangers)	30
Compagnies de réassurance	31
Compagnies de réassurance agréées ^a	5
Assureurs captifs	73
Nombre total de compagnies d'assurances	185

a Les compagnies de réassurance agréées n'ont pas de présence physique à Singapour et offrent des services d'assurance depuis l'étranger aux personnes qui se trouvent dans le pays. Les compagnies de réassurance agréées ne sont pas tenues de créer ni de maintenir des fonds d'assurance distincts pour les polices souscrites par des personnes se trouvant à Singapour.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.71. Le total des actifs au bilan du secteur a atteint 326,35 milliards de SGD en 2019, dont 80,6% au titre de l'assurance-vie, 6,9% de l'assurance autre que sur la vie et 12,6% de la réassurance (tableau 4.9). La taille globale du secteur a augmenté de 9% par an de 2015 à 2019, une croissance tirée par l'assurance-vie, puisque le taux de croissance de l'assurance autre que sur la vie était bien inférieur, à 1,2%.

Tableau 4.9 Actifs du secteur de l'assurance, 2014-2019

(Milliards de SGD)

	Actifs totaux du secteur	Actifs totaux du secteur de l'assurance-vie	Actifs totaux du secteur de l'assurance autre que sur la vie ^a
2014	197,4	167,9	29,5
2019	326,4	263,0	63,3

a L'assurance autre que sur la vie comprend les assureurs directs et les réassureurs.

Source: Autorité monétaire de Singapour (MAS).

4.72. Le marché est fortement concentré dans l'assurance-vie (secteur où les cinq principales compagnies représentaient 81,4% des actifs totaux en 2019) et la réassurance (dans laquelle les cinq principales compagnies représentaient 76,5% des primes brutes souscrites). La concentration est moindre dans l'assurance autre que sur la vie et l'assurance santé et contre les accidents (respectivement 32,1% et 59,4% des primes brutes souscrites).¹⁵

¹⁵ Renseignements communiqués par les autorités.

4.73. Le tableau 4.10 présente les indicateurs économiques des 10 principales compagnies d'assurance-vie, et le tableau 4.11 ceux des 10 principales compagnies d'assurance générale/autre que sur la vie.

Tableau 4.10 Principaux indicateurs économiques des 10 premières compagnies d'assurance-vie, 2019

(Millions de SGD)

Assureur	Primes brutes	Indemnités brutes	Actifs totaux	Passif total	Nationalité
Great Eastern Life Assurance	7 972	4 366	60 799	58 210	Singapour
Prudential Assurance Co Singapore	6 181	3 369	45 242	44 116	Royaume-Uni
AIA Singapore	5 583	3 422	50 938	47 433	Hong Kong, Chine
Manulife (Singapour)	4 230	996	19 200	18 787	Canada
NTUC Income	3 599	2 355	38 499	36 170	Singapour
Aviva	2 343	1 687	9 873	9 321	Royaume-Uni
AXA Insurance	889	494	4 068	3 896	France
HSBC Insurance (Singapour)	875	459	6 943	6 307	Royaume-Uni
Tokio Marine Life Insurance Singapore	779	335	8 499	8 038	Japon
Etika Insurance	381	17	1 151	1 078	Malaisie
Total au niveau national	34 196	18 097	255 876	243 031	

Source: Autorité monétaire de Singapour (MAS).

Tableau 4.11 Principaux indicateurs économiques des 10 premières compagnies d'assurance générale/autre que sur la vie, 2018

(Millions de SGD)

Assureur	Primes brutes	Indemnités brutes	Actifs totaux	Passif total	Nationalité
NTUC Income Insurance Co-operative	379	205	1 465	835	Singapour
AIG Asia Pacific Insurance	374	234	799	620	États-Unis
AXA Insurance	328	249	668	457	France
MSIG Insurance (Singapour)	297	127	671	424	Japon
MS First Capital	254	152	1 123	594	Japon
Chubb Insurance Singapore	239	54	591	380	Suisse
Cigna Europe Insurance (succursale à Singapour)	186	113	216	157	États-Unis
Tokio Marine Insurance Singapore	172	89	494	264	Japon
Liberty Insurance	162	86	371	210	États-Unis
Great Eastern General Insurance	149	76	330	277	Singapour
Total au niveau national	4 355	2 281	12 367	7 853	

Source: Autorité monétaire de Singapour (MAS).

4.74. La vision envisagée pour le secteur de l'assurance dans la feuille de route pour la transformation du secteur des services financiers consiste à faire de Singapour une capitale mondiale pour le transfert des risques en Asie, en offrant des services d'assurance et de financement des risques (par une mise en commun des risques commerciaux et des risques souverains, ou par d'autres solutions de transfert des risques, comme l'émission de titres assurantiels) pour aider l'Asie à refermer l'écart en termes de protection. Cela doit se faire: i) en développant le marché des titres assurantiels à Singapour; ii) en créant conjointement de nouvelles solutions de financement des risques avec les marchés de capitaux et les gouvernements; iii) en renforçant les capacités en matière d'analyse des risques et d'innovation; iv) en incubant des solutions d'assurance pour les risques nouveaux et émergents; et v) en développant de nouvelles infrastructures de marché ayant un effet de transformation, comme des plates-formes de placement/d'échange des risques utilisant la technologie de la chaîne de blocs.

4.75. Le régime de licences n'a pas été modifié pendant la période considérée. Une entité peut toujours détenir à la fois une licence d'assurance-vie et une licence d'assurance autre que sur la vie. Il n'y a pas de traitement différencié des étrangers dans le processus d'octroi des licences et aucune limite concernant le nombre de fournisseurs. La MAS est l'autorité chargée de délivrer les licences.

Le délai maximum pour le traitement des demandes de licences est de six à huit semaines. La durée de validité d'une licence n'est pas limitée, sauf pour les bureaux de représentation de compagnies d'assurance.¹⁶ La Loi sur l'assurance n'autorise pas le transfert des licences d'assurance. Toutes les compagnies qui souhaitent exercer des activités d'assurance à Singapour doivent demander et obtenir une licence d'assurance. Singapour continue de reconnaître le pouvoir de contrôle de l'organisme de réglementation du pays d'origine du groupe d'assurance étranger qui opère à Singapour.

4.76. En ce qui concerne le traitement préférentiel, des modifications ont été apportées à la Loi sur l'assurance (compagnies d'assurance agréées pour le transport maritime, l'aviation et le transit) en 2018 et 2019 afin d'intégrer les engagements souscrits par le secteur de l'assurance respectivement au titre de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et de l'Accord de libre-échange Union européenne-Singapour (EUSFTA).

4.77. La principale modification réglementaire dans le secteur de l'assurance pendant la période considérée a été la mise en œuvre d'un régime de fonds propres fondé sur le risque renforcé (RBC 2) pour les assureurs le 31 mars 2020. Le RBC 2 renforce la protection des assurés en imposant aux assureurs de détenir des fonds propres pour une gamme de risques plus large et pour un niveau de confiance cible plus élevé que dans le régime de fonds propres antérieur, et il leur permet d'offrir des produits à long terme avec des garanties en étant soumis à des exigences moindres en termes d'intensité de capital.

4.78. Les assureurs sont tenus de créer et de maintenir un fonds d'assurance distinct pour chacune de leurs activités d'assurance (par exemple fonds participatif, fonds non participatif, fonds lié aux investissements ou fonds général), et on distingue également les polices à Singapour (Caisse d'assurance à Singapour) et les polices offshore (Caisse d'assurance offshore). Pour calculer le ratio de solvabilité, le RBC 2 permet aux assureurs d'utiliser un concept de fonds ajusté dans le cadre duquel les fonds d'assurance (à l'exception des fonds participatifs) peuvent être regroupés, tout en maintenant la distinction entre les polices à Singapour et les polices offshore.

4.79. Dans le cadre du RBC 2, les assureurs doivent maintenir la solvabilité à la fois au niveau de l'entreprise et au niveau des fonds ajustés, ainsi qu'à deux niveaux de contrôle de la solvabilité:

- Le niveau le plus élevé de contrôle de la solvabilité, pour lequel les prescriptions de risques totales, aussi appelées exigences de fonds propres, sont fixées à une valeur en risque (Ver) de 99,5% sur une année.
- Le niveau inférieur de contrôle de la solvabilité, pour lequel les prescriptions de risques totales, aussi appelées exigences minimales de fonds propres, sont fixées à une Ver de 90% sur une année. Les exigences minimales de fonds propres sont fixées à 50% des exigences de fonds propres.

4.80. Pour les polices offshore, les succursales de réassurance demeurent exemptées du RBC 2 et les réassureurs à capitaux étrangers constitués en société dans le pays restent soumis à une marge de solvabilité simplifiée. Toutefois, les réassureurs constitués en société et ayant leur siège dans le pays seront désormais soumis au RBC 2 pour les polices offshore.

4.4.1.3 Services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, et services de gestion d'actifs

4.81. Singapour est l'un des pôles régionaux majeurs en Asie-Pacifique pour les services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, et pour les services de gestion d'actifs. Comme le montre l'encadré 4.3, la croissance de ces sous-secteurs pendant la période considérée a été irrégulière, sauf pour le secteur de la gestion d'actifs qui enregistre une croissance régulière depuis 2015.

¹⁶ Les bureaux de représentation de compagnies d'assurance sont généralement créés en vue de réaliser des études de faisabilité sur la viabilité de mener des activités d'assurance à Singapour et, à terme, d'obtenir une licence permettant d'exercer des activités d'assurance à Singapour. Elles se voient donner un délai pour réaliser les études de faisabilité.

Encadré 4.3 Principaux indicateurs économiques des services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, et des services de gestion d'actifs, 2015-2019

Capitalisation des sociétés cotées en bourse:

2015: 904,76 milliards de SGD (soit 213,7% du PIB la même année)
2019: 937,83 milliards de SGD (soit 183,6% du PIB la même année)

Valeur brute des obligations émises en souscription publique:

2015: 315 milliards de SGD
2019: 472 milliards de SGD

Transactions sur valeurs mobilières à la Bourse de Singapour (SGX) (2019):

Actions cotées à la Bourse de Singapour (SGX) (à la fois sur le marché principal et secondaire) :
265 136 millions de SGD

Obligations cotées à la Bourse de Singapour: 126 millions de SGD

Produits structurés (à savoir bons de souscription d'actions structurés et certificats à effet de levier journalier): 9 045 millions de SGD

Fonds négociés en bourse: 2 138 millions de SGD

Nombre de courtiers en valeurs mobilières:

2015: 84 (dont 72 étrangers)
2019: 119 (dont 85 étrangers)

Nombre de gestionnaires de fonds autorisés:

2015: 628
2019: 895

Volume des actifs gérés:

2015: 2 600 milliards de SGD¹⁷
2019: 4 000 milliards de SGD¹⁸ (soit l'équivalent de 427% du PIB de Singapour, ou 3,26% de la valeur totale des actifs gérés au niveau mondial¹⁹)

Répartition des actifs (2019): Plans d'investissements collectifs (CIS): 11%; marché au comptant/monétaire: 3%; actions: 42%; autres (capitaux privés, capital-risque, immobilier, fonds de placement immobilier, et infrastructures): 15%; obligations: 26%

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.82. La capitalisation des sociétés cotées n'a pas beaucoup évolué entre 2015 et 2019 (+3,65%). Toutefois, le nombre de sociétés cotées est tombé de 769 en 2015 à 723 en 2019, conformément à une tendance observée dans la plupart des marchés développés où les sociétés restent privées plus longtemps. La Bourse de Singapour, qui gère le seul marché des actions à Singapour, compte deux marchés: i) un marché principal (Mainboard) et ii) un marché secondaire (Catalist) pour les entreprises à croissance rapide et dont la capitalisation représentait environ 1,0% de celle du marché principal à la fin de 2019. La capitalisation boursière des sociétés cotées et constituées à Singapour représentait environ 86% de la capitalisation totale des sociétés cotées à la Bourse de Singapour à la fin de 2019.

4.83. Entre 2015 et 2019, la valeur brute des obligations émises en souscription publique a augmenté de 33%. Pour encourager le développement de ce marché, le secteur financier bénéficie de larges exonérations de l'impôt anticipé (WHT), qui couvrent les revenus d'intérêts versés aux non-résidents par des banques agréées/autorisées (au titre de La Loi bancaire ou de la Loi sur

¹⁷ MAS, Enquête de 2015 de l'Autorité monétaire de Singapour.

¹⁸ MAS, Enquête de 2019 de l'Autorité monétaire de Singapour.

¹⁹ Sur la base d'actifs sous gestion d'une valeur de 89 000 milliards d'USD au niveau mondial en 2019 selon BCG. BCG, *Global Asset Management 2020: Protect, Adapt, and Innovate*, mai 2020.

l'Autorité monétaire de Singapour), des sociétés financières agréées et des établissements financiers spécifiés approuvés par la MAS. Ces exonérations de la WHT devaient expirer le 31 mars 2021, mais elles ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 2026 dans le budget de 2021.

4.84. La feuille de route pour la transformation du secteur des services financiers prévoit de faire de Singapour le centre asiatique de la levée de capitaux et du financement des entreprises, ainsi qu'un pôle asiatique pour le financement des infrastructures. La MAS travaille avec le secteur pour soutenir les entreprises à différents stades du cycle de financement, ainsi que pour attirer les capitaux privés pour financer les projets d'infrastructure en Asie. En novembre 2018, la MAS a lancé le Programme pour les marchés privés (PMP) afin d'allouer 5 milliards d'USD de ses propres fonds dans le cadre de son portefeuille d'investissement dans la catégorie d'actifs des marchés privés. Le PMP s'appuie sur le programme actuel de gestionnaires de fonds extérieurs du MAS, qui vise à ancrer les gestionnaires d'actifs d'envergure mondiale dans le secteur des marchés publics. Les fonds du PMP seront placés sous gestion auprès de grands gestionnaires de capitaux privés et de fonds d'infrastructure d'envergure mondiale dont on juge qu'ils sont déterminés à renforcer leur présence existante ou à établir une présence importante à Singapour. Un taux d'imposition plus faible est accordé aux établissements financiers admissibles.

4.85. La Loi sur les sociétés à capital variable (2018) est entrée en vigueur en janvier 2020. Elle vise à offrir aux gestionnaires d'actifs une solution pour structurer les fonds d'entreprise qui soit efficace et permette une plus grande souplesse opérationnelle et des économies d'échelle. Les gestionnaires d'actifs basés à Singapour peuvent co-implanter leurs activités de gestion de fonds et de domiciliation à Singapour et intégrer plusieurs fonds subsidiaires dans une structure unique de société à capital variable, et partager ainsi, entre autres, un seul conseil d'administration et un ensemble unique de prescriptions en matière de présentation de rapports financiers et être traité comme une entité unique aux fins de la fiscalité. Les gestionnaires d'actifs qui gèrent une société à capital variable sont également autorisés à utiliser soit les règles comptables de Singapour, soit les règles comptables internationales pour servir les besoins de leurs investisseurs.

4.86. Le cadre destiné aux sociétés à capital variable vise à donner aux gestionnaires de fonds accès à un choix plus large d'instruments de placement à Singapour, ainsi que d'activités de domiciliation de fonds, pour offrir de nouveaux débouchés commerciaux aux conseillers en placements et aux fournisseurs de services basés à Singapour. En vertu de ce cadre, plus de 200 sociétés à capital variable ont été constituées au cours de la première année, tant pour des fonds à capital variable qu'à capital fixe, ainsi que dans des cas d'utilisation variés dans le cadre de divers marchés privés traditionnels et de différentes stratégies de gestion de patrimoine.

4.87. Singapour est la troisième place mondiale pour les opérations en devises, avec une part de marché de 7,64% et un volume de transactions quotidien de 640 milliards d'USD en 2019, soit une hausse de 24% par rapport à 2016. Le marché des taux d'intérêt des produits dérivés de gré à gré a enregistré une part du marché mondial de 1,7% et est classé au septième rang mondial, avec un volume moyen de transactions quotidien de 116 milliards d'USD en 2019. En vertu de la feuille de route de 2017 pour la transformation du secteur, la MAS est en train de faire de Singapour un centre spécialisé dans la détermination des prix et les liquidités pour les transactions de change et de produits dérivés pour les fuseaux horaires de toute l'Asie. La MAS encourage les grands acteurs du secteur des changes à baser à Singapour leurs moteurs utilisés pour les rapprochements et la détermination des prix afin de permettre aux participants au marché régional de bénéficier de liquidités accrues et d'une plus grande efficacité dans l'exécution des transactions de change et de produits dérivés.

4.88. La MAS est l'autorité réglementaire chargée des services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, et des services de gestion d'actifs. La CCCS est chargée des questions relatives à concurrence. Les principaux textes réglementaires sont la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme (2001) et la Loi sur les conseillers financiers, qui ont été révisées respectivement en 2006 et 2007.

4.89. Les entités qui souhaitent exploiter des marchés organisés pour des titres cotés offerts au public doivent détenir une licence de bourse agréée au titre de la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme. Cela ne s'est jamais produit jusqu'à présent.

4.90. La MAS peut reconnaître une bourse qui est réglementée à titre principal dans une autre juridiction en tant qu'opérateur de marché étranger reconnu: i) si les lois et pratiques de cette juridiction permettent d'obtenir des résultats équivalents à ceux des lois et pratiques applicables aux opérateurs de marché reconnus en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme; et ii) s'il existe un nombre suffisant d'arrangements de coopération entre la MAS et l'organisme de réglementation de la bourse étrangère. Une telle reconnaissance a eu lieu à trois reprises, pour la Bourse australienne, la Bourse de Hong Kong et la Bourse de Tokyo, et ce, au cours de la période considérée pour ces deux dernières.

4.91. Les courtiers en valeurs mobilières qui exercent des activités réglementées par la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme (chapitre 289) doivent détenir une licence pour les services relatifs aux marchés de capitaux (licence CMS), sauf si une exemption s'applique. Parmi les entités qui ne sont pas tenues d'avoir une licence CMS, on peut citer les établissements financiers régis par d'autres lois (comme les banques) et les entités dont le modèle d'activité comporte un degré de risque moindre (par exemple les sociétés qui n'effectuent que des opérations pour compte propre par le biais d'établissements financiers réglementés). Entre autres critères d'admissibilité pour obtenir une licence CMS figure la capacité à respecter la prescription relative au capital de base prévue dans la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme, lequel doit être compris entre 50 000 SGD et 5 millions de SGD en fonction de la nature des activités de l'entreprise, et les prescriptions de résidence visant un directeur et le directeur général.

4.92. Les courtiers en valeurs mobilières étrangers doivent détenir une licence CMS et sont soumis aux mêmes critères d'admissibilité que les courtiers nationaux.

4.93. Les gestionnaires d'actifs qui mènent des activités de gestion de fonds réglementées au titre de la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme doivent détenir une licence CMS, sauf exemption, comme lorsque le gestionnaire d'actifs ne gère que des sommes appartenant à ses sociétés liées ou qu'il ne gère que ses fonds propres. Parmi les critères d'admissibilité pour obtenir une licence CMS de gestion de fonds figurent une prescription minimum concernant le capital, qui doit être compris entre 250 000 SGD pour les sociétés qui servent uniquement des investisseurs accrédités et institutionnels et 1 million de SGD pour les sociétés qui servent les petits porteurs, et des prescriptions de résidence visant un directeur et deux professionnels ou représentants concernés travaillant à temps plein.

4.94. Les critères d'admissibilité sont les mêmes pour les sociétés de gestion de fonds étrangères et nationales.

4.95. Les fonds communs de placement constitués et proposés à Singapour sont régis dans le cadre des offres relevant des plans d'investissements collectifs (CIS). L'offre doit être autorisée par la MAS et accompagnée d'un prospectus enregistré auprès de la MAS, sauf si une exemption s'applique et si les conditions relatives à cette exemption sont remplies. Les CIS étrangers doivent être reconnus et accompagnés d'un prospectus enregistré, sauf si une exemption s'applique et si les conditions relatives à cette exemption sont remplies. À titre d'exemple, les exemptions visent les offres d'un faible montant, les placements privés et les offres limitées aux investisseurs accrédités ou institutionnels.

4.96. La licence CMS (exigée à la fois pour les courtiers en valeurs mobilières et pour les gestionnaires d'actifs) et la licence de bourse agréée n'ont pas de période de validité. Ces licences sont généralement valables jusqu'à ce que le titulaire cesse d'exercer des activités réglementées par la Loi sur les valeurs mobilières et les opérations à terme. Une licence CMS/de bourse agréée n'est pas cessible. Le nombre de bourses agréées, de courtiers en valeurs mobilières et de gestionnaires d'actifs n'est pas limité et les étrangers ne sont soumis à aucune restriction pour acheter et vendre sur le marché boursier.

4.97. En vertu des règles de cotation de la Bourse de Singapour (Règles de cotation), les sociétés cotées sont tenues d'établir leurs états financiers conformément aux Normes singapouriennes d'information financière (SFRS(I)), aux Normes internationales d'information financière (IFRS) ou aux Principes comptables généralement reconnus des États-Unis. Les SFRS(I) sont équivalentes aux IFRS.

4.4.1.4 Régimes applicables aux technologies financières, aux paiements électroniques et à la cryptomonnaie

4.4.1.4.1 Technologies financières

4.98. Singapour prévoit d'encourager l'innovation dans les technologies financières et les paiements électroniques, et la MAS continuera de renforcer son approche réglementaire afin de soutenir les entreprises et l'innovation, tout en préservant la solidité financière. Le secteur des technologies financières de Singapour a connu une croissance exponentielle, passant de 50 entreprises en 2015 à plus de 1 000 en 2020. Il compte également 40 laboratoires d'innovation répartis dans les grandes banques et compagnies d'assurance. En 2019, les entreprises de technologie financière ont attiré des investissements d'un milliard de SGD. Au premier semestre 2020, en dépit de la pandémie de COVID-19, le secteur des technologies financières a continué d'attirer des capitaux, et les fusions et acquisitions ont atteint 650 millions de SGD. Selon les autorités, le secteur a également créé de nombreux emplois, 10 000 personnes seraient ainsi employées par les entreprises de technologie financière.

4.99. L'approche réglementaire choisie par la MAS pour les technologies financières consiste à faciliter l'innovation tout en gérant les risques. D'après les autorités, cela implique de simplifier les règles, d'assouplir de manière sélective les critères d'octroi des licences, de donner des orientations dans les nouveaux domaines tels que l'informatique en nuage, les plates-formes de conseil automatisées et les jetons numériques, d'adopter une réglementation par activité adaptée aux risques posés, comme dans la Loi sur les services de paiement, et d'autoriser l'expérimentation.

4.100. En 2016, la MAS a introduit le premier laboratoire de la réglementation des technologies financières (FinTech Regulatory Sandbox). Son objectif consiste à évaluer les réglementations ou les politiques susceptibles d'entraver les nouvelles technologies ou les nouveaux modèles d'activité bénéfiques, plutôt que mener des essais de produits qui évaluent leur adoption par les consommateurs et leur viabilité commerciale. Selon les autorités, le laboratoire de la réglementation des technologies financières a permis de mener des expériences en situation réelle pour une large gamme de services et de technologies financiers, et notamment les applications utilisant les mégadonnées, la technologie de la chaîne de blocs, l'apprentissage automatique et les interfaces de programmation d'applications (API) dans des services financiers tels que la gestion d'investissement, le courtage, le transfert de fonds transfrontières, l'assurance, le conseil financier, le financement participatif par souscription de titres financiers, l'accès au marché secondaire et les services de garde.

4.101. En outre, en août 2019, la MAS a lancé le laboratoire express pour compléter l'approche du laboratoire existant en introduisant un dispositif accéléré pour tester les services financiers innovants sur le marché. Le dispositif accéléré est actuellement disponible pour les courtiers en assurance et les opérateurs de marché reconnus.

4.102. La MAS a également publié plusieurs éclaircissements informels qui ont contribué à guider l'adoption de nouvelles technologies par le secteur financier. Il s'agit: i) du Guide 2.0 pour la mise en œuvre de l'informatique en nuage (créé conjointement par la MAS et l'Association des banques de Singapour et publié en août 2019 pour aider les établissements financiers à conclure et à gérer leurs accords d'externalisation dans le domaine de l'informatique en nuage); ii) des Principes d'équité, d'éthique, de responsabilité et de transparence (principes FEAT) (introduits par la MAS en novembre 2018 pour fournir des orientations sur un usage responsable de l'intelligence artificielle et de l'analyse des données, ainsi que pour renforcer la gouvernance interne en matière de gestion des données); et iii) du programme Veritas (lancé par la MAS en collaboration avec les partenaires du secteur en novembre 2019 pour permettre aux établissements financiers d'évaluer leurs solutions en matière d'intelligence artificielle et leurs solutions axées sur l'analyse des données au regard des principes FEAT).

4.103. La MAS promeut également des projets conjoints avec d'autres organismes publics et avec le secteur pour renforcer l'infrastructure numérique de Singapour et l'adoption de nouvelles technologies dans le secteur financier. Parmi les principaux projets, on citera:

- L'Identité numérique nationale: un service d'identification numérique complémentaire permettant aux résidents et aux entreprises de Singapour d'effectuer des transactions numériques avec le gouvernement et avec le secteur privé de manière pratique et sécurisée;

- Business sans Borders: un pôle mondial et hybride de premier niveau qui connecte les plates-formes et leurs PME au niveau national et international pour faciliter la mise en relation ouverte et fluide des acheteurs, des vendeurs et des fournisseurs de solutions innovantes; et
- la Plate-forme API eXchange (APIX): une plate-forme d'architecture ouverte pour les interfaces de programmation d'applications (API) sur laquelle les établissements financiers et les entreprises de technologie financière mondiaux peuvent découvrir sur un marché organisé les API que les uns et les autres utilisent, concevoir des expériences collaboratives dans un laboratoire dématérialisé et mettre en œuvre des solutions innovantes rapidement et à moindre coût.

4.104. La MAS encourage également une architecture ouverte pour les API dans le secteur financier afin de permettre aux établissements financiers de collaborer avec les utilisateurs extérieurs et fournir des solutions sur mesure plus rapidement et à moindre coût. Parmi les principales initiatives, on citera:

- le document "Finance-as-a-Service: API Playbook", qui identifie les API communes et utiles pour le secteur, ainsi que les parties prenantes intersectorielles, et qui offre un cadre complet pour faciliter le développement et la mise en œuvre des API; et
- le Registre des API du secteur financier, qui recense plus de 300 API ouvertes spécialisées dans l'information ou les transactions qui ont été mises à disposition par des établissements financiers de Singapour.

4.105. En 2015, la MAS a lancé un programme quinquennal de 225 millions de SGD intitulé Technologie et innovation dans le secteur financier (FSTI) en vue de soutenir la création d'un écosystème propice à l'innovation.

4.106. Le 13 août 2020, la MAS a annoncé qu'elle consacrerait 250 millions de SGD au cours des trois prochaines années au titre du programme FSTI renforcé (FSTI 2.0) pour accélérer une croissance tirée par la technologie et l'innovation dans le secteur financier. Le programme FSTI 2.0 vise à accroître le soutien en faveur de projets d'innovation à grande échelle et à créer une réserve renforcée de talents singapouriens dans les technologies financières. Ce programme soutient sept différents types de programmes de soutien financier.²⁰ La MAS encourage également la création de programmes d'enseignement supérieur *ad hoc*, ainsi que les activités d'un institut de recherche sur les services financiers numériques appelé Institut pour le financement numérique en Asie, dont la création a été annoncée le 4 août 2020.

4.107. Pour garantir l'arrivée sur le marché du travail d'une réserve de talents fiable et prête, la MAS a travaillé avec les établissements d'enseignement supérieur pour faire en sorte que les programmes sont mis à jour et adaptés aux nouveaux emplois liés aux technologies financières. Toutes les universités et écoles polytechniques locales de Singapour offrent désormais des cours théoriques et appliqués, ainsi que des programmes de stage, dans les technologies financières. Des programmes et des initiatives ont également été déployés pour aider les professionnels du secteur financier en milieu de carrière à s'engager dans des fonctions technologiques par le biais de formations et de détachements auprès d'établissements financiers.

4.108. Au niveau international, la MAS organise tous les ans depuis 2016 le Festival des technologies financières de Singapour comme une plate-forme pour permettre à la communauté mondiale des technologies financières d'entrer en contact et de collaborer. En mars 2021, la MAS avait signé 35 accords de coopération dans le secteur de la fintech avec des homologues du monde entier. Ces accords offrent un cadre de coopération plus étroit dans les technologies financières et promeuvent l'innovation dans les services financiers sur les marchés correspondants. Selon la MAS, les accords²¹ ont produit des résultats tangibles, comme l'internationalisation des entreprises de technologie financière de Singapour, l'implantation d'entreprises de technologie financière étrangères à Singapour et des projets d'innovation conjoints entre la MAS et ses homologues internationaux.

²⁰ Pour une description détaillée de ces programmes, voir: MAS, *MAS Commits S\$250 Million to Accelerate Innovation and Technology Adoption in Financial Sector*, 13 août 2020. Adresse consultée: [https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2020/mas-commits-s\\$250-million-to-accelerate-innovation-and-technology-adoption-in-financial-sector](https://www.mas.gov.sg/news/media-releases/2020/mas-commits-s$250-million-to-accelerate-innovation-and-technology-adoption-in-financial-sector).

²¹ MAS, *Accords de coopération dans le secteur de la fintech*. Adresse consultée: <https://www.mas.gov.sg/development/fintech/fintech-cooperation-agreements>.

4.4.1.4.2 Paiements électroniques

4.109. Les paiements électroniques sont de plus en plus populaires à Singapour et l'adoption de modes de paiement autres que le liquide, sous la forme de portefeuilles électroniques et d'applications bancaires mobiles, s'est développée régulièrement. Par exemple, environ 80% des résidents et des entreprises de Singapour sont enregistrés sur les plates-formes PayNow et PayNow Corporate respectivement, qui permettent aux utilisateurs de transférer de l'argent instantanément entre comptes bancaires et portefeuilles électroniques en utilisant leur numéro de téléphone mobile. Tous les acteurs internationaux majeurs du secteur des paiements électroniques sont présents sur le marché singapourien.

4.110. La MAS souhaite instaurer une "société des paiements électroniques" grâce à la simplification de sa réglementation, au dialogue avec le secteur, et à la promotion d'une infrastructure interopérable et de la numérisation des PME. Parmi les principales initiatives, on citera les suivantes:

- Les terminaux unifiés aux points de vente sont des terminaux physiques situés dans les points de vente et qui favorisent l'interopérabilité entre plusieurs modes de paiement et facilitent la vie des consommateurs.
- PayNow est un service de transfert de fonds de poste à poste qui a été lancé en juillet 2017 pour permettre aux particuliers d'effectuer et de recevoir des paiements facilement en utilisant leur numéro de téléphone mobile, leur numéro d'enregistrement de carte d'identité nationale (pour les citoyens) ou leur numéro d'identification de résident étranger. PayNow a encore été amélioré en août 2018 pour permettre aux entreprises et aux organismes des secteurs privé et public de lier leur identifiant d'entité unique à un compte bancaire local, ce qui leur permet de faire des paiements à d'autres entreprises et fournisseurs, et de recevoir des paiements d'autres entreprises ou de particuliers.
- Le code de réponse rapide (code QR) de Singapour (SGQR), lancé en septembre 2018, est une norme commune pour les codes QR qui regroupe de multiples codes QR de paiement en un seul label SGQR, ce qui simplifie les paiements mobiles par code QR à la fois pour les consommateurs et pour les commerçants.
- Le projet Ubin est un projet de collaboration avec le secteur visant à explorer l'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs et de la technologie des registres distribués pour la compensation et le règlement des paiements et des titres.

4.111. La Loi sur les services de paiement (2019) est entrée en vigueur le 28 janvier 2020. Elle vise à simplifier la réglementation des services de paiement dans le cadre d'un texte législatif unique pour l'activité. Elle comprend deux cadres réglementaires parallèles: i) un régime de désignation qui permet à la MAS de désigner et de réglementer les systèmes de paiement d'importance systémique²² aux fins de la stabilité et de l'efficacité financières; et ii) un régime de licences modulaire fondé sur les risques, qui adapte la réglementation des services de paiement de masse à l'activité et à la taille des fournisseurs de services de paiement.

4.112. Dans le cadre du régime de désignation, un système de paiement peut être désigné au titre de la Loi sur les services de paiement s'il est considéré comme ayant une importance systémique ou comme étant important à l'échelle du système²³, ou si cette désignation est dans l'intérêt public. La MAS peut également désigner un système de paiement s'il est largement utilisé à Singapour, ou si ses opérations pourraient avoir une incidence sur le fonctionnement d'un ou de plusieurs autres systèmes de paiement à Singapour, et si la désignation est nécessaire pour garantir l'efficacité ou la compétitivité de l'un des services fournis par l'opérateur du système de paiement.

²² Les systèmes de paiement d'importance systémique sont des systèmes dont la perturbation des opérations pourrait déclencher, causer ou transmettre d'autres perturbations pour les participants, ou générer des perturbations systémiques pour le système financier de Singapour.

²³ Les systèmes de paiement importants à l'échelle du système sont des systèmes dont la perturbation pourrait affecter la confiance du public dans les systèmes de paiement ou dans le système financier de Singapour. Même si une perturbation ou une défaillance de ces systèmes pourrait avoir des conséquences à l'échelle du système et affecter un grand nombre d'utilisateurs, le risque d'impact systémique sur la stabilité financière est négligeable.

4.113. Le régime de licences couvre une large gamme d'activités de paiement, dont les sept suivantes: i) ouverture de compte; ii) transfert d'argent national; iii) transfert d'argent transfrontières; iv) achat chez les commerçants; v) émission de monnaie électronique; vi) services de change; et vii) jetons de paiement numériques (DPT). Actuellement, la Loi sur les services de paiement régit les services de fourniture de DPT et la facilitation des échanges de DPT lorsque le fournisseur de services est en possession de l'argent ou des DPT. La Loi sur les services de paiement a été modifiée en janvier 2021 pour élargir la portée des services de DPT réglementés pour inclure:

- la facilitation de la transmission des DPT;
- la fourniture de services de portefeuille gardé pour les DPT; et
- la facilitation des échanges de DPT lorsque le fournisseur de services n'est pas en possession de l'argent ou des DPT concernés.

4.114. À tout moment, un fournisseur de services de paiement ne doit détenir qu'une seule licence, mais qui doit relever de la catégorie correspondant aux risques posés par le type de services de paiement fournis. Les mesures d'atténuation des risques doivent ensuite être conçues en fonction des services de paiement spécifiques fournis par un titulaire de licence pour protéger l'argent des clients, garantir un contrôle adéquat contre les risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, réduire la fragmentation, et renforcer les technologies et les normes de cybersécurité dans le secteur des paiements électroniques.

4.115. En janvier 2021, le Parlement a adopté des amendements législatifs à la Loi sur les services de paiement pour élargir la portée des services de transfert d'argent transfrontières et des services de DPT, pour mieux atténuer les risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, et pour aligner le régime réglementaire de Singapour sur les normes du Groupe d'action financière (GAFI) concernant la lutte en la matière. Les amendements à la Loi doivent prendre effet au troisième trimestre 2021. Le tableau 4.12 décrit brièvement chaque service de paiement réglementé, y compris ceux nouvellement visés. Conformément aux normes renforcées du GAFI concernant les prestataires de services sur actifs numériques (PSAN), la MAS a également l'intention d'adopter des amendements législatifs prévoyant de délivrer des licences aux PSAN créés à Singapour qui fournissent des services de jetons numériques (à savoir des services liés aux paiements et/ou aux investissements) entièrement hors de Singapour, et de soumettre ces PSAN aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, comme c'est le cas pour les autres fournisseurs de services de DPT de Singapour.

Tableau 4.12 Description des services de paiement réglementés

Services de paiement réglementés	Description
Ouverture de compte	Ouvrir un compte de paiement ou fournir des services relatifs au fonctionnement d'un tel compte à Singapour. Les comptes de paiement comprennent un portefeuille électronique ou une carte de crédit.
Transfert d'argent national	Fournir des services de transfert d'argent national à Singapour.
Transfert d'argent transfrontières	Fournir des services d'envoi de fonds entrants et/ou sortants à Singapour. Le Projet de loi sur les services de paiement (modification) qui a été adopté en janvier 2021 élargit la définition des services de transfert d'argent transfrontières pour inclure la facilitation des transferts d'argent entre personnes situées dans des juridictions différentes et pour lesquels l'argent n'est pas accepté ni reçu par le fournisseur de services à Singapour.
Achat chez les commerçants	Fournir des services d'achat chez les commerçants à Singapour, dans le cadre desquels le fournisseur de services passe un contrat avec un commerçant pour accepter et traiter les transactions de paiement, ce qui aboutit à un transfert d'argent en faveur du commerçant.
Émission de monnaie électronique	Émettre de la monnaie électronique à Singapour pour permettre à une personne de payer un commerçant ou de transférer de la monnaie électronique à une autre personne.

Services de paiement réglementés	Description
DPT	Acheter ou vendre des DPT, ou fournir une plate-forme pour permettre aux personnes d'échanger des DPT à Singapour. Le Projet de loi sur les services de paiement (modification) qui a été adopté en janvier 2021 a élargi la définition des services de DPT pour inclure: <ul style="list-style-type: none"> la facilitation de la transmission des DPT; la fourniture de services de portefeuille gardé pour les DPT; et la facilitation des échanges de DPT lorsque le fournisseur de services n'est pas en possession de l'argent ou des DPT.
Services de change	Acheter ou vendre des devises à Singapour.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.116. À Singapour, les fournisseurs de services de DPT sont principalement réglementés dans le cadre des risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, étant donné que les risques inhérents en la matière sont plus importants dans les activités relatives aux DPT car celles-ci sont rapides, anonymes et transfrontières. À cet égard, les fournisseurs de services de DPT sont tenus de respecter les prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui sont alignées sur les normes du GAFI. L'Avis n° PS-N02 de la MAS définit les prescriptions applicables aux fournisseurs de services de DPT en ce qui concerne l'évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise, le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle (y compris l'identification du propriétaire effectif), le suivi des transactions, la dépendance à l'égard de tierces parties, les comptes de correspondants et les transferts de valeurs, la tenue de registres, le signalement des transactions suspectes, ainsi que les politiques, la mise en conformité, l'audit et la formation au niveau interne.²⁴ Les amendements apportés à la Loi sur les services de paiement en janvier 2021 (qui devraient être en place au troisième trimestre 2021) donnent également à la MAS de nouveaux pouvoirs pour imposer aux fournisseurs de services de DPT des mesures de protection des consommateurs, et pour maintenir la stabilité financière et préserver l'efficacité de la politique monétaire, en cas de besoin. Les nouveaux pouvoirs permettront à la MAS d'agir rapidement pour faire face aux nouveaux risques à mesure qu'ils apparaissent.

4.4.2 Services de télécommunication

4.117. Les taux de pénétration des télécommunications à Singapour sont bien plus élevés que les moyennes régionale et mondiale, et ils sont parmi les plus élevés au monde (tableau 4.13).

Tableau 4.13 Indicateurs relatifs aux télécommunications, 2015-2019

	Singapour					Asie Pacifique	Monde
Abonnements à la téléphonie fixe (pour 100 habitants)	36,1	35,3	34,9	34,8	32,8	9,0	11,9
Abonnements de téléphonie mobile (pour 100 habitants)	147,2	149,7	146,8	148,8	156,4	110,3	107,8
Abonnements aux services à large bande fixes (pour 100 habitants)	26,6	28,2	25,9	25,9	25,8	14,3	14,8
Abonnements actifs à la téléphonie mobile à large bande (pour 100 habitants)	143,9	147,6	146,8	148,8	156,4	75,4	74,2
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	79,0	84,5	84,5	88,2	88,9	44,5	51,4

Source: Union internationale des télécommunications (UIT). Adresse consultée: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>.

²⁴ Les prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme applicables aux fournisseurs de services de DPT sont énoncées dans l'Avis n° PS-N02 de la MAS sur la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme (titulaires d'une licence de services de paiement – services de paiement par jetons numériques).

4.118. D'après les données de l'UIT et une analyse comparative, le marché de la téléphonie mobile est très développé, offrant les technologies les plus récentes et des prix bas (tableaux 4.14 et 4.15).²⁵

Tableau 4.14 Données concernant les prix de la téléphonie mobile, 2019

	Rang	en % du revenu national brut par habitant [(RNB)/habitant]	USD	Parité de pouvoir d'achat	Forfait mensuel de téléphonie vocale (minutes)	Forfait mensuel de SMS	Forfait mensuel de transmission de données (GB)	Taux d'imposition inclus	Revenu national brut/habitant, USD, 2018
Services mobiles pour forte consommation de transmission de données et de téléphonie vocale	2	0,3	14,83	17,64	150	500	5,0	7	58 770
Services mobiles pour faible consommation de transmission de données et de téléphonie vocale	5	0,3	14,83	17,64	150	500	5,12	7	58 770

Source: UIT.

Tableau 4.15 Données concernant les prix par ligne fixe à large bande, 2019

Rang	% du revenu national brut par habitant (RNB/habitant)	USD	Parité de pouvoir d'achat (PPA)	Vitesse, en Mbit/s	Plafond mensuel (GB)	Rapport qualité/prix (USD (PPP)/Mbit/s)	Taux d'imposition inclus (%)	RNB/habitant, USD, 2018
12	0,8	36,99	44,01	1 024	illimité	0,0	7,0	58 770

Source: UIT.

4.119. Au début de la période considérée, Singapour comptait trois opérateurs de réseaux mobiles: i) l'opérateur historique Singtel; ii) Starhub (détenu majoritairement par Temasek Holding et coté en bourse pour le reste des actions); et iii) M1 (détenu majoritairement par Keppel Corp.). Une quatrième licence a été obtenue par TPG Telecom, un opérateur privé australien, en décembre 2016. Les opérateurs offrant des services d'opérateur de réseau mobile virtuel à Singapour doivent demander une licence (individuelle) pour opérations fondées sur les services auprès de l'Autorité pour le développement de l'information, de la communication et des médias (IMDA), un organisme officiel rattaché au Ministère de l'information et des communications (MCI).

4.120. Singtel possède une part de marché de plus de 50%, devant Starhub et M1. TPG Telecom opère encore largement sur la base d'essais (premièrement un service d'essai gratuit pour un an lancé en janvier 2019, puis un forfait mobile de 50 GB pour 10 SGD sans obligation contractuelle lancé en mars 2020). La part des opérateurs de réseaux mobiles virtuels est marginale (moins de 1%).

4.121. Le marché est arrivé à maturité, avec 91% d'abonnements 4G. De nombreux consommateurs ont plusieurs appareils et abonnements. En juin 2020, l'IMDA a publié l'adjudication finale dans le cadre du processus d'appel à proposition concernant la 5G. Sur la base des prix d'offre présentés dans leur réponse à l'appel à proposition, les deux adjudicataires ont tous deux dû s'acquitter du prix de la libération du spectre, qui s'élevait à 55,01 millions de SGD. Les deux adjudicataires peuvent procéder au déploiement de réseaux indépendants à l'échelle du territoire qui offrent des capacités 5G complètes, fournissant une couverture pour la moitié de Singapour d'ici la fin 2022 et à l'échelle de l'ensemble du territoire d'ici la fin 2025.

²⁵ UIT (2018), *Rapport Mesurer la société de l'information*, vol. 2, page 162. Adresse consultée: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/misr2018/MISR-2018-Vol-2-E.pdf>.

Pour de plus amples renseignements sur cette méthodologie, voir UIT (2019), *Measuring Digital Development: ICT Price Trends*. Adresse consultée: https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/prices2019/ITU-ICTPriceTrends_2019.pdf.

4.122. Le lancement des services 5G en 2021 et l'Internet des objets devraient accroître la demande. Cependant, la pandémie de COVID-19 a entraîné une baisse des recettes des opérateurs, principalement en raison d'une diminution des recettes d'itinérance et des dépenses dans les offres prépayées.

4.123. Le marché des services de téléphonie fixe recule, mais le taux de pénétration de la population (33,3% en 2020) reste relativement élevé par rapport aux autres pays, ce qui peut s'expliquer par l'importance croissante des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné et des services proposés en offre groupée dans le cadre du déploiement des réseaux de prochaine génération.

4.124. Un réseau de prochaine génération de fibre optique jusqu'à l'abonné, appelé nouveau réseau national à large bande de nouvelle génération (NGNBN), a été pleinement déployé en 2012.

4.125. Singtel est le premier fournisseur de services de téléphonie fixe, devant Starhub. Parmi les autres opérateurs, on peut citer M1 et MyRepublic.

4.126. Le taux de pénétration de l'Internet filaire à large bande du total des ménages est supérieur à 90%. En 2020, les abonnements mobiles à large bande représentaient 87% du total des abonnements à Internet. La plupart des abonnements à l'Internet fixe sont des abonnements à large bande via fibre optique. Il y a trois principaux fournisseurs d'accès à Internet: Singtel (avec une part de marché de 41%), Starhub et M1; ils sont suivis par des acteurs plus petits tels que MyRepublic, WhizComms et ViewQuest.

4.127. Singapour est un pôle majeur de connexion à Internet pour les câbles sous-marins de fibre optique régionaux et internationaux; elle comptait au total 22 câbles sous-marins en 2020.

4.128. Le développement du secteur est administré selon le Plan "Infocomm Media 2025", un plan directeur sur 10 ans adopté en 2015. Il s'agit d'un plan de développement intégré pour le secteur des télécommunications et des médias visant à favoriser l'économie numérique. Dans ce contexte, le gouvernement a publié en juin 2018 un plan pour un gouvernement numérique, afin que tous les services des administrations publiques soient disponibles en ligne d'ici à 2023. L'IMDA a lancé un système de signature électronique des documents commerciaux et juridiques en novembre 2020. En octobre 2020, avec le soutien de l'IMDA et d'Enterprise Singapore, CapitaLand a ouvert le Laboratoire de co-innovation pour des villes intelligentes afin de rassembler les acteurs dans les espaces urbains intelligents pour qu'ils créent et testent des innovations en collaboration avec des entreprises de technologies développées localement dans un environnement réel dans les locaux de CapitaLand avec une connexion à la 5G.

4.129. En parallèle au Plan "Infocomm Media 2025", en 2017, l'IMDA a collaboré avec le secteur pour élaborer un plan de transformation visant à accroître la valeur ajoutée du secteur d'environ 6 % par an (un rythme presque deux fois plus rapide que dans l'ensemble de l'économie) et à faire en sorte qu'il emploie plus de 210 000 travailleurs en 2020 (contre environ 194 000 en 2016). Le plan de transformation vise à préparer Singapour à l'économie numérique à l'aide de trois approches:

- investissement et renforcement des capacités dans "quatre technologies de pointe", soit l'IA et l'analyse des données, la cybersécurité, les médias immersifs et l'Internet des objets;
- renforcement du cœur du secteur de l'information, de la communication et des médias, et préparation de la nouvelle génération de professionnels et d'entreprises à de futurs emplois et possibilités commerciales; et
- aide aux entreprises et aux travailleurs d'autres secteurs dans l'adoption des technologies numériques pour améliorer la productivité et l'efficacité.

4.130. D'après la base de données ICT-Eye de l'UIT, tous les services de télécommunication (services nationaux de téléphonie fixe longue distance, large bande sans fil fixe, passerelles internationales, services internationaux de téléphonie fixe longue distance, services Internet, lignes louées, boucle locale sans fil, lignes fixes locales, téléphonie mobile cellulaire, services mobiles par satellite, terminaux à très petite ouverture (VSAT), lignes d'abonnés numériques (DSL), services de radiodiffusion par satellite et téléphonie mobile à large bande) sont proposés ouvertement sur le marché.

4.131. L'IMDA développe et réglemente la convergence des secteurs de l'information et de la communication et des médias. Elle a été établie en 2016 après la fusion entre la Direction du développement de l'information et de la communication et la Direction du développement des médias du fait du phénomène de convergence observé entre les deux secteurs. Son budget est approuvé par le gouvernement.

4.132. L'IMDA réglemente l'attribution et l'assignation des bandes de fréquence, la numérotation, la surveillance et le respect du spectre, les prix (fournisseurs dominants uniquement), l'établissement de normes techniques, l'homologation par type, les services universels, les procédures de licences pour les réseaux et services liés aux TIC, le respect des obligations en matière de qualité des services et la diffusion et les contenus diffusés; elle fournit également des orientations dans ces domaines. Elle réglemente également: i) les taxes de raccordement pour l'offre de raccordement de l'opérateur dominant et la surveillance de la qualité des services avec les opérateurs; et ii) la protection des consommateurs, la cybersécurité et les contenus diffusés par les médias avec les autres organismes de réglementation et ministères.

4.133. Le principal texte réglementaire est la Loi sur les télécommunications, qui a été modifiée pour la dernière fois en 2017. Les principaux changements apportés sont les suivants:

- dispositions facilitant le déploiement en temps opportun du matériel de télécommunication, comme celles visant à préciser les parties devant se conformer au Code de pratique pour les installations d'infocommunication dans les bâtiments, qui fait obligation aux constructeurs et aux propriétaires de bâtiments de prévoir un espace et des installations appropriées pour le déploiement du matériel de télécommunication dans leurs bâtiments, et celles visant à donner à l'IMDA les moyens de permettre aux opérateurs mobiles de déployer leurs infrastructures à des emplacements suffisamment hauts, tels que les toits de bâtiments et les tours, afin d'optimiser leur couverture mobile et de desservir plusieurs bâtiments à partir d'un seul emplacement;
- disposition interdisant aux propriétaires de bâtiment de conclure des arrangements exclusifs ayant pour effet de limiter le choix de l'utilisateur final en matière de fournisseur de services de télécommunication; et
- disposition donnant les moyens à l'IMDA d'établir un mécanisme de règlement des différends alternatif par rapports aux tribunaux et aux tribunaux de petites créances pour permettre aux consommateurs de résoudre leurs différends avec les opérateurs. La participation à ce mécanisme est obligatoire pour les opérateurs. L'IMDA détermine l'admissibilité des consommateurs, la portée des questions traitées, les mesures correctives applicables et le processus de règlement des différends relevant du mécanisme.

4.134. Les taux de portabilité des numéros fixes ont été révisés le 1^{er} février 2020. Ils sont négociés entre les opérateurs et ne sont pas rendus publics.

4.135. Parmi les autres évolutions réglementaires importantes, on peut citer le Code de pratique pour la concurrence dans la fourniture de services de télécommunication et de médias, actuellement en cours d'élaboration. Ce code remplacera les codes de pratique pour la concurrence qui existent pour les secteurs des télécommunications et des médias (respectivement, le Code de pratique pour la concurrence dans la fourniture de services de télécommunication (2012) et le Code pour les pratiques de marché dans la fourniture de services de médias). Le Code vise à promouvoir une concurrence loyale et effective, à protéger les consommateurs, à améliorer la clarté de la réglementation en harmonisant les prescriptions réglementaires de l'IMDA, et à permettre de suivre le rythme des avancées technologiques et de l'évolution du marché. L'IMDA a tenu deux consultations publiques à cet égard, en février 2019 et en janvier 2021. Parmi les modifications notables apportées au Code figurent l'adoption d'une approche réglementaire commune pour la classification des positions dominantes et d'un seuil à utiliser lors de l'évaluation initiale de la position de force sur les marchés des télécommunications et des médias, l'interdiction faite aux titulaires de licence de télécommunication d'apporter des modifications défavorables ou préjudiciables pendant la durée du contrat, et l'obligation faite à tous les titulaires de licence de fournir une liste de renseignements minimaux concernant la facturation afin que les intérêts des consommateurs soient mieux protégés.

4.136. En dehors des modifications décrites ci-dessus, le cadre réglementaire de Singapour pour les télécommunications n'a pas connu de changement majeur, notamment en ce qui concerne le régime de licences, le régime de téléphonie fixe et mobile et le régime d'interconnexion, le dégroupage de la boucle locale et le partage des installations.

4.137. Le régime de licences distingue les titulaires de licences en fonction de la nature de leurs opérations. Les opérateurs qui déploient leurs propres infrastructures et réseaux de télécommunication pour fournir des services obtiennent une licence d'"opérateurs détenteurs d'installations" (FBO), tandis que les opérateurs qui louent des réseaux de télécommunication ou achètent des services de gros auprès de titulaires de licences FBO afin de fournir ou de revendre des services obtiennent une licence d'"opérateurs ne fournissant que des services" (SBO). Les titulaires d'une licence FBO peuvent fournir les services que proposent les titulaires de licences SBO, mais l'inverse n'est pas autorisé.

4.138. Toute société étrangère ou nationale enregistrée auprès de l'Autorité de réglementation de la comptabilité et des sociétés peut faire une demande de licence FBO ou SBO pour pouvoir fournir des services de télécommunication à Singapour. Le nombre de licences pouvant être délivrées n'est pas limité, sauf s'il existe des problèmes techniques, liés par exemple à la disponibilité du spectre. Il n'y a pas non plus de restriction en matière de participation étrangère imposées aux titulaires de licences.

4.139. Les licences FBO sont délivrées pour une durée de 10, 15 ou 20 ans, selon la portée des opérations. Les licences SBO individuelles sont délivrées pour cinq ans et renouvelables pour des périodes de cinq ans. Les licences SBO de groupe n'ont pas besoin d'être renouvelées. À la fin de décembre 2020, on comptait 73 titulaires de licences FBO et 1 240 titulaires de licences SBO.

4.140. S'agissant du régime d'interconnexion, l'IMDA encourage vivement les titulaires de licences à conclure des accords d'interconnexion et d'accès par l'intermédiaire de négociations commerciales. Cependant, les titulaires de licences dominants doivent aussi publier une offre d'interconnexion de référence (OIR), dans laquelle ils doivent offrir des services liés à l'interconnexion et à l'accès concernant les prix, les modalités et les conditions approuvés au préalable par l'IMDA. Un opérateur en aval qui satisfait aux critères applicables peut faire une demande de services au titulaire de licence dominant conformément à son OIR.

4.141. À l'heure actuelle, il a été demandé à Singtel (l'opérateur historique de réseau fixe qui exploite aussi un certain nombre d'installations de télécommunication, telles que les stations d'atterrissage de câbles sous-marins) et à NetLink Trust (dont les avoirs comprennent des bureaux centraux, des conduites et des regards) de présenter une OIR. Dans le contexte du NGNBN, l'IMDA a aussi imposé des obligations analogues à NetLink Trust et à Nucleus Connect, leur demandant de mettre à disposition certains services prescrits dans le cadre des offres d'interconnexion standardisées.

4.142. Le dégroupage de la boucle locale est un service réglementé fourni dans le cadre de l'OIR. La réglementation de Singapour sur les télécommunications permet un partage actif et passif des infrastructures mobiles au moyen d'accords commerciaux.

4.143. Les services universels comprennent les services de téléphonie vocale de base et les services de connectivité par fibre pour des utilisateurs/adresses sur demande. Les obligations relatives à la fourniture de tels services sont spécifiées dans les licences des opérateurs concernés.

4.144. Il n'existe pas de réglementation relative aux prix pour les services de détail de téléphonie mobile ou les services de contenus par contournement, mais les prix des services fournis par les opérateurs dominants de réseaux de télécommunication fixes sont réglementés.

4.4.3 Transport aérien

4.145. Singapour est un pôle majeur pour le transport aérien commercial et les services auxiliaires des transports aériens aux niveaux régional et mondial. En 2019, le secteur du transport aérien représentait 5% du PIB du pays et employait 192 000 personnes, soit 5,3% de l'emploi total.²⁶ Le principal aéroport commercial de Singapour, l'aéroport de Changi, dessert plus de 170 destinations via plus de 90 compagnies aériennes.

²⁶ Renseignements communiqués par les autorités.

4.146. Le tableau 4.16 présente en détail le nombre de mouvements d'aéronefs commerciaux, le nombre de passagers et le volume de fret traité par le réseau d'aéroports de Singapour pendant la période considérée. Le trafic aérien de passager de Singapour a subi de plein fouet la pandémie de COVID-19, une situation qui a été exacerbée par le maintien de mesures aux frontières et de restrictions de voyage dans le monde. L'aéroport de Changi a enregistré 11,8 millions de mouvements de passagers jusqu'en décembre 2020, soit un recul de 82,8% en glissement annuel. Les effets sur le trafic aérien de fret ont été moindres en raison de la demande soutenue pour la circulation de marchandises et les échanges, y compris la demande d'équipements de protection individuelle. Le volume du fret aérien traité à l'aéroport de Changi jusqu'en décembre 2020 s'élevait à 1,5 million de tonnes, soit une baisse de 23,3% en glissement annuel, les marchandises en transbordement ayant connu un recul plus marqué que le fret direct.

Tableau 4.16 Données statistiques sur le réseau d'aéroports, 2015-2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Mouvements d'aéronefs commerciaux (milliers)	346,3	360,5	373,2	386,0	382	125
Passagers (millions)	55,4	58,7	62,2	65,6	68,3	11,8
Fret aérien (millions de t)	1,85	1,97	2,13	2,15	2,01	1,54

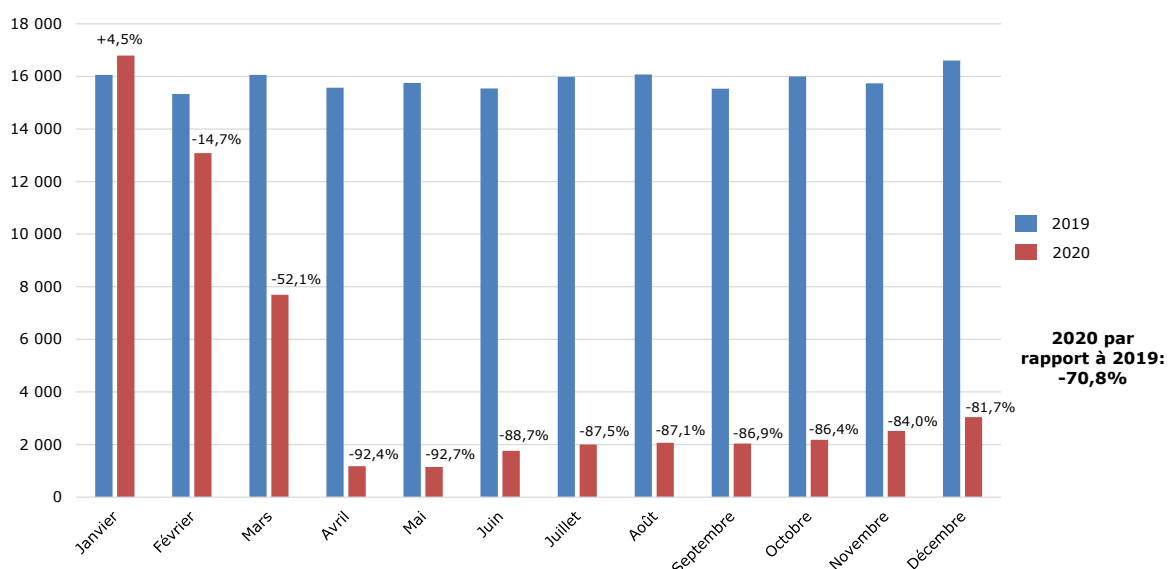
Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.147. En avril 2017, le gouvernement a œuvré avec le secteur du transport aérien à l'élaboration d'un plan de transformation du secteur dans le but d'accroître la productivité de 40% et de redéfinir ou de créer plus de 8 000 emplois d'ici à 2025. En substance, le plan de transformation dresse la liste d'une série de projets de systèmes automatisés de services aux passagers et de manutention du fret, de systèmes d'information et de programmes de formation et de reconversion.

4.148. Les programmes du plan de transformation du secteur du transport aérien sont soutenus par le Fonds pour le développement de l'aéronautique (ADF), établi initialement en 2010 par l'Administration de l'aviation civile de Singapour (CAAS) et doté d'un budget de 100 millions de SGD. Le financement était initialement valable pour une période de cinq ans. Le budget a été depuis augmenté à deux reprises: à 160 millions de SGD en 2015 puis à 280 millions de SGD en 2018. En 2019, il a été prorogé jusqu'en mars 2025. L'ADF met l'accent sur la productivité des aéroports pour la suffisance à long terme de la main-d'œuvre, l'innovation et le perfectionnement de la main-d'œuvre pour des emplois plus qualifiés. Depuis sa création, l'ADF a soutenu plus de 200 initiatives de plus de 80 organisations.

4.149. Le secteur de l'aviation a été frappé de plein fouet par la pandémie de COVID-19, les vols long-courriers ayant été particulièrement touchés par les interdiction de voyages (graphique 4.5).

Graphique 4.5 Vols de passagers, janvier à décembre, 2019 et 2020



Source: Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Adresse consultée: <https://data.icao.int/COVID-19/operational.htm>.

4.150. Entre avril 2020 et décembre 2020, Singapore Airlines a mobilisé environ 12,7 milliards de SGD grâce à son exercice de levée de fonds. Cette somme se décompose comme suit: 8,8 milliards de SGD levés via l'émission de droits de souscription pour les actionnaires, 2 milliards de SGD obtenus via des prêts à long terme garantis par des aéronefs de Singapore Airlines, 0,5 milliard de SGD via de nouvelles lignes de crédit engagées et un prêt à court terme non garanti obtenus auprès d'institutions financières, et 1,4 milliard de SGD via des émissions obligataires.

4.151. Par ailleurs, le gouvernement, la CAAS et le Changi Airport Group ont jusqu'à présent accordé un soutien sectoriel d'environ 1,4 milliard de SGD visant à alléger les coûts; ce soutien a pris la forme d'un renforcement du soutien des salaires et d'abattements des droits et redevances dans le but de permettre à Singapour de maintenir un niveau minimum de connectivité au monde pendant la pandémie. Ces fonds ont permis de rapatrier les Singapouriens se trouvant à l'étranger et de maintenir ouvertes les chaînes d'approvisionnement en biens essentiels.

4.152. Les mesures de soutien, qui s'élèvent au total à 1,4 milliard de SGD, se décomposent comme suit:

- Les mesures d'aide au secteur de l'aviation (112 millions de SGD), annoncées en février 2020, prévoyait un allègement des redevances d'atterrissage et de stationnement, des coûts de location et des frais réglementaires.
- Les mesures de soutien renforcées pour l'aviation (350 millions de SGD), annoncées en mars 2020, ont permis de prolonger l'allègement des redevances d'atterrissage et de stationnement et les coûts de location.
- L'octroi de 84 millions de SGD supplémentaires pour le secteur de l'aviation, annoncé en décembre 2020, visait à: i) financer d'autres allègements et exonérations concernant les frais réglementaires et les licences; ii) soutenir le développement, l'adoption et le déploiement de technologies et de mesures innovantes destinées à protéger les travailleurs du secteur de l'aviation contre la pandémie de COVID-19; iii) soutenir la formation et le maintien des compétences des travailleurs du secteur; et iv) injecter des fonds pour soutenir et encourager l'innovation et la productivité.
- Le plan de relance ("Plan de résilience") face à la COVID-19 (870 millions de SGD), annoncé en février 2021, a permis de renforcer le soutien concernant la main-d'œuvre et de financer la prolongation de l'allègement des redevances d'atterrissage et de stationnement, des coûts de location et des frais réglementaires et des licences.

4.153. Autre conséquence de la pandémie de COVID-19, il a été annoncé en juin 2020 que la construction du terminal 5 de l'aéroport de Changi serait interrompue pendant deux ans. Il était initialement prévu que le terminal 5 serait achevé dans les années 2030 et permettrait à l'aéroport d'accueillir 50 millions de passagers de plus par an.

4.154. Sur le plan réglementaire, le régime relatif aux services de transport aérien est resté largement inchangé pendant la période considérée. La CAAS est l'organisme de réglementation du secteur. Elle est chargée de favoriser l'essor de la plaque tournante aérienne et du secteur de l'aviation, de contrôler et de promouvoir la sécurité de la navigation aérienne dans le secteur, conformément aux normes et pratiques recommandées de l'OACI, de fournir des services de navigation aérienne, et de faire de Singapour un pôle d'excellence en matière de connaissance de l'aviation et de développement des ressources humaines.

4.155. S'agissant des services explicitement visés par l'AGCS, les services informatisés de réservation et la vente ou la commercialisation des services de transport aérien ne sont réglementés par aucune législation sectorielle; ils sont régis par le droit général des sociétés et le cadre juridique général en matière de concurrence. Dans les deux cas, aucune disposition ne limite l'accès aux marchés.

4.156. Singapour est un pôle régional et mondial majeur pour l'entretien et la réparation des aéronefs. Elle compte 70 organisations d'entretien et de réparation titulaires d'un agrément d'entretien (SAR-145) délivré par la CAAS qui offrent aux compagnies aériennes singapouriennes et internationales une large gamme de services d'entretien d'aéronefs, de moteurs et de composants.

4.157. Afin de fournir des services d'entretien et de réparation d'aéronefs, de moteurs et de composants aux compagnies aériennes étrangères, les organisations d'entretien et de réparation sises à Singapour doivent être titulaires d'agrément d'entretien (partie 145) délivrés par les autorités de l'aviation de la compagnie aérienne étrangère ou être parties à des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle relatifs à l'entretien conclus entre la CAAS et d'autres États/autorités. À l'heure actuelle de tels accords ont été conclus avec l'Australie; le Canada, la Chine, les États-Unis; Hong Kong, Chine; le Japon; le Royaume-Uni; et l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA). Aucune limitation de type AGCS n'est imposée à ce secteur.

4.158. Deux des principaux fournisseurs indépendants de services d'escale, SATS (entreprise singapourienne) et Dnata (entreprise publique des Émirats arabes unis), opèrent dans les aéroports de Changi et de Seletar. L'aéroport de Changi compte également un troisième fournisseur, SIA Engineering Company, qui offre des services d'escale limités, tels que le remorquage d'aéronefs et la maintenance en ligne.

4.159. La libre prestation de services d'escale varie en fonction des accords sur les services aériens. L'auto-assistance en escale est autorisée dans le cadre des accords bilatéraux sur les services aériens conclus avec l'Australie, et de l'Accord multilatéral sur la libéralisation du transport aérien international (MALIAT). A contrario, les accords multilatéraux de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ne mentionnent pas les services d'escale.

4.160. Les deux aéroports de Singapour (aéroports de Changi et de Seletar) sont exploités par le Changi Airport Group (CAG), titulaire de la licence. Le CAG est détenu par le Ministère des finances. La licence d'exploitation de l'aéroport de Changi a été accordée au CAG jusqu'au 31 mars 2065, et la licence d'exploitation de l'aéroport de Seletar, jusqu'au 31 mars 2042. Les licences peuvent être prolongées pour une période supplémentaire de respectivement 15 ans ou 10 ans, ou pour une période plus longue convenue entre la CAAS et le CAG.

4.161. S'agissant du transport aérien commercial à proprement parler, il n'y a aucune prescription de nationalité pour créer une compagnie aérienne à Singapour, le pays appliquant le principe de l'"établissement principal".²⁷

4.162. La politique relative aux vols non réguliers, y compris les vols affrétés, prévoit que ces vols devraient compléter les services réguliers. Une destination déjà desservie par un vol régulier peut aussi l'être par un vol affrété. Des transporteurs basés à Singapour effectuent des vols non réguliers.

4.163. La politique relative aux vols et aux régimes tout-cargo, y compris les droits de trafic de cinquième et septième libertés et la propriété, varie selon les accords sur les services aériens; toutefois, elle est de manière générale plus libérale que pour les vols de passagers. L'Accord multilatéral de l'ASEAN sur la libéralisation intégrale du transport aérien de marchandises de 2009 en est un exemple.

4.164. Le tableau 4.17 donne un aperçu des compagnies aériennes, pour ce qui est de leur flotte, de leur chiffre d'affaires et des destinations desservies.

Tableau 4.17 Aperçu des compagnies aériennes, 2019-2020

Compagnie aérienne	Nombre d'aéronefs (détenus ou loués)	Chiffre d'affaires (millions de SGD)	Destinations desservies
Singapore Airlines (SIA)	137	13 012,7	62
Silk Air	32	906,0	51 dans 14 pays/territoires en Asie-Pacifique
Scoot (fusionné avec Tigerair en juin 2017)	49	1 680,6	67
Jetstar Asia Airways	18	..	26

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

²⁷ Comme prévu dans le Règlement de 2018 sur la navigation aérienne (119 – Certification des opérateurs aériens), article 4 "Prescription relative au certificat d'opérateur aérien".

4.165. Pendant la période à l'examen, Singapour a conclu huit nouveaux accords sur les services aériens. Ils sont tous des accords "plus que ciel ouvert" (soit un indice de libéralisation aérienne supérieur à 5/50) au titre de la méthodologie de l'Examen quantitatif des accords sur les services aériens. Cela est dû à une combinaison de caractéristiques: libre détermination des prix et désignation multiple (les huit accords), libre détermination de la capacité (sept accords), absence d'échange de statistiques (cinq accords), et principal établissement comme critère de refus, au lieu de propriété substantielle et contrôle effectif (trois accords). La septième liberté, une caractéristique extrêmement rare en comparaison internationale (sauf à la marge pour les vols tout-cargo), apparaît dans cinq accords (uniquement pour le fret dans le cas de la République dominicaine) (tableau 4.18). Ces droits de septième liberté n'ont pas été exercés dans la pratique à ce jour.

Tableau 4.18 Accords sur le transport aérien conclus entre 2015 et 2020

Partenaire	Date	Entrée en vigueur	5 ^{ème}	7 ^{ème}	Cabotage	Coopération	Désignation ^a	Refus ^b	Tarif ^c	Capacité ^d	Stat.	ALI ^e
Angola	19/04/2018		O	N	N	O	M	PSCE ou PE	LT	DP	O	29
Arménie	12/07/2017		O	O	N	O	M	PSCE	LT	LD	N	36
Bahamas	06/12/2016	06/12/2016	O	N	N	O	M	PSCE	LT	LD	N	30
Bangladesh (paraphé)	07/08/2018		O	O	N	O	M	PSCE	LT	DP	O	27
Belize (paraphé)	07/12/2016		O	O	N	O	M	PSCE	LT	LD	N	36
République dominicaine (paraphé)	06/12/2016		O	O – fret	N	O	M	PSCE	LT	LD	N	31
Hongrie	26/09/2017	22/08/2018	O	N	N	O	M	PE	LT	LD	O	38
Pérou	16/10/2018		O	O	N	O	M	PE	LT	LD	N	36

a S = simple; M = multiple.

b PSCE = Propriété substantielle et contrôle effectif; PE = principal établissement.

c LT = Libre tarification.

d "DP" = détermination préalable; "B1" = Bermudes 1, à savoir, détermination a posteriori; "LD" = libre détermination.

e "ALI" = indice de libéralisation aérienne (0 = aucune libéralisation; 50 = libéralisation complète).

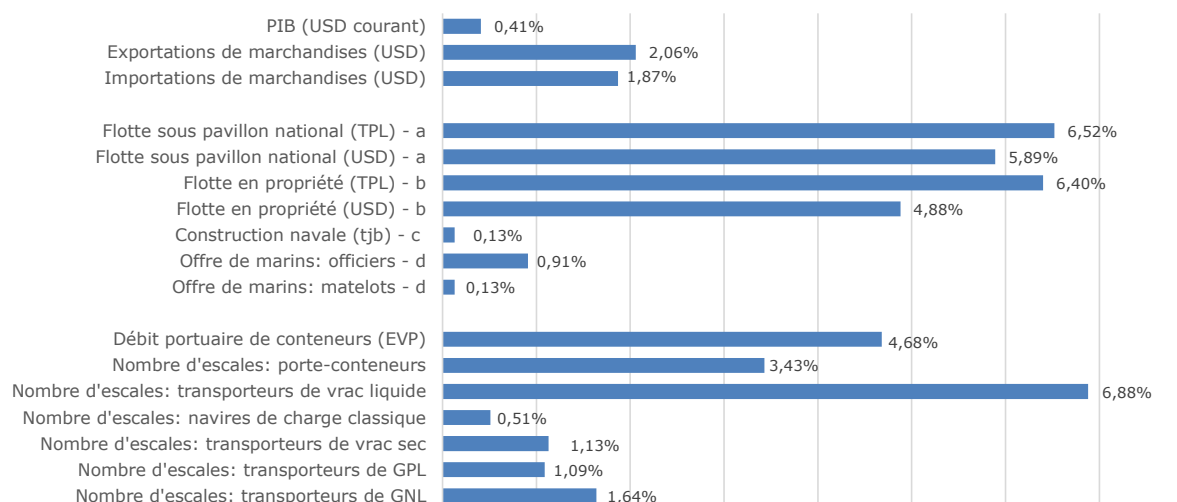
Source: Secrétariat de l'OMC et renseignements communiqués par les autorités.

4.4.4 Transport maritime

4.166. Singapour est un pôle régional et mondial majeur pour le transport maritime. En tant que port d'éclatement, Singapour est un maillon clé de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Il s'agit d'un pôle de transbordement de relais et de transbordement en étoile pour les principaux pôles d'échanges, comme l'Europe, l'Extrême-Orient, l'Afrique, l'Inde et le trafic intra-Asie. En 2019, son registre se classait au cinquième rang mondial pour ce qui est du tonnage brut, et son port occupait la deuxième place en termes de volume de conteneurs traités.²⁸ Singapour est également une plaque tournante de premier plan. Le Centre maritime international de Singapour connaît une des plus fortes concentrations de groupes internationaux de navigation maritime et offre une gamme complète de services de transport maritime, y compris le courtage maritime, la gestion des navires, les services d'assurance et les services juridiques.

4.167. L'ampleur et l'importance des activités maritimes sont illustrées dans le graphique 4.6.

²⁸ Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong: Département de la marine, *Ranking of Container Ports of the World*. Adresse consultée: https://www.mardep.gov.hk/en/publication/pdf/portstat_2_y_b5.pdf.

Graphique 4.6 Parts de Singapour dans différents secteurs maritimes au niveau mondial, 2019

- a Navires de commerce maritime motorisés d'au moins 100 tjb, au 1^{er} janvier.
b Navires de commerce maritime motorisés d'au moins 1 000 tjb, au 1^{er} janvier.
c Navires de commerce maritime motorisés d'au moins 100 tjb.
d Pour l'année 2015.

Note: TPL = tonnes de port en lourd; TB = tonnage brut; EVP = unité équivalent 20 pieds; GPL = gaz de pétrole liquéfié; GNL = gaz naturel liquéfié.

Source: Statistiques de la CNUCED, *Profil maritime: Singapour*. Adresse consultée: <https://unctadstat.unctad.org/countryprofile/maritimeprofile/fr-FR/702/index.html>.

4.168. La part de Singapour dans les importations et les exportations mondiales est cinq fois plus importante que sa part dans le PIB.

4.169. Singapour a une des plus forte concentrations de groupes internationaux de navigation maritime au monde. Ces entreprises sont actives dans différents secteurs: conteneurs, vrac sec, navires pétroliers et secteurs offshore et marin. Cela s'explique notamment par le fait que les détroits de Malacca et Singapour sont un canal important pour un commerce asiatique en plein essor. Singapour est un port d'éclatement important le long des détroits; les navires qui naviguent dans les détroits peuvent faire escale à Singapour pour des services portuaires tels que le soutage et l'approvisionnement des navires. Si la construction navale semble marginale, elle se concentre dans des segments à valeur élevée, tels que le matériel de navigation de haute technologie et la construction offshore.

4.170. Le tableau 4.19 présente les principaux indicateurs économiques sur le trafic maritime à Singapour pendant la période à l'examen.

Tableau 4.19 Transports maritimes, 2015-2020

Variables	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020 par rapport à 2019 (%)
Fret total (milliers de t)	575 845,8	593 296,7	627 688,1	630 125,3	626 521,2	590 277,8	-5,8
Fret, général	361 858,5	353 243,4	376 045,7	391 745,2	389 435,6	376 368,5	-3,4
Fret, vrac	213 987,3	240 053,3	251 642,3	238 380,0	237 085,5	213 909,2	-9,8
Trafic de conteneurs (milliers d'EVP)	30 922,3	30 903,6	33 666,6	36 599,3	37 195,6	36 870,9	-0,9
Ventes de combustibles (milliers de t)	45 155,5	48 614,5	50 636,4	49 798,8	47 463,5	49 833,0	5,0
Registre naval (fin de la période, nombre)	4 739,0	4 717,0	4 578,0	4 456,0	4 437,0	4 275,0	-3,7
Registre naval (fin de la période, milliers de tjb)	86 300,0	88 023,0	88 808,0	90 944,0	97 320,0	94 998,0	-2,4

Note: EVP = unité équivalent 20 pieds; tjb = tonnage brut.

Source: Département de statistique de Singapour. Adresse consultée: <https://www.singstat.gov.sg/find-data/search-by-theme/industry/transport/latest-data>.

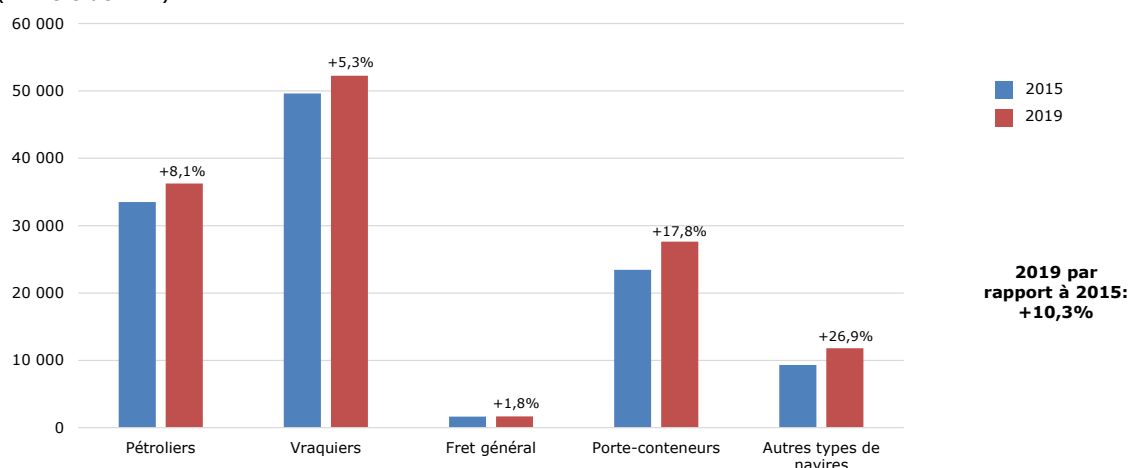
4.171. Presque tous les indicateurs du trafic ont progressé entre 2015 et 2019 avant de connaître une baisse (sauf pour les ventes de combustibles) en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Ces baisses sont cependant relativement faibles. Le port de Singapour est resté ouvert aux activités tout au long de la pandémie. La prochaine étape majeure du développement de ce port est la construction du nouveau port de Tuas, qui devrait s'achever d'ici aux années 2040. La construction du port de Tuas, qui devrait être le plus grand terminal de conteneurs en un seul lieu au monde, se divise en quatre phases: les travaux de mise en valeur des terres de la première phase, dont le coût s'élève à 2,42 milliards de SGD (1,76 milliard d'USD) devraient s'achever à la fin de 2021. L'Autorité portuaire de Singapour a débuté la construction sur les terrains nouvellement mis en valeur et vise à rendre opérationnels les deux premiers postes d'amarrage d'ici à la fin de 2021. Lorsque la première phase sera achevée, le port de Tuas comptera 21 postes d'amarrage et une capacité annuelle de manutention pouvant aller jusqu'à 20 millions d'EVP. Le port devrait améliorer l'efficacité et le temps de rotation des navires, permettant ainsi de manutentionner jusqu'à 65 millions d'EVP par an, contre 45 millions d'EVP dans les quatre terminaux existants de l'Autorité portuaire de Singapour.

4.172. En janvier 2020, la flotte totale de Singapour (sur la base du pays du propriétaire) a atteint 2 861 navires de plus de 1 000 tjb, soit le quatrième rang mondial (après la Grèce, le Japon et la Chine) pour une capacité de charge totale de 137 299 726 TPL. La flotte battant pavillon singapourien comprenait 1 493 navires, pour une capacité de charge de 74 754 209 TPL, soit 55,45% du total, tandis que les navires détenus par des armateurs singapouriens battant pavillon étranger étaient au nombre de 1 368, pour une capacité de 62 545 517 TPL, soit 45,55% de la capacité totale.²⁹

4.173. Le graphique 4.7 présente la flotte battant pavillon singapourien par type de navire et capacité de charge, tandis que le tableau 4.20 montre l'évolution du nombre de navires par type. La capacité de charge de la flotte battant pavillon singapourien a augmenté dans tous les sous-segments au cours de la période considérée. La même évolution est visible, dans une moindre mesure cependant, pour le nombre de navires (à l'exception de la catégorie résiduelle "Autres types de navires").

Graphique 4.7 Flotte nationale: capacité de charge par type de navire^a, 2015 et 2019

(Milliers de TPL)



a Navires de commerce maritime motorisés d'au moins 100 tjb.

Source: Statistiques de la CNUCED, *Profil maritime: Singapour*. Adresse consultée: <https://unctadstat.unctad.org/countryprofile/maritimeprofile/fr-FR/702/index.html>.

²⁹ CNUCED. Adresse consultée: <https://unctadstat.unctad.org/countryprofile/maritimeprofile/fr-FR/702/index.html>.

Tableau 4.20 Nombre de navires immatriculés à Singapour par type, 2015-2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pétroliers	665	691	714	726	718	748
Vraquiers	539	607	595	602	585	570
Fret général	125	122	131	130	130	123
Porte-conteneurs	469	495	502	488	492	497
Autres types de navires	1 541	1 523	1 523	1 508	1 481	1 482

Source: Statistiques de la CNUCED. Adresse consultée:
<https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>.

4.174. Le tableau 4.21 présente la propriété et le contrôle effectifs (ou "propriété effective") des navires battant pavillon singapourien.

Tableau 4.21 Capacité de charge des navire battant pavillon singapourien, 2015-2020

(Milliers de TPL)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total	116 873,1	122 572,5	123 776,9	127 926,9	129 344,0	140 059,5
	(% du total)					
Singapour	46,0	25,0	56,5	57,4	56,1	53,4
Danemark	7,8	9,3	9,3	9,7	10,4	9,5
Japon	6,8	15,2	5,3	5,5	5,5	6,9
Taipei chinois	6,3	6,5	6,0	6,4	6,3	5,8
Chine	1,8	10,2	2,5	3,3	3,6	5,2
Norvège	1,9	2,2	1,6	1,6	2,1	3,3
Hong Kong, Chine	2,3	2,4	2,8	2,6	2,8	3,2
Allemagne	1,6	2,9	1,8	1,8	2,8	2,7
Belgique	0,7	0,7	0,9	1,7	1,8	1,7
Inde	2,1	2,2	1,7	1,4	1,4	1,4

Source: Statistiques de la CNUCED. Adresse consultée:
<https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>.

4.175. Ces quatre dernières années, les armateurs singapouriens étaient les principaux utilisateurs de leur registre national, avec une part supérieure à 55%. Le tableau 4.22 montre la flotte détenue effectivement par des armateurs singapouriens mais immatriculée sous d'autres pavillons que celui de Singapour.

Tableau 4.22 Capacité de charge des navires effectivement détenus et contrôlés par des armateurs singapouriens par pavillon d'immatriculation, 2015-2020

(Milliers de TPL)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total	87 797,8	58 359,4	114 731,0	122 908,8	126 050,0	137 395,9
	(% du total)					
Singapour	61,2	52,6	61,0	59,7	57,6	54,4
Libéria	8,1	9,6	7,8	9,1	9,5	12,3
Panama	9,0	9,5	7,9	7,9	8,4	8,2
Îles Marshall	6,0	3,1	7,6	6,1	6,1	7,1
Hong Kong, Chine	7,3	8,8	4,8	4,0	5,5	5,6
Île de Man	..	3,0	4,3	2,7	2,6	1,9
Malte	0,2	0,3	0,1	0,1	0,7	1,6
Indonésie	1,0	1,2	0,6	0,6	0,6	0,6
Bahamas	0,6	0,5	0,7	0,5	0,7	0,5
Norvège	0,6	1,0	0,4	0,4	0,3	0,3

.. Non disponible.

Source: Statistiques de la CNUCED. Adresse consultée:
<https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>.

4.176. L'armateur de ligne national Neptune Orient Lines a été vendu par Temasek Holdings au groupe d'armateurs français CMA-CGM en 2016, et sa marque commerciale a été remplacée par celle de CMA-CGM en 2020. Pacific International Lines (PIL), dont les réseaux de services sont axés sur les régions Asie-Afrique et Moyen-Orient, était le 11^{ème} armateur de ligne mondial en 2020 et reste le premier armateur de ligne singapourien.

4.177. Au cours de la période considérée, des compagnies maritimes internationales majeures, telles que CMA-CGM (France) et Ocean Network Express (ONE, résultat de la fusion des opérations de ligne des armateurs japonais K Line, NYK et MOL), ont renforcé leur présence commerciale à Singapour. Par exemple, CMA-CGM a établi son bureau régional pour l'Asie et son centre mondial d'opérations portuaires et de navigation à Singapour. Il a aussi formé une coentreprise de terminal à conteneurs avec l'Autorité portuaire de Singapour. ONE a choisi Singapour comme siège mondial. COSCO a étendu sa coentreprise avec l'Autorité portuaire de Singapour pour un troisième poste d'amarrage au terminal Pasir Panjang. Mediterranean Shipping Company (MSC) est une autre compagnie de navigation ayant constitué une coentreprise avec l'Autorité portuaire de Singapour. Plus de 150 groupes internationaux de navigation maritime, des banques possédant des portefeuilles liés au transport maritime, des sociétés de courtage maritime, des compagnies d'assurance maritime et des cabinets d'avocats spécialisés en droit maritime sont établis à Singapour.

4.178. Au fil du temps, le gouvernement a mis en place des instruments de soutien solides pour développer le secteur du transport maritime, instruments qu'il a renforcés au cours de la période considérée avec l'adoption d'une feuille de route pour la transformation industrielle en 2018 et de deux ensembles de mesures d'aide d'urgence pour faire face aux répercussions économiques de la pandémie de la COVID-19 en 2020.

4.179. Les instruments de soutien traditionnels pour le secteur maritime sont restés globalement inchangés (avec des prolongations jusqu'en 2026 le cas échéant) pendant la période considérée. Ils comprennent les instruments suivants:

- incitation pour le secteur maritime concernant les entreprises de transport maritime (Registre maritime des navires), qui accorde une exonération fiscale pour les revenus admissibles tirés du transport maritime;
- incitation en faveur des entreprises de transport maritime international agréées, qui accordent une exonération de l'impôt sur les bénéfices admissibles tirés du transport maritime pour une période de 10 ans, renouvelable, ou une période de 5 ans non renouvelable, avec la possibilité de bénéficier de l'incitation renouvelable pour 10 ans à l'issue de la période de 5 ans;
- incitation en faveur des sociétés de crédit-bail maritime, qui prévoit que les sociétés de crédit-bail pour les navires ou les conteneurs, les sociétés fiduciaires ou les partenariats bénéficient d'un taux d'imposition préférentiel allant jusqu'à 10% pour une période de cinq ans, renouvelable, pour l'impôt sur les bénéfices admissibles tirés du crédit-bail;
- incitation en faveur des services annexes des transports maritimes, qui fixe un taux d'imposition préférentiel de 10% pour les revenus supplémentaires découlant de la fourniture de services annexes des transports maritimes pour une période de cinq ans renouvelable;
- exonération de l'impôt anticipé sur les intérêts et les versements connexes effectués dans le cadre d'arrangements conclus pour financer l'achat ou la construction de navires, ou l'achat de conteneurs et d'équipements intermodaux pour les entreprises au bénéfice d'un des quatre types d'incitations susmentionnées; et
- la Maritime Singapore Green Initiative (MSGI), qui vise à réduire l'impact environnemental du transport maritime et des activités connexes et à promouvoir une navigation propre et respectueuse de l'environnement. En 2011, l'Autorité maritime et portuaire de Singapour (MPA) s'est engagée à investir jusqu'à 100 millions de SGD sur cinq ans par l'intermédiaire de la MSGI. En 2019, l'initiative a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2024 et consolidée afin de promouvoir la décarbonisation du transport maritime. Il s'agit d'une initiative complète composée de quatre programmes: i) le programme "Navires verts", qui accorde aux navires admissibles battant pavillon singapourien des réductions des droits d'enregistrement et d'un dégrèvement de la taxe au tonnage annuelle; ii) le programme "Ports verts", qui octroie aux navires de haute mer admissibles faisant escale au port de Singapour une réduction des redevances portuaires de 25% à 35%; iii) le programme "Énergies et technologies vertes", qui accorde des subventions aux fournisseurs de solutions en matière de technologie pour leur permettre de développer et de mener à

Singapour des essais pilotes concernant des technologies permettant aux navires d'atteindre les objectifs de l'Organisation maritime internationale (OMI) concernant les émissions à l'horizon 2030; et iv) le "Programme de sensibilisation à l'écologie", qui encourage les entreprises à présenter des rapports de durabilité dans les domaines des rapports sur les émissions de carbone et de la tarification du carbone.

4.180. En janvier 2018, la MPA, organisme de réglementation du secteur rattaché au Ministère des transports, a collaboré avec le secteur pour élaborer une feuille de route pour la transformation industrielle pour le transport maritime. La feuille de route a été élaborée en étroite consultation avec le secteur, les syndicats et d'autres partenaires du secteur public. Des initiatives spécifiques ont été prévues dans le but de favoriser l'innovation, de stimuler l'accroissement de la productivité et d'améliorer les compétences de la main-d'œuvre du transport maritime. La feuille de route contient des projets axés sur l'automatisation des opérations sur les quais et les aires d'entreposage et sur la réduction de la nécessité de l'acheminement entre les terminaux. Elle prévoit également des programmes de formation et de reconversion.³⁰

4.181. Les projets sont soutenus par le Fonds pour le secteur maritime (MCF) et le Fonds pour l'innovation et les technologies maritimes (MINT), qui visent à favoriser, respectivement, le perfectionnement de la main-d'œuvre du transport maritime et le développement de la technologie maritime. Un financement de 200 millions de SGD a été alloué aux initiatives du MCF relatives au perfectionnement de la main-d'œuvre et à la productivité jusqu'en 2025, tandis que 100 millions de SGD sont à disposition du secteur (avec un pic à 15 millions en 2021) au titre du MINT. Seules les sociétés constituées à Singapour et les sociétés de classification étant reconnues par le Règlement sur la marine marchande peuvent bénéficier du MINT.

4.182. La Commission de la concurrence et de la consommation de Singapour (CCCS) est chargée des questions relatives à concurrence et gère l'exemption par catégorie pour les accords sur la navigation de ligne au titre de la Loi sur la concurrence. Cette exemption a été accordée le 4 juillet 2006 et a été prolongée en 2010, 2015 et 2020. Le 26 août 2020, l'Ordonnance relative à l'exemption collective a été prorogée dans sa forme actuelle pour une année, jusqu'au 31 décembre 2021. Cette mesure a été prise en raison du niveau d'incertitude élevé dû à la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une contraction des activités manufacturières et du commerce au niveau mondial étant donné que les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et un fléchissement de la demande mondiale ont créé une incertitude considérable sur les marchés et ont assombri les perspectives du secteur maritime au niveau international et à Singapour.

4.183. Étant donné que le nombre et l'importance des accords sur la navigation de ligne seront peut-être amenés à changer en raison de la pandémie, les autorités estiment qu'il est nécessaire de tenir compte de ces évolutions au moment d'examiner l'approche que Singapour devrait adopter à plus long terme. La CCCS prévoit d'examiner cette question et de faire une recommandation avant l'expiration de l'Ordonnance relative à l'exemption collective le 31 décembre 2021.

4.184. Du point de vue de l'accès aux marchés, les politiques de Singapour relatives aux transports maritimes n'ont pas été modifiées pendant la période considérée.

4.185. Le Registre maritime de Singapour (SRS) est ouvert aux citoyens ou aux résidents permanents de Singapour et aux sociétés constituées à Singapour, à condition qu'ils disposent d'un capital versé d'au moins 50 000 SGD. S'agissant des entreprises constituées à Singapour, il n'y a aucune prescription de nationalité en ce qui concerne la propriété du navire.

4.186. Il n'existe pas de prescriptions en matière de nationalité pour les officiers et équipages travaillant sur des navires enregistrés à Singapour; les certificats de compétences étrangers sont acceptés. Les équipages doivent respecter les normes de la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle que modifiée. Singapour est partie à toutes les conventions majeures de l'Organisation maritime internationale (OMI) concernant la sécurité des navires et la prévention de la pollution des mers.

³⁰ Pour un aperçu détaillé des projets soutenus par la feuille de route, voir MPA, *Sea Transport Industry Transformation Map to Drive Singapore's Vision to be a Global Maritime Hub for Connectivity, Innovation and Talent*, 12 janvier 2018. Adresse consultée: <https://www.mpa.gov.sg/web/portal/home/media-centre/news-releases/detail/83647952-0b16-4a15-ba04-32f14ba29bb2>.

4.187. La Loi de 2014 sur la marine marchande (Convention du travail maritime) et la législation subsidiaire sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2014, donnant effet à la Convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail. La Loi sur la marine marchande a été modifiée pour la dernière fois en 2019, conformément aux dispositions modifiées de la Convention, de façon à faire obligation aux armateurs d'élargir la sécurité financière aux cas d'abandon de gens de mer. Cette convention prévoit un cadre de droits et de prescriptions minimales en matière de conditions de travail des gens de mer. Le nouveau régime s'applique aux gens de mer à bord des navires enregistrés à Singapour et des navires étrangers faisant escale à Singapour.

4.188. Il n'y a aucune prescription de nationalité ni de restriction de type AGCS pour l'établissement des types de services auxiliaires suivants: agences maritimes, courtage maritime, gestion de navires et agences fournissant des équipages.

4.189. Au titre de l'AGCS, Singapour s'est engagée à accorder un accès non discriminatoire aux services portuaires, à l'exception des services de mouillage et d'accostage. L'accès aux services portuaires est accordé de façon non discriminatoire, selon le principe du "premier arrivé, premier servi". Les ports et les poste d'amarrage sont exploités par des opérateurs commerciaux et la MPA ne réglemente pas leurs opérations. Tous les navires ayant l'intention de faire escale au port de Singapour doivent donner un préavis au capitaine du port pour notifier l'intention du navire d'entrer à Singapour et de faire appel au service de pilotage. Lorsque le service de pilotage n'est pas disponible ou lorsqu'il est limité la nuit, les escales des navires peuvent être retardées.

4.190. L'accès aux services de remorquage et à la fourniture de carburants de soute a été libéralisé, la MPA ayant délivré plus d'une licence par service.

4.191. Seuls PSA Corporation Ltd. et Jurong Port Pte Ltd. sont habilitées à fournir des services de manutention du fret. L'Autorité portuaire de Singapour gère les terminaux de Brani, Keppel, Pasir Panjang, Sembawang et Tanjong Pagar. PSA Marine est la seule société titulaire d'une licence pour les services de pilotage. Les droits de pilotage sont réglementés et plafonnés, et ils sont appliqués sur la base du traitement national et sur une base NPF.

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises par section et par principal chapitre/sous-position du SH, 2015-2020

Section/chapitres/sous-positions du SH	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations totales (milliards d'USD)	357,9	338,1	373,3	411,7	390,3	373,7
	(% des exportations totales)					
01 Animaux vivants et produits du règne animal	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
02 Produits du règne végétal	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
03 Graisses et huiles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	2,4	2,5	2,2	2,9	3,2	3,1
05 Produits minéraux	12,2	11,1	12,8	13,1	12,3	8,1
27 Combustibles minéraux et huiles minérales	12,2	11,1	12,8	13,1	12,3	8,1
2710 Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes (..)	11,7	10,7	12,3	12,6	11,8	7,3
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	9,7	10,1	9,9	10,6	10,4	10,5
29 Produits chimiques organiques	4,4	4,5	4,2	4,1	3,3	3,1
30 Produits pharmaceutiques	1,9	1,7	1,6	2,0	2,1	2,4
33 Huiles essentielles, produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	1,3	1,5	1,7	2,0	2,5	2,6
07 Matières plastiques et caoutchouc	4,2	4,4	4,5	4,4	4,2	3,9
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3,8	3,9	3,9	3,9	3,7	3,5
08 Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
09 Bois, liège, sparterie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10 Pâtes de bois, papier et carton	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,6
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
12 Chaussures, coiffures, etc.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
13 Ouvrages en pierre, plâtre, ciment	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
14 Pierres gemmes, métaux précieux	5,0	5,0	4,6	4,1	4,6	5,4
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2,6	2,3	2,1	2,2	2,0	1,7
16 Machines et appareils, matériel électrique	47,3	48,5	47,3	45,5	46,1	50,8
84 Machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	14,2	14,5	14,0	14,3	15,2	15,5
8411 Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz	1,4	1,8	1,7	2,9	3,7	3,7
85 Machines électriques et leurs parties	33,0	34,0	33,3	31,3	30,9	35,3
8517 Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones pour réseaux cellulaires (..)	2,9	2,9	2,6	2,6	2,9	3,1
8542 Circuits intégrés électroniques	21,2	21,2	21,4	20,1	19,7	23,1
17 Matériel de transport	3,3	3,2	2,8	2,9	3,2	2,4
88 Navigation aérienne ou spatiale	1,8	2,0	1,8	1,8	2,0	1,5
18 Instruments et appareils de précision	4,8	5,1	5,2	5,1	5,8	6,0
90 Instruments d'optique, de photographie, de mesure, instruments médicaux (..)	4,3	4,6	4,7	4,7	5,4	5,6
19 Armes et munitions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 Marchandises et produits divers	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
21 Objets d'art, etc.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres	5,5	4,7	5,7	6,4	5,5	5,4

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la base de données Comtrade des Nations Unies. Les données de 2020 ont été communiquées par les autorités.

Tableau A1. 2 Exportations de marchandises de Singapour par destination, 2015-2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations totales (milliards d'USD)	357,9	338,1	373,3	411,7	390,3	373,7
	(% du total)					
Amériques	9,5	9,4	9,2	10,5	11,3	13,2
États-Unis	6,5	6,7	6,5	7,7	8,8	10,8
Autres pays d'Amérique	3,0	2,7	2,7	2,8	2,5	2,4
Panama	1,5	1,5	1,4	1,5	1,1	1,0
Europe	8,8	10,4	9,4	10,0	10,1	10,6
UE-27	7,1	7,8	7,7	8,0	7,8	8,5
Pays-Bas	1,7	2,0	2,1	2,2	2,2	2,7
Allemagne	1,6	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Belgique	1,4	1,6	1,3	1,2	1,1	1,3
France	0,9	1,0	1,0	1,2	1,1	1,1
AELE	0,6	1,5	0,7	0,7	0,9	0,8
Autres pays d'Europe	1,1	1,1	1,0	1,3	1,4	1,3
Royaume-Uni	0,9	0,9	0,8	1,2	1,2	1,1
CEI ^a	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Afrique	1,7	1,1	1,2	1,4	1,4	1,3
Moyen-Orient	2,2	1,9	1,7	1,7	1,9	1,7
Émirats arabes unis	1,5	1,2	1,0	0,9	1,0	0,8
Asie/Océanie	77,6	76,9	78,2	76,2	75,1	73,0
Chine	14,4	13,1	14,5	12,2	13,2	13,7
Japon	4,3	4,3	4,6	4,9	4,5	4,8
Autres pays d'Asie/Océanie	59,0	59,5	59,2	59,1	57,3	54,5
Hong Kong, Chine	11,5	12,8	12,3	11,8	11,4	12,4
Malaisie	10,8	10,5	10,6	10,9	10,5	8,9
Indonésie	8,3	7,9	7,5	8,0	7,0	5,7
Taipei chinois	4,0	4,4	4,4	4,1	4,2	4,9
Corée, République de	4,0	4,3	4,5	3,8	3,9	4,5
Thaïlande	3,9	4,1	3,9	3,8	3,9	3,8
Viet Nam	3,4	3,4	3,3	2,9	3,3	3,3
Inde	3,1	3,0	3,0	3,0	2,9	2,5
Australie	3,2	2,8	2,7	3,1	2,9	2,3
Philippines	1,8	1,9	1,9	1,9	2,2	2,0
Îles Marshall	0,5	0,5	0,7	0,9	0,7	0,8
Myanmar	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
Bangladesh	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6
Pour mémoire:						
ASEAN	30,1	29,4	29,0	29,6	28,7	25,1
UE-28	8,0	8,7	8,6	9,1	9,0	9,6

a Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens états membres.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la base de données Comtrade des Nations Unies et les données du Département de statistique de Singapour.

Tableau A1. 3 Importations de marchandises par section et par principal chapitre/sous-position du SH, 2015-2020

Section/chapitres/sous-positions du SH	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Importations totales (milliards d'USD)	308,1	291,9	327,7	370,5	359,0	328,7
	(% des importations totales)					
01 Animaux vivants et produits du règne animal	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9
02 Produits du règne végétal	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,7
03 Graisses et huiles	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	2,1	2,2	2,0	1,9	2,0	2,0
05 Produits minéraux	21,3	17,8	22,4	24,0	21,2	15,1
27 Combustibles minéraux et huiles minérales	21,0	17,5	22,1	23,7	21,0	14,9
2709 Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	5,9	5,2	6,5	7,5	6,7	4,4
2710 Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes	13,8	11,3	14,3	14,7	12,8	9,5
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	5,8	6,3	6,4	6,3	6,5	7,0
29 Produits chimiques organiques	1,9	1,9	1,9	1,9	2,0	2,2
07 Matières plastiques et caoutchouc	2,6	2,7	2,8	2,7	2,7	2,5
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	2,2	2,3	2,3	2,4	2,4	2,2
08 Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
09 Bois, liège, sparterie	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
10 Pâtes de bois, papier et carton	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	1,2
12 Chaussures, coiffures, etc.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
13 Ouvrages en pierre, plâtre, ciment	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6
14 Pierres gemmes, métaux précieux, perles	6,7	7,0	6,1	5,5	5,3	6,9
7108 Or, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre	4,4	3,9	4,0	3,6	2,8	5,1
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	4,0	3,7	3,1	3,0	3,0	2,9
16 Machines et appareils, matériel électrique	41,5	43,6	42,2	41,8	43,6	49,2
84 Machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	14,0	14,5	13,8	14,3	16,2	16,1
8411 Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz	2,0	2,5	2,7	3,8	5,4	4,6
85 Machines électriques et leurs parties	27,5	29,1	28,4	27,4	27,3	33,1
8517 Postes téléphoniques d'utilisateurs, y compris les téléphones pour réseaux cellulaires (..)	2,7	2,9	2,8	2,7	3,2	3,5
8542 Circuits intégrés électroniques	17,2	18,3	18,1	17,2	16,9	21,8
17 Matériel de transport	4,5	4,4	4,1	4,7	5,0	3,2
87 Voitures automobiles et leurs parties	1,7	1,9	1,5	1,5	1,5	1,2
88 Navigation aérienne ou spatiale	2,5	2,3	2,4	3,2	3,3	2,0
18 Instruments de précision	4,0	4,4	4,0	3,8	4,1	4,4
90 Instruments d'optique, de photographie, de mesure, instruments médicaux (..)	3,3	3,8	3,4	3,3	3,5	3,9
19 Armes et munitions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 Marchandises et produits divers	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6
21 Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Autres	1,5	1,6	0,9	0,9	1,2	0,9

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la base de données Comtrade des Nations Unies. Les données de 2020 ont été communiquées par les autorités.

Tableau A1. 4 Importations de marchandises de Singapour par provenance, 2015-2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Importations totales (milliards d'USD)	308,1	291,9	327,7	370,5	359,0	328,7
	(% du total)					
Amériques	13,3	12,8	12,8	13,3	14,2	13,0
États-Unis	10,9	10,6	10,6	11,4	12,2	10,7
Autres pays d'Amérique	2,4	2,2	2,3	1,9	2,0	2,3
Europe	15,9	16,3	15,5	16,1	15,5	14,8
UE-27	10,5	11,3	10,6	10,9	10,6	10,3
France	2,4	2,9	2,7	3,1	3,4	3,1
Allemagne	2,9	3,0	2,9	2,7	2,8	2,7
Italie	1,1	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2
AELE	3,3	3,0	3,0	2,9	2,2	2,0
Suisse	2,9	2,7	2,8	2,7	1,9	1,8
Autres pays d'Europe	2,1	2,1	1,9	2,3	2,7	2,5
Royaume-Uni	1,9	1,8	1,7	2,1	2,5	2,4
CEI ^a	1,8	0,9	1,5	1,7	1,4	0,5
Fédération de Russie	1,7	0,9	1,4	1,6	1,3	0,4
Afrique	0,6	0,8	0,8	0,9	1,1	1,2
Moyen-Orient	8,2	7,8	9,1	10,2	9,1	5,9
Émirats arabes unis	2,8	2,5	2,7	2,6	3,2	1,9
Arabie saoudite, Royaume d'	2,6	2,8	2,8	3,4	2,3	1,5
Qatar	1,2	1,0	1,6	1,8	1,5	1,1
Iraq	0,3	0,2	0,5	1,0	1,1	0,6
Asie/Océanie	60,3	61,3	60,3	57,7	58,7	64,6
Chine	13,7	13,9	13,8	13,4	13,7	14,4
Japon	6,2	7,3	6,3	6,0	5,4	5,5
Autres pays d'Asie/Océanie	40,3	40,1	40,2	38,3	39,6	44,7
Malaisie	10,7	11,0	11,9	11,5	11,6	12,7
Taipei chinois	8,0	8,0	8,3	8,5	9,0	11,0
Corée, République de	5,9	5,8	4,9	3,8	3,8	4,7
Indonésie	4,9	4,8	4,6	4,1	4,3	4,3
Thaïlande	2,6	2,5	2,2	2,2	2,1	3,0
Philippines	1,5	1,6	1,8	2,1	2,0	2,1
Inde	1,9	2,0	2,2	2,0	1,8	1,6
Australie	1,7	1,3	1,2	1,5	1,7	1,4
Viet Nam	1,2	1,0	1,0	0,9	1,0	1,2
Hong Kong, Chine	1,2	1,1	1,4	1,0	1,0	1,2
Pour mémoire:						
ASEAN	21,1	21,5	21,6	21,2	21,8	24,3
UE-28	12,3	13,2	12,2	13,0	13,1	12,7

a Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la base de données Comtrade des Nations Unies. Les données de 2020 ont été communiquées par les autorités.

Tableau A3. 1 Principales incitations fiscales et non fiscales, et soutien aux PME, 2020

Programme	Description	Admissibilité ^a
Enterprise Singapore		
Aide à la préparation du marché	Fourniture de conseils et d'une assistance financière aux PME qui cherchent à s'implanter sur de nouveaux marchés étrangers. Les PME admissibles reçoivent jusqu'à 70% des coûts admissibles, plafonnés à 100 000 SGD par entreprise et par nouveau marché sur une période de 3 ans, pour couvrir les activités de promotion à l'étranger, le développement d'entreprise et l'entrée sur un marché. ^b	a) entreprises enregistrées et opérant à Singapour; b) au moins 30% d'actionnaires locaux; c) chiffre d'affaires annuel du groupe < 100 millions de SGD ou nombre d'employés du groupe < 200; et d) ventes sur les marchés étrangers ciblés < 100 000 SGD au cours de chacune des 3 années précédentes.
Programme de développement des entreprises locales et des associations (LEAD)	Aide les associations professionnelles et les chambres de commerce à stimuler la modernisation et le développement des capacités dans les branches de production et, dans le même temps, à renforcer les capacités de leurs PME membres. LEAD prend en charge jusqu'à 70% des coûts admissibles pour les projets remplissant les conditions requises. Cela inclut: a) les dépenses de main-d'œuvre; b) les équipements et les matériaux; c) les services professionnels; d) le développement d'entreprise; et e) la propriété intellectuelle.	Associations professionnelles et chambres de commerce enregistrées à Singapour: a) dont le siège est constitué en société et basé à Singapour; b) qui sont enregistrées au Registre des entreprises ou auprès de l'Autorité de réglementation de la comptabilité et des sociétés; c) qui sont définies en tant qu'organisme à but non lucratif; d) qui représentent une branche de production qui contribue grandement à l'économie, présente un bon potentiel d'exportation et emploie un nombre de personnes important; e) qui comptent un grand nombre de membres; et f) qui ont fait leurs preuves dans l'aide aux PME.
Subvention pour le développement des entreprises	Soutient les entreprises dans le développement de leurs capacités pour se moderniser, innover ou élargir leurs activités sur les marchés étrangers. La subvention finance jusqu'à 70% des coûts admissibles du projet, à savoir les frais de consultation de tierces parties, les logiciels et le matériel, et les coûts de main-d'œuvre internes.	a) entreprises enregistrées et opérant à Singapour; b) au moins 30% d'actionnaires locaux; et c) situation financière viable pour commencer et mener à bien le projet.
Subvention aux solutions axée sur la productivité (PSG) – administrée par les principaux organismes gouvernementaux sectoriels compétents (le MTI étant le coordonnateur général)	Soutient les entreprises qui souhaitent adopter des solutions et du matériel informatiques afin d'améliorer la productivité. Les solutions sont examinées au préalable par divers organismes gouvernementaux comme Enterprise Singapore, l'Agence nationale de l'environnement (NEA) et l'Office du tourisme de Singapour (STB). Le niveau maximum du soutien financier est fixé à 70%. ^c	a) entreprise enregistrée et opérant à Singapour; b) les solutions ou le matériel informatiques achetés/loués/sur abonnement doivent être utilisés à Singapour; c) au moins 30% d'actionnaires locaux; et d) chiffre d'affaires annuel du groupe ≤ 100 millions de SGD ou nombre d'employés du groupe ≤ 200. Ces conditions ne s'appliquent pas à la PSG administrée par la NEA.

Programme	Description	Admissibilité ^a
Startup SG Equity Anciennement Programme pour le lancement d'entreprises (SEEDS)	<p>Vise à encourager les investissements du secteur privé dans de jeunes entreprises technologiques innovantes basées à Singapour et ayant un potentiel en matière de propriété intellectuelle et sur les marchés mondiaux.</p> <p>Dans le cadre du programme Startup SG Equity, le gouvernement:</p> <p>i) investira conjointement avec des investisseurs tiers dans de jeunes entreprises admissibles; et</p> <p>ii) investira dans des sociétés de capital-risque sélectionnées qui investiront à leur tour dans de jeunes entreprises admissibles, dans le cadre d'une approche basée sur les fonds de fonds.</p> <p>Plafonnement des investissements: 2 millions de SGD pour les jeunes entreprises technologiques générales; et 8 millions de SGD pour les jeunes entreprises spécialisées dans les technologies de rupture.</p>	<p>Les jeunes entreprises doivent satisfaire aux critères suivants:</p> <p>a) entreprise basée à Singapour ayant ses activités principales dans le pays;</p> <p>b) être constituée en société privée à responsabilité limitée depuis moins de 5 ans;</p> <p>c) disposer d'un capital libéré minimum de 50 000 SGD;</p> <p>d) être en mesure de prouver que ses produits et/ou services et ses applications contiennent des éléments de fond en matière d'innovation et de propriété intellectuelle;</p> <p>e) avoir un fort potentiel de croissance et une évolutivité claire pour le marché international;</p> <p>f) avoir identifié un investisseur tiers indépendant intéressé;</p> <p>g) ne pas être impliquée dans les activités commerciales suivantes: industrie du jeu, produits liés au tabac, ou toute autre activité qui enfreint la loi ou est contraire à l'intérêt public; et</p> <p>h) ne pas être une filiale ni une coentreprise.</p> <p>Les investisseurs tiers doivent satisfaire aux critères suivants:</p> <p>a) être en mesure de contribuer à la croissance de la jeune entreprise et avoir une expérience de la gestion, des contacts d'affaires et/ou une expertise technique nécessaire pouvant apporter une valeur ajoutée à la jeune entreprise;</p> <p>b) être prêt à investir au moins 50 000 SGD chacun dans chaque jeune entreprise; et</p> <p>c) ne pas détenir d'actions de l'entreprise bénéficiaire avant l'investissement conjoint (pour les nouveaux investissements).</p> <p>Les fonds bénéficiaires dans le cadre de l'approche basée sur les fonds de fonds doivent satisfaire aux critères suivants:</p> <p>a) engagement résolu à investir, en phase d'amorçage, dans de jeunes entreprises basées à Singapour spécialisées dans les technologies de rupture, principalement dans le secteur manufacturier de pointe, les technologies biopharmaceutiques/médicales et les technologies agroalimentaires;</p> <p>b) être domicilié à Singapour; pour les fonds bénéficiaires basés à l'étranger, l'organe qui prend les décisions d'investissement et les dirigeants qui formulent les recommandations d'investissement doivent être basés à Singapour;</p> <p>c) l'associé doit avoir l'expérience de la direction de cycles d'investissement en phase d'amorçage dans de jeunes entreprises spécialisées dans les technologies de rupture et avoir obtenu des taux de rendement internes (TRI) positifs par le passé;</p> <p>d) l'équipe de gestion doit avoir une bonne expérience dans la gestion et une expertise technique et financière pour garantir des processus de prise de décision solides; et</p> <p>e) de solides réseaux d'affaires avec un accès aux flux d'affaires, aux financements et aux réseaux de commercialisation pour faciliter la croissance des jeunes entreprises bénéficiaires.</p>

Programme	Description	Admissibilité ^a
Startup SG Accelerator (Anciennement Programme de développement des incubateurs)	Soutient les facilitateurs de jeunes entreprises, comme les incubateurs et les accélérateurs, pour favoriser le développement de jeunes entreprises à fort potentiel basées à Singapour. Le programme accorde un soutien financier et non financier pour permettre à ces partenaires de renforcer encore leurs programmes et leur expertise en vue de soutenir de jeunes entreprises performantes.	Conditions applicables aux accélérateurs, incubateurs ou créateurs d'entreprises: a) avoir un atout unique ou proposer des programmes spécifiques pour soutenir les jeunes entreprises innovantes dans des domaines tels que l'accès aux marchés et aux talents, le financement, la formation à l'activité entrepreneuriale, les conseils en matière de gestion et le mentorat; b) être disposés à baser leurs opérations à Singapour pour soutenir les jeunes entreprises installées dans le pays; c) avoir un modèle de revenus qui sera durable à long terme; et d) avoir une équipe de gestion confirmée ayant l'expérience et l'expertise nécessaires pour guider les jeunes entreprises innovantes depuis la phase d'amorçage jusqu'à en faire des entreprises à forte croissance.
Startup SG Tech (Anciennement Programme de commercialisation des entreprises technologiques)	Octroie des subventions aux entreprises basées à Singapour pour accélérer le développement de solutions technologiques protégées et stimule la croissance des jeunes entreprises sur la base de technologies protégées et d'un modèle d'activité évolutif. Il existe deux types de soutien financier: i) la subvention pour la "preuve de concept", qui est plafonnée à 250 000 SGD; et ii) la subvention pour la "preuve de la valeur", qui est plafonnée à 500 000 SGD. Les entreprises peuvent demander une subvention pour la preuve de concept ou pour la preuve de la valeur en fonction du stade de développement de la technologie/du concept.	Les entreprises doivent respecter les conditions suivantes: a) enregistrée depuis moins de 5 ans au moment de l'attribution; b) activités principales exercées à Singapour; c) au moins 30% d'actionnaires locaux; et d) chiffre d'affaires annuel du groupe < 100 millions de SGD ou nombre d'employés du groupe < 200. La solution proposée par l'entreprise doit: a) expliquer comment la science/technologie est appliquée; b) constituer une innovation radicale (c'est-à-dire avoir le potentiel soit de perturber un marché existant, soit de remplacer ou de créer un nouveau marché/objet/niche); c) aboutir à un savoir-faire/droit de propriété intellectuelle protégé ou s'y appuyer; et d) être commercialement viable.
Programme de déductions fiscales pour les investisseurs providentiels (AITD) ^d	Déduction fiscale de 50% pour un investissement minimal de 100 000 SGD réalisé dans chaque jeune entreprise admissible, et investissement admissible plafonné à 500 000 SGD par an.	Investisseurs individuels ayant une capacité prouvée à guider les entreprises bénéficiant des investissements: a) investisseur providentiel expérimenté ayant déjà réalisé des investissements en phase d'amorçage; ou b) entrepreneur expérimenté/en série ayant un bilan démontré; ou c) professionnels/cadres supérieurs de gestion ayant une expérience de la gestion d'entreprise de haut niveau.
Programme des négociants mondiaux (GTP)	Octroi de taux d'imposition préférentiels (5% ou 10%) sur les revenus admissibles tirés des activités de négoce international (y compris les activités commerciales physiques, le courtage de transactions physiques, les revenus des transactions de produits dérivés, et les revenus des activités de financement structuré des produits de base) pendant 3 ou 5 ans.	a) entreprises basées et exerçant des activités importantes à Singapour; b) participation au négoce, à l'achat, à la commercialisation et à la distribution de produits de base et de marchandises au niveau international; et c) respect de critères quantitatifs stricts (y compris concernant l'emploi et les dépenses locales).
Section 13H (S13H) – Incitations fiscales et incitations en faveur des entreprises de gestion de fonds (FMI)	Exonération fiscale sur les revenus admissibles tirés des fonds de capital-risque approuvés et taux d'imposition préférentiel de 5% sur les revenus admissibles des sociétés de gestion de fonds approuvés qui gèrent des fonds S13H approuvés.	<u>S13H</u> : Fonds de capital-risque disposés à s'engager à investir dans des jeunes entreprises et d'autres entreprises basées à Singapour. <u>FMI</u> : Sociétés de gestion de fonds qui gèrent des fonds S13H approuvés.

Programme	Description	Admissibilité ^a
Double déduction fiscale pour l'internationalisation	Déduction fiscale pouvant aller jusqu'à 200% des dépenses admissibles dans des activités admissibles d'expansion des marchés et de développement des investissements. Le plafond des dépenses destinées au programme de double déduction fiscale automatique est de 150 000 SGD.	Entreprises enregistrées à Singapour ou disposant d'un établissement permanent à Singapour ayant pour objectif principal la promotion du commerce de marchandises ou de la fourniture de services. Les projets doivent promouvoir à la fois des produits et des services nouveaux et existants, aussi bien sur des marchés nouveaux qu'existants.
Programme de financement des entreprises	Enterprise Singapore offre un mécanisme de partage des risques aux établissements financiers participants, qui accordent des prêts aux entreprises admissibles pour le fonds de roulement, les immobilisations, le capital-risque, le financement du commerce, les fusions et acquisitions, et les projets à l'étranger. Lancé en octobre 2019, le Programme de financement des entreprises regroupe en un seul plusieurs mécanismes de financement existants afin d'accélérer l'accès des entreprises au financement.	a) entités commerciales enregistrées et présentes à Singapour; b) au moins 30% d'actionnaires locaux; et c) avec un plafond maximum pour les revenus du groupe d'emprunteurs de 500 millions de SGD pour toutes les entreprises.
Programme de soutien financier à l'internationalisation – Sans recours	Le Programme de soutien financier à l'internationalisation aide les entreprises basées à Singapour à lever des fonds pour des investissements en immobilisations ou des projets à l'étranger en partageant les risques d'insolvabilité avec les établissements financiers participants. Les entreprises de taille moyenne peuvent obtenir un financement pouvant atteindre 50 millions de SGD pour des projets de développement locaux et à l'étranger.	a) entreprises basées à Singapour, exerçant leurs principales fonctions dans le pays; et b) dont le chiffre d'affaires annuel est < 500 millions de SGD (pour les sociétés commerciales) et < 300 millions de SGD (pour les sociétés non commerciales).
Programme d'assurance des crédits (LIS) ^e	Le LIS aide les entreprises basées à Singapour à obtenir des lignes de financement du commerce à court terme en les assurant contre les risques d'insolvabilité. Assure les établissements financiers participants contre le risque d'insolvabilité de l'emprunteur. Une partie de la prime d'assurance est réglée par le gouvernement. En 2020, le soutien a été porté à 80% (contre 50%) jusqu'au 31 mars 2021.	a) entités commerciales enregistrées et opérant à Singapour; b) au moins 30% d'actionnaires locaux; et c) chiffre d'affaires annuel du groupe ≤ 100 millions de SGD ou nombre d'employés du groupe ≤ 200.
Programme d'assurance contre les risques politiques ^e	Le Programme d'assurance contre les risques politiques est une police d'assurance que les entreprises souscrivent pour protéger leurs projets et/ou investissements sur les marchés étrangers contre les incertitudes politiques. Il couvre des risques tels que l'expropriation, l'inconvertibilité de la monnaie, les restrictions visant les transferts, la violence politique et la rupture de contrat par les gouvernements d'accueil. Prise en charge de 50% de la prime d'assurance, au plus pendant les 3 premières années de chaque police relevant du programme et dans la limite de 500 000 SGD par entreprise.	Entreprises basées à Singapour ayant: a) leur siège social mondial à Singapour; b) au moins 3 fonctions commerciales stratégiques à Singapour; c) un chiffre d'affaires annuel < 500 millions de SGD; d) engagé à Singapour des dépenses pour leurs activités d'au moins 250 000 SGD par an au cours de chacune des 3 dernières années; et e) un capital versé minimum de 50 000 SGD.

Programme	Description	Admissibilité ^a
Programme d'assurance-crédit commercial (TCIS) ^f	Le TCIS est une police d'assurance que les entreprises souscrivent pour se protéger contre les risques de non-paiement par leurs acheteurs finals pour les marchandises vendues et livrées, ou pour les services rendus. Prise en charge jusqu'à 50% de la prime minimum pour les polices relevant du TCIS offertes à des conditions commerciales par des compagnies d'assurance-crédit enregistrées à Singapour, avec un soutien maximum de 100 000 SGD pour la durée de vie de l'entreprise admissible.	a) entités commerciales enregistrées et présentes physiquement à Singapour; b) au moins 30% d'actionnaires locaux; et c) chiffre d'affaires annuel du groupe < 100 millions de SGD ou nombre d'employés du groupe < 200.
Office du développement économique		
Entreprise de pointe (secteur manufacturier ou services)	Exonération de l'impôt sur les sociétés pour les revenus provenant d'activités admissibles.	Les activités admissibles comprennent: a) secteur manufacturier: acquisition de nouvelles technologies, compétences ou connaissances relevant les normes industrielles globales; b) services: tout service d'ingénierie ou service technique, y compris les activités de laboratoire, de consultation et de recherche-développement; services informatiques et autres services connexes; mise au point ou production de dessins et modèles industriels.
Incitation pour le développement et l'expansion (DEI)	Taux réduits de l'impôt sur les sociétés de 5 ou 10% sur les bénéfices additionnels provenant d'activités admissibles.	Les activités admissibles comprennent: la fabrication ou le développement de la fabrication de tout produit économiquement avantageux pour Singapour; ou les mêmes activités admissibles que pour le programme d'entreprises de pointe dans les services.
Déduction pour investissement	Déduction de 30 ou 50% des dépenses d'immobilisations pour les projets admissibles, en sus des abattements normaux de 100%, s'il y a lieu.	Entreprises investissant dans du matériel en vue d'accroître la productivité ou introduisant de nouvelles technologies dans le secteur.
Subvention pour l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques	Cofinancement pour parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Soutien financier pouvant atteindre 50% des coûts admissibles.	Entreprises enregistrées à Singapour dans le secteur manufacturier et le secteur des centres de données, et dont le chiffre d'affaires annuel du groupe est supérieur à 500 millions de SGD.
Programme de crédit-bail d'aéronefs	Taux d'imposition réduit de 8% sur les revenus tirés de la location d'aéronefs ou de moteurs d'aéronefs en crédit-bail et des activités auxiliaires admissibles; exonération de l'impôt retenu à la source sur les intérêts et les versements associés dans le cadre des prêts obtenus pour l'achat d'aéronefs ou de moteurs d'aéronefs.	Entreprises enregistrées à Singapour qui développent les capacités en matière de crédit-bail d'aéronefs ou de moteurs d'aéronefs et font croître le secteur du crédit-bail d'aéronefs ou de moteurs d'aéronefs.
Programme d'incitations au développement de la propriété intellectuelle	Taux d'imposition réduit de 5% ou 10% sur un pourcentage des revenus de PI admissibles (redevances ou autres revenus à recevoir par l'entreprise du fait de l'exploitation commerciale de droits de PI admissibles).	Entreprises enregistrées à Singapour qui utilisent et commercialisent des droits de propriété intellectuelle issus des activités de recherche-développement.
Programme d'enseignement supérieur pour l'industrie	Cofinancement destiné à soutenir la formation de personnel compétent pour les activités de R&D.	Entités commerciales enregistrées à Singapour.
Programme d'incitation à la recherche pour les sociétés	Cofinancement destiné à soutenir le développement de capacités de R&D et de technologies.	Entreprises enregistrées à Singapour.
Programme d'encouragement de l'innovation	Cofinancement destiné à soutenir le développement de capacités pour l'innovation de produits, processus et applications.	Entités commerciales enregistrées à Singapour.

Programme	Description	Admissibilité ^a
Subvention pour la formation dans les entreprises	Cofinancement destiné à soutenir la formation de la main-d'œuvre à l'application de nouvelles technologies et compétences professionnelles.	Entités commerciales enregistrées à Singapour.
Incitation fiscale en faveur des centres de financement et de trésorerie	Taux réduit de l'impôt sur les sociétés de 8% sur les revenus provenant des services admissibles fournis au réseau agréé par les centres de financement et de trésorerie et des activités admissibles menées de leur propre chef par ces centres; exonération de l'impôt anticipé sur le paiement des intérêts de prêts et de dépôts auprès de banques et d'entreprises du réseau pour des activités admissibles des centres de financement et de trésorerie.	Sociétés qui fournissent des services de financement et de trésorerie à leur réseau agréé. Les entreprises doivent établir des activités essentielles à Singapour et y exercer des fonctions stratégiques.
Incitation concernant les versements approuvés	Exonération totale ou taux réduit de l'impôt anticipé sur les paiements de redevances pour avoir accès à des technologies et du savoir-faire avancés.	Entreprises concluant un accord sur les redevances dans le cadre duquel des redevances ou des frais d'assistance technique ou une contribution à la R&D sont à reverser à une personne non résidente.
Prêts étrangers approuvés	Exonération totale ou taux réduit de l'impôt anticipé de 5% ou 10% sur le paiement des intérêts de prêts souscrits en vue d'acheter du matériel de production.	Prêt accordé pour l'achat de matériel de production; le prêteur est une personne non résidente; et l'allégement fiscal accordé par Singapour n'accroîtra pas les responsabilités dans le pays de résidence.
Allocation pour intensification foncière	Déduction fiscale initiale de 25% et déductions fiscales annuelles de 5% sur les dépenses d'immobilisations admissibles liées à la construction ou la rénovation/l'agrandissement d'un bâtiment ou d'une structure admissible.	Entreprises exerçant des activités manufacturières et logistiques spécifiées et qui procèdent à la construction ou à la rénovation/l'agrandissement de bâtiments ou de structures admissibles satisfaisant au coefficient brut d'occupation des sols.
Programme concernant les sièges de société	Les entreprises qui gèrent leurs activités d'administration centrale de niveau régional ou international depuis Singapour paient un impôt sur les sociétés au taux réduit de 10% ou 5%.	Entités commerciales constituées en sociétés ou enregistrées à Singapour fournissant des services de soutien aux entreprises et d'administration centrale, ainsi qu'une expertise commerciale au niveau régional ou mondial.
Article 19B de la Loi sur l'impôt sur le revenu	Prime d'amortissement pendant 5, 10 ou 15 ans pour l'acquisition de DPI.	Entreprises exerçant des activités commerciales ou des activités impliquant des dépenses d'immobilisations pour l'acquisition de droits de PI aux fins de leurs activités.
Partenariats pour la transformation de capacités	Cofinancement destiné à moderniser les capacités des fournisseurs basés à Singapour par le biais de partenariats avec des fabricants d'équipements d'origine.	Entités commerciales enregistrées à Singapour.
Programme de subventions d'équipement	Prêt visant à encourager le développement de projets stratégiques dans le secteur manufacturier et le secteur des services à Singapour.	Entités commerciales enregistrées à Singapour.
Subvention pour la productivité des terres	Cofinancement (de 10% à 70% des coûts admissibles) pour optimiser l'utilisation des terres par le biais de délocalisations sur le territoire ou à l'étranger ou d'une intensification de l'utilisation des terres.	Entités commerciales enregistrées à Singapour et situées sur des terrains industriels.

a Les critères énumérés ici ne sont pas nécessairement exhaustifs (c'est-à-dire que des conditions additionnelles peuvent s'appliquer).

b L'Aide à la préparation du marché a été renforcée et le niveau du soutien porté jusqu'à 80% du 1^{er} novembre 2020 au 30 septembre 2021 dans le contexte de la crise de la COVID-19.

c Le niveau du soutien au titre de la PSG a été porté à 80% pendant la crise de la COVID-19 à compter du 1^{er} avril 2020, puis la mesure a été prorogée du 1^{er} janvier 2021 au 30 septembre 2021. La portée de la PSG a été élargie pour inclure les solutions de soutien liées à la COVID-19 (par exemple travail à distance, collaboration virtuelle) du 1^{er} avril 2020 au 31 décembre 2020.

- d Expiré après le 31 mars 2020.
- e Ce programme s'est arrêté après le 31 mars 2021.
- f Il s'agissait d'une composante du programme d'Aide à la préparation du marché. Elle s'est arrêtée après le 31 mars 2021.

Source: Enterprise Singapore. Adresse consultée: <https://www.enterprisesg.gov.sg/financial-assistance/grants>; Office du développement économique. Adresse consultée: <https://www.edb.gov.sg/en/how-we-help/incentives-and-schemes.html>; et renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A3. 2 Modifications des prescriptions SPS visant les produits alimentaires, octobre 2015-août 2020

Mesure liée au commerce	Description succincte	Date d'entrée en vigueur	Lien vers le site Web de la SFA/Notification à l'OMC et date de la notification
Projet de règlement sur les aliments de 2020 (modification)	Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2020 (modification n° 2) Interdiction de l'importation et de l'utilisation d'huiles partiellement hydrogénées comme ingrédients dans toutes les graisses et huiles et dans tous les aliments préemballés vendus à Singapour à partir de juin 2021.	Juin 2021	G/SPS/N/SGP/63, 09/03/2020 G/SPS/N/SGP/63/Corr.1, 07/04/2020
Modifications du Règlement sur les aliments concernant les additifs alimentaires et les normes	Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2020 (modification n° 3) Autoriser l'utilisation de nouveaux additifs alimentaires et élargir l'utilisation des additifs alimentaires existants à d'autres catégories d'aliments.	Août 2020	https://sso.agc.gov.sg/SL/SFA1973-RG1 G/SPS/N/SGP/64, 07/04/2020
Règles vétérinaires révisées régissant l'importation de volailles et de produits de volaille	Révision des règles vétérinaires régissant l'importation de volailles et de produits de volaille en ce qui concerne l'importation de volailles réfrigérées. Les deux conditions sont basées sur une évaluation de risque réalisée par Singapour: a) les produits ne doivent pas provenir de volailles décongelées; b) le produit est scellé avec un emballage étanche sous atmosphère modifiée ou un autre conditionnement applicable, et a une durée de conservation d'au moins 14 jours à une température inférieure ou égale à 4 °C. Tous pays et régions souhaitant exporter des volailles réfrigérées vers Singapour doivent d'abord être accrédités pour les volailles congelées et fournir un bilan de leurs exportations vers Singapour. Des études sur la durée de conservation et des informations sur l'emballage doivent être fournies par les exploitations souhaitant exporter des volailles réfrigérées vers Singapour pour évaluation.	Mai 2020	https://www.sfa.gov.sg/food-import-export/commercial-food-imports G/SPS/N/SGP/67, 14/05/2020
Modifications du Règlement sur les aliments en ce qui concerne les critères microbiologiques révisés pour les aliments prêts à consommer	Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2020 (modification). Critères microbiologiques révisés pour les aliments prêts à consommer.	Avril 2020	https://sso.agc.gov.sg/SL/SFA1973-RG1 G/SPS/N/SGP/59, 04/09/2017 G/SPS/N/SGP/59/Add.1, 22/11/2018
Règles vétérinaires révisées régissant l'importation d'œufs de consommation	Révision des règles vétérinaires régissant l'importation d'œufs de consommation sur la base de l'évaluation de risque réalisée par Singapour, compte tenu des recommandations de l'OIE.	Avril 2020	https://www.sfa.gov.sg/food-import-export/commercial-food-imports G/SPS/N/SGP/65, 09/04/2020
Règles vétérinaires régissant l'importation d'œufs en coquille pasteurisés	Les Règles vétérinaires régissant l'importation d'œufs en coquille pasteurisés sont un ensemble de conditions établies pour réglementer le commerce d'œufs en coquille pasteurisés.	Avril 2020	https://www.sfa.gov.sg/food-import-export/commercial-food-imports G/SPS/N/SGP/66, 30/04/2020

Mesure liée au commerce	Description succincte	Date d'entrée en vigueur	Lien vers le site Web de la SFA/Notification à l'OMC et date de la notification
Conditions vétérinaires d'importation révisées pour la viande de porc et les produits du porc	Révision des conditions vétérinaires d'importation pour la viande de porc et les produits du porc en vue de les aligner avec les recommandations de l'OIE et d'éclaircir les règles relatives aux attestations existantes.	Octobre 2019	https://www.sfa.gov.sg/food-import-export/commercial-food-imports G/SPS/N/SGP/62, 14/10/2019 G/SPS/N/SGP/62/Corr.1, 15/10/2019 G/SPS/N/SGP/62/Corr.1/Rev.1, 15/10/2019
Projet de règlement sur les aliments de 2019 (modification)	Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2019 (modification). Autoriser l'utilisation de nouveaux additifs alimentaires, élargir l'utilisation des additifs alimentaires existants à d'autres catégories d'aliments, et inclure les bêta-glucanes d'avoine dans l'allégation de santé existante relative aux bêta-glucanes d'orge. Imposer une limite maximale pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué pour mieux protéger la santé des consommateurs. Supprimer les limites maximales établies pour le cuivre telles que fixées à l'annexe 10 du Règlement sur les aliments, supprimer la limite maximale de 5 ppm pour le formaldéhyde dans la viande fumée, les saucisses fumées et le poisson fumé, et supprimer l'exigence selon laquelle les œufs en coquille traités avec des hydrocarbures minéraux doivent porter la mention "SEALED" (scellés).	Février 2019	https://sso.agc.gov.sg/SL/SFA1973-RG1 G/SPS/N/SGP/61, 18/09/2018
Projet de règlement sur les aliments de 2018 (modification)	Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2018 (modification). Autoriser l'utilisation de nouveaux additifs alimentaires et élargir l'utilisation des additifs alimentaires existants à d'autres catégories d'aliments. Supprimer du Règlement sur les aliments les dispositions relatives à l'utilisation de deux conservateurs qui n'étaient plus considérés comme sans danger. Supprimer les limites maximales de résidus (LMR) applicables à 6 pesticides dont l'utilisation a été progressivement supprimée au niveau international au titre de la Convention de Stockholm.	Mars 2018	https://sso.agc.gov.sg/SL/SFA1973-RG1 G/SPS/N/SGP/60, 04/01/2018
Projet de règlement sur les aliments de 2017 (modification)	Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2017 (modification). Autoriser l'utilisation de nouveaux additifs alimentaires, élargir l'utilisation des additifs alimentaires existants à d'autres catégories d'aliments, et autoriser une nouvelle allégation de santé portant sur le bêta-glucane d'avoine. Imposer des limites plus strictes pour le plomb dans les préparations pour nourrissons et pour l'arsenic inorganique dans le riz poli pour mieux protéger la santé des consommateurs. Les autres changements comprennent la suppression des LMR établies pour 11 pesticides qui ne sont plus utilisés au niveau international et une disposition visant à permettre que la quantité de riz préemballé soit indiquée en grammes ou en kilogrammes (selon qu'il convient).	Avril 2017	https://sso.agc.gov.sg/SL/SFA1973-RG1 G/SPS/N/SGP/58, 10/01/2017 G/SPS/N/SGP/58/Corr.1, 20/03/2017

Mesure liée au commerce	Description succincte	Date d'entrée en vigueur	Lien vers le site Web de la SFA/Notification à l'OMC et date de la notification
Projet de règlement sur les aliments de 2015 (modification)	<p>Publié au Journal officiel en tant que Règlement sur les aliments de 2016 (modification).</p> <p>Autoriser l'utilisation de nouveaux ingrédients et additifs; établir une exigence selon laquelle les produits alimentaires étiquetés avec la mention "biologique" (ou une mention similaire) devront être certifiés biologiques dans le cadre d'un système d'inspection et de certification reprenant les directives du Codex concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique (GL 32-1999), ou un texte équivalent.</p> <p>Les autres changements comprennent l'interdiction de l'importation, de la vente et de la publicité du lait cru destiné à la consommation humaine et une disposition relative à l'utilisation du terme générique "amidons modifiés" dans l'étiquetage.</p>	Février 2016	<p>https://sso.agc.gov.sg/SL/SFA1973-RG1</p> <p>G/SPS/N/SGP/56, 27/10/2015</p>

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A3. 3 Protection de la propriété intellectuelle, 2020

	Champ d'application	Principales exclusions et limitations	Durée	Sanctions
Droit d'auteur et droits connexes				
Loi sur le droit d'auteur (chapitre 63, édition révisée de 2006), modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 34 de 2018	Œuvres littéraires, théâtrales, musicales et artistiques, et leurs éditions publiées; enregistrements sonores; films cinématographiques; émissions de télévision et de radio; émissions diffusées par câble; et interprétations et exécutions.	Acte loyal.	Œuvres littéraires, théâtrales, musicales ou artistiques: vie de l'auteur plus 70 ans (25 ans pour leurs éditions publiées); enregistrements sonores et films cinématographiques: 70 ans; émission de télévision ou émission diffusée par câble: 50 ans.	Pour la fabrication ou l'importation d'articles portant atteinte aux droits: amendes de 10 000 SGD par article (jusqu'à un maximum de 100 000 SGD) et/ou peine d'emprisonnement de 5 ans au plus; d'autres sanctions s'appliquent pour les autres types d'infractions.
Brevets				
Loi sur les brevets (chapitre 221, édition révisée de 2005), modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 23 de 2019	Produits et procédés qui sont nouveaux, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle.	Méthodes pour le traitement de personnes ou d'animaux; inventions qui pourraient encourager un comportement offensant, immoral ou antisocial.	20 ans à compter de la date d'enregistrement.	Réparations civiles.
Dessins et modèles industriels				
Loi sur les dessins et modèles industriels (chapitre 266, édition révisée de 2005), modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 23 de 2019	Caractéristiques de tout objet ou produit non matériel touchant à la forme, à la configuration, aux couleurs, au motif ou aux éléments décoratifs et qui confèrent son apparence à cet objet ou à ce produit non matériel.	Dessins ou modèles contraires à l'ordre public ou à la morale, programmes d'ordinateur, schémas de configuration, méthodes ou principes de construction, éléments de forme ou de configuration d'un objet qui sont uniquement dictés par la fonction que l'objet doit remplir ou dépendent de l'apparence d'un autre objet dont le premier, selon les intentions de l'auteur du dessin ou modèle, fera partie intégrante.	5 ans renouvelables tous les 5 ans, jusqu'à une période maximale de 15 ans.	Réparations civiles.
Marques de fabrique ou de commerce				
Loi sur les marques (chapitre 332, édition révisée de 2005), modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 23 de 2019	Marques, marques de certification et marques collectives.	Marques contraires à l'ordre public, marques de nature à induire en erreur, marques descriptives et marques communes à une activité commerciale spécifique.	10 ans, sous réserve d'un renouvellement tous les 10 ans.	Amendes jusqu'à 100 000 SGD et/ou peine d'emprisonnement de 5 ans au plus.

	Champ d'application	Principales exclusions et limitations	Durée	Sanctions
Indications géographiques				
Loi sur les indications géographiques de 2014, modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 5 de 2020	Vins, spiritueux et bières; fromages; viande et produits carnés; produits de la mer; huiles comestibles et non comestibles; fruits et légumes; épices et condiments; confiserie et produits de la boulangerie; fleurs et parties de plantes; et gomme naturelle.	Indications géographiques ayant cessé d'être protégées dans le pays d'origine, indications géographiques contenant le nom d'une variété végétale ou d'une race animale et qui sont susceptibles d'induire le consommateur en erreur quant à la véritable origine du produit.	10 ans, sous réserve d'un renouvellement tous les 10 ans.	Réparations civiles.
Données présentées pour obtenir l'homologation				
Règlement de 2016 sur les produits de santé (produits thérapeutiques); Règles relatives au contrôle des végétaux (enregistrement des pesticides)	Données résultant d'essais exigées pour obtenir l'homologation des produits pharmaceutiques et des produits chimiques agricoles.		5 ans pour les données résultant d'essais pharmaceutiques; et 10 ans pour les données résultant d'essais concernant les produits chimiques agricoles.	Réparations civiles.
Secrets commerciaux				
Délit de divulgation d'informations confidentielles	Informations confidentielles.		Durée indéterminée, peut être illimitée.	Réparations civiles.
Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés				
Loi sur les topographies de circuits intégrés (chapitre 159A, édition révisée de 2000), modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 21 de 2004	Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés.	Aucune protection pour une idée, une procédure, un procédé, un système, une méthode d'exploitation, un concept, un principe ou une découverte, quelle que soit la forme sous laquelle elle est décrite, expliquée, illustrée ou intégrée dans un schéma de configuration. Pas d'atteinte aux droits si i) la copie est réalisée à des fins privées et non à des fins d'exploitation commerciale; ii) la copie est réalisée à la seule fin d'une évaluation ou d'une analyse ou à des fins de recherche ou didactiques.	15 ans à compter de la date de création (10 ans s'ils ont été exploités commercialement pour la première fois dans les 5 ans suivant leur création).	Réparations civiles.

	Champ d'application	Principales exclusions et limitations	Durée	Sanctions
Variétés végétales				
Loi sur la protection des obtentions végétales (chapitre 232A, édition révisée de 2006), modifiée pour la dernière fois par la Loi n° 23 de 2019	Tous les genres et espèces végétaux.	Tout acte réalisé à des fins privées et non commerciales; à but expérimental ou à des fins de recherche; ou dans le but d'obtenir d'autres variétés.	25 ans.	Réparations civiles.

Source: Renseignements communiqués par les autorités; et législation de Singapour en ligne. Adresse consultée: <https://sso.agc.gov.sg/>.

Tableau A3. 4 Demandes et enregistrements de marques de fabrique ou de commerce, de brevets, et de dessins et modèles industriels, 2016-2020

		Demandes					Enregistrements				
		2016	2017	2018	2019	2020	2016	2017	2018	2019	2020
Marques de fabrique ou de commerce	Total (catégories)	41 386	50 035	51 698	55 380	53 197	53 000	37 030	41 204	56 243	53 845
	Au niveau local	9 752	10 570	11 512	11 122	12 709	10 432	8 595	8 526	11 240	11 037
	Venant de l'étranger	31 634	39 465	40 186	44 258	40 488	42 568	28 435	32 678	45 003	42 808
	% venant de l'étranger	76%	79%	78%	80%	76%	80%	77%	79%	80%	80%
	Au niveau national	22 909	26 012	27 028	27 281	26 884	28 130	20 895	20 780	27 091	26 274
Brevets	Demandes déposées dans le cadre du système de Madrid ^a	18 477	24 023	24 670	28 099	26 313	24 870	16 135	20 424	29 152	27 571
	Total (demandes)	10 980	10 930	11 845	14 136	13 265	7 341	6 217	5 172	4 188	5 385
	Au niveau local	1 601	1 609	1 575	1 727	1 775	432	414	312	264	331
	Venant de l'étranger	9 379	9 321	10 270	12 409	11 490	6 909	5 803	4 860	3 924	5 054
	% venant de l'étranger	85%	85%	87%	88%	87%	94%	93%	94%	94%	94%
Dessins et modèles industriels	Au niveau national	3 940	3 667	4 105	5 222	4 102	1 715	1 402	1 139	1 052	1 440
	Demandes PCT qui entrent dans la phase nationale ^b	7 040	7 263	7 740	8 914	9 163	5 626	4 815	4 033	3 136	3 945
	Total (nombre de dessins et modèles) ^c	1 360	1 524	1 252	1 410	1 287	1 399	1 389	1 129	1 509	1 238
	Au niveau local	634	587	336	365	361	677	492	342	357	331
	Venant de l'étranger	726	937	916	1 049	926	722	897	787	1 152	907
	% venant de l'étranger	53%	61%	73%	74%	72%	52%	65%	70%	76%	73%

a Dans le cadre de l'OMPI, Singapour est partie à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et à son Protocole. Par conséquent, pour obtenir des droits de marque à Singapour, on peut déposer une demande internationale dans le cadre du système de Madrid de l'OMPI et désigner Singapour. Pour en savoir plus sur le système de Madrid, voir: https://www.wipo.int/madrid/fr/how_madrid_works.html.

b Singapour est partie au Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Par conséquent, pour obtenir des droits de brevet à Singapour, on peut déposer une demande internationale dans le cadre du système du PCT de l'OMPI et désigner Singapour. Pour en savoir plus sur le PCT, voir: <https://www.wipo.int/pct/fr/faqs/faqs.html>.

c Ne prend pas en compte les demandes dans le cadre du système de La Haye. Pour en savoir plus sur le système de La Haye, voir: <https://www.wipo.int/haque/fr/guide/index.html>.

Source: Renseignements communiqués par les autorités; et rapports annuels de l'IPOS. Adresse consultée: <https://www.ipos.gov.sg/who-we-are/publications/archive>.